

L'ouverture de la frontière quarante ans après la création des deux Etats

## Les Allemands se déplacent désormais librement de l'Est à l'Ouest

### Effondrement

ET maintenant ? Une fois les brèches ouvertes dans le mur de Berlin et dans cette frontière interallemande aux affres de château-fort, la question demeure. Où en est-on ? Où va-t-on ? Les réponses ne sont pas aisées, ce qui explique sans nul doute la prudence des réactions occidentales, à commencer par celle du président Bush devant une histoire en train de se faire à grande vitesse mais dont on ignore encore l'aboutissement.

Pour confuse et déconcertante qu'elle soit, la situation n'en comporte pas moins quelques très sérieuses probabilités. La première, c'est qu'on va assister rapidement à la réunification économique des deux Etats allemands. L'engorgement est en place ; il ne va pas tarder à se mettre en marche : la RDA ayant promis à ses citoyens la libre circulation et des élections libres, le chancelier Kohl n'aura pas d'autre solution à bref terme que de tenir sa promesse d'aide massive à l'économie est-allemande.

S'il veut éviter l'irruption désordonnée de centaines de milliers, voire de millions d'Allemands de l'Est sur le marché du travail ouest-allemand avec toutes les conséquences politiques que cela entraînerait, il faut que la RFA contribue à améliorer les conditions de vie des habitants de l'Est.

Deuxième constatation : les concessions consenties par M. Kohl donnent une idée de sa faiblesse. Le régime pourrait-il survivre à des élections vraiment libres ? Et s'il tourne à la social-démocratie, quelle légitimité pourra-t-il bien conserver ? La réunification politique « de facto » ne se profile-t-elle pas à l'horizon, avec une entité économique allemande superpuissante, ce qui ne manquera pas de poser quelques problèmes aux partenaires de Bonn dans la CEE ? Car la RFA, si elle n'y prend pas garde, et si d'autres n'y prennent pas garde avec elle, risque, les années qui viennent, de se concentrer de plus en plus sur cette reconstruction d'une RDA en train de changer de nature, au détriment de la construction européenne et de l'aide à la Pologne et à la Hongrie.

Les Allemands, cependant, ne sont pas les seuls au monde, et l'aménagement de nouveaux rapports entre eux est une chose trop sérieuse pour qu'elle leur soit entièrement abandonnée. L'ordre européen et allemand qui est en train de s'écrouler à la suite du formidable échec économique des pays socialistes avait des garants. Ne serait-il pas temps qu'ils se concertent, se manifestent au grand jour et reprisent quelque emprise sur les événements ?

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France seraient, en particulier, bien inspirés d'agir de concert avec Bonn avant de se faire surprendre par quelque initiative de M. Gorbatchev. M. Guerassimov, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a montré, jeudi, le bout de l'oreille. Interrogé à propos du prochain « non-sommet » Bush-Gorbatchev, qui doit avoir lieu les 2 et 3 décembre au large de Malte, il a simplement affirmé que cette rencontre pourrait s'instituer « de Valta à Malte ».

M0147-11110-4,50 F

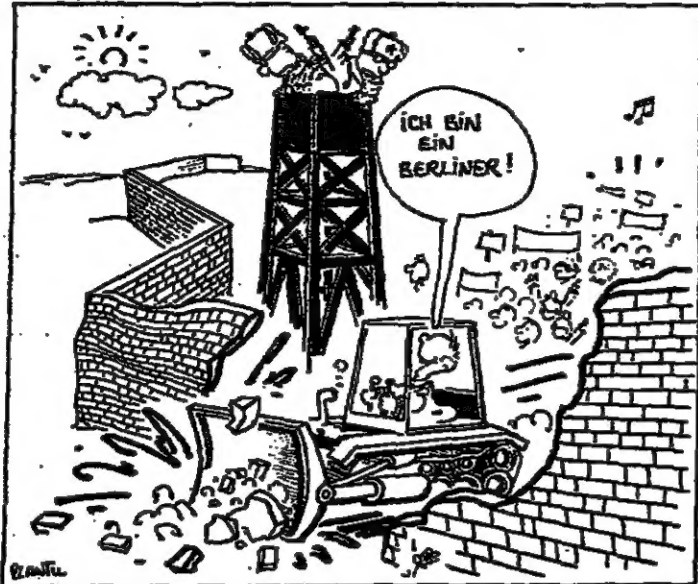


3790147004500 11110

Quarante ans après la création des deux Etats issus du III<sup>e</sup> Reich, les autorités de la RDA ont décidé l'ouverture de la frontière, et les Allemands se déplacent désormais librement de l'Est à l'Ouest. Les points de passage du mur de Berlin restaient ouverts sans formalités vendredi 10 novembre, les bureaux chargés de délivrer les visas théoriquement exigibles à partir de 8 heures étant débordés. La décision

de Berlin-Est d'autoriser la sortie de ses ressortissants sans conditions ni délais a été accueillie avec satisfaction dans toutes les capitales occidentales. M. Kohl a décidé d'interrompre sa visite officielle en Pologne afin d'assister, vendredi à un conseil des ministres extraordinaire à Bonn. Il a l'intention de se rendre également à Berlin-Ouest. Il devrait néanmoins regagner Varsovie dimanche matin.

- Une nuit à l'Ouest pour Kohl et Torgler
- Le symbole du partage du monde en deux camps page 3
- Les réformes politiques et l'élection du chef de l'Etat est-allemand
- Quarante ans de partition
- Le chancelier Kohl écoute son voyage en Pologne page 4
- Les réactions dans le monde et dans la presse française page 5
- M. Bush applaudit, mais avec retenue ; la déclaration de M. Roland Dumas page 10



### Nuit d'allégresse à Berlin

de notre envoyé spécial

Un morceau du mur de Berlin est tombé cette nuit. Des milliers de Berlinois et d'Allemands de l'Est ont franchi, aux premières heures du vendredi 10 novembre, les divers points de passage entre les deux parties de la ville pour se rendre quelques heures à Berlin-Ouest, où leur arrivée a suscité une gigantesque fête dans le centre-ville et aux abords du mur.

Le conseil des ministres est-allemand avait annoncé, jeudi soir, que tout citoyen de RDA pourrait dorénavant emprunter les points de passage le long de la frontière interallemande et, à Berlin, sur simple présentation d'un visa délivré à la demande dans les commissariats de police.

En attendant l'ouverture des bureaux, le 10 novembre à 8 heures du matin, la police avait

reçu l'ordre de laisser passer à partir de minuit toutes les personnes munies d'une carte d'identité à tous les points de passage entre les deux Berlins.

Announced en début de soirée, presque en incidents, à l'issue d'une conférence de presse sur les travaux en cours du comité central du Parti communiste est-allemand, la nouvelle s'était répandue comme une traînée de poudre des deux côtés du mur. Vers 23 heures, des petits groupes, beaucoup de jeunes surtout, ont commencé, côté Est, à converger vers les points de passage, histoire de s'écarter du terrain.

Les grilles étaient encore fermées, mais les policiers de faction, avec une bonhomie qu'on ne leur connaissait pas, confirmaient que la frontière serait ouverte après minuit.

HENRI DE BRESSON

Lire la suite page 3

### De la Réforme à la révolution

par Daniel Vernet

« La question allemande reste ouverte aussi longtemps que la porte de Brandebourg est fermée », disait-il y a quelques mois M. Richard von Weizsäcker, président de la République fédérale. La porte de Brandebourg vient d'être ouverte sous la pression d'une foule calme et déterminée qui, depuis des jours, demandait inlassablement la possibilité de voyager librement, de faire trois petits tours à l'Ouest et de rentrer chez elle.

Ouverte aussi sur une décision de la direction est-allemande prise de vitesse par un mouvement qu'elle a tenté d'abord de canaliser et auquel elle a été obligée de céder, pas à pas, pour s'être, pendant quatre semaines, fiée sur la certitude qu'en socia-

lisme comme en tout, les Allemands étaient les meilleurs.

La porte de Brandebourg est ouverte, la question allemande n'est pas réglée pour autant, mais les données en ont été fondamentalement changées dans cette nuit du 9 au 10 novembre. Il était douteux que l'ébranlement provoqué en Europe de l'Est par la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev épargne la RDA.

Mais il y a quelques semaines encore, les dirigeants ouest-allemands se demandaient comment soutenir les forces réformatrices au sein du Parti communiste est-allemand, permettant une évolution progressive à Berlin-Est et un approfondissement des relations interallemandes, sans effaroucher Moscou.

Lire la suite page 5

### 89 bis

par André Fontaine

SEULS les imbéciles ne changent pas d'avis. Egon Krenz, il n'y a pas si longtemps, se félicitait de l'écroulement du printemps de Pékin. Il offre aujourd'hui à ses compatriotes le printemps en novembre. Sans avoir esquissé le moindre geste de résistance, il s'incline devant le déferlement du peuple est-allemand et lui ouvre toutes grandes, deux cents ans après la chute de la Bastille, les portes de la ville où il était enfermé.

Le sinistre mur derrière lequel s'était retranché l'empire du froid n'a plus de raison d'être. Qu'à en garder un morceau comme souvenir de ce à quoi peut conduire la folie des hommes, il faudra se dépêcher de le démolir. Tant qu'il sera debout, en effet, la tentation subsistera d'en reboucher les issues.

Sans doute le nouveau chef du parti et de l'Etat est-allemand ne pouvait-il faire autrement. L'ampleur de l'exode en direction de l'Ouest, via Budapest et Prague, aurait ouvert les yeux du

plus aveugle. Et surtout, Gorbatchev, lors de sa visite à Berlin-Est il y a un mois pour le quarantième anniversaire de la RDA, avait clairement prévenu ses interlocuteurs qu'il ne leur fallait pas compter, en cas de troubles, sur le soutien de l'armée rouge. Il en avait même à toutes fins utiles informé le gouvernement de Bonn. Krenz a vite compris que, dans ces conditions, sa seule chance consistait, s'il voulait décourager ses administrés de prendre la large, à essayer de désarmer leur méfiance. Et donc d'aller au-devant de leurs revendications en les laissant se déplacer à leur guise.

La population est-allemande lui a beaucoup facilité les choses. Les sages démonstrations qui, parties des églises protestantes, ont jeté dans les rues des centaines de milliers de citoyens n'ont jamais connu le moindre débordement.

Lire la suite page 5

Un entretien avec le grand rabbin Sitrak Au-delà de l'affaire des foulards, les rapports entre l'école et les religions page 15 - section B

Fusion de Cointreau et de Rémy-Martin Un « géant » français dans le domaine des spiritueux page 29 - section C

Un Picasso contre un Picasso Le gouvernement autorise la sortie de France des « Noces de Pierrette » en échange de « la Célestine » page 28 - section B

La campagne au Brésil La candidature de M. Santos écartée page 8

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40 - section C

## Amérique latine : la tentation néolibérale

Pour tenter de sortir de leur terrible crise des années 80, nombre de pays d'Amérique latine découvrent discrètement l'économie de marché

L'Amérique latine vit depuis le début des années 80 la pire crise économique qu'elle ait connue, exception faite de 1929. Seuls échappent à ce marasme la Colombie et le Chili. Certains pays sont davantage frappés : le Pérou, le Panama et le Nicaragua, Haïti et l'Argentine.

Pourtant, l'heure est aux restrictions des importations, obérant les capacités de développement futures, aux contractions après années des PNB (7 % désormais pour l'ensemble de la région par rapport à 1980, plus de 10 % pour la même période dans treize des « vingt Amériques latines »), à la diminution draconienne de la consommation privée comme corollaire de la baisse des revenus des particuliers, sala-

riaux notamment, à la chute des investissements des entreprises et du secteur public, à l'augmentation vertigineuse des chiffres du chômage.

Le déficit abyssal des budgets nationaux est l'une des principales causes d'une inflation dont la moyenne régionale, pour 1988, aura été de 472 %, et qui galope littéralement dans quatre pays : l'Argentine, le Brésil, le Pérou et le Nicaragua. Quant à la vie quotidienne des quatre cent vingt millions de Latino-Américains, elle frise l'intolérable pour 40 % d'entre eux, selon des statistiques concordantes. Seuls deux éléments tempèrent la rigueur de cette situation : l'emploi dit « souterrain » (28 % de la population active du Mexi-

que, selon une enquête récente, travaille ainsi « au noir ») ; et les subventions publiques à la consommation alimentaire et aux transports - qui, il est vrai, ne bénéficient qu'aux citadins et représentent, de fait, un fardeau pour les quelque cent cinquante millions de paysans du sous-continent.

JEAN-PIERRE CLERC

Lire la suite page 32 - section C

### SANS VISA

An cœur du pays sikh

● La table ● Les jeux pages 19 à 22 - section B

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries et les boutiques Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

HÔTEL GEORGE V  
31, AVENUE GEORGE V, PARIS  
47.20.48.27



هكذا من الازل

## DÉBATS

Economie

# La finance sous le regard de l'éthique

par Hugues Puel

La réflexion sur les rapports de l'éthique et de la finance nous est imposée par l'actualité : scandales boursiers, avec leurs enrichissements rapides sans autre cause apparente que l'accès privilégié à une information réservée ; argent de la drogue blanchi dans tous les paradis fiscaux de la planète ; mobilisation de sommes énormes autour d'opérations qui paraissent plus financières qu'économiques ou industrielles ; volumineuses dettes des pays du tiers-monde, mais aussi des Etats-Unis ; spéculations effrénées sur des valeurs (monnaies et titres divers) qui semblent avoir perdu toute norme.

Il paraît opportun d'argumenter le dossier des rapports entre l'éthi-

que et la finance, tant il est vrai que si l'éthique appréhende difficilement le monde de la finance, ce dernier apparaît peu ouvert à l'éthique.

Par éthique, j'entends ici l'agir humain en tant qu'il se donne un sens, c'est-à-dire à la fois une direction et une signification, la façon dont chacun fonde ce sens au point de vue philosophique ou religieux restant ouverte et plurielle. L'éthique se distingue donc de la morale, qui est le domaine des interdictions et des obligations. Elle ne s'identifie pas aux déontologies, qui sont les morales particulières des professions.

Le philosophe Paul Ricoeur caractérise très bien l'éthique

lorsqu'il la définit comme « le désir d'une vie accomplie, qui fonde l'estime de soi-même, avec et pour les autres, dans le cadre d'institutions justes » (1).

En matière d'économie, le vieux fonds éthique de la civilisation occidentale intègre avec difficulté toutes les dimensions de l'échange. Aristote considère l'économie comme l'autoproduction des biens et des services nécessaires à une communauté. L'échange n'étant qu'un reliquat. Pour lui, une économie orientée vers l'échange est une corruption de l'économie, une chrématistique, c'est-à-dire un enrichissement dépourvu de sens. Le prêt à intérêt est interdit comme antinaturel, puisque l'argent ne fait pas de petits.

La même condamnation est portée par le judaïsme, par l'islam et par le christianisme, avec des justifications identiques complètes de considérations religieuses. Il est curieux de retrouver dans l'analyse faite par Marx sur la valeur d'échange et l'extorsion de plus-value la même référence au texte fondateur d'Aristote. Le commerce n'est pas bien vu par un Thomas d'Aquin, qui le considère comme une occasion de péché, et le commerce de l'argent est en lui-même condamné. Qui affirmera que, même anciennes, de telles conceptions de la finance ne pèsent en rien sur les mentalités d'aujourd'hui ?

Le monde de la finance s'est considérablement développé à partir du seizième siècle, avec l'expansion du capitalisme commercial. Dans sa nouveauté, sa mobilité et sa complexité, le discernement éthique n'était pas aisé. Tandis que les théologiens catholiques s'accrochaient au principe de la condamnation du prêt à intérêt, qu'il fallait multiplier les exceptions excommuniées d'une pratique qui se généralisait, Calvin introduisait une distinction remarquable entre le prêt à la consommation, qui devait rester gratuit, et le prêt à l'entreprise, qui, participant de la production de nouvelles richesses, pouvait légitimement donner lieu à une rémunération spécifique.

Le discernement éthique est devenu aujourd'hui encore plus difficile, à l'âge de l'ingénierie financière et de l'activité bancaire multiforme. Que penser des OPA et comment distinguer entre celles qui sont pur jeu d'argent et celles qui correspondent à des opérations de reconstitution industrielle nécessaires à la modernisation de l'activité et susceptibles de mobiliser un collectif de salariés ? Quel attachement au projet d'une entreprise et à sa culture, lorsque les

salariés savent qu'un coup de Bourse peut modifier en un instant la propriété du capital et la personnalité des dirigeants ?

Embusé de convictions et tourné vers le long terme, le regard éthique s'ajuste mal à l'incertitude de la finance et à son extrême mobilité. Avec les cotations en continu, toute information est dépassée au moment même où elle est communiquée. Dans un jeu aussi rapide, comment assurer l'équité dans l'accès à l'information ? L'activité spéculative répugne à l'éthique et, pourtant, elle semble indispensable à la gestion des trésoreries dans l'état actuel du marché des changes. Le jeu spéculatif apparaît aussi nécessaire comme contrepartie de la spéculation assurée et si le jeu n'est pas de soi immoral, son absence de finalité hors du jeu lui-même le met hors jeu de l'éthique.

### L'argent des autres

La finance constitue ainsi pour l'éthique un monde difficile à appréhender. Est-elle un monde fermé à l'éthique ? Banquiers et financiers, eux dont l'activité professionnelle repose sur la confiance, disposent d'un argument en béton pour refuser tout questionnement éthique : « L'argent est l'argent ».

A partir de cette affirmation, qui est très largement vraie, s'organise un argumentaire du déni de responsabilité : ce sont nos clients qui exigent que leur argent soit employé avec le maximum de sécurité ; ce sont les entreprises qui font appel à nous pour assurer leur trésorerie et financer leurs projets ; c'est l'Etat qui décide de la réglementation de notre activité et qui impose l'exercice de notre profession ; c'est la concurrence qui nous contraint à agir de la sorte... L'expérience faite du dialogue entre financiers et éthiciens vérifie à la fois la permanence de ce plaidoyer et la frustration des parties présentes d'un tel échange (2).

Si le questionnement éthique venant de l'extérieur est refusé, toute morale n'est pas exclue de la finance : la profession s'est même forgée une déontologie forte. (La parole d'un banquier l'engage sans recours à l'écrit par exemple). Néanmoins, on se demande parfois si elle ne connaît pas quelque affaiblissement. Mais, je l'affirmerais en commençant, la déontologie n'est pas l'éthique. Toute déontologie qu'elle soit, elle relève de ce que le philosophe Bergson appelait la morale close, par rapport à cette morale ouverte qu'est l'éthique.

### Des lieux de communication

Peut-on sortir de l'impasse de ce double refus ? Je crois que des pistes existent. En novembre 1987 s'est tenu à Paris, à l'initiative de l'épiscopat catholique, de la Fédération protestante et d'un collectif d'organisations non gouvernementales de développement, un colloque sur la dette du tiers-monde proposant un code de bonne conduite en matière de prêts à ces pays. Ce dialogue remarquable entre financiers responsables et militants de diverses confessions religieuses et tendances politiques a permis de faire progresser la conscience de tous sur le sujet (3). Autre exemple : sous la pression de congrégations religieuses et de militants tiers-mondistes, certaines banques ont lancé des procédures financières éthiques : les portefeuilles d'OPCVM excluant les participa-

tions dans des activités aux finalités douteuses du point de vue de la sauvegarde de la paix, de la morale et de l'environnement.

Paul Ricoeur soulignait l'importance des institutions justes pour la promotion de l'éthique. De ce point de vue s'impose la réforme du système monétaire international. La réalisation du système monétaire européen revêt à cet égard une réelle portée éthique. L'amélioration des règles de surveillance des opérations boursières constitue un effort de même nature.

Le développement d'études de cas d'éthique des affaires dans les écoles de commerce, pourra qu'elles soient menées hors de l'esprit trop utilitariste qui préside la plupart du temps aux « business ethics » à l'américaine et dans un souci très ouvert de communication, peut aider à une montée de conscience dans le monde de la finance, tout en sachant ne pas céder à l'illusion socratique selon laquelle il suffit d'enseigner la vertu pour qu'elle soit pratiquée.

Amener des lieux de communication éthique devrait être le souci de tous ceux qui ne prennent pas leur parti de la rupture entre éthique et finance. Pour avoir fréquenté et parfois suscité de tels lieux, j'en connais la difficulté et l'inconfort, mais aussi la force et la portée.

Hugues Puel est secrétaire général de la revue *Economie et Humanisme*, auteur du livre *L'économie au défi de l'éthique* (Cujas-Le Car, Paris, 1989).

- (1) Entretien avec Paul Ricoeur, la *Croix*-l'Evénement, 18 mars 1989.
- (2) Ethique des problèmes bancaires, le *Supplément* 144, février 1983.
- (3) *Economie et Humanisme* n° 306, mars-avril 1989, « Le tiers-monde doit-il payer sa dette ? ».

## TRAIT LIBRE

CETTE HISTOIRE DE FOULARD A ROS DES PROPORTIONS INCROYABLES...



## Géopolitique

# Faire revivre l'Europe centrale

Le 11 et le 12 novembre se réuniront à Budapest, dans le cadre de « l'initiative quadrangulaire », les ministres des affaires étrangères d'Italie, d'Autriche, de Yougoslavie et de

Hongrie. Les quatre pays veulent mettre en place une coopération organique dans les secteurs industriel, scientifique et technique, des transports et des télécommunications, de l'environ-

nement et de la culture. Ils souhaitent renforcer au niveau des Etats la collaboration déjà amorcée entre les régions dans le cadre de la Communauté Alpes-Adria.

par Gianni de Michelis

QUARANTE-CINQ ANS après Yalta, l'échec du modèle collectiviste provoque une nouvelle crise au centre de l'Europe, une crise dans laquelle sont impliqués les deux pays d'où sont partis les deux grands conflits de ce siècle, la Pologne et la Yougoslavie.

L'Europe de l'Est offre un spectacle à la fois inhabituel et inquiétant. Son problème est de gérer sans traumatismes une transition qui pour certains représente un espoir de survie et pour d'autres la certitude de disparaître. Comment organiser des régions qui découvrent presque soudainement qu'elles sont des patries, et d'autres qui, comme l'Allemagne de l'Est, n'ont pas réussi à le devenir ?

Ce processus peut être guidé si le noyau fort des Douze avance de façon accélérée vers l'union politique, ce qui signifie que la France et la Grande-Bretagne doivent tendre à une convergence complète sur l'Europe, en élargissant les perspectives de l'intégration jusqu'à inclure, en des temps, à des degrés et sous des formes divers, les pays de l'autre Europe.

Pour l'Union soviétique, on peut se demander si le communisme est la négation violente de son identité ou de sa religiosité ou bien le résultat d'une tradition autocratique et impériale. En revanche, nous avons toujours considéré l'Europe centrale comme faisant partie, à tous égards, de l'Occident. Nous devrions donc d'autant moins pêcher par excès de prudence ou manque de générosité face à sa tentative de revenir vers cet Occident auquel elle a été arrachée.

L'Europe centrale court le risque de se transformer en un lieu de désordres. Elle doit au contraire être un lieu de cohésion économique, sociale, culturelle, un modèle de coexistence : cette nécessité confère à l'Italie un rôle bien précis à ses frontières nord-orientales.

L'initiative quadrangulaire est lancée au moment où l'Autriche, posant officiellement sa candidature à la CEE, devra revoir en conséquence son rôle traditionnel de pont entre l'Est et l'Ouest : la Yougoslavie, depuis toujours hors des règles du jeu du monde communiste, a la dure tâche de sauvegarder d'un côté le pluralisme politique et économique, de l'autre, sa propre unité ; la Hongrie recherche des ancrages et des soutiens extérieurs à une révolution pacifique qui culminera l'année prochaine avec les premières élections libres à l'Est.

### La maison et le village

Cette initiative devrait déboucher sur une coopération organique dans les secteurs industriel, scientifique et technique, des transports et des télécommunications, de l'environnement et de la culture, en insistant sur les rencontres périodiques des ministres concernés ou de leurs administrations.

Il faut, avant toute chose, définir deux limites précises à l'initiative quadrangulaire : en premier lieu, elle n'a pas de caractère centrifuge par rapport aux systèmes d'alliances dont relèvent les quatre pays. Nous avons reçu, au contraire, des encouragements de la Communauté et de l'Alliance atlantique.

Le projet n'emend pas non plus se substituer à des objectifs plus ambitieux, mais encore lointains, tels que l'élargissement de la Communauté européenne ou la construction de la « maison commune » européenne.

L'adhésion à la Communauté est un processus d'une grande complexité et je ne vois pas, exception faite peut-être d'un ou deux pays, comment d'autres partenaires pourraient se joindre aux Douze. C'est pourquoi nous travaillons actuellement à définir des formes d'association très étroites mais qui restent en dehors de la pleine adhésion.

En République démocratique allemande, le désir de liberté pousse de nombreux ressortissants à exprimer, en marchant, leur droit à l'autodétermination et à quitter leur pays. Nous voulons simplement espérer que seront prises en compte des aspirations collectives qu'il n'est plus possible d'ignorer, conformément au climat qui prévaut aujourd'hui en Europe. Nous croyons, comme le gouvernement fédéral, que la question doit être examinée dans la perspective de l'évolution générale des rapports entre les deux Europes, mais que, de toute façon, d'ores et déjà plus de liberté à l'intérieur, ainsi que plus de contacts avec l'extérieur sont nécessaires en RDA.

La maison commune de l'Europe n'est pas un édifice dont la construction est imminente. Les projets de M. Gorbatchev doivent être examinés avec réalisme et surtout graduellement, en pensant que les Européens, en dépit de leur héritage culturel commun, sont toujours divisés par cinquante années

d'histoire. Jacques Delors a bien cela à l'esprit lorsqu'il parle d'un « Village Europe ».

L'homogénéité idéologique venant à manquer en Europe centrale, et ne pouvant être remplacée par une restauration dynastique, il faut reconstituer un tissu unitaire où le maximum de diversité est contenu dans le minimum d'espace. Il s'agit de faire revivre une partie de la réalité de l'ancien empire, ce « monde derrière les nations », qui n'était pas seulement une forme étatique mais un style politique.

L'acte final d'Helsinki pousse à la reconstitution de toute l'Europe par la réduction des armements, l'intégration économique, le respect des libertés fondamentales, objectifs que les associations régionales contribuent à rendre plus proches. En raison de la tradition historique, des affinités culturelles, de la contiguïté géographique, de la convergence graduelle des systèmes politiques et économiques, aucun terrain ne me semble plus apte que celui offert par les pays de l'initiative quadrangulaire.

Dans l'attente que les rivalités entre l'Est et l'Ouest ne nous apparaissent complètement dénuées de sens, comme celles qui, autrefois, opposaient Français et Allemands, commençons dès maintenant à reconstituer une partie de l'Europe centrale au moyen d'une stratégie flexible et tolérante, inspirée du sens de la mesure et du réalisme empirique ainsi que de la défense de l'individu contre toute tentation totalitaire et autoritaire.

Gianni de Michelis est le ministre italien des affaires étrangères.

## Un colloque organisé par « le Monde »

Le Monde organise, lundi 13 novembre à Paris, un colloque sur le thème « Ethique et finance ». Après une intervention de M. Carlo De Benedetti, un premier débat sera consacré à « Déontologie et nouveaux marchés financiers ». Il réunira MM. François Delavigne (directeur général de Techniques et gestion financière), Bernard Esambert (PDG de la Compagnie financière Edmond de Rothschild), Francis Demer (professeur à l'université Paris-X), Bertrand Jacquillat (professeur à l'université Paris-IX) et Edouard Pflimlin (président du Crédit mutuel).

Le second débat portera sur « La morale et les affaires ». Y participeront MM. Christian Giacomotto (président du directoire de la banque Arjel), Jean Pasquero (professeur à l'université du Québec), Hugues Puel (secrétaire général de la revue *Economie et Humanisme*), Jean-Marc Verme (président de Béghin-Syl) et Marc Vénat (président de la Société générale).

Le colloque se déroulera dans les salons du CFCE, 10, avenue d'Alsace Paris-16<sup>e</sup>, entre 15 heures et 18 heures. Entrée sur invitation. Tél. : 42-47-87-99.

## Le Monde

Edité par le SARI, le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet  
Correspondant en chef : Claude Salas  
Administrateur général : Bernard Woutte

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

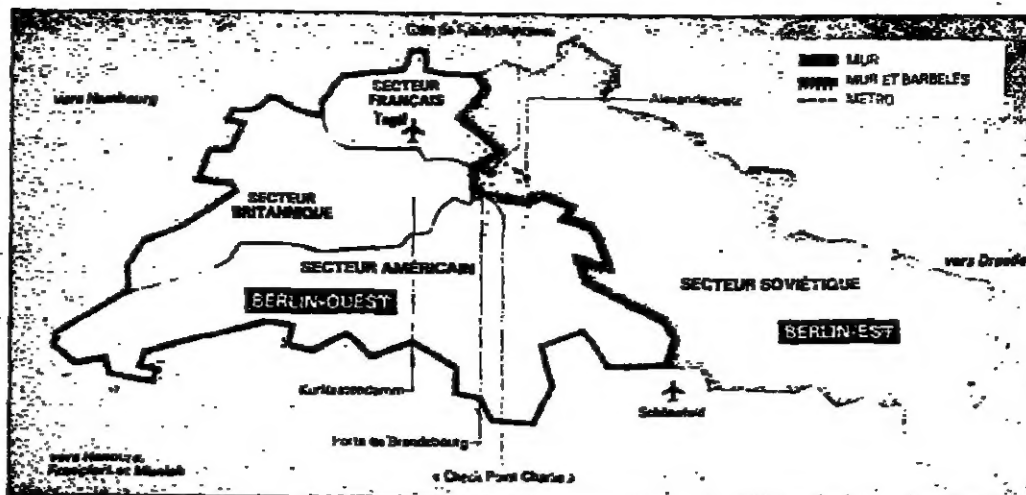
Tél. : (1) 42-47-87-27

Telex : MONDPAF 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81



## La libre circulation entre la RDA et la RFA quarante ans après la division de l'Allemagne

Les points de passage du mur de Berlin, ouverts dans la nuit de jeudi à vendredi, devaient, selon les autorités est-allemandes, rester libres jusqu'à la fin du week-end. La décision de Berlin-Est d'autoriser la sortie de ses ressortissants sans conditions préalables a été accueillie avec une vive satisfaction dans toutes les capitales occidentales. Le chancelier Kohl a déclaré d'interrompre sa visite en Pologne pour assister vendredi après-midi à un conseil des ministres extraordinaires à Bonn. Il devait regagner Varsovie dimanche matin.



Berlin-Ouest (construit par les secteurs d'occupation américain, britannique et français) s'étend sur 479 km<sup>2</sup> — plus de quatre fois Paris — et compte plus de deux millions d'habitants.

Berlin-Est, qui correspond au secteur d'occupation soviétique, et dont la RDA a fait en 1949 sa capitale, compte environ 1,2 million d'habitants sur 403 km<sup>2</sup>.

Berlin, située à quelque 180 kilomètres de Hambourg, la ville de RFA la plus proche, est accessible par trois couloirs aériens, trois autoroutes, trois voies ferrées et treize postes de passage.

### Pour Cordula et Torsten quelques heures féériques à l'Ouest

BERLIN-OUEST

de notre envoyé spécial

Torsten Volkman, vingt-sept ans, saxophoniste, et Cordula Bendemann, vingt-trois ans, assistante dentaire, sont sans doute ce vendredi 10 novembre parmi les gens les plus chanceux de la ville de Halle. Venu participer à un concert à Berlin-est, jeudi, ils ont été surpris par le rumeur qui se répandait en début de soirée : dans la nuit, l'accès à Berlin-Ouest serait ouvert à tout le monde.

Berlin-Ouest, rêve inaccessible jusqu'ici pour ces deux jeunes gens du sud de la RDA. Ni l'un ni l'autre, n'avaient de famille suffisamment proche pour pouvoir espérer un jour se rendre en RFA. Cordula avait bien essayé, à trois reprises, d'attendre les autorités pour aller rendre visite à une vieille tante, écrivain, du côté de Stuttgart. Chaque fois, elle avait dû y renoncer.

Pour Torsten et Cordula, les événements de ces dernières semaines en RDA ont aussi signifié qu'il allait peut-être devenir plus intéressant de rester sur place, et de ne pas avoir trop à regretter tous les amis partis ces derniers mois. Mais de là à penser que l'on pourrait se retrouver tous une nuit, brutalement, à Berlin-Ouest... Pourtant, lorsque, après le concert, les deux jeunes se rendent, à tout hasard, à la frontière, « pour voir », il leur faut bien se rendre à l'évidence :

« Si nous avions été seuls ou quelques-uns seulement, nous aurions sans doute hésité à franchir le pas, reconnaît Cordula. Mais il y avait tellement de monde. On s'est mis dans la queue ».

Tout, ensuite, est allé comme sur des roulettes. Et à leur grand étonnement, Torsten et Cordula se sont brusquement retrouvés de l'autre côté, au milieu de la foule de Berlinoises de l'Ouest, qui les ont ovationnés.

Le jeune saxophoniste s'étonne presque de cet accueil que, dit-il, il n'attendait pas vraiment, craignant que ceux d'en face puissent être, à la fin, incommodés, compte tenu des problèmes de chômage et de logement, par le nombre sans cesse croissant de réfugiés est-allemands arrivant à l'Ouest.

« Et pourtant, c'est étranger »

Que faire sur le pavé occidental quand on n'a en poche que quelques marks ouest-allemands ? C'est un peu au petit bonheur la chance. Mais, finalement, l'envie de découvrir cette ville inconnue pousse à se rendre vers la centre, vers le Kurfürstendamm où, brusquement, on découvre la fête. La situation pour les deux jeunes est totalement invraisemblable. « C'est comique, tout le monde, nous et eux, parle allemand, et pourtant c'est l'étranger », remarque Torsten Volkman. Etranger ? On leur a si souvent répété que la RDA avait réussi à être son propre modèle et que l'Allemagne de l'Ouest était un autre pays, qu'ils ont fini par s'habituer à cette idée.

A côté de Halle, ou même des soirées de Berlin-Est, le centre de Berlin-Ouest, ses cafés, ses vitrines, ses fontaines, ses milliers de gens amassés à 4 heures du matin dans les parcs, les deux jeunes ne les avaient jamais vus. Et si, plutôt que de se précipiter pour s'assurer que tout ce bien réel, on appelle la maison ?

D'une cabine téléphonique, on arrive à obtenir la communication pour Halle avec le seul oncle qui a le téléphone. Il est déjà 2 heures du matin, mais l'occasion est trop belle. A l'autre bout du fil, l'oncle met un peu de temps à comprendre ce qui se passe et Cordula le rassure aussitôt : elle compte bien rentrer ce matin même et être à Halle, où sa petite fille d'un an et demi l'attend chez ses parents.

H. de B.

### Nuit d'allégresse à Berlin

Suite de la première page

A l'heure prescrite, sur simple présentation du livre d'identité bien, chacun pouvait franchir sans plus de formalité la ligne de démarcation. Pour qui a connu les couloirs du Check Point Charlie, les longs moments d'attente, les fouilles, l'air renfermé des « Vopos » de service, il y avait quelque chose de totalement irréel. Tous les passages étaient envahis de centaines de personnes attendant sagement leur tour, de queues interminables de voitures Trabant et autres Wartburg de fabrication locale.

Débordés par le nombre, les policiers se contentaient de faire passer les gens par paquets, sans même, la plupart du temps, jeter un œil sur les documents. « Il faut bien qu'il y ait un peu de changement là aussi », s'exclamait un officier rigolard au Check Point.

La plupart des gens ne comprennent pas encore très bien ce qui leur arrive, mais sans aucun doute, ils souhaitent être là pour ne pas rater ce moment d'histoire. « La seule fois que je suis allée à Berlin c'était avant le mur », se souvient une élégante dame qui sortait d'une assemblée générale consacrée aux réformes de l'enseignement.

#### Escalade du mur

Des badauds, venus par curiosité assister au remue-ménage, retournaient prestement chez eux chercher leur pièce d'identité pour se joindre aux autres. Les premiers à revenir encourageaient à les imiter ceux qui se demandaient encore ce qui tout cela signifiait et s'il n'y avait pas de risque. Certains s'interrogeaient : ne feraient-ils pas mieux de profiter de l'ambiance pour ne pas rentrer à l'Est ?

Quelques-uns étaient d'ailleurs bien décidés à ne pas le faire, comme ce couple avec un enfant, parti en catimini avec une petite

valise à la main. Mais, pour la plupart, c'était seulement l'occasion d'aller faire un petit tour « en face », d'accomplir un rêve, une obsession de toujours : l'interdit devenait palpable.

A peine sortis des chaînes, on tombait sur des centaines d'autres Berlinois, ceux d'en face, venus fêter ces retrouvailles. Ils se bousculaient sur la ligne de démarcation en masse compacte, mouvante, bruyante, et contenaient avec difficulté cette fois par les gardes-frontières est-allemands. Il fallait se frayer un chemin à travers des dizaines de mains avides de toucher, de palper les arrivants. A la porte de Brandebourg, lieu de rencontre symbolique entre les deux Berlins, où l'avenue Unter den Linden se prolonge par l'avenue du 17 juin qui commémore le soulèvement de 1953 contre le régime communiste, des centaines de personnes s'étaient massées, là aussi, en attente.

Le passage de la fameuse porte était toujours fermé comme depuis vingt-huit ans, mais le mur ce soir-là, avait perdu de sa consistance. Des dizaines de personnes en profitèrent dans la nuit pour l'escalader à cet endroit et aller faire un tour... à l'Est.

Berlin-Ouest a été toute la nuit à la fête et le Sénat de la ville a même siégé en urgence aux petites heures du jour pour délibérer. En fait, il n'y avait pas grand-chose à dire. On a seulement décidé d'accroître pour les jours à venir, le nombre des autobus, qui circulent entre les divers points de passage vers le centre-ville, en prévision d'un nouvel afflux. Mais on peut pas laisser l'Histoire se faire sans délibérations.

#### Un calme trompeur

Rendez-vous au Kurfürstendamm. Une fois passé le comité d'accueil des Berlinois de l'Ouest, il fallait bien aller quelque part ! Pour beaucoup, sans un précieux ouest-allemand en poche, la balade n'a guère dépassé les alentours du mur : les quartiers un peu gauchistes où les bistrotiers ouverts sont rares à cette heure de la nuit. Au Check Point, le Mur de la nuit, qui relie les deux points de passage qui ont tenté de le franchir par tous les moyens possibles depuis 1961 était fermé.

Mais les deux cafés qui l'entourent, pleins à craquer, faisaient des heures supplémentaires. Pour les autres, quoi de plus naturel, surtout lorsqu'on n'a encore jamais mis les pieds à Berlin-Ouest, que de se retrouver sur le Kurfürstendamm, le grand boulevard de la ville bien vite bloqué en tous sens par des milliers de Berlinois qui trinquaient à même la rue au champagne.

Plus précautionneux que jamais les Trabants à deux temps que l'on commence à bien connaître maintenant en RFA après leurs campagnes de Hongrie et de Tchécoslovaquie étaient une fois encore à l'honneur. L'arrivée de chaque voiture déclenchait des tonnerres d'applaudissements et de klaxons. Berlin-Ouest était bruyamment en fête, avec tous ses restaurants fast-food déployés, ses vitrines opulentes et ses cafés cinquans.

Berlin-Est, et ses maigres éclairages, donnait au petit matin, au moment du retour, une curieuse impression de calme trompeur. On y entrerait d'ailleurs comme dans un moulin dans ce sens là aussi.

La totale liberté de déplacements qui a prévalé cette nuit folle était limitée jusqu'à 8 heures du matin. Vendredi, les Allemands de l'Est pourraient continuer à se rendre comme ils le voulaient à

### Le symbole du partage du monde en deux camps

1 400 kilomètres de fil de fer barbelé, de grilles métalliques avec système d'alarme électrique, et, jusqu'en septembre 1961, de champs de mines et de dispositifs de tir automatique, le tout protégé de mitrailleurs et d'épaveurs, longé par des Vopos et des chiens en patrouille. Bilan : 173 morts jusqu'en 1961, jusqu'à ce que la construction du mur enserrant les secteurs occidentaux de Berlin (français, anglais, américain) mette un terme à l'exode massif qui saignait la RDA (3 millions de personnes depuis 1945, 300 000 dans le seul mois de juin 1953, lors du soulèvement populaire à Berlin-Est). Et puis 79 morts encore depuis la construction du mur.

Des morts, mais aussi des milliers de fuites réussies grâce aux moyens les plus imaginatifs et les plus désespérés : escalade du mur, tunnels creusés par les fuyards de leurs propres mains, traversée de la Sprée à la nage ou en canot pneumatique, montgolfières artisanales, avion d'épave agricole, etc.

C'est le 13 août 1961, à l'aube, qu'après avoir fermé les points de passage entre les secteurs oriental et occidental de la ville, les unités de l'armée populaire est-allemande se mirent à dérouler les fils de fer barbelés sous le regard impressionné des Occidentaux et à empiler les parpaings de ce mur aujourd'hui couvert de graffiti côté Ouest et devenu la principale attraction pour touristes dans l'ancienne capitale du Reich.

Ce mur fut celui « de la honte » pour les Occidentaux, le symbole du partage du monde en deux camps, que virent dénoncer nombre de dirigeants, de John Kennedy à Ronald Reagan. Il fut, pour les est-allemands, celui « de la paix » qui protégeait le communisme des vagues déstabilisatrices de l'Occident. Il fut aussi, dès lors qu'on commença à y ouvrir quelques brèches extérieurement réglementées, le symbole de la politique d'« Abgrenzung », c'est-à-dire de la séparation de l'Allemagne en deux États, soutenu par la RDA et reconnu de fait par la République fédérale dès lors que fut votée, à partir de 1969, la politique du « rapprochement à petits pas » avec l'autre Allemagne.

C'est en mars 1970 qu'a été négocié par les quatre puissances victorieuses (États-Unis, Grande-Bretagne, France, URSS) l'accord sur le statut de Berlin, signé en septembre 1971 et entré en vigueur en juin de l'année suivante. Cet accord confirmait « les droits et les responsabilités » des quatre puissances sur l'ensemble de la ville. Les trois occidentaux maintenaient leurs gouvernements militaires ; l'URSS installait à Berlin-Est un « conseil général ». L'accord affirmait la liberté d'accès aux secteurs occidentaux depuis la République fédérale et la maintien de liens institutionnels entre Berlin-Ouest et la RFA, compte tenu du fait que les secteurs occidentaux ne « sont pas un élément constitutif de la

RFA ». L'accord prévoyait la possibilité pour les Berlinois de l'Ouest de se rendre en visite à Berlin-Est.

Ce texte qui fut ultérieurement complété par divers accords d'application « considérablement facilité la circulation des personnes entre les deux parties de la ville, très strictement réglementée, a, elle, subi ces dernières années les fluctuations de l'état des relations entre les deux États allemands : la RDA a notamment à plusieurs reprises limité de fait les possibilités d'accès des occidentaux à Berlin-Est au moyen de l'augmentation de l'obligation de change aux points de passage.

Des querelles ont surgi à épisodes réguliers, à propos de divers accords inter-allemands auxquels la RDA tentait de soustraire Berlin-Ouest, de même qu'à propos de l'appartenance du secteur occidental à la CEE au même titre que la RFA. Le vocabulaire officiel est-allemand n'a en outre jamais admis qu'une demi-ville seulement pût être la capitale de la RDA et parle de « Berlin » et non de « Berlin-est ».

Enfin des signes d'impénitence à l'égard des gouvernements militaires des trois puissances occidentales de trêve se sont manifestés ces dernières années dans certains secteurs de la population de Berlin-Ouest, même si les autorités de la ville et celles de la République fédérale n'ont évidemment jamais renoncé en cause la présence des alliés.

**Camilo José Cela**  
**La ruche**

**PRIX NOBEL**

GALLIMARD

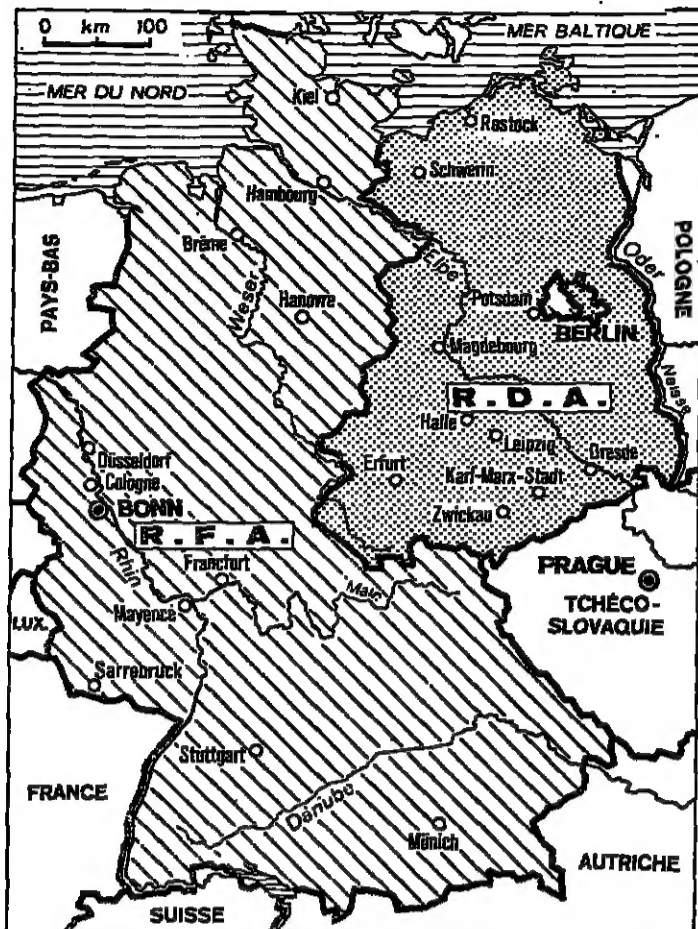
هكذا من الاصل



## EUROPE

La libre circulation entre les deux Etats allemands

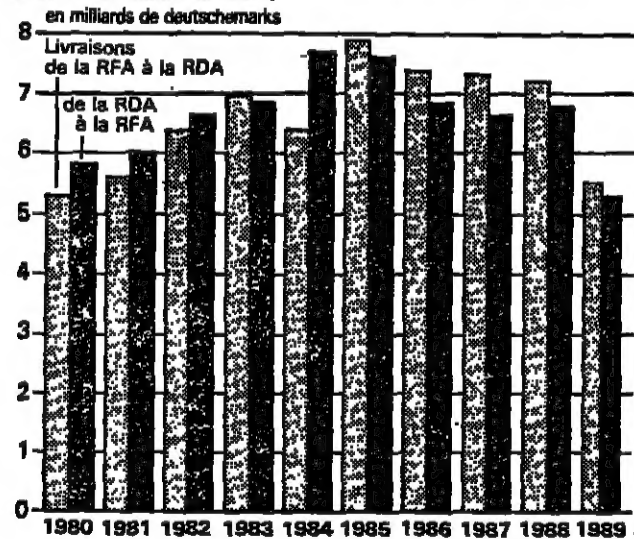
## La Chambre du peuple se réunira le 13 novembre pour élire le chef du gouvernement de la RDA



La frontière n'a jamais été totalement fermée entre les deux Allemagnes en matière économique et financière. S'il est resté modeste, le commerce interallemand a toujours bénéficié d'un statut à part. En vertu d'un protocole du traité de Rome datant du 25 mars 1957, les échanges de marchandises entre les deux Etats sont considérés comme faisant « partie du commerce intérieur ».

A condition qu'ils soient destinés à la consommation des Allemands de l'Ouest, les produits est-allemands entrent en RFA en franchise douanière. Le commerce entre les deux Allemagnes reste modeste : il représente seulement 1,4 % du commerce extérieur total de la RFA. Le gouvernement et les banquiers ouest-allemands ont pourtant toujours accordé à la RDA des conditions financières particulièrement avantageuses.

La disparition du mur pourrait favoriser de nouveaux progrès dans le rapprochement entre les deux économies. La RFA compte 61,1 millions d'habitants, la RDA, 16,7 millions, selon les derniers chiffres disponibles, datant de 1987. D'après des évaluations officielles, l'écart de revenu par habitant entre les deux pays serait du simple au double environ. En 1987, le PNB par habitant était de 18 400 dollars par habitant et par an en RFA et de 8 000 dollars en RDA.



1945 : capitulation de l'armée allemande. L'Allemagne est découpée en quatre zones d'occupation.

Juillet-août : conférence de Potsdam, qui prévoit notamment de confier à l'administration polonaise les territoires situés à l'est de la ligne Oder-Neisse, sans l'assentiment d'un traité de paix définitif.

1946 : avril : dans la zone d'occupation soviétique, le SPD et le KPD (Parti communiste allemand) fusionnent pour fonder le SED (Parti socialiste unifié).

1948 : 20 juin : réforme monétaire dans les zones d'occupation occidentales.

24 juin : les Soviétiques déclenchent le blocus de Berlin-Ouest, après l'introduction du mark occidental dans les secteurs occidentaux. Les Américains organisent un pont aérien qui, pendant près d'un an, assure l'approvisionnement de Berlin-Ouest.

1949 : 12 mai : fin du blocus de Berlin.

23 mai : entrée en vigueur de la Loi fondamentale et fondation de la République fédérale d'Allemagne. La Loi fondamentale énonce, dans son préambule : « Le peuple allemand tout entier reste invité à achever, dans l'autodétermination, l'unité et la liberté de l'Allemagne ».

1950 : 7 octobre : Constitution de la République démocratique allemande.

1951 : 15 février : signature d'un accord commercial interzones qui règle les relations économiques entre les deux Allemagnes.

20 décembre : l'Assemblée générale des Nations unies charge une commission d'étudier l'organisation d'élections dans toute l'Allemagne. La commission n'est pas autorisée à entrer en RDA.

1953 : 17 juin : soulèvement à Berlin-Est et dans plusieurs villes de RDA. L'insurrection est réprimée par l'armée rouge.

1955 : 5 mai : entrée en vigueur des accords de Paris, qui mettent fin au régime d'occupation, proclamant la souveraineté de la RFA.

1971 : 3 mai : M. Honecker succède à Walter Ulbricht.

3 septembre : signature de l'accord quadripartite de Berlin (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, URSS). Il fixe les droits et responsabilités des trois puissances occidentales pour les secteurs ouest de Berlin et les lieux de ces derniers avec la RFA.

1958 : 27 novembre : l'URSS dénonce le statut quadripartite de Berlin et réclame la transformation des secteurs occidentaux en zone libre démilitarisée. Les puissances occidentales rejettent cet ultimatum.

1961 : 13 août : construction du mur de Berlin devant les alliés occidentaux impuissants.

1963 : 9 septembre : les retraités est-allemands sont autorisés à faire une visite par an à leur famille en RFA.

1968 : 4 avril : la RDA se dote d'une nouvelle Constitution qui proclame que Berlin est la capitale de la RDA.

1969 : 10 juillet-septembre : le gouvernement fédéral renonce à la doctrine Hallstein ; il commence à négocier avec la RDA sur les questions de circulation et de trafic postal.

1970 : 19 août : rencontre d'Erfurt entre le chancelier Willy Brandt et le président du conseil des ministres est-allemand, Willi Stoph. Une deuxième rencontre entre les deux hommes aura lieu deux mois plus tard à Kassel. C'est le début de « l'Ostpolitik ».

1971 : 10 août-septembre : les traités conclus par la RFA avec l'URSS, puis avec la Pologne, normalisent ses relations avec ces deux pays.

1971 : 3 mai : M. Honecker succède à Walter Ulbricht.

3 septembre : signature de l'accord quadripartite de Berlin (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, URSS). Il fixe les droits et responsabilités des trois puissances occidentales pour les secteurs ouest de Berlin et les lieux de ces derniers avec la RFA.

1973 : 3 juillet : pour la première fois, les deux Etats prennent part ensemble à une conférence internationale, celle de la CSCE, qui s'ouvre à Helsinki. Ils feront leur entrée à l'ONU en septembre.

1974 : 2 mai : des représentants diplomatiques permanents de la RFA et de la RDA s'installent à Berlin-Est et à Bonn.

1981 : 10 décembre : Helmut Schmidt se rend en RDA du 11 au 13 décembre, jour de l'instauration de l'état de guerre en Pologne. Il invite M. Honecker en RFA.

1983 : 4 avril : après la mort de deux Allemands de l'Ouest lors de confrontations en RDA et après la polémique qui suit en RFA, M. Honecker annonce son projet de visiter Bonn (prévu pour l'automne).

1984 : 10 juillet : la RFA accorde à Berlin-Est un prêt sans intérêt et sans contreparties commerciales de 1 milliard de marks.

25 juillet : M. Franz Josef Strauss rencontre M. Honecker à Berlin-Est. De nombreuses personnalités politiques se rendront au cours des mois suivants en RDA.

Les députés de la Chambre du peuple se réuniront lundi 13 novembre pour élire notamment un nouveau chef du gouvernement. Le 8 novembre, le Parti communiste (SED) avait désigné son candidat, M. Hans Modrow. Agé de soixante et un ans, il est le chef du SED pour la région de Dresde. L'agence officielle ADN précise que les députés éliront également un nouveau président du Parlement, en remplacement de M. Hans Siederma, soixante-quatre ans, évincé mercredi du bureau politique. L'ordre du jour de la session, qui est la première depuis le début de la crise, prévoit en outre une discussion sur « la situation politique en RDA ».

Le futur chef du gouvernement a déclaré jeudi à Berlin-Est que l'enjeu de la crise n'était rien moins que l'existence du socialisme en RDA. « Il en va de l'existence du parti, de l'existence du socialisme (dans notre pays) et d'un socialisme renouvelé ». Devant le comité central, M. Modrow a présenté des propositions de réformes économiques et dénoncé « les erreurs d'appréciation et les lourdes fautes de la précédente direction », qu'il a accusée d'« embellir la réalité ».

L'agence ADN annonçait également jeudi que M. Hans Joachim Böhm, cinquante-neuf ans, avait été démis de ses fonctions de responsable du parti dans le district

de Halle, dans le sud-ouest de la RDA. Lors d'une réunion, il a été démis de ses fonctions de responsable du parti dans le district de Halle. Lors d'une réunion, il a été démis de ses fonctions de responsable du parti dans le district de Halle. Lors d'une réunion, il a été démis de ses fonctions de responsable du parti dans le district de Halle.

Par ailleurs, selon le quotidien à grand tirage ouest-allemand *Bild Zeitung*, deux cadres du PC est-allemand se seraient suicidés d'une balle dans la tête à la fin du mois

d'octobre. M. Mietz, responsable du SED dans la ville de Bautzen, était un tenant de la ligne politique d'Erich Honecker, de même que M. Ube qui se serait donné la mort à Perleberg où il dirigeait la section locale du parti.

Rappelons, d'autre part, que le comité central du SED a décidé, jeudi, de convoquer une conférence du parti du 13 au 17 décembre (nos dernières éditions datées du 10 novembre).

Une conférence du parti est une sorte de congrès extraordinaire qui peut s'ouvrir entre deux congrès ordinaires pour traiter de questions urgentes. Elle peut modifier la composition du comité central.

Le prochain congrès ordinaire du parti est prévu en mai 1990.

## Le chancelier Kohl interrompt sa visite en Pologne

A peine arrivé à Varsovie pour une visite historique de six jours, le chancelier Helmut Kohl a décidé, vendredi matin 10 novembre, de regagner Bonn dans l'après-midi pour présider une réunion extraordinaire du conseil des ministres consacrée à la décision est-allemande d'ouverture des frontières.

## VARSOVIE

de notre envoyé spécial

La visite polonaise n'est cependant qu'une interruption. Le chancelier Helmut Kohl doit revenir à Varsovie dimanche matin, jusqu'à mardi. Le chancelier ouest-allemand, a expliqué son porte-parole, M. Hans Klein, « tient à prendre les mesures nécessaires par l'évolution exceptionnelle de la situation en RDA, mais il tient aussi à faire comprendre que sa visite en Pologne est très importante ; c'est pour cela qu'il suspend sa visite mais ne l'annule pas ».

Les nouvelles en provenance de Berlin-Est avaient franchi cette fameuse ligne Oder-Neisse dont M. Kohl discutait justement jeudi après-midi avec M. Tadeusz Mazowiecki, le premier ministre polonais. L'annonce de l'ouverture totale des frontières de la RDA, la déferlante des fugitifs, faisaient passer au second plan une rencontre que le chancelier et son hôte polonais voulaient historique. L'histoire, elle, se faisait quelque 300 kilomètres plus à l'ouest, dans ce tourbillon berlinois qui emporte, depuis quelques semaines, l'ordre issu de la seconde guerre mondiale.

Le chancelier devait pourtant à ses hôtes de ne pas annuler une visite préparée depuis deux ans, dont la mise sur pied avait fait l'objet d'intenses négociations, et dont les détails, jusqu'au dernier moment, avaient été controversés. Mais les préoccupations de Helmut Kohl, jeudi, dans les salons d'un grand hôtel de Varsovie, étaient ailleurs.

Comment contrôler une situation qui menace de devenir chaotique ? Le chancelier a lancé un appel solennel aux dirigeants de la République démocratique allemande pour qu'ils « mettent en œuvre les réformes souhaitées par le peuple ». Ces réformes comportent, selon lui, « l'instauration d'un pluralisme politique et syndical ». Temu au courant heure par heure de la situation à la frontière par M. Rudolf Seiters, ministre d'Etat à la chancellerie chargé du dossier des rapports avec l'Est, le chancelier réfléchissait encore jeudi soir à comment il pouvait au plus vite se rendre sur les lieux où se déroulent ces « événements dramatiques ».

## « La rose de l'Histoire s'accroît »

M. Helmut Kohl indiquait également à ses hôtes de ne pas annuler une visite préparée depuis deux ans, dont la mise sur pied avait fait l'objet d'intenses négociations, et dont les détails, jusqu'au dernier moment, avaient été controversés. Mais les préoccupations de Helmut Kohl, jeudi, dans les salons d'un grand hôtel de Varsovie, étaient ailleurs.

« La période que nous vivons est historique, la rose de l'Histoire s'accroît. Il y a peu, on parlait de l'unité de la nation allemande comme d'un sujet intéressant la prochaine génération. Qui peut encore affirmer cela aujourd'hui ? »

Ce discours, le chancelier le tenait devant les très nombreux journalistes l'accompagnant dans son voyage en Pologne, auxquels s'étaient joints bon nombre de ses invités personnels : industriels, universitaires, personnalités politiques. L'émotion, le sentiment de vivre un moment décisif pour le peuple allemand, étaient partagés même par des journalistes plutôt enclins d'habitude au cynisme qu'au romantisme national. Le chancelier, de son côté, s'attachait à donner l'image d'un homme maîtrisant une situation extraordinairement mouvante et complexe : « Nous sommes sous le regard des autres, à l'Est comme à l'Ouest, et il est constant. A nous de montrer que nous avons su tirer les leçons de l'Histoire ».

M. Helmut Kohl était venu à Varsovie pour entamer un nouveau chapitre de relations avec une Pologne que l'armée nazie avait écrasée il y a cinquante ans. Ses premiers entretiens avec MM. Tadeusz Mazowiecki et Lech Walęsa avaient montré que, si la confiance entre les deux pays se rétablissait après dix ans de stagnation et de méfiance, quelques points cependant restaient litigieux. Le débat ouest-allemand sur le caractère définitif ou non de la ligne Oder-

Neisse avait suscité de vives inquiétudes à Varsovie. M. Helmut Kohl s'est voulu rassurant. Pour lui, la base des relations entre la Pologne et la RFA, c'est le traité de Varsovie de 1970 qui garantit l'intangibilité des frontières occidentales de la Pologne.

## Les espoirs polonais

Mercredi 8 novembre, à Bonn, le gouvernement avait fait voter par le Bundestag un texte reprenant les propos de M. Genscher devant l'Assemblée générale de l'ONU au mois de septembre dernier. Celui-ci affirmait que « le droit pour le peuple polonais de vivre dans des frontières sûres ne sera pas mis en question par nous, Allemands, ni maintenant ni dans l'avenir, par des revendications territoriales ».

Le groupe parlementaire chrétien-démocrate s'était fait tirer l'oreille pour approuver ce texte, mais il avait été mis au pied du mur par les libéraux qui menaçaient de rompre la coalition si la CDU ne le votait pas.

Autre sujet délicat entre Bonn et Varsovie : la question du démantèlement par l'Allemagne des Polonais contraints de travailler en Allemagne sous le nazisme. Sur ce point, le chancelier s'est montré beaucoup moins ouvert : « Les personnes qui voudraient bénéficier de telles réparations doivent savoir que nos moyens ne sont pas illimités », a-t-il indiqué à ses interlocuteurs, qui faisaient valoir que le refus d'envisager ce problème pouvait susciter des sentiments anti-allemands dans la population polonaise.

M. Kohl, a encore dit M. Seiters, ne voit pas actuellement la nécessité d'une réunion des quatre Alliés (Grande-Bretagne, Etats-Unis, France et Union soviétique) concernant l'évolution de la RDA. Il a cependant indiqué que le chancelier avait bientôt un entretien avec le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev.

Judi encore, et avant l'annonce de l'ouverture de la frontière inter-allemande, le gouvernement de Bonn avait lancé un appel aux Allemands de l'Est qui souhaitent s'installer en RFA, afin qu'ils puissent leur décision. Selon le ministère de l'Intérieur, un total de 225 000 Allemands de l'Est ont immigré en RFA depuis le début de l'année, ainsi que 300 000 immigrants de souche allemande venus d'autres pays d'Europe de l'Est. (AFP.)

## Tonnerre d'applaudissements au Bundestag

L'annonce par la RDA de l'ouverture de la frontière inter-allemande a été accueillie, jeudi soir 9 novembre, par un tonnerre d'applaudissements au Bundestag, qui a interrompu son débat pour se consacrer à l'examen de la décision est-allemande.

Les premiers hommes politiques ouest-allemands à réagir ont salué cette mesure. Le chef du groupe parlementaire des Unions chrétiennes (CDU-CSU), coalition gouvernementale fédérale, M. Friedrich Böhl, a appelé la RDA à ne pas reculer devant le pas décisif de la destruction du mur de Berlin. Son homologue du groupe libéral (FDP, troisième partenaire de la coalition) a souhaité que la libre circulation s'effectue dans les deux sens dès que possible.

Enfin, l'ancien maire de Berlin-Ouest, M. Eberhard Diepgen (CDU) a déclaré que ce jour était « le jour (qu'il) attendait depuis le 13 août 1961 » (date du début de la construction du mur).

L'ouverture du mur de Berlin et de la frontière inter-allemande est « un acte irréversible » et « le réfermement serait une folie », a estimé de son côté, vendredi, le maire actuel de Berlin-Ouest, Walter Momper. Le maire de Berlin-Ouest a souhaité que les dirigeants est-allemands décident rapidement du principe d'élections libres et que le SED abandonne toute prétention au monopole du pouvoir.

Avril-septembre : les journaux soviétiques, polonais, tchèques s'en prennent aux « mensonges » de la République fédérale et rappellent qu'il ne peut y avoir de détente « à l'ombre des missiles », ce qui vise la RDA et le projet de voyage de M. Honecker. Le 4 septembre, M. Honecker annonce qu'il n'effectuera pas sa visite.

Octobre : plusieurs dizaines d'Allemands de l'Est se réfugient à l'ambassade de RFA à Prague. Ils n'accepteront de quitter les lieux qu'en janvier 1985, moyennant engagement de la RDA d'examiner leur dossier de candidature à l'Est.

1986 : 7 mai : signature d'un accord culturel entre les deux Etats.

22 octobre : le SPD et le SED présentent un projet d'accord prévoyant un corridor démilitarisé en Europe centrale.

1987 : 4 avril : M. Honecker refuse d'assister à Berlin-Ouest aux cérémonies du sept cent cinquantième anniversaire de la ville.

7-11 septembre : première visite d'un chef de l'Etat est-allemand en RFA.

1988 : 10 octobre : le chancelier Kohl, à Moscou, exalte « l'unité des Allemands », tandis que M. Gorbatchev exalte toute modification du statu quo.

1989 : 10 mai : la Hongrie commence à démanteler le rideau de fer. Début de l'exode, par la Hongrie, d'Allemands de l'Est en vacances dans ce pays. Le mouvement s'accroît pendant l'été, avec occupation des ambassades ouest-allemandes de Prague et de Varsovie par des candidats au départ.

18 septembre : la Hongrie décide de laisser sortir les Allemands de l'Est vers l'Autriche et la RFA.

3 octobre : la frontière de la RDA avec la Tchécoslovaquie est fermée. Premières manifestations à Leipzig.

6 octobre : M. Gorbatchev se rend à Berlin-Est pour le quarantième anniversaire de la RDA.

18 octobre : M. Honecker est remplacé par M. Egon Krenz à la tête du parti et de l'Etat est-allemand.



## EUROPE

La libre circulation entre les deux États allemands

# Pour Bonn, « le socialisme touche à sa fin... »

« Le mur ne peut durer, le socialisme touche à sa fin et la marche vers la liberté ne peut être arrêtée », a déclaré, vendredi 10 novembre à la radio ouest-allemande, le ministre à la chancellerie de RFA, M. Rudolf Seiters, au lendemain de la décision de la RDA d'ouvrir la frontière inter-allemande.

A Moscou, l'agence Tass s'est contentée d'annoncer cette décision sans commentaire, jeudi soir. Évoquant un peu plus tôt dans l'après-midi, les derniers événements à Berlin-Est, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Goussakov, a estimé que « ces changements allaient dans la bonne direction ». « Nous évoluons de l'Europe divisée de l'après-guerre vers la maison commune européenne », a poursuivi M. Goussakov, selon lequel Moscou ne verrait pas d'objection à l'arrivée d'un gouvernement non communiste à Berlin-Est, à condition que la RDA reste membre du pacte de Varsovie. « Comme dans le cas des Polonais, la décision appartient aux Allemands de l'Est », a-t-il dit. « C'est leur pays, ils sont les mieux placés. La Pologne est un bon membre du pacte de Varsovie ; les gouvernements peuvent changer, mais les obligations internationales demeurent. » Quant à la réunification de l'Allemagne, elle relève « à l'heure actuelle de l'exercice purement intellectuel ».

A Varsovie, le quotidien de Solidarité, *Gazeta Wyborcza*, tirait, vendredi, en « une » : « L'Europe sans mur ». « Quelque chose d'irréversible



Dans la presse parisienne

Tous les quotidiens parisiens du vendredi 10 novembre font passer le « Mur » à leur Une. « La fin du mur », titre le *Parisien* en soulignant qu'« un symbole s'effondre avec la décision d'Egon Krenz d'ouvrir le libre passage aux Allemands de l'Est entre la RDA et la RFA ». Une grande photo symbolise ce vestige de la guerre froide.

Le *Figaro* considère, pour sa part, que « le mur tombe » et Franz-Olivier Giesbert estime qu'« il est des moments où l'histoire s'emballe. Quand elle ne s'effondre pas... ». Il affirme que M. Krenz, qui est « en train de forcer le destin », se paye le luxe d'inventer la PVG : « perestroïka à grande vitesse ». « Egon Krenz a fait, en trois semaines, ce que la Pologne et la Hongrie ont mis des années à faire », poursuit l'éditorialiste du *Figaro* qui voit dans les derniers événements « la fin d'un monde (...). Jusqu'à hier, face à cette hideuse invention du communisme, avec ses miradors et ses fugitifs abrutis comme des lapins, nous étions tous des Berlinois », assure-t-il en paraphrasant John Kennedy. « Avec la fin du rideau de fer », le processus de la réunification de l'Allemagne est peut-être bien en train de commencer.

Pour le *Quotidien de Paris*, déjà, « il n'y a plus de mur ». Le journal de Philippe Tesson commente cette « sensation » en indiquant que « l'Allemagne fédérale, après avoir réclamé pendant des semaines et des mois, la mise en œuvre de réformes profondes visant à une plus grande liberté en RDA, se trouve paradoxalement prise au piège par Berlin-Est qui en libéralisme totalement les sorties, se pare désormais à son tour des vertus du libéralisme ». Et de se demander si les autorités de Bonn ne vont pas ériger « en quelque sorte un mur à l'envers » en refusant l'entrée sur son territoire des immigrants qui peuvent quitter librement la RDA.

« Il est rare dans l'histoire que la force des idées suffise à abattre les murs. Depuis hier c'est chose faite », note Jean-Michel Lamy dans les *Echos*. Le quotidien économique se rappelle que, selon la formule marxiste, les masses font l'histoire, souligne que « les citoyens est-allemands imposent à leurs dirigeants communistes une marche forcée vers la démocratie ».

Tous les quotidiens font le « mur »... sans un. Le mot tabou apparaît une seule fois au détour d'une question posée par un journaliste à M. Günter Schabowski, membre du bureau politique du Parti communiste, dans les quatre pages que consacre l'*Humanité* à cette affaire. L'organe central du PCF annonce, à la « une », une « décision historique » en RDA : les « frontières ouvertes ». Il précise que « les citoyens est-allemands peuvent désormais franchir librement leurs frontières ».

Le comité central du SED (Parti communiste de RDA) convoque une conférence nationale. La Chambre du peuple se réunit lundi. Les animateurs de Nouveau Forum déclarent que la réunification n'est pas à l'ordre du jour et que la RFA n'a pas à se mêler des affaires de la RDA.

Le correspondant de l'*Humanité*, Claude Marchand, donne de très larges extraits du rapport présenté par M. Krenz devant les cent cinquante-sept membres titulaires du comité central du SED, en soulignant que « le parti, et notamment sa direction, sont placés au centre de la critique par ce mouvement populaire, et c'est bien eux, admet Egon Krenz, qui portent la responsabilité de cette crise ». L'*Humanité* consacre son éditorial aux « faces sans fric »... en France.

O. B.

s'est produit. A Berlin, au cœur de l'Europe, dans le combat entre la liberté et les barbelés, c'est la liberté qui l'a emporté », a ajouté le quotidien.

A Londres, le Foreign Office a accueilli favorablement la décision est-allemande d'ouverture des frontières, « tout en remarquant qu'une autorisation est toujours nécessaire pour se rendre à l'étranger ». « Depuis longtemps nous réclamions la destruction du mur de Berlin, cette mesure devra être prise », dit un communiqué.

A Berlin-Ouest, les alliés occidentaux ont salué, dans un communiqué commun, l'annonce d'une libéralisation significative de la réglementation sur les voyages pour les ressortissants de RDA. « Bien que l'impact final de ces mesures ne puisse encore être mesuré, elles semblent donner le signal d'une évolution positive et importante vers un droit de l'homme fondamental : la liberté de circuler sans entrave ».

Les bouleversements allemands figureront en bonne place dans les entretiens que doit avoir à Moscou, M. Roland Dumas, le chef de la diplomatie française, les 13 et 14 novembre. Le porte-parole de l'Elysée, M. Hubert Vadrine, a estimé que l'évolution en Europe de l'Est rendait plus que jamais nécessaire le renforcement de l'Europe des Douze. M. Mitterrand, a-t-il dit, prévoit toujours de se rendre en RDA, « sans aucune condition particulière ».

## 89 bis

Suite de la première page

Si les manifestants avaient voulu forcer la porte de Brandebourg, symbole entre tous de l'enfermement, il n'aurait été du pouvoir d'aucune police, fût-elle « du peuple » (1) de les en empêcher. Personne apparemment n'y a songé. Jamais révolution n'aura été si pacifique.

Le mot, pourtant, n'est pas trop fort. C'est bien une révolution qui se déroule à 1000 kilomètres de Paris. Elle prouve que, contrairement à ce que l'on a cru trop longtemps, la résignation au totalitarisme n'a qu'un temps, et que rien n'est plus naturel à l'homme que l'aspiration à la liberté.

Ce n'est pas par hasard que la démocratie a opéré un peu partout dans le monde, depuis un certain nombre d'années, un aussi spectaculaire retour en force.

Ce serait cependant se faire beaucoup d'illusions que de croire la partie définitivement gagnée. Si, de Moscou à Berlin-Est, le pouvoir communiste compose avec les forces que Marx et Lénine lui avaient commandé d'anéantir, c'est parce que l'effondrement de l'économie et le refus grandissant de l'asservissement ne lui laissent pas d'autre choix. Mais la partie est loin d'être gagnée d'avance pour ceux qui essaient de bâtir, sur les ruines du socialisme réel, une

société vivable. Conservateurs et démagogues de tout poil sont là, à peine cachés, qui misent sur leur échec et feront tout pour le provoquer.

Il n'empêche que ceux-là ont subi, avec l'ouverture du mur, une défaite de première grandeur. Une étape décisive vient d'être franchie sur la voie du rapprochement des deux « camps » qui pendant plus d'un quart de siècle se sont disputé l'hégémonie mondiale. La joie du peuple allemand est celle de tous les peuples : elle est la nôtre.

ANDRÉ FONTAINE

(1) La police du régime s'appelle la Volkspolizei, la police du peuple et ses agents sont surnommés les « Vopo ».

## De la Réforme à la Révolution

Suite de la première page

C'était méconnaître le fossé infranchissable qui s'était installé entre un régime dirigé par de vieux staliniens, convaincus par les années de lutte contre Hitler qu'ils avaient toujours raison et que toute concession aux « ennemis du socialisme » se terminerait par la défection complète du système.

M. Gorbatchev et ses conseillers pour les affaires allemandes faisaient une analyse diamétralement opposée ; pour eux, le refus des réformes en RDA ne pouvait qu'aboutir à une impasse, et avant même la démission de M. Honecker, ils craignaient déjà qu'il ne soit trop tard pour maintenir les changements dans les limites d'une aimable perestroïka.

Entre les deux, une population est-allemande qui est passée directement du national-socialisme au stalinisme et n'a donc connu pendant cinquante-six ans que la dictature. Mais une population formée, éduquée, nourrie à la télévision ouest-allemande et donc mieux avertie des réalités occidentales que ses voisins d'Europe centrale. Ces Allemands ont trouvé dans les Eglises protestantes le lieu de leur liberté. La comparaison avec la Pologne est tentante, mais largement fallacieuse. L'Eglise polonaise a été un refuge pour la foi des Polonais et un bastion de la résistance à l'idéologie communiste. Les Eglises protestantes ont, en RDA, retrouvé leur vocation de la Réforme ; elles ont appris aux Allemands de l'Est, qui sont loin d'avoir tous la foi à affirmer leur liberté individuelle et leur libre arbitre face à l'Etat, et elles leur ont donné le courage de ne plus avoir peur ni des autorités ni des interdits. En ce sens la « révolution d'octobre 1989 », comme on l'a dit à Berlin-Est, est un fondement : très allemand, que regardent avec une sympathie jalouse leurs compatriotes de l'Ouest.

D'où la coloration vaguement idéaliste des revendications mises en avant par les mouvements d'opposition, le refus de Neues Forum de se transformer en parti politique pour rester une initiative de citoyens, comme il en fleurissait en RFA dans les années 70 à la suite de la révolte étudiante, l'aspiration à un socialisme qui ne soit plus aux couleurs de la Prusse, mais démocratique, fraternel, solidaire...

## La réunification au second plan

Les opposants de Berlin-Est ne revendiquent pas la « réunification » de l'Allemagne, mot qui pour eux comme aussi pour beaucoup d'Allemands de l'Ouest rappelle trop l'Etat bismarckien et ses suites sinistres. Lors de la manifestation de l'Alexanderplatz, la semaine dernière, à aucun moment, n'a jailli l'idée de l'unité allemande. Cette retenue de centaines de milliers de personnes ayant spontanément peint sur des pancartes improvisées tous les slogans de la liberté ne pouvait être dictée seulement par des considérations géostratégiques. En RDA, l'opposition ne veut pas passer à l'Ouest, elle veut changer le monde où elle vit.

L'accélération des événements va peut-être, dans les prochains jours, balayer aussi bien cette volonté que la prudence de la grande majorité de la classe politique allemande. Trois hypothèses sont maintenant envisageables : la première, c'est que l'effondrement

du système socialiste se termine, à Berlin-Est, et, par contagion, dans toute l'Europe de l'Est, y compris en URSS, dans un chaos qui laisserait ressurgir tous les antagonismes sociaux et nationaux, et ferait le lit de régimes musclés.

La deuxième, c'est une réunification « à chaud », que personne n'aurait prévue ni vraiment voulue. On a parfois l'impression de la voir réalisée en direct. Elle conduirait à un déséquilibre en Europe, remettrait en cause les intérêts stratégiques des grandes puissances et des pays européens, bouleverserait les projets d'unification de la Communauté et pèserait lourdement sur l'économie de la RFA.

La troisième, qu'il n'est pas encore trop tard de mettre en œuvre, c'est l'aménagement des rapports entre les Allemands, la définition de nouvelles relations économiques, commerciales, politiques, humaines, entre les deux États allemands, répondant très exactement à la phrase de M. François Mitterrand au dernier sommet de Bonn : « Ce qui compte, disait le président de la République, c'est ce que veulent et ce que peuvent les Allemands ».

L'instauration d'une confédération comme l'Allemagne en a souvent connue au cours de son histoire pourrait répondre à la fois aux vœux et aux possibilités. Tous les récents interlocuteurs allemands de M. Gorbatchev sont unanimes : le chef du Kremlin est prêt à admettre un changement fondamental dans la situation de l'Allemagne à condition que les intérêts stratégiques de l'URSS soient sauvegardés. Le basculement de l'Allemagne de l'Est à l'Ouest est, pour lui, inacceptable, mais pas une RDA, démocratique, libre politiquement et économiquement à la RFA, à condition que, militairement, elle reste l'alliée de Moscou. Il faut une bonne dose d'imagination pour se représenter cette éventualité, mais il en fallait tout autant pour prévoir l'histoire qui est en train de se faire sous nos yeux, et c'est une fiote de dire que les Européens de l'Ouest n'en ont pas débordé.

Il n'est plus temps de se demander si l'unification de la Communauté européenne est ou non contradictoire avec l'ouverture à l'Est. La porte de Brandebourg est désormais ouverte ; il convient, de toute urgence, que l'Europe des Douze organise ses nouvelles relations avec les peuples de « l'autre Europe », et d'abord, avec ces Allemands de l'Est qui tentent flotter un vent de démocratie pour la première fois depuis... 1933.

DANIEL VERNET

« Réunitions en France. — L'annonce par la RDA de l'ouverture de la frontière inter-allemande, jeudi 9 novembre dans la soirée, a été bien accueillie en France. Sur FR 3, M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, a déclaré qu'il voyait dans cette décision « un symbole en train de tomber, un symbole de l'affrontement entre l'Est et l'Ouest, et s'il ajoutait, « on ne peut que se réjouir et espérer que c'est le signe de la détente Est-Ouest ».

Pour M. Claude Lelièvre, coordinateur national du Mouvement des renouveau communistes (MRC), « le mur de Berlin est tombé sous la poussée du peuple allemand », et la suppression de la frontière est « une victoire pour la paix et la liberté ».

CIC PARIS.  
JAMAIS UNE BANQUE  
N'AVAIT AUTANT PAYÉ  
DE SA PERSONNE.

— De toutes façons, c'est ça où je vais ailleurs.

5021-11-11



## EUROPE

TURQUIE : proche du président Ozal

### M. Yildirim Akbulut a été nommé chef du gouvernement

Ankara. — M. Yildirim Akbulut a été nommé, jeudi 9 novembre, premier ministre par le chef de l'Etat fraîchement investi, M. Turgut Ozal. Peu après l'annonce de sa composition, le nouveau gouvernement s'est réuni pour mettre au point son programme, qu'il devait présenter vendredi au Parlement d'Ankara. La rapidité avec laquelle le cabinet a été mis en place semble indiquer la volonté du président de ne pas laisser le temps à une éventuelle contestation de s'organiser au sein de sa propre formation, le Parti de la mère patrie (PMP).

#### « Alliance sacrée »

Agé de cinquante-quatre ans, M. Akbulut est un fidèle de M. Turgut Ozal. Député du PMP depuis 1983, il était président de la Grande Assemblée nationale depuis décembre 1987. Il a annoncé son intention également de se présenter à la présidence de son parti, qui est une coalition de la droite libérale et de l'alliance sacrée, dominée par les fondamentalistes. Son élection devrait intervenir le 17 novembre lors du congrès extraordinaire du PMP. Comme son prédécesseur, M. Akbulut cumulera ainsi les fonctions de chef du gouvernement et du parti.

Le nouveau cabinet comprend trente et un membres, soit six de plus que le précédent. Deux seulement des anciens ministres du gouvernement Ozal perdent leurs postes : MM. İhsan Askin et Saffet Sert, qui étaient ministres d'Etat sans attribution. Les sept nouveaux

représentent la tendance conservatrice du PMP.

Par ailleurs, le président Turgut Ozal, investi officiellement, jeudi, huitième président de la République turque (en dépit du boycottage de l'opposition), a déclaré qu'il serait l'« arbitre » de la nation. Il a appelé son peuple à la « tolérance », au respect des droits de l'homme et s'est engagé à mettre en application les « libertés fondamentales » inscrites dans la Constitution, « même si cela doit me coûter la vie », afin que la Turquie prenne sa place parmi les pays « développés, démocratiques et civilisés » et qu'elle devienne « dans un proche avenir l'un des membres les plus respectables de la Communauté européenne ». Les observateurs notent que M. Ozal a abandonné le ton de la politique politicienne et le discours d'économiste qui était souvent le sien, en tant que premier ministre, depuis 1983.

Le nouveau chef de l'Etat a laissé entendre qu'il ne serait pas un président seulement « protocolaire », mais qu'il avait l'intention de rester présent sur la scène politique en encourageant notamment le Parlement à prendre des mesures pour faire évoluer la société turque et réformer le système judiciaire « afin que la justice soit rendue sans délai ». M. Ozal a aussi appelé au renforcement de la famille, en faisant une place particulière à la femme turque « pilier de la famille, elle-même pilier de la nation ». Il a réaffirmé son attachement aux idéaux d'Atatürk, le fondateur de la République « laïque et démocratique ». — (AFP.)

## PROCHE-ORIENT

JORDANIE : en enlevant 31 sièges sur 80 au Parlement

### Les islamistes ont remporté une spectaculaire victoire

relative faiblesse du taux de participation au scrutin, du moins par rapport aux prévisions, a aidé les islamistes. En effet, seulement 61,3 % des Jordaniens qui avaient voté leur carte électorale (soit 52,3 % des inscrits) se sont rendus aux urnes. Ces chiffres paraissent indiquer qu'une partie de l'électorat traditionnellement « loyaliste » a boudé le scrutin.

#### Un « vote-sancion »

Quant aux votants, ils ont clairement exprimé une volonté de changement. Ainsi, seulement huit parlementaires sortants ont été reconduits. M. Taher El Masri, le plus connu des Jordaniens d'origine palestinienne et ancien ministre des affaires étrangères, n'a été réélu que juste à Amman. Grâce à une bonne implantation et au soutien de son parti, souvent démagogique, de leur discours, notamment en matière économique, les islamistes ont catalysé ce vote protestataire. Ils réalisent d'excellents scores dans les quartiers populaires d'Amman et dans ceux (parfois les mêmes) à forte densité palestinienne. Des slogans comme « La Jordanie ne doit pas rembourser sa dette ! » ou « L'armée de Mahomet libérera toute la Palestine arabe ! » ont eu un fort impact auprès des Jordaniens les plus pauvres, frappés par la crise économique, qu'ils soient ou non d'origine palestinienne.

Ce vote « attrape-tout » s'explique donc dans une certaine mesure, par une volonté de sanctionner l'équipe gouvernementale sor-

tante et un refus, d'ailleurs illusoires, de la cure d'austérité administrée par le FMI que par un radicalisme religieux. Un dirigeant islamiste « moderniste » comme M. Leïth Chubbailat, chef de la Maison du Coran, et pour qui une partie de l'électorat chrétien semble avoir voté, doit son succès à Amman au fait qu'il fut un virulent détracteur de la gestion de M. Zeïd Rifai, premier ministre jusqu'aux émeutes d'avril 1988.

Il reste que le succès islamiste est un sérieux avertissement au roi Hussein. Le monarque avait en effet, à plusieurs reprises au cours des dernières semaines, mis en garde l'électorat contre les dangers de l'extrémisme religieux. Les Jordaniens ne semblent pas l'avoir entendu. La consternation, qui régnait, dès jeudi, dans les milieux officiels d'Amman, témoigne du désarroi d'une classe politique qui semble avoir découvert, du jour au lendemain l'état d'esprit véritable du « pays réel ». Le roi aura beaucoup de mal à contenir l'intolérance religieuse des Frères musulmans, intolérance qui s'est récemment manifestée aux dépens de l'une des candidates, Tounjane Fayçal (le Monde du 8 novembre). A ce propos, on note qu'aucune des douze femmes en lice n'a été élue. La société jordanienne est encore trop conservatrice pour s'offrir l'audace d'envoyer des femmes au Parlement. L'extrémisme des Frères musulmans tranche avec la tradition d'une monarchie qui a toujours protégé ses minorités, notamment les chrétiens (4 % de la population).

La gauche et le courant « nationaliste arabe » devraient comen-

ter huit sièges au Parlement, dont un communiste (mais pas le secrétaire général du parti, Yacoub Zayadine, battu à Amman) et des membres du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et du Parti démocratique du peuple jordanien (PDPP), branche jordanienne du FPLP de Naeef Hawatmeh. L'un des élus « nationalistes », Mansour Mourad, est un ancien terroriste, condamné en 1969 pour avoir attaqué à la grenade les bureaux d'El Al à Athènes. Une enfant de deux ans avait été tuée lors de l'attentat et quatorze personnes blessées.

L'opposition parlementaire représentera donc à peu près la moitié des sièges. Si les islamistes et la gauche décident de nouer des alliances de circonstance, notamment en matière économique, ils devraient donner du fil à retordre au pouvoir.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

#### LIBAN

### Le général Aoun est résolu à poursuivre son opposition au président Moawad

Le général Aoun s'est juré jeudi 9 novembre au cours d'une interview accordée à l'agence Reuters, de continuer à s'opposer au nouveau président René Moawad, mais a déclaré ne pas s'attendre à une reprise des combats.

« Notre guerre est terminée, et nous l'avons gagnée », a-t-il déclaré, ajoutant que ses armées avaient échoué sur les plans politique et militaire. « Je ne crois pas qu'ils recommenceront ce qu'ils ont fait à de nombreuses reprises et n'ont pas réussi », a-t-il affirmé. Le général Aoun s'est engagé d'autre part à maintenir son opposition au plan de paix de Taef qui a préparé le terrain pour l'élection de René Moawad. Prêt de dire si la situation actuelle pourrait durer des mois, il a répondu : « Peu m'importe le temps. Avant nous allions être armés par la Syrie et maintenant c'est impossible ».

Le président Moawad poursuit pour sa part ses consultations en vue de former le nouveau gouvernement. Conformément à l'accord de Taef, l'équipe qu'il doit former doit comprendre toutes les forces politiques au Liban. Cependant le Front national, dont la formation n'a jamais été officiellement annoncée et qui regroupe les formations et partis pro-syriens notamment Amal et le PSP, a songé à une nouvelle fois que cet accord « ne répond pas aux aspirations des nationalistes libanais ».

Enfin, le patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, réfugié à Dimane, siège d'été du patriarcat, a appelé les Libanais à « s'unir autour du nouveau président. Nous avons déjà pris la voie de la paix et nous voulons des résultats. Nous voulons un gouvernement », a-t-il souligné. — (AFP, Reuters.)

(Publicité)

#### DIALOGUE

Le mensuel de l'Afrique et du monde arabe

AU SOMMAIRE DU N° 6 :  
• L'Algérie : le dialogue est-il possible ?  
• L'Arabie saoudite : le dialogue est-il possible ?  
• L'Égypte : le dialogue est-il possible ?  
• L'Irak : le dialogue est-il possible ?  
• L'Israël : le dialogue est-il possible ?  
• L'Liban : le dialogue est-il possible ?  
• L'Libye : le dialogue est-il possible ?  
• L'Libya : le dialogue est-il possible ?  
• L'Libya : le dialogue est-il possible ?  
• L'Libya : le dialogue est-il possible ?

Diffusion : Les Éditions de l'Asie, 15 rue de Valenciennes - 75003 PARIS

Abonnement : 100 francs par an (hors taxes)

Un exemplaire gratuit sur demande

Un exemplaire gratuit sur demande

Un exemplaire gratuit sur demande

Un exemplaire gratuit sur demande

Un exemplaire gratuit sur demande

Un exemplaire gratuit sur demande

Un exemplaire gratuit sur demande

Un exemplaire gratuit sur demande

Un exemplaire gratuit sur demande

Un exemplaire gratuit sur demande

Un exemplaire gratuit sur demande

Un exemplaire gratuit sur demande

Un exemplaire gratuit sur demande

Un exemplaire gratuit sur demande

Un exemplaire gratuit sur demande

Un exemplaire gratuit sur demande

Un exemplaire gratuit sur demande

Un exemplaire gratuit sur demande

## DIPLOMATIE

### M. Mitterrand en visite à Copenhague

L'union économique et monétaire et la dimension sociale en Europe devaient être les deux sujets de discussion du président de la République avec le premier ministre danois Poul Schlüter (conservateur), lors de sa courte visite, vendredi 10 novembre à Copenhague.

Cette visite, que M. Mitterrand effectuait dans le cadre de sa tournée des capitales européennes en tant que président en exercice de la CEE, pourrait mettre en évidence le désaccord entre la France et le Danemark sur le rythme à adopter pour réaliser l'union économique et monétaire.

Le gouvernement danois de centre-droit est en effet divisé sur cette question. Alors que le ministre des affaires étrangères Uffe Ellemann-Jensen souhaite des progrès rapides vers la réalisation d'une nouvelle union, rejoignant ainsi la position de la France, le ministre de l'économie Niels Helveg Petersen (radical) est plus réservé et prudent, préférant « avancer lentement mais sûrement ».

### M. Jacques Andréani nommé ambassadeur à Washington

M. Jacques Andréani, directeur de cabinet du ministre des affaires étrangères, a été nommé ambassadeur de France aux États-Unis en remplacement de M. Emmanuel Jacquemin de Margerie, qui part à la retraite, a annoncé jeudi 9 novembre le Quai d'Orsay.

(Né le 22 novembre 1929, diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'École nationale d'administration, M. Andréani a été en poste à Washington en 1955, après un bref passage à l'administration centrale (affaires économiques), où il est revenu en 1960 (Europe), puis de nouveau entre 1964 et 1970, après avoir été quatre ans en poste à Moscou. Il a ensuite été nommé à Bruxelles, auprès de l'OTAN, de 1970 à 1972 à Genève comme chef de la délégation française à la CSCE en 1973-1974. Chargé des affaires d'Europe en 1975, M. Andréani en est devenu directeur en 1978. Il a été nommé ambassadeur au Caire en 1979, et en septembre 1981 directeur des affaires politiques et en octobre 1984 ambassadeur à Rome. M. Andréani était revenu à l'administration centrale en mai 1988 pour diriger le cabinet de M. Dumas.)

## AFRIQUE

### Namibie : les Blancs face aux élections

Si on « respecte leurs droits », les fermiers semblent décidés à « jouer le jeu »

#### GOBABIS

de notre envoyé spécial

Pétrifiée par le soleil, à plus de 200 kilomètres à l'est de la capitale, cette ville de fermiers est située au bout du désert du Kalahari. Gobabis, trois mille habitants, et sa township, Epako, qui en compte autant, est un centre agricole, lieu de rencontre des fermiers blancs disséminés dans ce district semi-désertique qui compte à peine plus de dix-neuf mille électeurs.

Cette zone est le fief de l'Action chrétienne nationale (ACN), proche du Parti conservateur sud-africain. Son emblème : une croix noire sur un continent africain tout blanc.

Christa Engelbrecht, épouse de fermiers, organisatrice de la campagne, n'a absolument pas l'intention de quitter le pays quoi qu'il arrive. « D'ailleurs, dit-elle, ce sera la même chose en Afrique du Sud dans deux ou trois ans ». Pour le moment, elle adopte la politique du wait and see. Elle est convaincue qu'aucun des partis n'obtiendra la majorité absolue, ce qui les obligera à tenir compte des autres et peut-être du refus de l'intégration dans les écoles et les hôpitaux, politique prônée par l'ACN. « C'est un petit peu vieux jeu, reconnaît-elle, mais j'ai grandi comme cela ». Christa répète, comme pour s'en convaincre, que « Dieu aidera ce pays ».

At Van Vuuren, ancien commandant de l'unité sérieuse de Gobabis, a fait son devoir en « servant la communauté » contre ceux qui étaient « la source du problème » : la SWAPO. Son unité dissoute en avril, il peut désormais consacrer tout son temps à sa ferme située à la frontière du Botswana. Il est persuadé que la SWAPO ne sera pas assez folle pour repartir en guerre. Il demande simplement que la SWAPO lui « fiche la paix ». Comme Christa, il n'a pas l'intention de retourner dans

la région du Cap dont il est aussi originaire, car il-bas « il n'y a pas de place pour lui ».

La plupart de ces fermiers se sont installés ici dans les années 20, quand l'Afrique du Sud a occupé le territoire. Ces pionniers sont partis de rien et sont fiers de ce qu'ils ont accompli. A leur avis « les Blancs doivent rester pour que la Namibie ait une chance dans le futur ». Propriétaires de 10 000 à 15 000 hectares, ces baroudeurs de la brousse ont vu avec inquiétude le prix des terres baisser de moitié au début de l'entrée en vigueur de la résolution 435 des Nations unies. Mais, puisque les élections se passent bien, l'espoir renaît.

Ryne Versfeld vient d'acheter une maison, à soixante-deux ans. « Les premières années seront

peut-être difficiles, admet-il, mais nous sommes prêts à jouer le jeu, à accepter le nouveau processus ».

#### « Un second Angola »

Ce qui compte, pour cet homme fier d'avoir contribué à bâtir ce pays alors qu'il n'y avait rien, c'est « qu'on le laisse cultiver ses terres, faire son business, se déplacer où il veut ». « Qu'on respecte mes droits et ceux des autres et il n'y aura aucun problème », conclut ce paysan trapu et rougissant qui raconte que ses parents n'ont pu lui acheter sa première paire de chaussures qu'à l'âge de six ans.

Bien sûr, tous sont méfiants à l'égard de la SWAPO et se

demandent quelles sont ses véritables intentions. Elsa Denner, d'origine allemande, est convaincue que, si ce mouvement nationaliste gagne, « ce sera un second Angola ». Selon son mari, Rolf, trente-deux ans, « le miel ne va pas couler après l'élection. Les Noms croient que l'indépendance va tout apporter et qu'on va tout leur donner ».

Descendant de colons allemands, Rolf a du mal à cacher son désarroi. Il craint que, après l'indépendance, le monde entier ne se désintéresse de son pays, qui, à son avis, pourrait devenir « un peu comme une seconde Suisse ». Rolf songe à se défendre, mais aussi à partir si cela tourne mal. Où ? Il n'en sait rien. Mais pas en Afrique du Sud, car il-bas « c'est encore pire ».

MICHEL BOLE-RICHARD

TUNISIE : après le discours du président Ben Ali

### Les islamistes dénoncent l'influence de la « gauche laïque »

#### TUNIS

de notre envoyé spécial

Les islamistes tunisiens se disent très déçus par le discours du mardi 7 novembre, à tout « parti religieux ». Mais ils se défendent de rechercher l'affrontement et souhaitent encore un « dialogue direct » avec le chef de l'Etat. Pour le porte-parole du mouvement Ennahdha, M. Abdelkader Mourou, « il n'y a dans ce discours rien d'intéressant sur le plan économique ou politique. On a un « non » aux islamistes et, puisque c'est cela, il fallait le dire dès le 7 novembre 1987 » (jour de l'éviction de M. Bourguiba).

Selon M. Mourou, le jugement du chef de l'Etat sur le parti Ennahdha est faussé par l'influence de son entourage et notamment par la « gauche laïque qui a investi le parti gouvernemental après le 7 novembre 1979 ». L'avocat ne se sent « pas concerné » par le rejet présidentiel d'un « parti religieux », car, à l'en-

croire, Ennahdha n'en est pas un et ne prétend nullement avoir « le monopole de l'islam ».

Dans l'immédiat, et pour ne pas envenimer les choses en obligeant le pouvoir à prendre une décision qui serait, à l'évidence, négative, le mouvement Ennahdha ne présentera pas de nouvelle demande de reconnaissance officielle, après le premier refus qu'il a essuyé en juin.

#### L'exemple algérien

Pour sa part, M. Mohamed Mouaddeh, secrétaire général du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), a jugé jeudi, au cours d'une conférence de presse, le discours présidentiel « très décevant », bien qu'il ait « chassé » quelques fanfreluches sur l'avenir. « Ce n'est pas à un seul homme ni à un seul parti de déterminer le rythme du processus démocratique », a dit le successeur de M. Mestiri. Refusant « la démocratie au compte-gouttes », il

estime que « l'Algérie d'aujourd'hui a dépassé le stade » en matière de libres débats dans le multipartisme. « Nous sommes pour la reconnaissance du mouvement Ennahdha, a-t-il ajouté, car cela peut conforter les islamistes modérés. Une légalisation de leur parti permettrait d'engager le combat politique contre eux de façon publique, loyale et claire ».

Son de cloche légèrement différent chez les communistes. M. Mohamed Harmel, secrétaire général du Parti communiste, nous a déclaré : « Si nous pouvions être d'accord avec le président sur certains principes qu'il a affirmés [allusion en « pas de place » pour un parti religieux], nous ne pourrions pas toute l'analyse qu'il a faite de la situation : celle-ci aboutit à maintenir un statu quo, qui risque d'affaiblir les formations démocratiques au profit d'une bipolarisation RCD (parti au pouvoir)-islamistes ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

SEX

PLUS DE 1

VASTE P

ENSEMBLE

MAIRIE D'AI



## ASIE

CAMBODGE : la guérilla contre le régime

### L'objectif ultime des Khmers rouges demeure la région de Phnom-Penh

Après avoir occupé quelques secteurs le long de la frontière thaïlandaise, la coalition armée en lutte contre le régime de Phnom-Penh semble marquer le pas. Mais les Khmers rouges, la guérilla la plus forte, paraissent plus intéressés par le quadrillage des campagnes, notamment autour de Phnom-Penh, que par des attaques contre les villes.

BANGKOK  
correspondance

L'Etat du Cambodge, nom officiel du régime de Phnom-Penh depuis le 31 avril 1989, dispose au mieux de 40 000 à 50 000 soldats réguliers répartis en six divisions de quelques milliers d'hommes chacune, des régiments autonomes et des unités d'artillerie et de transmission. En outre, il y a les forces du ministère de l'intérieur, souvent chargées de la protection de personnalités, les forces provinciales, qui n'ont pas encore fait preuve de leur combativité, et les milices villageoises, très effacées dans les zones les plus dangereuses. Certains éléments de la police provinciale ont également reçu une instruction militaire. Soit, au total, 150 000 à 200 000 hommes.

Malgré cette foule d'hommes en armes, Phnom-Penh doit tenir compte de l'expérience de son armée et de la relative pénurie de troupes régulières. « Si il ne reste vraiment plus aucune unité combattante vietnamienne au Cambodge, Phnom-Penh risque d'être débordé par le nombre de forces d'insécurité à couvrir », explique un expert militaire de la région au retour d'une visite des nouvelles « zones libérées » par la guérilla. Il y a une dizaine de jours, cent vingt jeunes soldats de l'armée de Phnom-Penh ont franchi la fron-



tière thaïlandaise. Après quelques jours d'escarmouches avec les Khmers rouges, ils ont préféré abandonner le combat. Ils ont déclaré avoir reçu moins de deux heures d'entraînement militaire avant de se retrouver en première ligne au sein d'une unité de la police des frontières.

Si les non-communistes du FNLPK de M. Son Sann et de l'Armée nationale sikkhouiste (ANS) n'ont guère progressé depuis deux semaines, ils mobilisent temporairement, sur le front ouest, une partie des forces de Phnom-Penh : les 286<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> divisions. Cette dernière étant stationnée dans les provinces de Prey Vihear et de Stung-Treng. La 179<sup>e</sup>, basée à Gischon, a, de son côté, perdu deux régiments et une grande quantité de matériel au cours de l'offensive du FNLPK.

La radio des Khmers rouges prévoit une vaste contre-offensive des forces de Phnom-Penh. Le ministre

de la défense de Phnom-Penh, le général Tie Banh, estime, quant à lui, que la lutte autour de Battambang « sera chaude ». Les Khmers rouges ont intensifié leurs opérations à Phnom-Malai, une région montagneuse au nord de Pailin. Ces activités y cloquent la 6<sup>e</sup> division, dont Phnom-Penh aurait grand besoin ailleurs. Selon une source militaire proche des Khmers rouges, les soldats de Pol Pot ne s'intéressent que médiocrement à la ville de Battambang et n'ont pas l'intention de prendre beaucoup de risque pour l'occuper. « Ce que veulent les Khmers rouges, c'est la campagne autour de la ville, le grenier à riz du pays ». Et, ajoutait-elle, les Khmers rouges portent le gros de leurs efforts vers le « champ de bataille numéro un : la région de Phnom-Penh ». Un point de vue partagé par le régime cambodgien.

Ce qui nous inquiète le plus, nous dit récemment un officier de Phnom-Penh, « c'est l'augmenta-

tion des infiltrations de Khmers rouges dans les provinces proches de la capitale, comme Kompong-Speu, Kompong-Cham et Takéo. » Selon la même source, une nouvelle division de Khmers rouges aurait, il y a quelques semaines, fait son apparition à Kompong-Speu, à moins de 60 kilomètres de la capitale. Certes, ces divisions comportent rarement plus de mille deux cents hommes. Mais, ainsi que le remarquait un général vietnamien : « Les troupes des Khmers rouges ont à leur tête des officiers durs et cruels, qui savent se faire obéir. » Et d'ajouter que, dans les rangs de l'armée de Phnom-Penh, il régnait souvent « une certaine anarchie ».

Malgré l'afflux récent d'armes antichars de fabrications ouest-allemande, suédoise et française, et la saisie de quelques canons de 122 millimètres, la guérilla est en état d'infériorité au plan de l'armement. La fin de la saison des pluies devrait permettre aux forces de Phnom-Penh de déployer leur artillerie et leurs véhicules blindés. Le général Tie Banh a même menacé de faire intervenir les Mig-21 dont s'est, depuis juin, dotée la force aérienne de l'Etat du Cambodge.

#### Férocité raciste

A Bangkok, les experts militaires sont partagés sur les chances de succès militaires du régime de Phnom-Penh. Au cours de son offensive d'octobre, le FNLPK a enregistré des conversations entre Phnom-Penh et le front. Pressés de contre-attaquer, plusieurs commandants de chars ont prétexté des ennemis de batterie pour rester sur place. Les défenseurs de la base d'artillerie de Kandou, tombée le 4 octobre, ont justifié leurs retraites en affirmant qu'ils étaient à court de munitions, ce qui était faux.

Il est cependant trop tôt encore pour juger des capacités militaires réelles du régime, dont l'armée va peut-être s'endurcir avec l'expérience. Les faiblesses relatives du FNLPK et de l'ANS sont connues. Mais la plupart des observateurs militaires et diplomatiques sont d'accord sur un point : les Khmers rouges sont prêts à être motivés, si primitive que soit leur idéologie. Nationalistes-socialistes bien plus que marxistes, ils se battent avec une férocité raciste contre les Vietnamiens et leurs alliés. Dans un message adressé aux combattants du front de Pailin, leur commandement a dénoncé une fois de plus la nature « agressive, expansionniste, amérionniste et exterminatrice » des Vietnamiens et de « leurs valets de Phnom-Penh ». Un de leurs chefs militaires a expliqué à un visiteur que lui et ses hommes poursuivraient leur lutte « jusqu'à ce que le dernier Vietnamien — homme, femme ou enfant — ait quitté le sol cambodgien ». Ainsi que nous le disait un diplomate vietnamien : « Le moment n'est pas à la négociation car les Khmers rouges sont convaincus que le temps joue en leur faveur. »

JACQUES BEKAERT

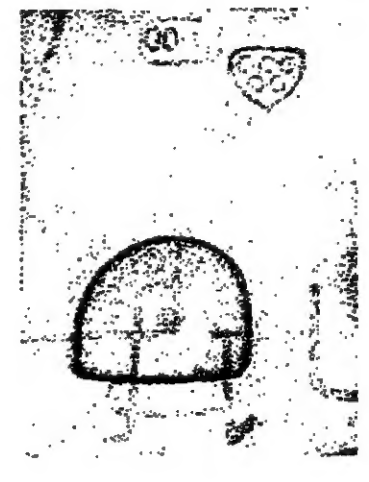
« J'aime le siècle où je suis né »

## JACQUES LACARRIÈRE

Ce bel aujourd'hui

JACQUES LACARRIÈRE

Ce bel aujourd'hui



J.O. Clattès

Jacques Lacarrière est un écrivain qui voit ce que nous ne voyons plus.

Télérama

Superbe tour de notre monde moderne : Lacarrière, chemin faisant, nous en fait découvrir les merveilles : avec un merveilleux talent.

Le Magazine Littéraire

Sans avoir l'air d'y toucher, avec tout l'humour possible, « Ce bel aujourd'hui » est le livre d'un flâneur des deux rives du temps.

Libération

On rêve de voir entrer ce petit livre tendre et drôle dans les lycées de France.

L'Événement du Jeudi

234 p.

J.O. Clattès

85 F.

Aix-en-Provence COMMUNIQUE  
Aix-en-Provence BATIT...

### SEXTIUS-MIRABEAU PLUS DE 15 HA EN CENTRE URBAIN VASTE PROJET D'AMÉNAGEMENT

ARCHITECTES, URBANISTES, CONCEPTEURS, DÉVELOPPEURS,  
ENSEMBLE POUR PARTICIPER A AIX-DEMAIN

LANCEMENT PAR LA VILLE D'UNE CONSULTATION  
D'AMÉNAGEMENT ET D'ÉCONOMIE URBAINE

OBJECTIF ➡ ÉTABLISSEMENT D'UN PROJET D'URBANISME

- 1<sup>re</sup> phase : Dépôt des dossiers de références pour pré-sélection des candidats.
- 2<sup>e</sup> phase : Présentation des projets candidats retenus devant commission ad hoc.
- 3<sup>e</sup> phase : Désignation du lauréat.

RÈGLEMENT, DOSSIER DE CONSULTATION ET INFORMATIONS  
MAIRIE D'AIX EN PROVENCE  
SERVICE DES GRANDES OPÉRATIONS D'URBANISME  
12, RUE PIERRE ET MARIE CURIE, 13100 AIX EN PROVENCE, 42.26.97.27

MAIRIE D'AIX EN PROVENCE Date limite des candidatures  
Vendredi 1<sup>er</sup> Décembre 89

Le tournant  
calédonien

EDWY  
PLENEL

MOURIR  
A  
OUVÉA

ALAIN  
ROLLAT

280 PAGES-89 F

LE MONDE/LA DÉCOUVERTE

هكذا من الالاحل



## ASIE

CHINE : recevant M. Kissinger

## M. Deng Xiaoping affirme qu'il continuera à « jouer son rôle comme il se doit »

Recevant M. Kissinger au lendemain de sa démission de la présidence de la commission militaire du PC chinois, M. Deng Xiaoping a déclaré, vendredi 10 novembre, qu'il continuerait, malgré sa retraite, à « jouer son rôle comme il se doit ».

PÉKIN

de notre correspondant

La partie se termine sur un score nul : M. Deng Xiaoping a réussi à freiner le retour en force des conservateurs. Mais il a dû pour cela utiliser la dernière carte qui lui restait en main, sa propre démission de la commission militaire du comité central du PCC (le Monde du 10 novembre), afin d'imposer un successeur qui n'aura pas les moyens de sa politique. Rien n'est donc réglé. L'adieu tout relatif de M. Deng à la vie politique active n'empêchera pas, à sa disparition, le jeu de chaises musicales de se transformer en bataille pour le pouvoir.

La lettre de démission de M. Deng s'était, vendredi 10 novembre, à la « une » de tous les journaux, après avoir été lue intégralement à la télévision et à la radio dès la veille au soir. Le vieux dirigeant rappelle qu'il avait lui-même proposé, en 1980, l'abolition des charges à vie et blâmé implicitement ses pairs pour l'avoir contraint à différer si longtemps son départ complet à la retraite : même en restant chef de la commission militaire, « j'avais insisté pour ne pas être chargé des affaires quotidiennes », souligne-t-il. M. Deng passe sous silence le fait qu'il avait échoué à deux reprises à nommer un homme plus jeune — successivement, MM. Hu Yaobang et Zhao Ziyang — à ce poste. Il assure que son départ, « alors que je suis encore en bonne santé », au profit de M. Jiang Zemin, « chef du noyau dirigeant » mis en place en juin dernier, sera « bénéfique à la cause du parti, de l'Etat et de l'armée ». Sans ironie, il promet de « continuer à être loyal » à cette cause à laquelle, ajoute-t-il, « ma vie appartient ».

Dans un ultime paragraphe testamentaire, M. Deng reconnaît que les hommes qu'il charge de poursuivre les réformes et l'ouverture sur le monde extérieur devront emprunter « des méandres sur la voie du progrès ». Mais il se dit « fermement convaincu que nous serons capables de surmonter les difficultés ».

## La vieille garde

C'est une première en Chine, qui explique la longueur de l'éloge adopté par le comité central avant que M. Deng n'apparaisse, jeudi soir, pour en saluer les membres sous les applaudissements. A l'été 1976, Mao Zedong avait été « mis à la retraite » de manière plus feutrée par son entourage radical qui avait annoncé que le Grand Timonier cessait de recevoir des visiteurs étrangers. Pour en qui concerne le Petit Timonier qui lui a succédé, les limites de l'exercice ont éclaté au grand jour dès vendredi matin : M. Deng recevait M. Henry Kissinger, de passage à Pékin... Il a affirmé, à l'ancien secrétaire d'Etat américain, qu'il continuerait à « jouer son rôle comme il se doit ».

Côté positif pour M. Deng, le cinquième plénum du comité central issu du treizième congrès a refusé d'entériner les accusations

qui avaient été formulées contre son dauphin déchu, M. Zhao Ziyang, par la vieille garde du régime rassemblée autour du premier ministre M. Li Peng. Le nom de M. Zhao n'a pas été prononcé dans les textes adoptés par le plénum. La résolution rendant hommage à M. Deng note juste en passant que « malgré des changements de personnel, le collectif central dirigeant du parti est resté stable au cours de la décennie passée ». Mieux, l'idée même des critiques que M. Li Peng faisait circuler sur son prédécesseur à la tête du gouvernement est enterrée : la résolution sur les problèmes économiques souligne que les difficultés rencontrées ces dernières années sont inscrites « dans le cours normal du progrès et sont temporaires ». Ce qui est le contraire de la thèse du premier ministre qui voulait voir le résultat d'un excès de libéralisme économique depuis le début des réformes.

Cependant, la résolution tente d'associer la chèvre et le chou dans la politique économique qu'elle recommande pour les années à venir, et on y trouve en conséquence tout et son contraire : la politique de développement côtier est réaffirmée en même temps que la nécessité de « s'opposer résolument à la décentralisation » de l'économie ; les responsables à tous les niveaux sont priés de « suivre la ligne de masse » tout en « prenant l'initiative » pour lutter à la fois contre la corruption et le « libéralisme bourgeois » ; la loi du marché doit pouvoir réguler une économie planifiée qui ne s'interdit pas d'employer les « moyens administratifs et légaux » de contrôle. Concrètement, il est prévu de ramener « graduellement » l'inflation à moins de 10 % et de maintenir la croissance à un taux de 5 % à 6 %.

FRANCIS DERON

## INDE

## Massacre sur un campus au Pendjab : 25 morts

New-Delhi (AFP) — Vingt-cinq personnes ont été tuées, vendredi 10 novembre, dans un attentat attribué à des militants sikhs, sur le campus d'un collège d'ingénieurs de Patiala, dans le Pendjab, a annoncé l'agence indienne de presse PTI. La télévision d'Etat a pour sa part fait état de vingt-quatre victimes étudiantes : seize morts et huit blessés.

Six hommes pourvus d'armes automatiques ont pénétré dans le collège Thapar et ouvert le feu dans un hall où des étudiants étaient en train de dormir. Le collège abrite actuellement un festival de la jeunesse. Cet attentat est le plus grave attribué à des militants sikhs depuis août dernier, lorsque dix-sept hindous ont été massacrés à bord d'un train dans le Pendjab. Depuis le début de l'année, environ mille deux cents personnes ont été tuées au cours d'actions en rapport avec la campagne menée par des sikhs séparatistes.

PHILIPPINES : M. Aquino à la Maison Blanche. — Le président George Bush a promis, jeudi 9 novembre, la poursuite de l'aide économique et militaire des Etats-Unis aux Philippines, en recevant à la Maison Blanche la présidente Aquino, qui effectuait sa deuxième visite officielle à Washington depuis son arrivée au pouvoir en février 1986. — (AFP.)

## AMÉRIQUES

CANADA : dramatique sommet des provinces

## Quand certains anglophones souhaitent aussi l'indépendance du Québec...

L'avenir de la fédération canadienne était en jeu, vendredi 10 novembre à Ottawa, lors du sommet annuel des premiers ministres des dix provinces. Le chef du gouvernement fédéral, M. Brian Mulroney, devait à cette occasion tenter de réduire l'opposition de plusieurs provinces anglophones à l'accord de 1987 qui avait pour but de faire entrer le Québec dans le giron institutionnel du Canada, la province francophone n'ayant toujours pas adhéré à la Constitution.

MONTREAL

de notre correspondante

La scène se passe à Toronto début novembre. « Pensez-vous que le Canada pourrait survivre et prospérer sans le Québec ? », demande pour la forme le chef de l'opposition libérale, M. John Turner, aux membres de son « Qui », répond une voix forte, puis deux, puis trois... Surpris et décontenancé, M. Turner revient quand même au texte de son plaidoyer en faveur de l'adhésion du Québec à la constitution canadienne. Mais nul parti ne peut plus ignorer l'ampleur des ressentiments à l'égard du Québec dans le reste du pays.

Tout au long de la précédente décennie, c'est le Québec qui avait brandi la menace du divorce, quand le reste du Canada acceptait bon gré mal gré, pour le retenir, les

contraintes du bilinguisme. Aujourd'hui, les rôles sont inversés. Plusieurs « petites » provinces présentent chacune une liste de concessions à obtenir du gouvernement fédéral et du Québec, menaçant carrément de pousser ce dernier vers la sortie, s'il refuse de ouvrir les négociations.

Le malaise est profond. Il est réapparu au moment même où le « problème québécois » semblait en bonne voie d'être réglé. Après soixante années de querelles constitutionnelles, un *modus vivendi* avait fini par être trouvé en avril 1987. Sous la houlette de l'ancien chef du gouvernement fédéral, M. Brian Mulroney, les premiers ministres des dix provinces avaient signé l'accord constitutionnel (portant le nom du lac Meech près duquel il a été conclu) en vue de la réintégration de la Belle Province dans la famille canadienne. Ce miracle de la « réconciliation nationale », selon les termes de M. Mulroney, s'était produit en partie parce que le Québec, dirigé par M. Robert Bourassa, n'avait jamais réclamé si peu d'aménagements pour devenir membre à part entière de la fédération. Les autres provinces acceptaient « la reconnaissance du caractère distinct de la société québécoise », clause dont on avait évité de préciser les implications concrètes.

La crise actuelle est en partie née de ce flou. Lorsque le Québec a privé, en décembre 1988, sa minorité du droit d'utiliser l'anglais à la dévotion des commerces, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick ont refusé de ratifier l'accord déjà entériné par les

autres législatures provinciales. Voilà maintenant que Terre-Neuve, qui avait pourtant donné son aval, exige aussi la rediscussion de ce texte. Tous craignent, d'une part, que Québec prenne trop de liberté une fois son « caractère distinct » accolé dans la constitution et d'autre part que le droit des provinces (inscrit dans l'accord) de se soustraire à certains programmes nationaux moyennant compensation financière ne favorise les « poids lourds » de la fédération — l'Ontario et le Québec — au détriment des provinces les moins peuplées et les moins favorisées.

## M. Mulroney joue gros

Les vieilles rancunes refont surface. « Les Canadiens anglais ont fait leur part avec le bilinguisme. Le Québec fait encore monter les enchères. Il y a un moment où il faut dire non », résume M. Allen Mills, professeur de sciences politiques à l'université de Winnipeg (Manitoba). Les ultra-conservateurs, dont l'influence grandit à l'Ouest, au sein du Reform Party fondé en 1987 en Alberta par exemple, réclament la fin du bilinguisme (« Le français au Québec et l'anglais seulement dans le reste du Canada »).

Dans ce concert, les intellectuels de gauche nationalistes, très anti-américains, ne sont pas les derniers à exprimer leur rancœur. Ils avaient antérieurement mis le Québec sur un piédestal parce qu'il avait osé le premier rompre avec une tradition culturelle colonialiste et parce qu'il avait, par ses revendications politi-

ques, contraint le reste du Canada à se redéfinir par rapport aux Etats-Unis. Or, l'intérêt qu'ils ont manifesté pour la culture francophone et pour la cause québécoise n'a, disent-ils, pas été payé de retour. Pis, la Belle Province a préféré prendre le parti du libre-échange canado-américain (en vigueur depuis janvier dernier) plutôt que de soutenir les nationalistes, canadiens qui estiment toujours que le Canada perdrait son âme sur l'autel de cette ouverture vis-à-vis de son puissant voisin.

« Nous comprenons le problème du Québec, il est fragile, avec son faible taux de natalité, perdu dans un océan anglophone », nous dit Margaret Atwood, chef de file des écrivains anglophones canadiens. « Tout le monde sait que sa société est distincte et différente mais nous pensons qu'il faudrait repenser l'accord de manière à ne pas prêter le flanc à une surenchère des autres provinces ».

Entre les récriminations des « petites » provinces et la position ferme du Québec, où les forces indépendantistes relèvent le tête (le Monde du 13 octobre), M. Mulroney mise sur le temps pour calmer le jeu avant la fin de juin prochain, date limite pour la ratification de l'accord par toutes les provinces. Il joue gros. C'est toute sa conception du « fédéralisme de coopération » qui est en jeu, par opposition à celle de son prédécesseur Pierre Elliott Trudeau adepte d'un Canada très centralisé, où le pouvoir fédéral impose plus qu'il ne propose.

MARTINE JACOT

BRÉSIL : l'élection présidentielle du 15 novembre

## La candidature de M. Silvio Santos a été écartée

La nouvelle a été accueillie à Rio, dans certains milieux, comme la finale d'un championnat de football, avec des pétards et des cris de joie : M. Silvio Santos n'est pas éligible à la présidence de la République. Après trois heures de délibérations, jeudi 9 novembre, le tribunal supérieur électoral a jugé que l'animateur de télé, entré en lice huit jours plus tôt — alors que les autres candidats font campagne depuis plusieurs mois — ne réunissait pas les conditions nécessaires pour se présenter à l'élection présidentielle du 15 novembre.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

La réaction de la ville est à la mesure des sentiments de honte et d'indignation qui s'étaient emparés de nombreux Brésiliens devant la manœuvre grossière, bouffonne, que représentait la candidature d'un homme qui dit lui-même « ne rien comprendre à la politique ». Pour fantaisiste qu'elle fût, cette candidature, en effet, n'avait rien de gratuit, ni dans son inspiration ni dans ses conséquences.

M. Silvio Santos a bouleversé tous les sondages en se plaçant parmi les favoris, grâce à son audience dans les couches pauvres de la population. Il y avait un risque réel de voir accéder à la présidence un amateur, dont

tout le programme de « gouvernement » consistait à dire, dans les cinq minutes d'antenne qu'il avait commencé d'utiliser : « Quand je serai président, je m'occuperai, premier point : de l'alimentation ; deuxième point : de la santé ; troisième point : du logement ; quatrième point : de l'éducation ».

Autant que la personnalité du nouveau venu, c'est la technique adoptée pour faire irruption en extrême sur la scène électorale qui a choqué. Il a fallu que M. Santos trouve un candidat qui lui obéisse sa place et son parti — les inscriptions étant closes depuis longtemps — pour pouvoir participer au scrutin. Après une vaine tentative auprès du Front libéral, l'animateur de télé s'est rabattu sur un obscur Parti municipaliste, qui ne pouvait rêver meilleur champion, à la place du pasteur évangélique qui le représentait.

## « Marché persan »

Evidemment, au passage, toutes les règles de la décence politique ont été bousculées. Le *Journal do Brasil* a montré, dans une enquête détaillée, que l'opération s'est déroulée dans une ambiance de « marché persan », avec la participation de trois hommes de confiance du président Sarney, appelés aussitôt « les trois petits cochons » par les journaux. Des juristes de renom ont expliqué que cette

candidature était juridiquement indéfendable. La classe politique a crié au scandale, et la presse a exprimé sa consternation, dans des éditoriaux montrant que le pays s'exposait au ridicule devant le monde entier.

## Une forte pression

C'est donc sous une forte pression que le tribunal s'est réuni jeudi. L'avant-veille, plusieurs partis politiques avaient demandé l'annulation de la candidature en en montrant les irrégularités. Parmi les divers arguments présentés, il en a suffi d'un, retenu à l'unanimité par les sept magistrats du tribunal, pour déclarer inéligible M. Santos : le Parti municipaliste est entré dans la campagne électorale sans avoir satisfait toutes les obligations légales.

Le président du tribunal, M. Francisco Rezak, a assorti l'annonce de la sentence de considérations politiques, en disant que celle-ci était une contribution de la justice à la démocratie. L'opinion publique n'en attendait pas moins, mais, si elle n'avait pas réagi, on se demandait ce qu'il en serait aujourd'hui. L'auteur de la manœuvre étant le chef de l'Etat, celle-ci avait des chances de succès. Le Brésil n'aurait évidemment rien gagné à l'affaire, mais ce n'était pas ce qui préoccupait en haut lieu, où l'on se réjouissait de disposer d'une marionnette.

La dignité a été finalement sauvée, mais les perdants risquent d'être nombreux : ceux, parmi les électeurs de M. Santos qui n'auront pas compris qu'il n'est plus candidat et qui, votant pour lui, verront leur bulletin annulé.

CHARLES VANHECKE

## ARGENTINE

## Le gouvernement confronté à une grève des transports

Quatre mois après son investiture à la tête de l'Etat argentin, le président Carlos Menem se trouve confronté à la première grande grève dans le pays. Les chauffeurs, qui devaient mettre fin, mercredi 8 novembre, à un arrêt de travail de trente-six heures, ont menacé dans la journée de reconstruire la grève pour une durée illimitée s'ils n'obtiennent pas satisfaction sur une augmentation mensuelle de 53 000 australes, portant leur rémunération à 88 000 australes (700 francs environ). — (AFP.)

AFRIQUE DU SUD : ouverture d'un bureau de l'ANC à Washington. — Le Congrès national africain (ANC), son premier bureau de représentation à Washington. M. Thabo Mbeki, porte-parole de l'ANC, a déclaré que ce bureau tenterait de persuader l'administration Bush d'imposer de nouvelles sanctions contre Pretoria. — (AFP.)

CIC PARIS.  
JAMAIS UNE BANQUE  
N'AVAIT AUTANT PAYÉ  
DE SA PERSONNE.

— L'aine les banques qui payent de leur personne. C'est bien.



# POLITIQUE

## Les socialistes veulent relancer la décentralisation

La décentralisation est toujours à l'ordre du jour. Comme le dit M. Pierre Mauroy, en ce domaine « si on n'avance plus, on recule ». Les socialistes sont donc bien décidés à maintenir la pression sur le gouvernement — dont les ministres sont, bien entendu, sensibles aux arguments des administrations centrales — pour que cette réforme bénéficie rapidement d'un « deuxième souffle ».

Tant pis si la droite en a le plus profité sur le terrain. Mais le PS n'accepte plus que celle-ci dispose de privilèges qui ne correspondent pas à sa force électorale. D'où le « bras de fer » engagé par M. Mauroy avec M. Michel Giraud, sénateur RPR et président de l'Association des maires de

France. Car les statuts actuels de cette association donnent autant de pouvoir au maire de Lille qu'à celui d'une commune de cinquante habitants, réduisant ainsi considérablement le poids de la gauche.

Dans leur volonté de relance de la décentralisation, les socialistes pourraient bien, cependant, avoir quelques difficultés avec le président de la République. L'homme qui a été dix-sept ans président du conseil général de la Nièvre est « départementaliste », plutôt que « régionaliste », à l'inverse de la direction du PS.

Surtout, il ne paraît pas avoir la même vision que la majorité des socialistes de la nécessaire réforme du mode d'élection des

conseillers généraux. C'est du moins la certitude qu'a eue M. Jean Pusch, sénateur UDF de l'Aveyron, et président de l'Association des présidents de conseils généraux, qui, avec une délégation de son bureau, a été reçu, mercredi 8 novembre par M. Mitterrand. Lui, qui a été trente-deux ans conseiller général de Montausch, un canton de six à sept mille habitants, a semblé très attaché au maintien d'un lien personnel entre l'élite cantonale et ses électeurs. Et s'il est conscient de la sous-représentation actuelle des villes, il ne voit pas d'objection à l'augmentation du nombre de cantons, quitte à pousser un peu les murs des salles de réunion des assemblées départementales.

## M. Mauroy pousse les feux

« Nous voulons un deuxième souffle de la décentralisation », M. Pierre Mauroy se veut, autant que Gaston Deffieux, le « père » de cette grande œuvre du premier septennat de M. François Mitterrand. Non seulement il était premier ministre lorsqu'elle fut mise en œuvre, mais il ne laisse pas oublier qu'il fut toujours « girondin » dans un parti longtemps marqué par la tradition « jacobine » de la gauche.

Aujourd'hui, il est très fier de pouvoir lancer : « La décentralisation, c'est vraiment l'affaire des socialistes ».

Le PS, dont M. Mauroy est aujourd'hui le premier secrétaire, va donc « maintenir la pression » sur le gouvernement pour que celui-ci engage vite de nouvelles réformes. Car si le maire de Lille comprend que le premier ministre doit tenir compte d'un environnement qu'il n'est pas très facile de faire évoluer, il ne veut pas oublier que, lors de leur jeunesse commune, il rencontrait fréquemment dans des colloques un certain Georges Servet, pseudonyme derrière lequel se cachait le haut fonctionnaire Michel Rocard, qui ne cessait de mettre en avant la loi de décentralisation et régionalisme. Et le premier des chefs de gouvernement socialiste rappelle, avec insistance, qu'il avait su imposer « à

des ministres fortement récalcitrants » la révolution décentralisatrice.

Pour maintenir cette pression, M. Mauroy avait créé, en avril dernier, un groupe de réflexion, dont les premiers travaux ont été l'objet d'une journée d'étude le samedi 4 novembre. En rendant compte de celle-ci, le premier secrétaire du PS a annoncé qu'il organiserait une convention du parti sur ce thème après le congrès de Rennes.

D'ores et déjà, des lignes directrices se dégagent, a expliqué M. Jean-Marie Cambacérès, député socialiste de Gard, et animateur de ce groupe de réflexion. D'abord sur les réformes électorales (voir par ailleurs). Ensuite sur l'aspect institutionnel : « Il faut renforcer les compétences et les moyens des régions », a-t-il expliqué. Le PS considère que le découpage régional ne pourra évoluer que par consensus, et que ce n'est pas un problème urgent. C'est d'ailleurs la position du premier ministre. Mais M. Mauroy maintient qu'il faudra « bien arriver à des régions plus grandes », car « elles ont le souffle un peu court » du fait de leur taille actuelle. Il convient cependant que cela « ne puisse se faire que progressivement, et non pas administrativement ».

Pour les finances locales, les socialistes sont plus pressés. M. Cambacérès a réaffirmé leur volonté de voir la taxe d'habitation tenir compte de l'ensemble des revenus des contribuables, un premier pas devant être fait « dès l'an prochain » pour sa part départementale. Ils souhaitent aussi que des décisions soient prises « rapidement » pour développer la coopération intercommunale, qui doit être « obligatoire » en milieu urbain et « fortement incitée » en milieu rural. Quant au serpent de mer du statut des élus, M. Mauroy a souligné que le dossier des socialistes « était bouclé », et qu'il était donc « temps que le gouvernement s'en saisisse », afin qu'il y ait « une avancée dès 1990 ».

Pour permettre ce « second souffle » de la décentralisation, le PS souhaite, comme la droite, la mise en place d'un « observatoire de la décentralisation ». Et pour manifester la « volonté » des socialistes, M. Mauroy est décidé à faire le nécessaire pour que ce sujet soit largement abordé dans les travaux préparatoires au congrès de Rennes, et figure, de façon très nette, dans la motion qui sera alors adoptée.

Th. B.

## Responsable des élections au PS

### M. Le Gall propose d'unifier les modes de scrutin locaux

M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national du Parti socialiste, chargé des élections et des études politiques, a proposé samedi 4 novembre, au cours d'un colloque sur la décentralisation organisé par le PS, une réforme des modes de scrutin cantonal et régional. Un groupe de travail associant le parti, ses groupes parlementaires et le gouvernement, doit être mis en place sur cette question.

M. Le Gall estime que le système en vigueur pour l'élection des conseillers généraux est « profondément inégalitaire », non seulement entre élus des villes et élus des campagnes, qui ne représentent pas le même nombre d'habitants, mais au sein même de chacune de ces catégories où les écarts sont très grands. En outre, selon M. Le Gall, il y a après le renouvellement de 1982 et compte-tenu de celui de 1979, « détournement de la volonté populaire » : la gauche suivant ses calculs, aurait dû diriger une dizaine de conseils généraux supplémentaires ; lors du renouvellement de 1988, le mode de scrutin qu'il envisage aurait permis à la gauche, qui détient 27 présidences de conseil général sur 1995, d'en revendiquer entre dix et quinze de plus.

Évaluant à environ 30 % la moyenne des voix recueillies par la gauche non communiste (PS, MRG et divers gauches) en 1985 et 1988, M. Le Gall observe que cette même famille politique ne détient que 25 % à 26 % des sièges.

Écartant l'hypothèse d'un redécoupage général des cantons, M. Le Gall préconise une réforme dont il souligne quatre avantages. D'abord, dit-il, elle assurerait la cohérence des modes de scrutin locaux (municipal, cantonal et régional) ; ensuite, elle concilierait le respect de l'unité territoriale et celui de la réalité démographique ; en outre, elle permettrait d'assurer justice et équité ; enfin, elle serait adaptée aux nouvelles données de la vie politique, avec l'émergence du Front national et des écologistes. Il propose, donc, que le mode de scrutin municipal soit étendu non seulement aux conseils généraux, mais, aussi, aux assemblées régionales, c'est-à-dire le scrutin de liste proportionnel à deux tours. Dans le premier cas, le cadre retenu serait de l'arrondissement ; dans le second, la région.

Le choix de l'arrondissement nécessiterait quelques aménagements. Un département, le Territoire-de-Belfort, n'en compte qu'un seul, alors que la Moselle bat les records, avec huit, et que les Alpes-Maritimes et le Rhône n'en ont que deux chacun. L'écrasante majorité des départements sont divisés en trois ou quatre arrondissements : 52 en ont trois, 20 en ont quatre. Pour M. Le Gall, l'arrondissement constitue une réalité humaine, géographique et administrative. Il observe aussi que, en retenant une circonscription existante, on s'épargnerait les reproches inhérents aux redécoupages. Dans la mesure où un même département à plusieurs arrondissements compterait donc, plusieurs circonscriptions électorales pour désigner, sur listes, des conseillers généraux (le nombre des conseillers généraux élus par arrondissement serait déterminé en fonction de leur population), M. Le Gall n'envisage pas de « prime majoritaire » à la liste arrivée en tête, comme c'est le cas, aux élections municipales, dans les communes de plus de 3 500 habitants. En revanche, il souhaite que cette prime soit de 10 % ou 20 % pour les élections régionales : la liste arrivée en tête se verrait garantir 10 % ou 20 % des sièges, puis participerait, avec les autres listes, à la répartition des sièges restants.

A. Ch.

Un vrai dire, l'offensive de rénovation de l'AMF apparaît comme une réaction à la multiplication des organisations parallèles ces dernières années. Les maires de grandes villes, ceux des communes de banlieue, ceux des communes rurales, ou encore plus récemment ceux des petites villes se retrouvent dans d'autres structures ce qui, à terme, pourrait aboutir à faire de l'AMF une sorte de confédération au poids bien moindre face aux pouvoirs publics.

A. Ch.

ANNE CHAUSSEBOURG

## Le 72<sup>e</sup> congrès des maires de France

## A la recherche d'un meilleur équilibre entre les villes et les campagnes

Une fois tous les trois ans, le congrès de l'Association des maires de France (AMF) comporte un enjeu électoral. C'est le cas cette année pour les quelques 4 000 maires attendus à Paris du 14 au 17 novembre. Il s'agit d'élire, d'une part, le président, de l'autre les membres du bureau et du comité directeur. Ce rendez-vous annuel sera l'occasion, en outre, d'amorcer la réflexion sur une réforme des structures de l'Association. Sans compter que les participants ne manqueront pas, comme l'ordre du jour le leur suggère, de dresser un bilan de la décentralisation.

M. Michel Giraud, maire du Perreux (Val-de-Marne) et député RPR, aspire à sa reconduction à la présidence de l'AMF où il avait succédé il y a six ans à M. Alain Poirer qui ne sollicitait pas alors un nouveau mandat. Il affronte trois candidats : MM. Maxime Camusat, maire de Saint-Germain-du-Puy (Cher) pour le PC, René Régault, maire de Saint-Sauveur-Rance et sénateur des Côtes-du-Nord pour le PS et Robert Vigouroux, maire de Marseille et sénateur des Bouches-du-Rhône.

Qu'il y ait un candidat socialiste et un candidat communiste face à M. Giraud soutenu par l'ensemble des partis de l'opposition n'est pas pour surprendre. Plus inattendue est l'entrée en lice du maire de Marseille. Les méchantes langues diront que M. Vigouroux, après ses succès aux municipales de mars dernier puis aux sénatoriales de septembre se sent suffisamment vent en poupe pour faire candidat à la démission du nouveau sénateur, un moyen de montrer que la majorité présidentielle ne se réduit pas au seul PS et qu'il existe à côté des socialistes, un autre courant.

Une autre hypothèse avait été envisagée avant que ne soit connue la candidature de M. Vigouroux : l'entrée en lice de M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement, qui préside la commission des communes rurales au sein de l'AMF. M. Giraud, pro-

nant connaissance de ce qui n'est resté que remuer, avait alors téléphoné à l'intéressé. Selon M. Giraud, M. Pelletier, maire de la petite commune de Villers-en-Franchère (Aisne), l'aurait assuré que bien que sollicité, il se refusait à être candidat « contre un ami », que ses fonctions ministérielles étaient difficilement conciliables avec cette présidence et qu'enfin, il n'avait pas envie d'être battu.

Les socialistes, en sa de leur propre association d'élus, la FNESS (Fédération nationale des élus socialistes et républicains), dont M. Pierre Mauroy cumule la présidence avec le poste de premier secrétaire du PS, a désigné l'un des siens, M. Régault, qui s'est fait une spécialité de tout ce qui touche au domaine des collectivités locales. Ce choix a été tardif puisqu'il n'est intervenu que le 26 octobre. A l'évidence, c'est lui qui a provoqué la candidature annoncée dans la foulée de M. Vigouroux. Cette initiative n'est pas du goût de M. Mauroy que le maire de Marseille, membre du bureau de la FNESS, n'a pas jugé bon d'informer. A l'évidence, certains socialistes avaient un autre schéma en tête.

### L'héritage de M. Mauroy

Avant l'été, au cours de deux réunions informelles, rue de Solferino, avec des personnalités de l'ouverture et des socialistes, M. Mauroy avait dressé le portrait d'un candidat à la présidence de l'AMF. Certes, il n'y avait pas cité le nom de M. Pelletier, qui était présent, mais il était impie que le nom auquel songeait le maire de Lille était bien celui de l'élu de l'Aisne.

Mais, plus que le choix du meilleur porte drapeau possible, c'est l'AMF elle-même qui semblait le plus préoccuper M. Mauroy. Ce dernier a réclamé, après les municipales, un fonctionnement plus

équitable de l'association. Il a obtenu gain de cause puisque la liste des candidats tant au bureau politique qu'au comité directeur est composée pour moitié d'élus de gauche et pour moitié d'élus de droite (ni le Front national ni les Verts ne comptent de représentants). A cette revendication s'ajoute celle d'une modification des statuts de l'AMF, sous peine, menaçait-il, de quitter l'association.

### Le poids des petites communes

La règle actuelle consiste en l'application du principe un maire-voix, ce qui donne un poids écrasant aux petites communes. La question n'est pas nouvelle et M. Giraud avait, le 19 janvier dernier, organisé un séminaire des dirigeants de l'association sur le thème d'une révision des structures. M. Georges Lemaire (PS), député d'Eure-et-Loir, maire de Chartres et actuel secrétaire général de l'AMF, veut, lui aussi, « faire avancer les choses » pour que soit trouvé un meilleur équilibre entre « monde urbain et monde rural ». Certains envisagent une organisation des maires en collèges, définis à partir du nombre d'habitants, chaque collège disposant d'un certain nombre de voix pour ensuite désigner les instances dirigeantes. A l'évidence les socialistes voient là le moyen de rééquilibrer leur camp.

Un vrai dire, l'offensive de rénovation de l'AMF apparaît comme une réaction à la multiplication des organisations parallèles ces dernières années. Les maires de grandes villes, ceux des communes de banlieue, ceux des communes rurales, ou encore plus récemment ceux des petites villes se retrouvent dans d'autres structures ce qui, à terme, pourrait aboutir à faire de l'AMF une sorte de confédération au poids bien moindre face aux pouvoirs publics.

A. Ch.

# LA CULTURE DES APPARENCES

En tirant le fil de l'histoire du vêtement entre les débuts du règne de Louis XIII et les retombées napoléoniennes, bourgeoises et romantiques de la Révolution française, Roche fait venir à nous l'écheveau entier de la civilisation matérielle, sensible, intellectuelle, spirituelle, politique et symbolique d'une ère historique qui se fissure avant de se transformer radicalement... Il nous fournit des matériaux d'une grande richesse pour construire une économie politique des signes vestimentaires.

Pierre Lepape, *Le Monde*

**L'Histoire**  
chez  
**FAYARD**

ANNE CHAUSSEBOURG

هكذا من الاجل



## POLITIQUE

## Le Sénat adopte la réforme du GIAT

Les sénateurs ont adopté, en première lecture, dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 novembre, le projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du Groupe industriel des armements terrestres (GIAT), présenté par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense. Ce texte a été examiné selon la procédure d'urgence déclarée.

Au lendemain du rejet de la loi de programmation militaire (le Monde du 8 novembre), M. Chevènement a enregistré un succès en faisant adopter par le Sénat le projet relatif au GIAT. Sur le fond, une grande majorité de sénateurs partageait le diagnostic du ministre sur l'état de délabrement du groupe, révélateur par la récente chute des ventes à l'exportation. Dans sa présentation du projet, en préambule à la discussion générale, M. Chevènement a souligné les deux « handicaps » du GIAT. D'une part, le « surdimensionnement », qui « rend nécessaire une déflation de mille deux cents postes avant la fin de l'année 1992 » (ce volet social suscitait la vive opposition du groupe communiste, qui engageait la procédure de la question préalable, repoussée à une large majorité); d'autre part, l'« inadéquation du régime juridique », qui « entrave considérablement le développement de coopération avec des organismes ou des sociétés de droit commun et interdit pratiquement toute prise de participation en France ou à l'étranger ».

Sur la base de son rapport pour la commission des affaires étrangères et de la défense (le Monde du 8 novembre), M. Xavier de Villepin (UC, Français établis hors de France) a dressé un constat similaire. Les réticences de la majorité sénatoriale, résumées par M. de Villepin, ont porté, en fait, sur les modalités budgétaires de la relance du GIAT nouvelle formule. Le rapporteur a fait dépendre le vote du projet d'« engagements chiffrés » qui n'obéiraient pas le budget de la défense.

Le ministre avait anticipé cette question dans son discours préliminaire, en déclarant que « les crédits du ministère de la défense seront, le moment venu, abondés en conséquence pour tenir compte des charges nouvelles entrainées par la transformation du régime juridique ». Il avait également indiqué qu'« une dotation de capital » serait nécessaire. « Je l'évalue aux environs de 1 000 millions de francs », avait-il ajouté. Prié de préciser à nouveau ce volet du dispositif, le ministre a assuré les sénateurs que le surcoût du projet serait assumé au chapitre budgétaire des charges communes et non à celui de ministère de la défense. Pour la dotation, le ministre a confirmé qu'elle se situerait effectivement sur la base des 1 000 millions de francs. Satisfait par ses réponses, M. de Villepin a invité les sénateurs à voter le texte, qui a été adopté de fait à la quasi-unanimité. Seuls vingt-deux sénateurs se sont prononcés contre, dont les seize communistes.

## Industrie : la recherche des fonds propres des entreprises

Le budget de l'industrie, ainsi que ceux de l'aménagement du territoire, du commerce et de l'artisanat et du tourisme, qui y sont rattachés, ont été adoptés, jeudi 9 novembre, à l'Assemblée nationale (les crédits du tourisme avaient été examinés la semaine dernière). Les députés socialistes ont adopté ces budgets, soumis à un seul vote. Les groupes communistes, RPR et UDF se sont prononcés contre, tandis que les députés centristes se sont abstenus, notamment à cause de la personnalité du ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, et de la très nette amélioration du budget de l'aménagement du territoire, qui a bénéficié d'un ballon d'oxygène de 550 millions de francs.

Les crédits de l'industrie s'élevaient, tout compris, à 23,9 milliards de francs, soit une progression de 6,7 %. Trois grandes priorités le marquent : le soutien aux PME, les grands programmes technologiques et l'aide à l'adaptation de l'offre industrielle aux exigences du marché en matière de qualité et de normalisation.

Située au centre du triangle du pouvoir Elysée-Matignon-Quai-de-Bercy, la question actuellement très sensible du niveau des fonds propres des entreprises publiques a été, jeudi 9 novembre, les langues des députés. Cela a permis au ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, M. Roger

Fauroux, de rester spectateur d'un débat qu'il a pourtant contribué à lancer. Le ministre de l'Industrie, un proche de M. Michel Rocard, avait déjà payé de sa personne, il y a peu, en estimant que la sous-capitalisation des entreprises françaises par rapport aux entreprises étrangères de même niveau créait, pour les trois années à venir, un besoin en capitaux de l'ordre de 40 milliards de francs.

Quand on sait que l'actuel projet de budget prévoit, aux charges communes, l'inscription de seulement 4,7 milliards de francs de dotation en capital aux entreprises publiques industrielles, on comprend que M. Fauroux ait écouté avec ravissement les orateurs socialistes se demander si le secteur public ne risquait pas de se trouver, à terme, pénalisé, face à ses concurrents internationaux. Le ministre qui, à l'occasion, sait avec candeur mettre les pieds dans le plat (il l'avait fait lors de l'affaire de la Société générale) s'est

contenté, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, d'expliquer qu'il avait écouté les interventions — notamment celles des socialistes MM. Jean-Marie Bockel (Haut-Rhin) et Jacques-Roger Machart (Haute-Garonne) — avec « attention et intérêt ». C'est signe que le métier d'homme politique entre petit à petit, même si M. Fauroux semble avoir du mal à se faire aux us et coutumes du « microcosme ». Ainsi est-il tout étonné que M. Franck Borotra (RPR, Yvelines), après lui avoir tendu des lauriers à la tribune, ait décidé de voter contre son budget : « C'est pour vous encourager à soutenir davantage encore le cocotier et à faire tomber les idées vieillottes du Parti socialiste », avait expliqué le député RPR. Ce dernier s'est montré, d'autre part, plutôt séduit par le souhait du premier ministre de constituer des holdings publiques levant des fonds sur le marché, afin d'en alimenter les groupes nationaux. Un bon angle d'attaque, selon lui, pour « contourner le sacro-saint : « ni privatisations ni nationalisations » du chef de l'Etat ».

Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Jacques-Roger Machart (PS), a fait, pour sa part, une proposition originale : l'institution d'une caisse de financement du secteur public industriel, « qui jouerait un rôle équivalent pour le secteur public à celui de la Bourse pour le secteur privé. Cette caisse pourrait verser des dotations en capital, grâce à des emprunts qui seraient remboursés ultérieurement sur les rémunérations que la caisse obtiendrait pour ses participations ». Pour le rapporteur spécial, cette caisse de financement serait inter-entreprises pour l'ensemble du secteur public, et elle aurait compé-

tence pour la négociation du moment des participations et des conditions de leurs rémunérations. « Si l'appel au marché financier doit être évité, des apports directs ou indirects de l'Etat actionnaire sont nécessaires. (...) Nous souhaitons voter un budget qui affirme clairement les possibilités de l'Etat en matière de dotations en capital », a expliqué le député socialiste à la tribune, en ne cachant pas son scepticisme quant à la capacité du ministère des finances à répondre aux problèmes cas par cas.

## Les centristes : privatiser

Le président de la commission de la production et des échanges, M. Jean-Marie Bockel (PS), a tenu à centrer toute son intervention sur la question des relations entre l'Etat et les entreprises publiques : « Il serait malencontreux que, faute de fonds propres, nos entreprises publiques laissent passer des opportunités qui se présenteraient ici ou là. (...) Le débat ne porte plus aujourd'hui sur les mérites comparés du privé et du public, ni sur l'opportunité de nationaliser ou de privatiser. Il s'agit de déterminer comment l'Etat va faire pour que nos entreprises trouvent les fonds propres dont elles ont besoin ».

Au nom de l'UDC, M. Bruno Durieux (Nord) a salué l'inspiration de ce budget. Il s'est toutefois montré favorable à la poursuite des privatisations. « Non pour des raisons idéologiques, mais parce que, à long terme, une entreprise privée est plus efficace qu'une entreprise publique ». Actuellement, les entreprises publiques, trop en-

tées, ont d'importants besoins de financement. L'Etat, leur actionnaire unique, ne peut y répondre. En revanche, l'épargne privée est prête à s'investir. Dans quel autre pays au monde se consacrerait-on la tête pour résoudre un problème aussi simple ? La solution est de bon sens, a poursuivi le député centriste; vous la défendez, et nous croyons savoir que le premier ministre vous soutient. Vous avez aussi notre soutien. « La vérité, c'est que le « ni-ni » est un mythe et que toutes les entreprises publiques cherchent à le contourner », a affirmé, quant à lui, M. Gilbert Gauthier (UDF, Paris).

M. Fauroux n'est pas intervenu dans ce débat et s'est contenté d'expliquer que son budget reflétait bien la politique du gouvernement; politique qui s'appuie sur l'axiome : « L'Etat ne peut tout faire; et il ne peut non plus rien faire ». « Considérer que l'industrie a tout à gagner d'une quasi-absence de l'Etat est un jeu de l'esprit, une absurdité, pour ne pas dire une supercherie. Quel Etat industrialisé peut affirmer qu'il laisse son industrie aller au gré des seuls vents du marché et de la libre concurrence ? Aucun ! a lancé le ministre, en ajoutant : « Le cœur de notre action, c'est l'entreprise ou, plutôt, les entreprises ». Il a également souligné le fait que « le renouveau du service public » était un des moyens de la politique industrielle du pays.

Le groupe communiste s'est montré peu convaincu de la démonstration et a dénoncé une nouvelle fois, par la bouche de M. Jean-Charles Lefort (Val-de-Marne), « un budget qui persévère dans l'erreur », en faisant la part trop belle au patronat.

PIERRE SERVANT

par PHILIPPE BOUCHER

## JOURNAL D'UN AMATEUR

LA République a eu beau, par le truchement d'une pièce d'habillage, se trouver un sujet de discussion digne d'elle, tout perflage sur ce point égaré, elle n'en est que plus vague, incertaine et incompréhensible.

La droite donne des leçons de laïcité, ce qui est plutôt inattendu et même impudent pour un secteur de l'opinion d'où sont sorties, suscitées autant que soutenues par les partis de ce camp-là, les grandes manifestations de 1984 en faveur de l'école privée, c'est-à-dire, aussi, confessionnelle.

La gauche, qui avait mené le combat de la laïcité, s'effrite et recule devant l'assaut des religions qui tentent de reprendre pied dans des domaines dont elles avaient été légitimement exclues. Le pouvoir politique, ou du moins l'un de ses ministres, se dédouble publiquement sur le Conseil d'Etat, une institution qui est censée être préservée des affrontements partisans, d'autant plus qu'elle est aussi une juridiction.

La vie publique est à l'image de cette confusion. En dépit des unanimités bruyantes de l'Assemblée nationale, la droite ne s'unit pas et la gauche se divise. Celle-ci, maintenant, pour un foudroié qui se fait drapée : pour les uns, de tolérance, pour les autres, de manœuvres; pour certains, de liberté religieuse, et pour d'autres encore, d'asservissement de celles qui le portent. La République est en pleine forme.

S'il sort une solution, et plus encore une religion, de ce magma, il ne faudra certainement pas en créditer ceux qui avaient pour devoir de la trouver. Il est, somme toute, plus facile de faire l'annonce des grévistes que de faire céder des ressortissants français, ou des résidents étrangers recourant eux aussi au service public, qui contreviennent aux lois de la République.

Qu'il a raison, le général Massu, si le propos qu'on lui a prêté est exact, de dire qu'il serait bien drôle de ne pas pouvoir régler, aujourd'hui, la question de l'islam et de ses quelques millions de fidèles alors qu'on prétendait y parvenir avec 25 millions d'Algériens (à l'époque), si leur terre était restée française.

Il se raconte que ces atterrissements seraient notamment dus à la proximité (relative : mars 1990) du congrès du Parti socialiste, au cours duquel devraient se profiler bien des choses... chacun des candidats (et l'on sait à quoi cherchant à prendre, pour une échéance électorale à la fois immédiate et lointaine, à laquelle tous pensent et s'en défendent avec une égale et risible hypocrisie, la position la plus intéressante, non pas sur le terrain des idées mais sur celui de leur avenir.

Ces candidatures existent, il faut le dire et le redire, quoi de plus normal ? Le plein n'est d'ailleurs pas forcément fait. Mais pas au point que le pays se trouve comme happé par le Parti socialiste, pris en tenaille par les ambitions qu'il renferme; pas au

point que des décisions qui concernent l'ensemble du pays soient en fait l'expression tactique des appétits particuliers.

A quoi il sera loisible de rétorquer qu'il en va hélas couramment ainsi. C'est bien possible, à ceci près, n'en déplaie aux économistes, que la laïcité de la République est plus importante que le taux directeur de la Banque de France, le maintien des religions à leur stricte place plus nécessaire que le maintien des taux de change.

Un pays vit aussi d'idéologie. C'est, aussi, cela que vient rappeler, pour ceux qui jugent confortable de l'oublier, cette querelle religio-vestimentaire. Finasser n'est (Dieu merci...) pas toujours possible, même pour ceux qui s'en font, à défaut d'une religion, une politique, pour ainsi dire un credo.

## Idéologie

Il n'y a rien de changé : gouverner, c'est choisir ; gouverner, c'est déplaire. Ce n'est pas choisir que d'en charger le voisin, ce n'est pas gouverner que de vouloir contenter tout le monde et son père. Dire pratiquement que c'est au nom de la laïcité de l'Etat que l'on va autoriser l'ostentation religieuse est une farce qui ne fait pas rire. Sauf, peut-être, ceux des musulmans qui ont engagé l'épreuve de force et qui guettaient l'occasion de le faire. Si ce n'avait pas été cette fois-là, c'eût été une autre. Inutile, donc, de chercher noise au proviseur de Creil qui aurait mis le feu aux poudres. Et à la suite de ces ricanements, quelques autres...

Cer, quand le foudroié aura acquis droit de cité là où, jusqu'à présent, nul n'aurait, politique ou confessionnelle, n'était admis, au nom de quoi refuserait-on aux catholiques et aux juifs de s'identifier à leur tour par des signes extérieurs ? Pourquoi, au contraire, ne pas demander l'estimation à toute la France du régime concordataire d'après lequel les juridictions d'Alsace et de Moselle — où il subsiste — fonctionnent sous la protection d'un crucifix ?

On ne va tout de même pas, près de quatre cents ans après que les guerres de Religion aient pris fin en France (réserve faite de la révocation de l'édit de Nantes en 1685) en laisser remonter tous les éléments : quatre-vingt-quatre ans après la séparation de l'Eglise et de l'Etat, permettre que la religion soit un enjeu de la République ; que celle-ci paraisse dépendre de celle-là.

Il n'est personne pour ignorer que, du temps de ces saintes guerres, sous couvert de religion, les adversaires combattaient surtout pour la conquête du pouvoir. Faut-il s'ingérer cette sinistre période qui n'a enrichi que les cimetières ? D'autant que ne sévissaient pas moins ceux que seule la religion soulevait et qui tuaient allégrement au nom du Dieu tout-puissant, chacun le sien, tout aussi exigeant, chacun jurant que le meurtre était la

volonté de Dieu. L'admirable point commun ! On n'en est pas là ? truelle de faire semblant.

C'EST aussi pourquoi, si M. Jospin s'imagina que le Conseil d'Etat va lui dégoter une solution qui lui sauvera la mise, il se fourne le doigt dans l'œil. Le conseil est trop mélin (et en a trop vu), à commencer par son président, pour se laisser embobiner par cette demande faussement délicate pour lui.

Quand le Conseil d'Etat aura remis la copie qu'il ne peut faire autrement que de fournir, M. Jospin ne sera pas beaucoup plus avancé. Le pouvoir politique ne sera pas affranchi de l'obligation de faire son métier. Bien heureux si, en prime, M. Jospin n'est pas gratifié par le conseil, qui n'est pas dépourvu de pince-sans-rire, d'une petite leçon de morale à l'usage des ministres victimes du désastre.

Au demeurant, M. Jospin, qui n'est pas tout à fait idiot non plus, sait probablement d'ores et déjà à quoi s'en tenir. Il n'en est que plus difficile à comprendre pourquoi il a agi (si l'on peut dire) ainsi.

Que d'avoir tenté le bébé ait provisoirement calmé (7) les passions n'est au fond qu'un coup de chapeau consenti au conseil et à la sérénité qu'il est d'ordinaire d'attendre. Mais, lorsqu'il aura dit ce qu'il aura bien voulu dire, cela repartira de plus belle.

Alors, il faudra dire, oui ou non, pader de laïcité au présent et au futur, pas seulement au passé et en vertu des grands principes qui font les coussins sur lesquels on s'assoit.

D'autant que, si M. Jospin a les ambitions qu'on lui impute, ce n'est pas prouver leur légitimité que de se cacher la tête dans le sable à propos d'un sujet qui dépasse ses actuels protagonistes.

Sinon, le bastiaire politique qui a vu naître Barre la tortue, Chirac le lièvre et quelques autres s'enrichira d'un animal dont les plumes sont très recherchées pour les revues de muséum ; l'autruche. Et si Hollywood peut conduire à la Maison Blanche, le Casino de Paris n'a encore jamais mené à l'Elysée.

P.-S. 1. — De Mme Geneviève Netter, amie de longue date et lectrice jamais reculée, cet extrait de saint Paul, tiré de l'Épître aux Corinthiens : « Toute femme qui prie et prophétise sans voiler sur la tête déshonore sa tête (...). Pour l'homme, il ne doit point se couvrir la tête, car il est l'image et la gloire de Dieu, au lieu que la femme est la gloire de l'homme. Ainsi l'homme n'a pas été créé pour la femme, mais la femme pour l'homme. C'est pourquoi la femme doit, à cause des usages, porter sur la tête la marque de sa dépendance, » « Qui'en dites-vous ? », demande M<sup>me</sup> Netter.

P.-S. 2. — Message personnel : il n'y a pas de meilleurs recettes de glace à la fraise que celle de Mathé Lacroix.

CIC PARIS.

JAMAIS UNE BANQUE N'AVAIT AUTANT PAYÉ DE SA PERSONNE.

Pourvu que ça dure.



# POLITIQUE

nationale

## Aménagement du territoire : une rallonge

Comme l'année dernière, le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux reconversions, M. Jacques Chérèque, a eu quelques difficultés avec son budget (1,85 milliard de francs, + 9,3 %). Il a fallu en effet un sérieux coup de pouce pour vaincre les réticences des députés, toutes étiquettes confondues. Son budget avait été initialement repoussé en commission à la demande du rapport socialiste, M. Jean-Pierre Baligand (PS), 530 millions de francs ont donc été débouqués et seront inscrits dans la prochaine loi de finances rectificative (380 millions seront prochainement affectés aux primes d'aménagement de territoire - PAT). Le ministre a également répondu aux vœux de la représentation nationale, en annonçant qu'un débat aurait lieu lors de la prochaine session de printemps au Parlement sur la politique d'aménagement du territoire qui, comme en a convenu M. Faure dans les couloirs de l'Assemblée, avait un peu « dérapé » ces dernières années.

La progression du budget ainsi complétée « constitue un net renversement de tendance par rapport à la forte diminution de ces dernières années », a affirmé M. Chérèque en précisant qu'il souhaitait conjuguer deux exigences : « modernisation de la société et réduction des inégalités de développement ». Bref, « il faut moderniser dans la solidarité », a-t-il dit. M. Baligand s'est félicité quant à lui de la fermeté de l'Assemblée qui par son intransigeance avait permis au budget de M. Chérèque de bénéficier d'une bonne rallonge. « Au total, nous avons réussi à obtenir que vous disposiez du meilleur budget possible, mais le plus dur reste à faire. Une fois inversé le processus historique de dégradation, il nous faut définir ensemble une politique normative. » Le rapporteur espère

que le prochain débat parlementaire permettra d'en esquisser le contour.

Pour l'UDC, M. Georges Chavanes (Charente) a regretté que le ministre soit un peu trop le ministre des reconversions industrielles et pas assez celui de l'aménagement du territoire. Il a attiré tout particulièrement l'attention de M. Chérèque sur l'avenir des départements ruraux selon lui un peu trop oubliés : « Il ne vient rien venir ! ». M. Chérèque a précisé qu'une partie du solde des crédits était à l'aménagement rural.

### Commerce et artisanat : l'apprentissage européen

Les crédits de M. François Doublin, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat, s'élèvent à 645 millions de francs (+ 5,2 %). Le ministre a toutefois expliqué que l'effort de son département représentait en fait un volume beaucoup plus important supérieur à 1,6 milliard de francs. Il a mis en valeur l'effort fait par le gouvernement en matière de formation professionnelle et d'apprentissage (crédits en augmentation de 9,7 %). Il a précisé que l'apprentissage européen permettrait aux jeunes de se former également à l'étranger afin de ne pas réserver cette possibilité aux seuls étudiants. Il a également souligné le fait que le gouvernement avait fait un effort très sensible en diminuant les droits de mutation. Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Alain Griotteray (UDF, Val-de-Marne), a jugé ces crédits insuffisants pour lutter contre la désertification des campagnes et le développement des grandes surfaces. M. Jean-Paul Charé (RPR, Loiret), pour sa part, a demandé au ministre de surveiller de près les « distorsions de concurrence » qui pénalisent les petits commerces.

## Il y a dix-neuf ans mourait de Gaulle

Depuis 1970, comme ils le font chaque année pour le jour anniversaire de la mort du général de Gaulle, les parlementaires gaullistes ont rendu hommage à sa mémoire en effectuant leur traditionnel pèlerinage à Colombey-les-Deux-Églises.

Conduits par le président du RPR, M. Chirac, ils se sont recueillis devant la tombe du général, puis ils ont assisté à la messe avant de se rendre au pied du mémorial et de visiter la Boissière. M. Chirac, à son arrivée, a déclaré aux journalistes : « Le général a montré dans ses écrits qu'il était un visionnaire en parlant d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural. Tout ce qui se passe à l'Est, de Gaulle l'avait prévu quand il englobait la réconciliation allemande dans l'idée d'une grande Europe. »

Les élus RPR, parmi lesquels plusieurs « renouveaux » et aussi quelques anciens députés, comme M. Jean Foyer, soulignent unanimement la permanence du message du général de Gaulle et aussi sa préoccupation des évolutions de l'Est européen.

Comme chaque année, le président de la République avait fait déposer une gerbe sur la tombe du fondateur de la V<sup>e</sup> République.

Le sort de l'UDF

## MM. Giscard d'Estaing, Léotard et Méhaignerie semblent décidés à se reconcilier

Faute d'avoir retrouvé une bonne méthode de fonctionnement, l'UDF de l'avis de tous ses dirigeants semble avoir retrouvé en tous cas « un bon état d'esprit ». L'exaspération profonde de l'opinion lassée par la multiplication des querelles dans l'opposition, et les derniers sondages indiquant de surcroît une détérioration croissante de l'image de la nébuleuse UDF par rapport à la machine RPR, ont contribué à limiter la propension à l'auto-destruction des responsables de cette confédération.

Chacun a pris, jeudi 9 novembre, le parti de mettre de l'eau dans son vin. Ce mélange a pu s'effectuer au cours d'un déjeuner de retrouvailles autour du président, M. Giscard d'Estaing, des responsables des six composantes UDF, précédant un bureau politique normalement convoqué dans l'après-midi. Y participaient donc M. Pierre Méhaignerie et M. François Léotard qui, depuis les élections européennes du 18 juin avaient refusé de s'impliquer personnellement dans les affaires de l'UDF tant que celle-ci n'aurait pas réglé ses problèmes de fonctionnement et de positionnement politique.

Ce déjeuner avait été dûment préparé depuis quelques semaines. Le fait qu'il ait eu lieu est incontestablement un indice de progrès. « Cette réunion a été constructive

et claire », estimait-on dans l'entourage du président du CDS. « Elle s'est passée dans un climat de travail cordial et positif », se félicitait-on au PR. Mais évidemment fort diplomates et soucieux de ne pas se laisser noyer par cette convivialité retrouvée ni M. Méhaignerie ni M. Léotard n'ont assisté au bureau politique de l'après-midi, préférant se faire représenter respectivement par M. François Bayrou et M. Gérard Longuet. Leur grande rentrée devrait se faire au prochain bureau politique du 7 décembre.

### Un problème de méthode

En attendant que des commissions vident se mettre en place pour commencer à défricher sérieusement trois terrains : la réforme des structures internes, l'élaboration d'un nouveau projet UDF et la mise au point des investitures pour les élections législatives. Le problème des structures internes posé pratiquement depuis la création de l'UDF est certainement le point le plus délicat. Le CDS comme le PR s'adonnent plus d'être ramassés, au niveau de la décision politique, au poids d'un parti radical ou d'un PSD. M. François Bayrou, de plus en plus en cour auprès de M. Giscard d'Estaing, et qui, partant, pourrait être appelé le mois prochain à prendre le poste de délégué général de l'UDF, a été chargé de coordonner la réflexion autour de cette épineuse question.

Deux pistes semblent être tracées : l'instauration - même si on se refuse d'employer l'expression -

d'un droit de veto pour le PR et le CDS au sein du bureau politique et l'élargissement du conseil national de l'UDF à tous les parlementaires et présidents de conseil général ce qui de facto alourdirait le poids des centristes et des libéraux dans la confédération.

Concernant un nouveau projet de l'UDF, à plusieurs reprises M. Giscard d'Estaing a réaffirmé « que la tâche de l'UDF est de tirer l'opposition au centre ». Ce point doctrinal étant éclairci, reste également un problème de méthode. Il paraît d'ores et déjà acquis que, sur quatre sujets d'importance, l'UDF s'efforcera d'avoir « une expression concertée » : l'avenir de la région parisienne, l'évolution de la décentralisation, l'Europe, les réformes électorales.

La question enfin des investitures. Faudra-t-il maintenant en place la commission Gaudin. Ce que le nouveau sénateur des Bouches-du-Rhône souhaite. La question n'a pas été tranchée, mais même si l'échéance des législatives de 1993 est encore loin, chacun a décidé de régler au plus vite cette question « pour ne pas se laisser prendre de vitesse par le RPR ». La réflexion porte actuellement sur une formule originale qui consisterait à la mise en place d'un organisme neutre composé d'experts électoraux, de politologues avertis ayant pour instruction de trancher toutes les querelles d'investiture. Autant de projets et de réflexions qui amèneront mercredi soir certains responsables UDF à remercier à leur tour les dieux de la réputation.

DANIEL CARTON

## La commission des finances veut renforcer le contrôle fiscal

La commission des finances de l'Assemblée nationale a approuvé, jeudi 9 novembre, l'ensemble du projet de loi de finances pour 1990. Les commissaires ont adopté plusieurs amendements renforçant le contrôle fiscal. Un amendement de M. Christian Pierret (PS, Vosges) rétablit certains éléments de la loi de participation à des sociétés de golf, chevaux de course pour l'évaluation forfaitaire minimale du revenu imposable. Plusieurs amendements du président de la commission des finances, M. Dominique Strauss-Kahn (PS, Val-d'Oise), vont également dans le sens d'un renforcement du contrôle fiscal.

L'un d'entre eux ouvre la possibilité à l'administration des impôts de contrôler directement le contenu des documents informatiques sur lesquelles se trouve la comptabilité des entreprises. Jusqu'à présent, les impôts ne

pouvaient que faire des tests de fiabilité sur le matériel de l'entreprise. Ce même amendement prévoit également, toujours en cas de traitement informatisé de la comptabilité, d'exiger la conservation de certaines informations d'intégration, qui constituent l'ensemble des données ou des informations concourant, directement ou indirectement, à la formation des résultats comptables ou fiscaux.

Un autre amendement de M. Strauss-Kahn, relatif aux centres de gestion agréés, prévoit tout d'abord de donner « valeur plus probante au visa de l'expert-comptable ou du comptable agréé, en lui permettant de procéder à des investigations plus approfondies, ensuite de sanctionner plus spécifiquement les dirigeants des organismes qui ont failli à leurs obligations ».

P. S.

## KENYA avec Transsafari

18 PROGRAMMES DE 9 A 16 JOURS POUR TOUS LES GOUTS ET TOUS LES BUDGETS AU KENYA ET EN TANZANIE

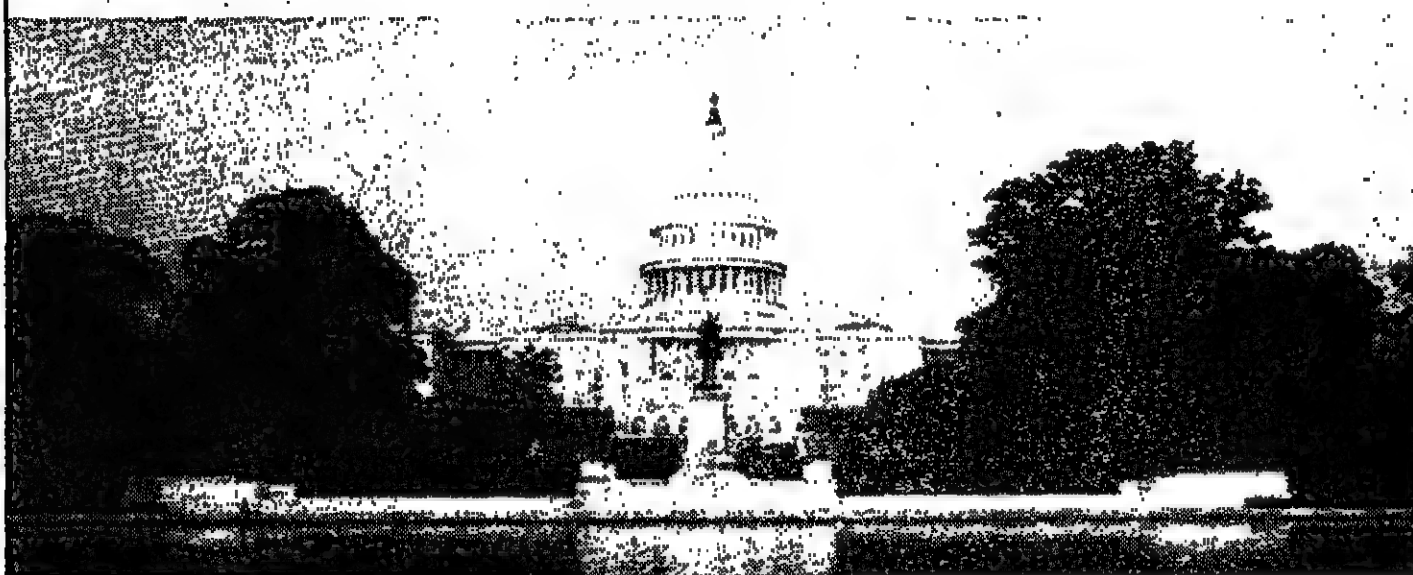
A PARTIR DE 7600F JUSQU'A 23 600F

transsafari

13, RUE AUBER, 75009 PARIS - TEL. (1) 47.42.15.15

UET

## PARIS-WASHINGTON DC NON-STOP AVEC PAN AM, LES LIAISONS CAPITALES.



LE NOUVEAU PARIS-WASHINGTON DC DE PAN AM EST CE QUE L'ON PEUT APPELER UNE LIAISON PRIVILEGEE. 5 VOLS NON-STOP PAR SEMAINE EN AIRBUS A 310, MODERNE ET SPACIEUX, AVEC CORRESPONDANCE IMMEDIATE VERS LOS ANGELES. CETTE LIAISON VIENT S'AJOUTER AUX VOLS PARIS-NEW YORK ET NICE-NEW YORK QUOTIDIENS, ET AUX VOLS PARIS-MIAMI NON-STOP, AVEC CORRESPONDANCES POUR PLUS DE 60 VILLES AUX USA, CARAIBES ET AMERIQUE LATINE. WASHINGTON, NEW YORK OU MIAMI AVEC PAN AM, VIVE L'AMERIQUE EN DIRECT ! POUR EN SAVOIR PLUS, CONTACTEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES OU PAN AM AU (1) 42.66.45.45.

PAN AM

NUMERO UN SUR L'ATLANTIQUE

هكذا من الاصل



حکومتی الاجل

## POLITIQUE

# La Corse et la violence

Peut-on combattre le « tout-tourisme » par des bombes sans condamner l'île au sous-développement ?

AIACCIO

de notre envoyé spécial

« Je ne devrais pas vous le dire, mais, en fait, le FLN ne s'écroule. C'est notre Zorro ! » Cette Ajaccioise souriante n'a rien d'une Colombe tragique ou exaltée. Vue de Paris, sa réaction a de quoi surprendre ; ici, elle n'est pas exceptionnelle. Bien sûr, les commentaires publics condamnent la violence, mais s'y ajoute souvent la compréhension des motifs. Dans les conversations privées, on reconnaît volontiers qu'en faisant sauter les immeubles de la plage Saint-Cyprien, près de Porto-Vecchio, le commando a bien choisi sa cible tant la perception du problème de l'immobilier en Corse est devenue aiguë dans la perspective du Marché unique commun. Comme le dit l'Union du peuple corse (UPC) : « Il n'est pas étonnant que cette action rencontre un écho attentif chez de très nombreux Corse, quelle que soit leur opinion sur le problème de la violence. »

Il est vrai que, dans le contexte actuel de la Corse, le complexe détruit avait, si l'on peut dire, « tout pour plaire » : vocation uniquement touristique, capitaux corse et italiens, conformité légale contestée en matière de permis de construire et de protection de la bande littorale. C'est pourquoi M. Marcello Di Giacomo, l'un des promoteurs du projet, est venu sur place réfuter en bloc toutes les accusations. Soupçonné en particulier par l'ex-FLNC de recycler des capitaux d'origine mafieuse, il répond que « les investissements réalisés à Saint-Cyprien proviennent de bénéfices d'opérations immobilières dans la région de Bastia depuis plusieurs années ».

La problématique de la spéculation immobilière en Corse est toujours d'actualité, mais il n'est pas entièrement nouveau. Dans les années 60, banques et institutions financières de l'Hexagone ont acquis sur l'île d'importants domaines dans l'idée d'y réaliser des complexes touristiques. C'est l'époque du « boom » touristique de la Méditerranée.

En 1975 éclate l'affaire de la cave d'Aléria, suivie par de longues années troubles. Le climat de violence conduit à un « gel » de la plupart des projets. Une partie des investisseurs préfèrent se dégager de cette île dangereuse, ce qui permet au conservatoire du littoral de récupérer certains terrains. Mais ce patrimoine de grands domaines reste aujourd'hui substantiel. Ces domaines constituent, sans mauvais jeu de mots, une véritable « bombe à retardement » : les grands projets peuvent toujours ressortir des tiroirs sur des sols dont les collectivités locales ont perdu la maîtrise.

### Des hommes d'affaires venus d'Italie

Est-ce l'approche de l'Europe de 1993 ? Le climat plus serein sur l'île ? Ou bien les deux ? Ce sont maintenant les Italiens qui entrent en scène. L'importance des récents mouvements de ventes à des investisseurs transalpins n'est pas contestée : comme le dit un fonctionnaire de l'Etat à Ajaccio : « Des milliers avec des serviettes et des valises d'hommes d'affaires, il y en a beaucoup sur le bateau qui fait Bastia-Livourne. » Encore que certains d'entre eux préfèrent maintenant rester discrets : selon les nationalistes, le recours à des hommes de paille ou à des sociétés écrans est fréquent, ce qui explique la mise en garde adressée par l'ex-FLNC, en août, aux Corse qui participeraient à ces opérations.

Les grands investisseurs, globalement, en sont pour le moment au stade de l'achat des terrains ou bien n'ont réalisé que des programmes de dimensions modestes, comme celui qui vient d'être détruit. Mais, de nouveau, des milliers de lits, des équipements lourds semblent prêts à sortir des cartons. A l'occasion des élections européennes, les Verts, en liaison avec les nationalistes, avaient publié un inventaire très précis des grands aménagements envisagés dans l'extrême sud de l'île (c'est le sud de la Corse qui est le



plus recherché par les investisseurs). Cet inventaire affirmait que pour la zone étudiée, « sur 55 kilomètres environ de littoral côtier, 43 kilomètres sont la propriété de sociétés de spéculation foncière touristique, soit 78 % ».

L'exactitude de ces comptes est très difficile à vérifier, compte tenu du travail de fourmi que cela suppose. Mais le plus frappant est l'écho que trouve l'inquiétude des nationalistes dans des secteurs très différents de l'opinion corse. Ainsi l'un des principaux acteurs de la vie économique de l'île confie-t-il, en privé, ses préoccupations face à l'existence de projets si importants car ils se trouveraient, s'ils sont mis à exécution, totalement plaqués de l'extérieur sur la réalité insulaire.

La crainte existe que se reproduise avec le tourisme, le schéma de l'agriculture au début des années 60, lorsque les conditions dans lesquelles les rapatriés d'Algérie s'installaient en Corse ont créé un traumatisme durable et profond.

De cette manière, donc, s'établit une dialectique subtile de la violence et du développement. Certains assurent que la violence, dans les années 70 a, finalement évité à la Corse de se couvrir de murs de béton, tant les projets étaient colossaux. Mais, alors que le même scénario est aujourd'hui envisageable, la reprise des attentats en interrompant les investissements et en empêchant de nouveaux développements économiques de l'île, conforte, selon les mêmes observateurs, le système clientéliste insulaire, qui ne résisterait pas au « décollage » économique : « Finalement, disent-ils, les nationalistes, lorsqu'ils ont recours à la violence, sont les meilleurs soutiens des clans ».

L'affaire de la spéculation immobilière est aussi une affaire corsocorse : ce sont bien des Corse qui vendent à des investisseurs continuentaux ou étrangers, ce sont des élus corse qui veulent pour leur commune leur part de la « supposée » manne touristique, ce sont

bien des Corse qui, eux aussi, « oublient » l'existence des permis de construire.

### Ne pas toucher les côtes vierges

An demeurant, si les clandestins ont décidé de passer à l'action maintenant, c'est peut-être en partie parce que l'élaboration du schéma d'aménagement de l'île par l'assemblée régionale entre dans sa phase terminale. Or les nationalistes jugent que ce schéma est précisément celui du « tout-tourisme ». Deux conceptions s'opposent à propos de ce schéma : celle que défend le bouillant Dominique Subrini, président de la Confédération des industries hôtelières de Corse, se résume dans cette formule : « densifier les côtes existantes et ne pas toucher les côtes vierges », qui sont encore très nombreuses en Corse ; cette formule a la faveur des nationalistes. Au contraire, la conception finalement retenue pour l'élaboration du schéma dissémine les zones touristiques sur une bonne partie de littoral.

Certes M. Subrini ne fait pas l'unanimité lorsqu'il demande que l'on ne construise pas de nouvelles capacités d'accueil, mais plutôt qu'on « restructure » celles qui existent. Là encore, pourtant, modérés et nationalistes se rejoignent pour demander une croissance « douce » du tourisme en Corse ou un meilleur équilibre sur l'année, tant le déséquilibre actuel est contre-productif. M. Subrini n'est pas seul lorsqu'il affirme : « Une invasion trop forte d'éléments étrangers, fusent-ils tous des Etnas, nuirait notre culture. Un nombre trop important de visiteurs, ne serait-ce que par leur seul piétinement, tuerait l'environnement. » Reste une divergence de fond entre les nationalistes, qui refusent l'idée d'un tourisme « moteur » du développement de la Corse, et ceux qui, avec de multiples garde-fous, l'acceptent.

Quant à la lutte contre la spéculation, tous se rejoignent de nouveau pour demander à l'Etat d'intervenir : en exerçant des contrôles efficaces, en établissant une stricte règle du jeu foncier et immobilier. Ainsi, pour M. Jean-Michel Emmanuelli, l'un des élus nationalistes de la municipalité d'Ajaccio, l'« action armée » de Saint-Cyprien a rempli un office qui devrait être celui du « droit commun » en Corse.

S'ils ne sont pas entendus par le gouvernement, les nationalistes auront-ils de nouveau recours à la violence ? La logique du communiqué de l'ex-FLNC laisse présager d'autres actions du même type puisque l'activité des investisseurs immobiliers en Corse ne va pas s'arrêter du jour au lendemain. La question, néanmoins, reste posée. Tout comme le fait, d'ailleurs, de savoir si cette action « ciblée » risque d'être la première étape d'un nouvel engrenage d'aggravation de la violence de la part des clandestins, maintenant que la quasi-totalité de leurs militants emprisonnés ont été libérés : la trêve, de fait, est rompue, mais l'ex-FLNC n'a pas explicitement déclaré de nouveau la guerre à l'Etat.

Dernière question en suspens : qui sont les auteurs de l'attentat ? Des clandestins « classiques » de l'ex-FLNC ou bien des clandestins plus proches des dissidents, venus d'A. Canicola Nazionalista et réunis dans l'Accolta Nazionalista Corsa (ANC) ? Cette action est-elle le produit d'une surenchère entre nationalistes ? Toutes ces interrogations suscitent sur place des réponses contradictoires. L'un des principaux dirigeants de l'ANC, M. Pierre Poggioli, se contente d'affirmer : « Il n'y a pas une organisation nationaliste qui puisse condamner une telle action. » L'ANC, qui prône une « solidarité conditionnelle » avec d'éventuelles actions armées de l'ex-FLNC, voit précisément dans l'attentat de Saint-Cyprien « un exemple d'action politique armée qui est bien comprise ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI



Bénéficier d'un an de tranquillité, c'est possible sur tous les modèles de la gamme Renault (VP). Avec une location avec option d'achat sur 60 mois. Ex : 1 versement comptant de 40 % (15 % de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale + 25 % de 1<sup>er</sup> loyer majoré). 12 loyers de 0 F, 47 loyers de 2,113 F. Coût total en cas d'acquisition au terme de la location 139,311 F du prix TTC du véhicule. Offre valable jusqu'au 30.11.89. Sous réserve d'acceptation par la DIAC - S.A. au capital de F 321 490 700 - 27-33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221. M. Financement chez votre concessionnaire ou au **NUMERO VERT 05.25.25.25**

MODELES	SUPERCINQ FIVE 3 portes essence	RENAULT 19 TR 5 portes ou 19 Chamade TR	RENAULT 21 TL 4 ou 5 portes	RENAULT 25 TS
Prix tarif TTC clés en mains au 08.09.89 (TVA 25%)	47.000 F	64.900 F	75.300 F	97.700 F
Dépôt de garantie	7.350 F	9.735 F	11.295 F	14.655 F
1 <sup>er</sup> loyer majoré	11.750 F	16.225 F	18.825 F	24.425 F
1 <sup>er</sup> versement	18.800 F	25.960 F	30.120 F	39.680 F
12 loyers x 0 F	12 x 0 F	12 x 0 F	12 x 0 F	12 x 0 F
47 loyers de	47 x 993 F	47 x 1.371 F	47 x 1.591 F	47 x 2.064 F
Option d'achat finale (égale au dépôt de garantie)	7.050 F	9.735 F	11.295 F	14.655 F
Coût total en cas d'acquisition au terme de la location	65.471 F	90.397 F	104.597 F	136.085 F

**M. FINANCEMENT, LE 1<sup>er</sup> SERVICE RENAULT.**





14 Le conflit entre les actionnaires de la Cinq  
15 Un entretien avec le grand rabbin de France

16 M. Evén pour une loi sur la bioéthique  
17 « Les noces blanches » de J.-C. Brisseau

18 Le roc des œuvres de Picasso  
28 Sports : le projet de budget pour 1990

## Les Etats-Unis accentuent leur pression sur l'audiovisuel européen

« Un gouvernement n'a pas le droit de filtrer ce que veulent voir les téléspectateurs », nous déclare M. Jack Valenti, président de la Motion Picture American Association

L'Europe des Douze poursuit la construction de son audiovisuel. Elle vient de rallier les industriels italiens à l'élaboration d'une télévision à haute définition et s'ouvre aux pays de l'Est.

Mais les Etats-Unis supportent mal cette émancipation. M. Jacques Valenti, président de l'Association des « majors » hollywoodiennes, parcourt l'Europe pour dénoncer les dangers du protectionnisme. Il explique au Monde les raisons de son combat.

« L'adoption récente de la directive « Télévision sans frontières » et la volonté actuelle des pays européens de limiter leur dépendance en programmes américains ont suscité des réactions très hostiles aux Etats-Unis. Partagez-vous encore ce sentiment de colère ?

« C'est une très grande peine que j'éprouve. Bien plus que de la colère. Je crois profondément en l'Europe, en cet idéal décrit par Jean Monnet ; et l'initiative des Douze sera, j'en suis sûr, considérée par les historiens comme l'une des plus grandes aventures du vingtième siècle. Mais que l'une des premières décisions prises par cette communauté en formation soit non pas symbolique de liberté mais au contraire de restriction est proprement désoleant.

« L'isolationnisme... l'histoire nous l'apprend... est une grande

erreur. Aucune démocratie ne peut se couper du reste du monde. Aucune communauté de nations ne peut se construire en fermant vite ses portes, en bâtissant un mur. Comment ne pas voir que l'ère des barrières commerciales est dépassée et que la voie d'avenir est l'ouverture, la coopération, surtout pas l'exclusion. Je considère la directive comme une grande tragédie. Et je soutiens les démarches de Carla Hills et de George Bush qui ont saisi le GATT.

« Bien plus que l'exclusion des produits américains, c'est une « préférence communautaire » que souhaite marquer le système des quotas.

« Mais qui doit témoigner d'une préférence envers le public lui-même ? On fait confiance aux Français pour faire leurs choix, et on ne leur ferait pas confiance pour

choisir eux-mêmes leurs loisirs et ce qu'ils veulent regarder à la télévision ? De qui se moque-t-on ? La France, je crois, est une démocratie, et le gouvernement ne devrait avoir aucun droit de filtrer ce que les téléspectateurs peuvent voir. Dans une économie de marché, le consommateur est le seul roi.

« Les chaînes ne sont pas folles »

« S'il était roi en France ou en Europe, il demanderait à voir en majorité des programmes nationaux - tous les samedis le soir. Or le marché est tel que ce n'est pas la loi de la demande qui prime, mais bien celle de l'offre : les produits américains sont nombreux et infiniment moins chers...

« Allons ! Les chaînes françaises ne sont pas folles. Elles portent à

l'écran tout ce qui est susceptible de leur attirer de l'audience, donc de la publicité, donc de l'argent. Le choix des achats est dicté par celui des consommateurs... Les Assises européennes de l'audiovisuel ont posé récemment, et avec un grand pragmatisme, les vraies questions : comment jeter les bases d'une industrie européenne de l'image ? Eh bien, ce ne sont pas les quotas qui fournissent une réponse.

« Ce ne sont pas eux, ni les ministres qui les ont fixés, qui font les films. Au contraire, ils s'opposent à la notion de créativité et de qualité pour privilégier celle de quantité. Quelle erreur ! C'est la hantise de la coopération et de l'association qui devrait brandir l'Europe ! Ce sont des écoles de cinéma de classe internationale qu'il faudrait créer : c'est la promotion d'une nouvelle génération de stars qu'il faudrait imposer sur la

scène mondiale. Voilà comment l'Europe devrait réagir...

« Difficile de lancer des programmes et des stars à l'échelle mondiale quand le marché américain est totalement imperméable...

« Le problème en Amérique vient de la langue - sous-titrage et doublage sont pratiquement exclus - et non pas d'une réglementation protectionniste. Les Américains ne supporteraient pas que le gouvernement leur impose des restrictions en matière de programmes TV comme en matière de voitures, de vins, de parfums... C'est pourquoi d'ailleurs ils s'attendent à trouver en France la même facilité d'accès au marché que les représentants de Renault, de Peugeot ou de Christian Dior trouvent aux Etats-Unis.

Propos recueillis par ANNICK COJEAN

## L'ambassadeur d'Hollywood



Une flatterie qui ne l'empêche pas de quitter la Maison Blanche en 1963 pour devenir président du puissant syndicat américain des producteurs de films. Une nouvelle croisade commençait.

De Lyndon Johnson à Jessica Lange...

« C'était toujours de la politique, commente aujourd'hui Jack Valenti. Seuls les interlocuteurs ont changé. Au lieu de Lyndon Johnson, je vois Jessica Lange... Et ce n'est pas plus désagréable. Sous sa ferveur, l'autorité de la

MPAA n'a cessé de croître, en Amérique et dans le monde entier. Réfléchissant à la diversification de l'industrie de l'image sur l'ensemble des supports : télévision, câble, vidéo, satellite. Près de cent cinquante permanents travaillent à son service, ce qui ne l'empêche pas de faire appel à de nombreux consultants.

« Il nous faut les meilleurs avocats, juristes, et financiers », explique Jack Valenti, qui se partage entre ses bureaux de Washington, de New-York et de Hollywood où il passe le plus clair de son temps quand il ne rend pas visite à ses représentants à Londres, Paris, Rome, Dakar, New-Delhi, Singapour ou Rio. On le classe parmi les personnalités les plus influentes d'Amérique et il ne se passe guère de semaine où le magazine professionnel *Variety* ne lui consacre un article.

« Je connais George Bush depuis 1950, quand il était au Texas, dit-il. Alors, vous pouvez bien que mes relations avec la Maison Blanche sont excellentes. Cela fait si longtemps que je suis dans la politique que j'ai de vieux amis partout - démocrates, comme moi, ou républicains, - notamment au Congrès. » Reagan ? « Il n'avait pas besoin de longues explications sur l'industrie du cinéma. Son passé de comédien et de président de la guilde des acteurs en faisait d'emblée un

expert. Et puis, comment un président américain pourrait-il négliger une industrie qui est la deuxième exportatrice du pays, et qui fascine le monde entier ? »

Inutile de dire, alors, combien l'irrite la directive « Télévisions sans frontières » adoptée par l'Europe : combien l'obsède le combat contre les « quotas » et combien il est impénétrable à toute discussion sur leur principe. « Imaginez que l'Amérique décide de construire une industrie du parfum, ou de consolider le commerce du vin californien et fixe des quotas aux importations françaises. Ne seriez-vous pas furieux ? »

L'idée qu'un programme de télévision est d'une nature bien différente du vin et que les Européens puissent évoquer un enjeu culturel ne l'émeut guère. « Du sang d'Irlande, d'Italie, d'Allemagne, de France, irrigue nos veines, mais aussi notre littérature, nos lois, notre cinéma, toute notre culture. Et vous voudriez nous faire croire que la diffusion de nos téléfilms en Europe anéantirait une histoire, des mythes, des croyances, une culture, vieux de millénaires ? Soyons sérieux ! »

Le discours n'inclut aucune nuance, et refuse de s'éloigner de quelques principes-clefs qui le structurent et que Valenti martelle avec conviction. Les arguments des Européens ne l'ont pas fait reculer d'un pouce. Le GATT devra trancher.

Jack Valenti, qui écrit actuellement un roman à dévotion Balzac, raffole d'André Maurois et a, dit-il, appris au moins deux choses dans la vie : la nécessité de toujours ouvrir pour préparer l'avenir et de ne jamais transformer ses combats politiques en affaires personnelles : « C'est ce qui me permet d'admirer Jack Lang et de le considérer, malgré nos différends, comme un grand ami. » Un ami qui l'a décoré de la Légion d'honneur en 1985, en plein festival de Cannes ; honneur suprême qui remplit encore Valenti d'allégresse.

Le lendemain même il se faisait broder le ruban rouge sur chacun de ses costumes, et par crainte de manquer de matière, se renseignait sur l'endroit où se procurer le précieux tissu. Et Jack Lang, grand seigneur, lui en fit porter « un yard ».

A. Co.

« My God ! Que d'énergie dans ce tout petit homme ! » s'exclama, un lundi d'octobre, une dame du Women's Club de Bruxelles en applaudissant à tout rompre l'orateur aux cheveux blancs. « Quel super avocat l'Amérique a trouvé là ! » Elégant dans un blazer marine, souriant de toutes ses dents, l'Américain saluait complaisamment l'assistance, ravi de constater qu'une fois de plus l'effet Valenti opérait.

Jack Valenti a soixante-huit ans, le regard de James Cagney, la taille de Jo Dalton, la volonté de l'Homme de fer, l'obstination d'Indiana Jones... ou peut-être du Parrain. C'est lui l'ambassadeur du cinéma américain. Pas d'importance quel. Celui des « majors », ces huit grosses compagnies installées à l'américaine qui produisent et distribuent des films, téléfilms et séries dans le monde entier, et qui se sont regroupées sous le label MPAA (Motion Picture American Association). On y trouve Warner, Paramount, Universal, La Fox, Columbia, Disney, MGM et Orion ; bref, des puissances auxquelles ont aussi recours les producteurs indépendants pour la distribution de leurs films et dont dépendent la santé et l'honneur de Hollywood.

Cela fait vingt-trois ans que Valenti le valeureux défend avec vigilance les intérêts de l'industrie du cinéma. Vingt-trois ans qu'il se bat, au Sénat, au Congrès et à la Maison Blanche contre les velléités

de réglementation d'un secteur où il ne tolère que la loi du plus fort. Vingt-trois ans qu'il parcourt le monde pour étendre toujours un peu plus le marché des films américains, brocarder les protectionnistes, et imposer l'image d'un septième art US triomphant et conquérant. Salmigandis ? Non, politicien. Il le revendique.

Ses grands-parents étaient italiens. Pauvres et paysans, persuadés que la chance de créer une famille en Amérique valait bien l'aventure d'un grand départ. Jack a grandi au Texas, étudié à Harvard, piloté des bombardiers au-dessus de l'Italie pendant la seconde guerre mondiale et commencé sa vie professionnelle en créant sa propre affaire : une agence de conseils en communication politique et publicitaire.

Sa biographie précise qu'il faisait partie du cortège officiel le sombre jour du novembre 1963 où le président Kennedy fut assassiné à Dallas. Dans les heures qui suivent le meurtre, il est dans l'avion qui ramène Johnson à Washington et sera le premier conseiller nommé par le président. L'illumination.

Sa petite silhouette à l'ombre de celle du ministre, Valenti se déplace comme un fou au service de son président, faisant s'écrouler de rire l'Amérique lorsqu'il déclare maladroitement : « Chaque nuit, je dors un peu mieux parce que Lyndon Johnson est mon président. »

Selon une étude de l'INA et de Médiamétrie

## Le public préfère les programmes nationaux

Les spectateurs européens plébiscitent les programmes nationaux, à en croire le palmarès des vingt émissions les plus regardées dans chaque pays, dressé par Eurodienne (1) entre septembre 1988 et août 1989.

Les programmes américains ne sont donc pas automatiquement vainqueurs de la guerre des audiences. Mais cette préférence nationale handicape aussi la production véritablement européenne, car les goûts télévisuels du continent sont divergents, films en France, sport en Italie, séries en Grande-Bretagne et électionisme en Allemagne.

Pas moins de onze matches de football sur les vingt programmes les plus regardés en Italie : la passion des tifosi se retrouve dans leurs choix télévisuels, au profit notamment des équipes de Milan et de Naples. Derrière ce raz de marée sportif, séries et variétés à l'italienne complètent le tableau d'honneur de la péninsule, où seuls deux films trouvent place (le *Nom de la rose* et *Rambo II*).

Au patriotisme de club, les Allemands préfèrent le patriotisme tout court, en classant cinq

matches de l'équipe nationale de football parmi les succès du petit écran. Ils n'en sont pas moins sensibles au charme des séries nationales (comme la *Clinique de la Forêt-Noire*), qui occupent six places sur vingt, ou à celui des variétés et des jeux (aux deux premières places).

Pour sa part, la France plébiscite massivement le cinéma en mode réduit : douze films, dont dix français, figurent au palmarès hexagonal, parmi lesquels deux aventures de la *Septième Compagnie*, l'inusable *Grande Vadrouille*, les *Bronzés* ou *Cours privé*.

Neuf places du « Top 20 »

Si un programme d'information arrive à se glisser en tête du palmarès, c'est par effraction : le journal de TF1 du 29 septembre 1988, en pleine grève du service public, n'avait guère de concurrence... En fait, au milieu d'une floraison de films, seules arrivent à surmonter quelques émissions sportives (football et Jeux olympiques), de variétés (Coluche

encore et toujours, « Sébastien c'est fou », ou de jeux (« La roue de la fortune »).

Outre-Manche, la série est reine. Britannique d'abord (« Coronation Street » et « East Enders »), mais aussi américaine ou australienne (« *Voisins* »), elle occupe neuf places du « Top 20 », dont les quatre premières. Derrière, une large place est faite aux émissions d'humour, aux variétés, aux téléfilms, seuls deux films parvenant à se glisser dans le palmarès.

Au moins autant que les goûts différents du public, c'est la disparité de l'offre aux heures de grande écoute qui transparaît dans ce hit-parade européen. Une constante est pourtant évidente : la préférence nationale.

Dans chaque pays, les programmes nationaux sont fortement majoritaires. Ajoutée à la diversité des modes de vie, qui se traduit nettement dans les décalages des courbes d'audience, et, bien sûr, à l'obstacle de la langue, cette préférence assure mal d'une chaîne pan-européenne visant le très grand public. Mais ces données ne sont que la petite pointe d'un énorme iceberg, qui ne pré-

sage pas du succès de chaînes thématiques transnationales, visant des audiences plus restreintes.

Subtil équilibre en Grande-Bretagne

Accessoirement, ce hit-parade souligne les rapports de force entre chaînes nationales. Le palmarès britannique confirme le subtil équilibre entre la BBC 1 (publique) et ITV (privée) qui se partagent les succès presque à égalité (11 contre 9). En Allemagne, les deux chaînes publiques sont au coude à coude, avec un léger avantage à la ZDF face à ARD (11 contre 9). En Italie, en revanche, la RAI 1, publique, rafle 19 succès sur 20, laissant le dernier à sa petite sœur RAI 2.

Quant aux chaînes publiques françaises, A 2 et FR 3, elles doivent à trois films de figurer au palmarès que TF1 domine de la tête et des épaules (17 sur 20).

M.C.J.

(1) Lettre européenne des programmes, éditée par l'INA et Médiamétrie, n° 25, octobre 1989.

18<sup>ème</sup> Rencontres Internationales de Musique Contemporaine Metz - 16-19 novembre 1989

Renseignements : 87-75-14-78

JEUDI 16 NOVEMBRE	SAMEDI 18 NOVEMBRE
19h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC	11h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC
20h30 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC	19h00 Théâtre Municipal : Rencontre FOSCH MUSIC
21h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC	20h30 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC
22h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC	21h00 Théâtre Municipal : Rencontre FOSCH MUSIC
23h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC	22h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC
24h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC	23h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC
25h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC	24h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC
26h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC	25h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC
27h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC	26h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC
28h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC	27h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC
29h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC	28h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC
30h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC	29h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC
31h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC	30h00 Salle de l'Opéra de Metz : Rencontre FOSCH MUSIC

هكذا من الاجل



Le Monde

ScPo

Jeudi 16 novembre 1989

## Où seront les pouvoirs dans dix ans ?

2<sup>e</sup> SEMINAIRE SCIENCES-PO — LE MONDEdestiné aux membres des directions générales  
des entreprises, des administrations, des collectivités locales

## MATIN

9 h 00 Présidence : René REMOND  
Ouverture du séminaire : Alain LANCELOT  
Présentation des thèmes : Jean-Marie DUPONT

## 9 h 15 LA LOCALISATION DU POUVOIR

- Des leçons de l'histoire à la géopolitique de la France d'aujourd'hui
- Les nouveaux espaces du pouvoir en Europe

Jacques ATTALI  
Pierre MIQUEL  
Séance animée par Bruno REMOND

## 10 h 30 OÙ SERA LE POUVOIR CULTUREL ?

- Les nouveaux enjeux de la communication et de la culture :
- La presse écrite
- L'audio-visuel
- Des « lieux culturels », pour quoi faire ?
- Le pouvoir culturel et les pouvoirs politiques

Hélène AHRWEILER  
Ariel OJAN  
Jacques RIGAUD  
Antoine VITEZ  
Bernard WOUTS  
Séance animée par Josyane SAVIGNEAU

18 h 00 CONCLUSION DU SEMINAIRE : Jacques DELORS

## APRES-MIDI

Présidence : André FONTAINE

## 14 h 00 OÙ SERA LE POUVOIR ECONOMIQUE ?

- L'approche des industriels et des financiers :
- Décentralisation et ouverture européenne
- Comment définir les stratégies ?
- De quels décideurs aura-t-on besoin ?

Georges CHAVANES  
Michel FERREBOEUF  
Jean-René FOURTOU  
Michel PEBEREAU  
Olivier PHILIP  
Robert WATERLAND  
Séance animée par François GROSCHARD

## 16 h 30 OÙ SERA LE POUVOIR POLITIQUE ?

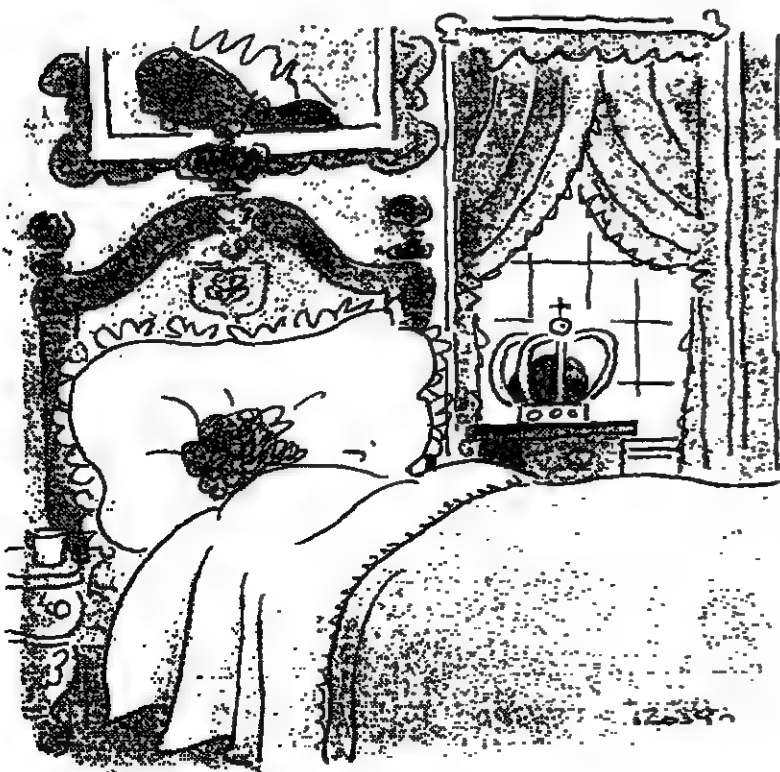
- Vers de nouvelles frontières :
- La coopération entre villes et régions
- Europe, Etat, Région ?

Dominique BAUDIS  
Paul BERNARD  
Michel DELEBARRE  
Pasquale MARAGALL  
Charles MILLON  
Séance animée par Jean-Marie COLOMBANICe séminaire se déroulera à l'Hôtel NIKKO — 75015 PARIS  
Programme détaillé et inscriptions : 215, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS. — Tél. : 45 49 11 76 — 45 49 51 94CELINE TARDI  
VOYAGE  
AU BOUT DE  
LA NUIT

384 PAGES 185 Frs.

LE CONSERVATOIRE  
LIBRE DU  
CINEMA FRANÇAISpour devenir  
assistant-réalisateur  
scripte  
monteur-monteuseCours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris. Tél. : (1) 48.74.85.94

— Majesté ! Le Français est arrivé.  
— What ?... Hein quoi, déjà !!!Horaires London City Airways (en semaine). Départ Paris-Charles-de-Gaulle : 7h30 - 8h45 - 11h00 - 13h00 - 16h55 - 19h00  
Horaires London City Airways (en semaine). Départ London City Airport : 8h15 - 10h00 - 14h00 - 16h00 - 18h05 - 20h00  
LONDON CITY AIRPORT : 13 VOLS QUOTIDIENS ALLER-RETOUR PARIS-LONDRES  
INFORMATION ET RESERVATION AUPRES DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES OU PAR TEL. : 42.66.30.14 ET 42.66.30.17.TOUT DE SUITE  
DANS LONDRESGagnez du temps : les avions de la  
London City Airways se posent sur les  
docks, à moins de 6 miles de la City.Gagnez encore : ils vous emmènent  
dans Londres en Classe Affaires, 6 fois  
par jour.Gagnez sans cesse : en arrivant, res-  
tez efficace grâce aux services et aux  
moyens de communication mis à votre dis-  
position au Business Centre du London  
City Airport.Gagnez toujours : 6 minutes après  
l'atterrissage, tous les moyens de trans-  
ports, même le bateau-bus, vous condui-  
sent à vos rendez-vous.Gagnez enfin : 10 minutes d'enregis-  
tration suffisent pour revenir à ParisLONDON  
CITY  
AIRWAYSTIME IS MONEY...  
(comme on dit chez nous)

## COMMUNICATION

Après l'audience du 9 novembre

Le tribunal de commerce arbitrera le 4 décembre  
le conflit entre les actionnaires de la CinqIl faudra attendre le lundi  
4 décembre à midi pour connaî-  
tre la décision du tribunal de  
commerce de Paris dans le  
conflit opposant les action-  
naires de la Cinq.Le président, M. Grandjean, est  
appelé à arbitrer deux points.  
D'une part, la validité de la clause  
de préemption existant dans les sta-  
tuts de la chaîne et la nature des  
accords passés entre les Mutuelles  
agricoles et les Chargeurs de  
M. Seydoux relatifs à l'achat éven-  
tuel par le second des actions déti-  
nues par les premiers (le Monde  
du 9 novembre).L'enjeu est particulièrement  
grave puisqu'il vise ni plus ni moins  
que le contrôle de la chaîne, au sein  
de laquelle les camps paraissent  
plus que jamais irréconciliables.  
Difficile, en effet, après l'audience  
du 9 novembre, qui a vu se suc-  
céder les longues plaidoiries des avo-  
cats, de concevoir un avenir com-  
mun dans la Cinq à ses principaux  
actionnaires actuels.M. Robert Hersant était dans la  
salle, impassible, sauf pendant le  
court moment où les avocats de ses  
adversaires ont distribué un docu-  
ment retraçant les nombreux mou-  
vements de vente ayant affecté le  
compte d'augmentation du capital  
de la chaîne. Surpris, le PDG de la  
chaîne a alors sorti ses lunettes  
pour examiner longuement les  
tableaux synthétisant les diffé-  
rentes opérations bancaires et les  
commentaires. Brevement avec les  
collaborateurs qui l'entouraient.M. Berlusconi était, lui, repré-  
senté par le vice-président de la  
Cinq, M. Angelo Codignoni, atten-  
tif, accompagné de M. Jean-Pierre  
Lagrange, représentant des Char-  
geurs. Aucun d'entre eux ne s'est  
bien sûr, exprimé à l'audience,  
mais les accusations réciproques  
portées par les avocats en disa-  
ient long sur le climat de suspicion  
actuel.Le camp Seydoux-Berlusconi ne  
cache pas sa défiance à l'égard de  
la gestion de M. Hersant, jugée  
hasardeuse et défailante. Leurs  
adversaires, eux, stigmatisent cequ'ils considèrent comme un com-  
portement déloyal et une attitude  
négative à l'égard de la société, fus-  
sant durement l'opportunisme  
de la tentative de « puits » au  
moment où, disent-ils, la Cinq  
s'affirme comme une réussite.De la plaidoirie plus modérée  
des Mutuelles, dont les actions sont  
actuellement sous séquestre, on  
retiendra surtout leur souci d'être  
considérées comme un actionnaire  
à part entière disposé à accroître sa  
participation en se portant acqué-  
reur des actions des Echos,  
aujourd'hui en vente. Du débat sur  
les modalités de souscription au  
capital, on notera la confusion  
extrême des nombreux mouve-  
ments de vente opérés dans la  
semaine qui a suivi le 11 septem-  
bre, date de la clôture de l'augmen-  
tation de capital.Les avocats de M. Hersant n'ont  
guère voulu s'expliquer, affirmant  
que « ces acrobaties bancaires »  
n'affectaient pas directement la vie  
de la Cinq. Une opinion que ne per-  
tagaient évidemment pas leurs  
adversaires, qui en font même le  
point fort de leur attaque.

A. Co et P.-A. G.

## Trois nominations à Antenne 2

Marie-France Brière  
prend en charge l'unité jeunesse  
jeux et divertissementsM<sup>me</sup> Marie-France Brière, direc-  
trice de variétés de la Cinq, rejoindra  
le 1<sup>er</sup> décembre Antenne 2, pour y occuper la fonction de direc-  
teur artistique délégué à l'unité des  
émissions jeunesse, jeux et divertisse-  
ments (le Monde du 9 novem-  
bre). M<sup>me</sup> Brière fut, de 1983 à  
1987, directrice de l'unité de pro-  
duction variétés et divertissements  
de TF1, sous la présidence de  
M. Hervé Bourges.D'autre part, M. Marc de Florès,  
chef de l'unité de programme  
théâtre-musique, est nommé direc-  
teur artistique délégué de l'unité de  
programme coiffant désormais le  
théâtre, la musique, la danse, les  
beaux-arts et la littérature.  
M. Pierre-Henri Arnstam,  
qui était jusqu'ici délégué aux opé-  
rations exceptionnelles, est nommé  
responsable de l'unité des opé-  
rations exceptionnelles et des pro-  
grammes relevant du cahier des  
missions et des charges. Enfin,  
M<sup>me</sup> Monique Cara, productrice de  
« Matin Bonheur », devient res-  
ponsable de l'unité des programmes  
d'accompagnement (programmes  
du matin et de l'après-midi).

## Le personnel conteste la mise en place de l'informatisation

Grève de vingt-quatre heures  
à « Libération »Le quotidien Libération n'a pas  
pu vendredi 10 novembre à la  
suite d'une grève de vingt-quatre  
heures lancée la veille par les cin-  
quante salariés du secteur fabrica-  
tion. Cette « grève d'avertisse-  
ment » a été votée majoritairement  
par la fabrication et les journalistes  
à l'issue d'une assemblée générale.  
Elle est due à l'introduction de la  
mise en page électronique à Libé-  
ration, qui devrait être concrétisée  
en avril 1990.Cette modernisation devrait se  
traduire par la suppression de vingt  
à vingt-cinq postes de la fabrica-  
tion, la mise en page électronique  
étant désormais confiée aux « édi-  
teurs », qui font partie de la rédac-  
tion. Les fabricants de Libération,  
soutenus par les syndicats CFDT et  
CGT, demandent « à être partie  
prenante » de la mise en page élec-  
tronique et le respect du préambule  
de l'accord d'entreprise de juin  
1987, qui stipule que la modernisa-tion du quotidien aura lieu sans  
licenciements. Les fabricants esti-  
ment que le processus de la mise en  
page électronique a été décidé par  
la direction « sans concertation ».Celle-ci conteste cette version.  
Elle estime qu'il y a bien « désac-  
cord entre les fabricants et la  
direction sur l'attribution des nou-  
velles tâches » entraînées par  
l'informatisation, mais juge que  
celle-ci a bénéficié « de la transpa-  
rence ». « Des informations ont été  
données lors du dernier comité  
d'entreprise, et nous partons pour  
plusieurs mois de négociations. Or  
la première réponse a été la  
grève », déplore-t-on au sein de la  
direction. Une première négocia-  
tion doit avoir lieu le 16 novembre.  
Selon différentes sources, les fabri-  
cants touchés par la modernisation  
pourraient bénéficier de reconver-  
sions internes et externes.

Y.-M. L.

## En créant Eurobroadcast avec Philips, Thomson et BTS

La Caisse des dépôts  
vent mettre en images les grands événementsLa C3D (Caisse des dépôts  
développement), holding indus-  
trielle de la Caisse des dépôts, vient  
de créer une filiale, Eurobroadcast,  
dont elle détient 50 %, aux côtés de  
Thomson (15 %), Philips (10 %),  
la filiale commune à Bosch et Phi-  
lips BTS (5 %) et les banques  
Midland (10 %) et San Paolo di  
Torino (10 %). Eurobroadcast a  
pour objectif d'installer des équipe-  
ments de télévision pour la cou-  
verture des grands événements, spor-  
tifs notamment, de la prochaine  
décennie.Avec ses partenaires industriels,  
Thomson (pour le « nodal », ou  
centre de commutation des  
signaux) et BTS (équipements de  
tourage), Eurobroadcast met en  
avant un concept modulaire et  
mobile, permettant de réunir  
des équipements coûteux (Euro-  
broadcast évalue son investisse-  
ment à 170 millions de francs) sur  
plusieurs sites. Eurobroadcast est  
ou sera, en particulier, candidate à  
la production des images des Jeux  
méditerranéens d'Albany (juillet  
1991), les Jeux olympiques  
d'Albertville et de Barcelone  
(1992) ou de Lillehammer  
(1994). La société a d'ailleursvocation à s'ouvrir à d'autres par-  
tenaires européens, espagnols, grecs  
ou scandinaves.Sur le plan technique, les solu-  
tions retenues par Eurobroadcast  
permettent de s'adapter aux des-  
iderata des comités organisateurs,  
tout en assurant une production en  
« composantes numériques » qui  
s'inscrit dans la marche vers la télé-  
vision haute définition européenne.  
A ce titre, Eurobroadcast escompte  
d'ailleurs se qualifier pour les cré-  
dits publics destinés à aider les stu-  
dios et télévisions français à s'équi-  
per de matériels « en  
composantes » d'ici à 1992 (le  
Monde du 5 octobre).La démarche C3D s'inscrit donc  
dans le contexte général de la com-  
pétition entre Européens et Japo-  
nais pour imposer leurs normes  
futures de télévision. Pour aboutir,  
il lui faudra trouver des accords  
avec les autres organismes partici-  
pant à la radiodiffusion des sports,  
comme TDF en France. Et décro-  
cher des contrats : Eurobroadcast  
doit « couvrir » au moins trois  
grands événements pour amorcer  
son investissement.

M. C. L.

Loto	
20 19 21 35 43 46	9
Tirage du 11 novembre 1989 à 20 h 30	
Primes et gains en millions de francs	
1 <sup>er</sup> rang	2 197 640,00 F
2 <sup>e</sup> rang	88 240,00 F
3 <sup>e</sup> rang	7 795,00 F
4 <sup>e</sup> rang	135,00 F
5 <sup>e</sup> rang	10,00 F

LOTOSPORT	
RÉSULTATS COMPLETS	
1 <sup>er</sup> rang	347 151,00 F
2 <sup>e</sup> rang	13 158,00 F
3 <sup>e</sup> rang	909,00 F
4 <sup>e</sup> rang	92,00 F
NOMBRE FACTURE : 4	
Tirage du 11 novembre 1989	



Le débat sur l'école et les religions

# Un entretien avec le grand rabbin de France M. Joseph Sitruk

« Qu'est-ce qu'une laïcité qui voudrait être laïque à tout prix ? »

Près de quinze-mille personnes sont attendues, dimanche 12 novembre, au parc des Expositions du Bourget pour une journée du judaïsme français qui sera marquée par différentes conférences, tables rondes et expositions. M. Joseph Sitruk, grand rabbin de France, dans un entretien au Monde, présente ce rassemblement sans précédent et, à propos de la polémique sur le foulard islamique, se prononce pour une concertation entre les différentes familles confessionnelles et l'Etat sur l'expression religieuse à l'école et la laïcité.

— A l'heure où la France s'interroge sur la place des religions dans la société, vous allez présider une journée du judaïsme français, inédite dans sa formule et par son importance. Pourquoi, aujourd'hui, cette affirmation d'un réveil religieux juif ?

— Toutes les observations vérifiables vont dans le sens d'un regain de la pratique juive. Ce Yom HaTorah, ou Journée de l'étude du judaïsme, est une grande première, en effet, plusieurs milliers de personnes sont attendues. Ce ne sera pas une kermesse, mais un rassemblement pour tous ceux, juifs pratiquants ou non, qui veulent approfondir leur connaissance du judaïsme. De très nombreux rabbins ont promis leur participation physique ou par des messages, y compris ceux de Moscou, de Jérusalem et de New-York. Il s'agit d'affirmer la vitalité spirituelle du judaïsme, de réunir des tendances qui s'affrontent parfois, de permettre un retour aux sources spirituelles du message juif et surtout de réfléchir aux moyens de l'exprimer de façon attrayante et moderne.

— Certaines manifestations d'intégrisme religieux chez les jeunes ne vous inquiètent-elles pas ?

— Qu'il y ait un regain de l'intensité religieuse dans la jeunesse, c'est la vérité. On voit s'affirmer des modes de pratique et d'engagement que nous ignorions hier. S'agit-il d'intégrisme ? Il dirai que l'expression religieuse des jeunes n'a pas les mêmes formes que celle de la génération de leurs

parents. Elle est plus entière, absolue, peut-être exclusive. Mais n'est-ce pas à l'image de tout ce qu'entreprend aujourd'hui la jeunesse ?

— Est-ce que cette évolution n'encourage pas la crainte d'un affichage, dans les lieux réputés neutres comme l'école, de signes extérieurs de religion ?

— Dans la mesure où un jeune juif veut porter une kippa à l'école, une jeune musulmane son voile, un jeune chrétien une croix, et où son attitude ne représente pas de danger de déstabilisation ou de dénigrement des principes et des valeurs qui fondent la société, je ne vois pas pourquoi on l'empêcherait de le faire. Beaucoup de gens ont profité de cette affaire du voile islamique pour dire ce qu'ils pensaient de la libération de la femme ou de l'archaïsme des religions, mais ce n'est pas du tout le débat.

Il est de savoir si, dans une société pluraliste et laïque, il y a place, pour ceux qui ont choisi de pratiquer une religion, de le faire tout à fait librement. Si l'école apprend aux jeunes à être respectueux des autres, à vivre les valeurs qu'ils ont choisies, alors elle aura gagné son pari. Mais si on fait retomber tout le débat sur le caractère légal ou non d'une pratique, on régresse.

## Libérer les élèves le week-end

— Mais comment intégrer cette dimension religieuse avec le cadre légal de la laïcité et les obligations scolaires ? Certains enfants ne refusent-ils pas déjà la présence à tel ou tel cours supposé contraire à leur foi ? Un enfant juif doit-il, par exemple, aller à l'école le samedi, jour du shabbat ?

— Quand on a fait le choix de l'école publique et laïque, on doit en suivre toutes les exigences. Faire autrement serait aller à l'encontre de la nécessaire ouverture d'esprit des enfants. Il serait bien triste que les religions se réfugient derrière un non-savoir pour être elles-mêmes.

Le judaïsme n'est pas seulement une religion d'abstraction ou de concept mais aussi de pratiques qui incarnent l'esprit de la foi. Alors, faut-il aller ou non à l'école le jour du shabbat ? Un juif ne peut pas, ce jour-là, écrire, utiliser l'électricité, prendre sa voiture, etc. Les personnes non religieuses peuvent

s'étonner de telles prescriptions, mais elles existent. L'idéal serait de trouver des formules libérant totalement le week-end. On donnerait ainsi satisfaction aux enfants juifs, sans aller contre l'aspiration de la société moderne à la coupure de fin de semaine.

En attendant, on bien les parents choisissent l'école privée juive, qui vaque le jour de shabbat. Ou bien, ayant inscrit leur enfant dans un établissement public, ils demandent à l'administration que l'enfant en cours le samedi ait le droit de ne pas entreprendre la loi du shabbat. Moi-même, au lycée Masséna, à Nice, j'allais en cours le samedi, mais je n'écrivais pas...



— Une telle proposition pourrait être comprise du corps enseignant ?

— Je comprends les difficultés d'exercice de la profession d'enseignant aujourd'hui. Mais j'ai envie de leur dire : soyez ouverts à la diversité religieuse des jeunes. Si un élève porte devant vous une croix, un foulard, une kippa, acceptez-le comme il est. La tentation serait aujourd'hui de dire : cher élève, vous êtes juif (ou musulman, ou catholique), je ne veux pas le savoir... Mais, monsieur le professeur, je ne vous interditi pas, moi, d'être laïc. Qu'est-ce qu'une laïcité qui voudrait être laïque à tout prix ?

Une tendance dangereuse consiste à dire que la laïcité est le moteur de la société et que la religion doit rester une matière strictement privée. Mais faudra-t-il supprimer du calendrier des jours choisis le 1<sup>er</sup> novembre, parce que moi, la laïcité n'est pas autre chose que cette reconnaissance de la

liberté culturelle et religieuse des différentes communautés.

— Certains, comme M. Alain Finkielkraut, vous reprochent d'aller à contre-courant d'une laïcité qui a quand même permis à la communauté juive de s'intégrer.

— Je n'en suis pas sûr. Je ne suis pas du tout certain que, depuis deux siècles, l'intégration des juifs ne se soit pas d'abord traduite par l'assimilation et par la dilution des valeurs juives. On n'a rien de ces valeurs largement édulcorées, dénaturées.

Une société ne peut pas du tout faire l'économie des valeurs morales, dont les religions, quoiqu'on en dise aujourd'hui, sont des véhicules essentiels. Que des personnes souhaitent alléger les religions de certains de leurs rites ou de leurs dogmes, c'est un risque qu'elles prennent. Pour moi, au contraire, le judaïsme, c'est la garantie de la pérennité et de l'intégrité d'un certain message transmis par Dieu à l'humanité.

— Dans le débat que vous soulevez à propos de la laïcité, s'agit-il de trouver de nouvelles relations entre la puissance publique et les confessions ou d'engager la voie d'une refonte de la législation laïque ?

— Avant d'en arriver au stade législatif, il faut d'abord passer par celui de la concertation. Il serait navrant de voir le débat se politiser comme il a commencé de le faire, devenir l'apanage d'une partie de la classe politique contre une autre. La question de la conciliation des pratiques religieuses avec les obligations scolaires est un vrai problème de société et, comme tel, il ne doit pas être traité dans la passion et les conflits d'influence. Il faut que toutes les tendances aient la possibilité de s'exprimer.

Si des décisions doivent être prises, elles devront l'être, me semble-t-il, au regard des idéaux d'égalité, de liberté et de fraternité. A la lumière des événements récents, il me semble difficile de croire que ces trois idéaux sont vécus en France aujourd'hui. Ce que je revendique — et je parle uniquement pour le judaïsme — c'est le droit d'être un juif pratiquant en France, c'est-à-dire fidèle à la fois à ses idéaux spirituels et à ceux que son pays s'est donné.

Propos recueillis par HENRI TINCO

## JUSTICE

Les deux gardiens de la villa et un receleur écroués

## Tous les tableaux volés chez Marina Picasso ont été récupérés

Il n'aura fallu que quatre jours à la police judiciaire de Nice pour identifier les auteurs présumés de l'important vol de tableaux commis, dimanche matin 5 novembre, à Cannes dans la villa de Marina Picasso, la petite-fille du peintre (le Monde du 8 novembre).

Les deux gardiens de la propriété, Daniel Jaguin et Serge Clouzeau, qui avaient été placés en garde à vue dès mardi, ont, au terme de leur interrogatoire, émis définitivement le par-quet de Grasse puis inculpés de vol aggravé par le magistrat instructeur chargé du dossier. Un troisième homme, Fernand Laugier, dit « Manu », restaurateur au Pradet, au domicile duquel la douzaine de tableaux volés a été retrouvée par les enquêteurs, a lui-même été inculpé de recel de vol aggravé et écroué comme ses deux complices.

Dès le début de leur enquête, les policiers de la PJ de Nice avaient orienté leurs recherches vers Daniel Jaguin, l'un des gardiens de la villa, qui dans la matinée de dimanche avait alerté la police municipale de Cannes sur le cambriolage et la disparition de douze toiles de maître de grande valeur, puisque estimées au total à plus de 100 millions de francs.

Le fait que le système de sécurité de la propriété n'ait pas été mis en fonctionnement par le gardien durant son absence et que les cinq chiens de garde, maintenus dans leur chenil, n'aient point réagi à l'intrusion sans effraction d'inconnus avait bien évidemment conduit les policiers à envisager la thèse d'un cambriolage « monté » avec la complicité des gardiens.

C'était, semble-t-il, la bonne piste, puisque la douzaine de toiles dérobées ont été — sur indications de Daniel Jaguin et de Serge Clouzeau, autre gardien de la propriété, qui affirmait avoir pris son jour de congé — récupérées chez le restaurateur-receleur.

## POINT DE VUE : Réforme de l'instruction

## Audace mais responsabilité

par Jacques Toubon

QUEL plaisir de l'œil de voir le gouvernement courir derrière les projets de l'opposition en pressant soudainement ses experts et reculer devant la difficulté en ouvrant le débat, pourtant ouvert depuis trop longtemps, sans perdre lui-même parti ni engager de consultation formelle sur ses idées — s'il en a.

Nous en avons : je les ai exprimées il y a quelques semaines et soumises à l'approbation du RPR, des professionnels et de l'opinion publique. C'est donc à la lumière d'un projet constitué que je jugerai les travaux de la Commission Delmas-Marty.

Il nous semble urgent d'agir dans deux domaines, à nos yeux tout à fait indissociables : l'indépendance de la magistrature et la procédure pénale. Pour rompre les liens qui unissent trop souvent justice et pouvoir politique, nous proposons en premier lieu, une réforme du Conseil supérieur de la magistrature modifiant à la fois sa composition, la désignation de ses membres et ses pouvoirs dans la nomination des magistrats, en second lieu une refonte du statut des magistrats du parquet et ce, pour leur assurer une indépendance équivalente à celle des magistrats du siège. Enfin, nous souhaitons priver le gouvernement de ses pouvoirs dans la nomination des magistrats et lui être toute possibilité de donner des instructions au parquet. Ce dernier agira désormais exclusivement au nom de la loi. En effet, l'indépendance du ministère public nous paraît indispensable pour mettre en œuvre une procédure pénale plus protectrice des droits individuels. Bien entendu, identité de statut ne signifie pas identité de fonction, tout comme indépendance des magistrats du parquet ne veut pas dire non plus incohérence de la politique pénale.

## Recours à un jury d'accusation

Un magistrat hors hiérarchie, désigné par l'assemblée générale de la Cour de cassation, le chancelier de la magistrature gèrera, sous le contrôle du Conseil supérieur de la magistrature, la carrière des magistrats et veillera à l'homogénéité de la politique sur l'ensemble du territoire pénal.

En matière de procédure pénale la démocratie et la protection de la présomption d'innocence nous paraissent imposer une série de dispositions nouvelles à certains égards audacieuses, mais répondant à un objectif cohérent. Il s'agit de redonner un contenu effectif à la notion de présomption d'innocence, d'associer le peuple de manière beaucoup plus large à l'exercice de la justice pénale, rendue en son nom, notamment par la mise en place d'un jury d'accusation et enfin, de renforcer le caractère contradictoire, c'est-à-dire équilibré et impartial de la procédure.

L'instruction doit désormais être telle que toute condamnation découle d'un procès équitable res-

pectant au mieux les droits de la défense. La mise en accusation sera un acte juridictionnel avec toutes les conséquences qui en résultent.

Au total on peut être d'accord sur les principes fondamentaux retenus par la commission mais ne pas en tirer les mêmes conséquences. D'abord, c'est l'essentiel, pourquoi vouloir séparer fonction d'enquête et fonction d'instruction ? L'idée est séduisante mais à quoi aboutira-t-elle ? Si l'enquête va à la police, rien n'est changé par rapport à la situation actuelle, c'est un « habillage » ; si elle revient au parquet cela exige au préalable un statut d'indépendance de ses membres tel que je le propose et tel que ne l'envisage pas le gouvernement, à ma connaissance ; si elle est confiée à un autre juge on double la difficulté et on retombe sur le juge d'instruction enquêteur.

La commission a posé le problème, elle n'en fait pas avancer la solution. Mieux vaut, comme nous le proposons, maintenir, dans un statut personnel et juridique rénové, un magistrat chargé des investigations et ouvrir au justiciable le recours à un jury d'accusation, public, mi-professionnel et mi-populaire, appliquant une procédure réellement contradictoire.

Ca serait aussi, deuxième élément, le meilleur vecteur de la collégialité, par ailleurs controversée et si difficile en pratique. En tout cas proposer de donner aux parties, un égal pouvoir au regard de la conduite de l'enquête fait libre des critiques souvent adressées au projet des « libéraux » de vouloir singier la procédure exécutoire anglo-saxonne. Finalement la thémologie comme le souligne justement Agathe Logeart.

Pour le reste je m'opposerais à la présence de l'avocat pendant la garde à vue. La commission elle-même ne souhaite pas « désarmer l'Etat » ; et la loi de 1986 sur la délinquance et la criminalité règle de manière précise et protectrice des droits de l'homme le régime de la garde à vue. J'ajoute qu'un procureur rendu à un statut d'indépendance, serait un recours, que prévoit la loi, encore plus crédible pour la défense ou pour ceux qui soupçonnent sa connivence avec la police.

En revanche, je suis d'accord pour le contrôle des écoutes téléphoniques et autres moyens technologiques d'investigation. Mais alors, que le gouvernement Rocard reprenne à son compte l'avant-projet de loi, entamé par le gouvernement Mauroy, et qu'avait élaboré en 1982 une commission d'étude à laquelle j'avais l'honneur d'appartenir...

Au total, nos propositions pour être audacieuses me semblent plus responsables et plus respectueuses des principes et des traditions du droit et de la justice française. Que le débat soit : contradictoire, égal et objectif !

Jacques Toubon, député (RPR) de Paris, ancien président de la commission des lois.

M. Halimi et M. Jospin à la Sorbonne

## Monologue à deux voix

Ils en ont reparlé. Pas ensemble. Du moins publiquement. L'un après l'autre. D'abord M. Gisèle Halimi, qui définitivement ne veut pas de ce voile islamique à l'école, « de ce symbole de l'enfermement et du mépris de la femme ».

A la face des illustres Français qui ornent les murs de l'amphithéâtre, Louis-Liard de la Sorbonne, elle est allée jusqu'au bout de son appréciation, réitérée en post-scriptum d'une intervention au cours d'un colloque consacré, jeudi 9 novembre, par l'association Droit et démocratie au préambule de la Constitution de 1946. S'il n'est pas possible de faire admettre ce point de vue par d'autres voies, pour quel pas, à la fin des fins, l'exclusion scolaire : « Si quelques Français entendent enfreindre des lois démocratiques, républicaines et justes, est-ce qu'on ne veut pas l'exclusion ? »

M. Halimi défend avec opiniâtreté et une constance qu'elle trouve parfaitement justifiée par la lenteur des véritables évolutions la cause des femmes. Elle n'est pas ministre de l'éducation. M. Lionel Jospin, qui l'est, s'efforce de gérer l'affaire et son ministère tout en saluant dans les coulisses tourmentés qui mènent au prochain congrès du PS.

Il ne suit donc pas le même raisonnement. Un : l'image ainsi, donnée de la femme « blesse et hurte ». Deux : l'école ne cessera de lutter contre « des systèmes de pensée et de croyances fondés sur l'oppression de la femme ». Trois : « C'est à l'école que ces jeunes filles apprendront les droits des femmes, à l'école et nulle part ailleurs ». Les exclure, c'est les rejeter dans « le dogmatisme, l'obscurantisme, l'oppression ».

M. Jospin a, lui aussi, une grande cause en vue : le vieil universalisme abstrait a jadis conduit à « uniformiser à l'excès le creuset scolaire ». « Je suis pour », a dit le ministre, que notre système éducatif continue à jouer son rôle intégrateur. J'esquisse contre l'assimilation si elle nie les individus dans leurs racines (...). Je veux que l'école de la Nation reste l'école de la République, tout en devenant davantage l'école des familles et des enfants ».

M. Jospin continuera de penser et d'agir « sans passion, sans démagogie, sans irresponsabilité ». Il n'a pas dit à qui il pouvait bien songer. Du moins publiquement. M. Halimi et le ministre s'en sont allés. Chacun de son côté.

MICHEL KARMAN.

A l'initiative d'un homme d'affaires musulman

## Un projet de grande mosquée à Marseille

Le projet de construction d'une grande mosquée a été déposé, jeudi 9 novembre, à la mairie de Marseille par un homme d'affaires de la ville, M. Mustapha Simani, qui contrôle déjà une grande partie du marché local de la viande rituelle halal. La maquette, dessinée par deux architectes, MM. Julien Uralid et Franck Aguilar, prévoit une salle de prières, d'une capacité d'accueil de quinze mille à dix-sept mille fidèles. Sur un terrain de 10 à

15 hectares devraient également être construits un hammam, un espace commercial, une école de langue arabe, des restaurants, etc.

M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, a récemment exprimé son accord pour la construction d'une grande mosquée, de la dimension d'une cathédrale ou de la Mosquée de Paris, qui soit un symbole pour la population musulmane de Marseille.

## EN BREF

□ Les conséquences de « l'interdiction de voile à l'école » selon Téhéran. — « La France provoquera la colère et la haine des musulmans du monde si elle empêche le port du voile islamique à l'école », a déclaré M. Mahmoud Vaezi, vice-ministre iranien des affaires étrangères, au journal iranien Roshdar, à son retour d'un voyage officiel en France, en Italie et en Allemagne fédérale. Selon lui, « l'attitude des autorités françaises tend à limiter la liberté des gens ».

□ Les parents d'élèves contre l'initiative en caspelle de Fabrique (Hérault). — Après la décision d'une inséance de Fabrique (Hérault) de porter une caspelle à l'école, la section locale de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) a demandé, jeudi 9 novembre, à l'inspection académique de prendre pos-

sition sur cette affaire, dans laquelle la FCPE voit « une provocation délibérée à des fins politico-religieuses ». Pour sa part, le SGEN-CFDT « désapprouve totalement » l'initiative de l'inséance.

□ Vandalisme sur des ouvrages islamiques au Centre Georges Pompidou. — Une centaine d'ouvrages sur l'Islam ont été déformés depuis le mois de mars à la bibliothèque publique d'information du Centre Georges Pompidou à Paris. Ce vandalisme, apparu après l'affaire des Versets saoudiens, de Salmaan Rushdie, touche selon les responsables de la première bibliothèque de lecture publique de France « l'importance quel livre ou périodique sur l'Islam qu'il soit de mathématiques, d'art ou de littérature ». Les pages sont découpées au cutter, puis les livres sont soigneusement remis en rayon.

هكذا من الاصل



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

A la cour d'appel de Paris

Compagnies pétrolières et pompistes corses  
condamnés pour « entente illicite »

La première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M<sup>me</sup> Myriam Ezratty, a confirmé, jeudi 9 novembre, l'essentiel de la décision rendue le 25 avril 1989 par le Conseil de la concurrence et des prix en condamnant les compagnies pétrolières Shell, BP France et Elf Corse, deux syndicats professionnels de distributeurs et revendeurs de carburants et douze distributeurs indépendants à des sanctions pécuniaires comprises entre 10 000 F et 500 000 F pour « entente illicite sur les prix » observées en Corse en 1985 et 1986.

Depuis le 6 juillet 1987, la cour d'appel de Paris est la juridiction de recours contre les décisions du Conseil de la concurrence et des prix. C'est donc devant cette juridiction que les compagnies pétrolières, les distributeurs et les pompistes corses avaient demandé soit l'annulation, soit la réduction, des sanctions pécuniaires infligées par le conseil de la concurrence après les plaintes déposées par les unions de consommateurs corses.

Après avoir observé que le marché de la distribution des carburants en Corse se caractérise notamment par l'absence de points de vente dans les magasins à grande surface et par une

« forte saisonnalité » due au flux touristique, la cour note que les sondages périodiques effectués par l'administration révèlent que les prix de vente au détail étaient le plus souvent semblables « au centime près » aussi bien pour le super et l'essence que pour le fuel et qu'ils « variaient simultanément ». Les juges constatent en outre que l'enquête a révélé en Haute-Corse « un accord verbal » réalisé sous l'égide du syndicat des distributeurs et revendeurs de carburants et lubrifiants ayant pour but d'éviter la concurrence par les prix en fixant les tarifs de détail. Les magistrats ajoutent que, selon les témoignages recueillis, « des mises en garde » étaient adressées à ceux qui s'en éloignaient. Des constatations semblables ont été faites en Corse-du-Sud où des concertations s'étaient établies entre commerçants sans qu'ils soient nécessairement syndiqués.

## « De graves menaces »

Concernant les stations exploitées directement par les compagnies pétrolières, la cour souligne : « Les quatre compagnies en cause ont systématiquement pratiqué des prix de détail identiques à ceux des autres distributeurs, qui n'expliquent ni les caractéristiques du marché conduisant au contraire à une dispersion des prix de revient ni les coûts d'exploitation nécessairement spécifiques à la gestion

par mandataires ». Les magistrats se montrent particulièrement sévères envers Shell, BP France et Elf Corse en déclarant : « Elles ont délibérément choisi, en l'absence de contraintes spécifiques prévues, de coopérer en fait aux ententes formées par les autres distributeurs, et elles y ont par conséquent tacitement mais volontairement adhéré ». En revanche, les juges ont annulé l'amende de 250 000 F infligée par le conseil de la concurrence à la compagnie Easo, en relevant que cette société « justifiait par les pièces versées aux débats qu'elle n'a consenti à aligner ses prix que sous la pression de graves menaces ». « Si elle montre le caractère illicite des comportements parallèles observés, une telle circonstance établit toutefois que cette société ne s'y est résolu que sous l'empire de contraintes individuelles lui imposant un mode de fixation de ses prix ».

La cour d'appel a donc confirmé les amendes de 250 000 F prononcées contre Elf Corse et Shell, de 300 000 F à BP, de 500 000 F au syndicat des distributeurs et revendeurs de Haute-Corse et de 100 000 F à son homologue de Corse-du-Sud alors que cinq détaillants ont vu leurs amendes sensiblement réduites. Mais l'intégrité de l'arrêt devra être publiée dans les éditions corses des journaux Nîr-Matin et le Provençal aux frais des sociétés Shell et BP France.

MAURICE PEYROT

Les suites de l'affaire Greenpeace

Le tribunal arbitral rendra  
sa sentence en janvier prochain

Après une semaine d'auditions qui se sont déroulées dans une des suites de l'hôtel Waldorf-Astoria, à New-York, les membres du tribunal arbitral chargé de départager la France et la Nouvelle-Zélande sur le sort des « faux époux Turenge » ont achevé le 4 novembre la « procédure orale » consistant à entendre les arguments des deux parties. Les trois membres de ce tribunal international présidé par M. Edouardo Jimenez de Arechaga, un professeur de droit international uruguayen (et comprenant M<sup>re</sup> Jean-Denis Bradin pour la France et Sir Kenneth Keith pour la Nouvelle-Zélande) ont désormais trois mois pour débiter avant de prononcer, en janvier prochain, une décision motivée qui sera sans appel.

## NEW-YORK

de notre correspondant

Cette procédure, approuvée par Paris et par Wellington, devrait permettre de reformer définitivement un dossier qui, depuis plus de deux ans — et depuis bien plus longtemps si l'on se réfère au début de l'affaire — l'attentat perpétré en juillet 1985 contre le *Rainbow Warrior* du mouvement écologiste Greenpeace — empoisonne les relations entre les deux pays. Le différend sur lequel le tribunal de New-York doit se prononcer porte sur le rapatriement du commandant Alain Mafart en décembre 1987, puis du capitaine Dominique Prieur, six mois plus tard.

Ce retournement en France, justifié par des raisons de santé pour le premier et de grossesse pour la seconde, avait provoqué la colère du gouvernement néo-zélandais de l'époque. Celui-ci dénonçait alors verbalement la rupture de l'accord conclu en juillet 1986 entre les deux pays et prévoyant que les « faux époux Turenge » étaient contraints de rester sur l'atoll de Hao, dans le Pacifique sud, jusqu'à la fin de leur peine de prison (juillet 1989) ramenée de dix à trois ans. Faute de trouver un terrain d'entente, Paris et Wellington recouraient en février 1989 à une procédure d'arbitrage confiée au tribunal arbitral de New-York.

Consentant de traiter un dossier particulièrement « chaud », ce dernier a exigé la totale confidentialité sur ses travaux. Il apparaît cependant, que tout en défendant des positions de principe — la Nouvelle-Zélande estime que M. Mafart et M<sup>me</sup> Prieur doivent retourner sur la base militaire de Hao pour accomplir le solde de leur peine alors que la France invoque les raisons d'urgence et d'humanité qui ont justifié leur rapatriement — les deux parties ont

en le souci de ne pas envenimer la situation. Dans un premier temps, la présence, côté néo-zélandais, de M. David Lange, premier ministre au moment de l'affaire Greenpeace, pouvait apparaître comme une provocation. Mais il semble que, tout au long de cette semaine de « procédure orale », celui qui a régulièrement vilipendé la France depuis l'attentat du navire ait observé à New-York une attitude beaucoup plus mesurée.

La détente entre Paris  
et Wellington

Ce changement de ton s'explique sans doute par le fait que M. Lange, tout en conservant d'importantes fonctions (il est actuellement ministre de l'Intérieur), doit tenir compte du changement politique intervenu à Wellington où il a été remplacé en août dernier par M. Palmer. De plus l'attitude de la Nouvelle-Zélande à l'égard de la France a changé ces derniers temps ainsi que nombre d'observateurs ont pu le constater à l'ONU où, par exemple, le cas de la Nouvelle-Calédonie, traditionnelle pomme de discorde entre les deux pays, a été pratiquement passé sous silence lors de l'actuelle session de l'Assemblée générale.

A l'évidence, l'ouverture politique pratiquée par M. Michel Rocard à l'égard du Pacifique et les relations personnelles entretenues entre le premier ministre français et M<sup>me</sup> Lange et Palmer ont contribué au réchauffement des relations entre les deux capitales. Mais le cas des « faux époux Turenge » a quitté la scène diplomatique — et ses « arrangements » — pour le tribunal arbitral dont la décision, éventuellement prise à la majorité, sera souveraine. Paris et Wellington devront s'y plier.

SERGE MARTI

## MÉDECINE

Dans l'attente des arbitrages du président de la République et du premier ministre

M. Claude Evin se prononce en faveur  
d'une loi sur la bioéthique

M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a pris position, le jeudi 9 novembre, en faveur d'une législation sur différents problèmes soulevés depuis plusieurs années par l'avancée des techniques médicales et réunis sous le terme de bioéthique. M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, est d'un avis opposé. On attend les prochains arbitrages du président de la République et du premier ministre.

S'exprimant devant la Commission nationale consultative des droits de l'homme, qu'il recevait pour la première fois, M. Claude Evin a notamment déclaré, à propos de l'avant-projet de loi Brabant sur les sciences de la vie et les droits de l'homme : « Je pense que nous devons légiférer, dans un avenir plus ou moins proche, sur certains problèmes précis. (...) Il faut adapter la loi de 1976, dite « loi Cadogan », sur les dons d'organes. Il faudra préciser le statut juridique et le devenir des embryons congelés. Il semble également nécessaire, aujourd'hui, de dissocier le titre VI concernant les travaux de recherche pour éviter que nos chercheurs, en éprouvant notamment, ne

prennent du retard par rapport aux autres pays. Il faut préciser très nettement les garanties qui permettent d'empêcher tout détournement de finalité des registres épidémiologiques ».

sur ce point précis (sur lequel la Commission nationale consultative des droits de l'homme, qui vient d'être consultée, rendra prochainement un avis public), M. Evin a tenu à rappeler, évoquant clairement « la notion de liberté individuelle ne doit pas se confondre avec l'individualisme. Pouvoir refuser sans raison légitime, alors que l'on bénéficie de toutes les garanties de confidentialité, que soient transmises certaines données permettant les progrès de la recherche médicale pour l'amélioration de la santé pour tous, ne peut être pour moi l'exercice d'un droit fondamental, mais plutôt l'attitude d'un citoyen mal informé ».

Cette prise de position de M. Evin vient relancer la controverse sur l'opportunité qu'il y aurait à légiférer dans le champ de la bioéthique. Il y a quelques jours (le Monde du 26 et du 27 octobre), ouvrant à Paris le colloque « Perspectives génétiques et droits de l'humanité », M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, s'était prononcé contre une démarche législative rapide et pour l'ouverture d'un débat « avec toute la société pour que des conclusions claires et

acceptables apparaissent ». Dans l'esprit du ministre de la recherche, qui est en accord avec le cardinal Lustiger, ce débat devrait notamment porter sur les procréations médicalement assistées, le statut de l'embryon humain et les limites de l'expérimentation médicale sur ce dernier.

Un « troncage »  
du rapport Brabant ?

Pour sa part, M. Michel Rocard s'est déjà exprimé sur ces questions, le 21 septembre dernier, devant la Commission nationale consultative des droits de l'homme qui venait à l'unanimité de prendre position en faveur d'une législation rapide sur l'ensemble des problèmes relatifs à la bioéthique. « Que de chemin parcouru depuis le mois de janvier 1985, Robert Badinter, alors garde des sceaux, concluait, quand après une vaste consultation et un débat approfondi, qu'il valait mieux, en l'état, s'abstenir ! avait alors déclaré M. Rocard. Mais faut-il pour autant légiférer de manière exhaustive ? (...) Je vais y réfléchir, car on peut avoir quelques hésitations à vouloir apporter, au risque de les imposer des solutions à tous les problèmes abordés par l'avant-projet de loi ».

Le premier ministre avait toutefois souhaité alors que le Parlement débattenne « dans des délais raisonnables » de ces questions.

Il semble donc très vraisemblable aujourd'hui que l'on s'orientera vers un « troncage » de l'avant-projet de loi du groupe présidé par le conseiller d'Etat Brabant. Il en résulterait alors plusieurs textes qui seraient examinés, dans des délais variables, par le Parlement. Dans cette hypothèse, le consensus gouvernemental semblait d'ores et déjà établi sur plusieurs points (recherche en éprouvette, utilisation des organes et des produits du corps humain), la question principale sera celle des arbitrages sur les procréations médicalement assistées et sur le statut juridique des embryons humains congelés, arbitrages que rendront le premier ministre, mais aussi le président de la République, dont on sait qu'il suit personnellement l'ensemble de ces questions.

JEAN-YVES NAU

La discrimination  
envers des malades  
du sida  
pourrait être punie  
par le code pénal

M. Claude Evin a indiqué, jeudi 9 novembre, aux membres de la commission nationale consultative des droits de l'homme qu'un projet était en cours d'étude visant à étendre les dispositions fondées sur l'état de santé ou sur le handicap.

« Vous savez que le sida a servi ici de révélateur et que l'on assiste à d'innombrables manifestations d'exclusion même si elles ne sont que ponctuelles », a déclaré M. Evin. Notre société sera d'autant plus tolérante que la qualité de l'information sur le malade sera grande. La France a plutôt bien réagi jusqu'à présent, les dérapages sont toujours possibles d'autant plus que certains démagogues ont l'habitude de jouer sur les peurs pour manipuler l'opinion. » « Il est important de légiférer pénalmente de manière particulière sur le problème du sida », a ajouté M. Evin, mais il n'apparaît pas essentiel que notre société soit vigilante pour que tous ceux qui sont frappés par la maladie ou le handicap puissent exercer pleinement leurs droits ».

Un tel projet qui sera prochainement étudié par le Conseil national du sida devrait faire de la France l'un des premiers pays à intégrer sur le plan législatif une telle volonté antidiscriminatoire.

G. C.

## ÉDUCATION

Les difficultés de la rentrée universitaire

Les étudiants de Paris-I soutiennent  
la grève du personnel administratif

« On a tous les ingrédients d'une mayonnaise, mais jusqu'à maintenant ça ne prend pas ». Lancée par un étudiant de l'université de Villeneuve, la formule résume bien la situation, jeudi 9 novembre, au terme d'une manifestation qui a conduit quelque deux mille étudiants du Panthéon au ministère de l'Éducation nationale, où une délégation devait être reçue par deux membres du cabinet de M. Lionel Jospin.

Les ingrédients sont classiques : le manque « de sous, de profs, d'ampis et de TD » (travaux dirigés), comme l'ont scandé les manifestants entre la rue Monsieur-le-Prince et la rue de Grenelle. Devant l'afflux croissant de bacheliers et des nouveaux étudiants, les universités ont, chaque année, un peu plus de mal à caser tout le monde. Faute de locaux nouveaux, en particulier à Paris, elles n'y parviennent qu'au prix de solutions de fortune et de cours sursaturés.

L'an dernier, les universités de Lille et de Rouen avaient défrayé la chronique. Cette année la gro-

gne a éclaté à Paris, principalement au centre Pierre-Mendès-France (Tolbiac) de l'université Paris-I. Les personnels administratifs, en grève depuis la mi-octobre, ont servi de révélateur : dénonçant leurs mauvaises conditions de travail (salaires très faibles, absence de formation et de promotion, diminution de leurs effectifs tandis qu'augmentent le nombre des étudiants, faiblesse des moyens de fonctionnement), ils ont rapidement rencontré un écho favorable chez les étudiants.

An fil d'assemblées générales réunies depuis le 3 novembre, les étudiants ont donc décidé de se mettre « en grève » pour réclamer des crédits d'urgence et des améliorations concrètes de leur situation (TD supplémentaires, restaurant universitaire qui n'existe pas à Tolbiac...). Grève assez symbolique cependant, car si beaucoup d'étudiants partagent la même mauvaise humeur, la très grande majorité continue à aller en cours. Au cours d'une assemblée générale réunie par le SNESUP et le SGEN-CFDT, une cinquantaine d'enseignants ont décidé, mercredi 8 novembre, d'appeler à une grève des cours d'une semaine, à partir du 13 novembre, afin d'exprimer leur solidarité avec les personnels administratifs et leur rejet de conditions d'enseignement et de recherche devenues « intolérables ».

Modestement suivie à Paris-I, la grève étudiante n'a jusqu'à présent pas fait tâche d'huile dans les autres universités parisiennes. Toutefois les mouvements sporadiques de ces derniers jours expriment un réel malaise face à des conditions matérielles d'études difficilement acceptables.

Si ne veut pas voir la grogne ou la lassitude se transformer en colère dans les facultés, le ministre de l'Éducation va devoir rapidement traduire en mesures tangibles l'augmentation de plus de 9 % de son budget de l'enseignement supérieur pour 1990. En particulier sur deux dossiers actuellement à l'étude au ministère : le développement de l'aide sociale étudiante (bourses, prêts, logement et restaurants universitaires) et le renforcement du potentiel universitaire de la région parisienne grâce à la création de nouveaux établissements.

JEAN-JACQUES BOZONNET

## Les médias et la formation

La télévision devrait être un partenaire  
actif de l'enseignement technique

La France porte le bonnet d'âne européen de la télévision scolaire. Les quelques heures anarchiquement diffusées chaque année (43 heures contre 2 262 en Allemagne fédérale et 1 378 en Grande-Bretagne) ne concernent jamais les élèves du technique, qui représentent pourtant une bonne moitié des lycéens et étudiants. « En France, l'enseignement technique et professionnel est totalement ignoré par une diffusion éducative elle-même quasi inexistante ». Tel est le constat déprimant d'un rapport rendu public jeudi 9 novembre sur le rôle des médias dans la promotion de la formation technique.

Rédigé par Annette Bon, du Centre national de documentation pédagogique (CNPD) et Michel Kahn, de FR 3, à la demande de Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, et Catherine Tassa, ministre déléguée chargée de la communication, ce rapport fait l'inventaire de la « dispersion et l'anarchie » qui règnent en France dans le domaine de l'enseignement à distance en général, et celui de la télévision éducative en particulier.

Les auteurs préconisent la mise en place d'un véritable partenariat professionnel entre l'industrie, les médias et l'éducation nationale, dans le cadre d'un plan de cinq ans (1990-1994). L'un des outils de cette politique pourrait être une

structure indépendante « spécialisée dans l'expertise des demandes de programmes », sur le modèle de la fondation créée en Angleterre par la BBC (Educational Broadcasting Services), et qui pourrait s'articuler avec la Fondation pour la télévision éducative que Jacques Pomont appelle de ses vœux dans son rapport « Éducation et télévision » (le Monde du 10 mars).

Enfin, le rapport conclut à la nécessité de constituer un « inventaire critique et régulièrement actualisé des programmes audiovisuels et multimédias relatifs à la technologie ».

Dans l'immédiat, Annette Bon et Michel Kahn réclament la création de rendez-vous réguliers (hebdomadaires) sur les chaînes généralistes publiques et privées, à des heures de grande écoute.

Afin de rendre plus efficaces les actions, pour l'instant éparpillées, des trois partenaires (industrie, médias et formation), il faudrait créer « non pas un établissement spécialisé, mais une structure légère ayant pour vocation de coordonner » et qui pourrait prendre le nom de Télétech. Le rapport souligne enfin que dans ce dispositif, FR 3 « pourrait jouer un rôle de premier plan », en particulier grâce à sa implantation régionale.





# CULTURE

## CINÉMA

### Noce blanche et idées noires

Le nouveau film de Jean-Claude Brisseau est sauvé par une nouvelle actrice à la grâce inquiétante, Vanessa Paradis

On lui donnerait le diable sans confusion à la petite Mathilde (Vanessa Paradis), élève de terminale 3 à Saint-Etienne, qui s'écroule sous le poids de la culpabilité. Normal qu'elle soit piquée et qu'elle se pique puisque son père est psychiatre et sa mère anti-psychiatre... Le prof de philo (Bruno Cremer) s'inquiète. Et s'intéresse bientôt de plus près au cas de la séduisante cancéreuse.

Ce commence par des cours particuliers, ça finit par une passion fatale. Les amants scandaleux gambadent dans les graminées ou s'étreignent sur les graviers ; au lycée, on commence à jaser. L'épouse légitime (Ludmila Mikael, si belle, si pauvre, si mal employée au cinéma), pleure. Que pourrait-elle faire d'autre ?

Le prof est muet à Dunkerque, et Nietzsche ayant obligamment tenu la main de Brisseau pendant l'écriture du scénario de « Noce blanche », la mort, l'absolu, le rien sont au bout du chemin.

Jean-Claude Brisseau a été professeur dans un CES d'Aubervilliers, ce n'accuse pas tout. Son précédent film, *De bruit et de fureur*, n'était

pas « sympathique », pas « agréable », mais puissant, nocturne, avec des adolescents de chair et de sang. Ici, tout est laid, pâle, l'image, la lumière, les personnages. Cremer, son acteur fétiche qu'il fait jouer avec l'insouciance d'un bouffon de labour, écrit debout tel Balzac et est censé avoir publié une *Philosophie mystique* chez Simone Weil... Qui peut le croire ?

Quant à la pauvre surdouée, elle cause comme un livre (« Le spectacle des illusions des autres m'a fait perdre les miennes »), et, à peine remise d'un choc, fait un cours magistral sur l'incertitude à ses condisciples ébahis qui l'applaudissent comme si elle venait de leur chanter *Joe le taxi*. Ridicule.

Dans ce désastre prétentieux d'un nihilisme de pacotille, survit et surprend, cependant, la beauté méchante de Vanessa Paradis. Pour son premier rôle, elle impose une présence très forte. Front bombé, regard sans fond d'une jeune mutante, elle incarne avec une grâce inquiétante la garce miniature d'un siècle agonisant.

DAMELE HEYMANN

### Contre l'oubli, « l'Orchestre rouge »

Jacques Rouffio, dans une reconstitution historique stylisée, ressuscite le réseau de Leopold Trepper.

Qui trouve en Claude Brasseur un interprète saisissant

En 1937, alors que Moscou est secouru par les purges stalinienne, le général Berzine, chef des services secrets soviétiques, choisit, pour organiser un réseau d'espionnage antinazi en Europe, un juif polonais, militant révolutionnaire, qui a fait ses premières armes en Palestine, Leopold Trepper. Berzine croit que le danger de guerre vient de l'Allemagne d'Hitler, et non de Grande-Bretagne comme le veut Staline. Trepper est de son avis. Le prétexte du film de Jacques Rouffio est, d'une façon fulgurante (avec l'apparition en Berzine d'un Roger Hanin d'une force dramatique peu commune : le général présent, ici, se désigne et se moque), la raison du combat qui va mener Trepper, « grand chef » du réseau appelé l'Orchestre rouge : abattre, par tous les moyens, la nazisme, pour sauver le peuple juif des persécutions et du massacre.

#### L'armée des ombres

Trepper, même si son réseau, composé de militants de sa troupe animés de la même volonté, dépend de Moscou, n'est pas un agent soviétique. Il fuit les retournements politiques, il agit parfois en contournant les intrigues du système stalinien. Voilà ce que Jacques Rouffio donne remarquablement à comprendre d'entrée de jeu, et que Claude Brasseur reprend à son compte tout aussi remarquablement.

Gilles Perrault fit découvrir l'Orchestre rouge dans un livre passionnant paru en 1967. Le film, dans une reconstitution historique stylisée, exemple de pittoresque rétro, restitue aujourd'hui, par l'image, le spectacle cinématographique, la fiction et d'excellents interprètes, le sens d'une lutte clandestine, d'une résistance par l'espionnage, dans des conditions

on ne peut plus dangereuses, puisque le « centre » soviétique n'hésitait pas, parfois, à brouiller les cartes.

A Paris, à Bruxelles et même à Berlin, on craignait voir évoluer, dans une vie quotidienne semée de chausse-trappes et d'imprévus, l'armée des ombres : à laquelle Jean-Pierre Melville rendit hommage dans un de ses meilleurs films. Cette résistance juive dans laquelle Dominique Labourier incarne une figure de femme tendre, courageuse et déterminée jusqu'à la mort, on la redécouvre. Ce qui est raconté dans la première partie du film semble l'être sous le sceau du secret. Parce que les choses se passent comme cela et que les nazis n'étaient pas des adversaires faciles à duper. La preuve : Trepper fut arrêté et le réseau décimé, mais les Allemands perdirent à cause de l'Orchestre rouge la bataille de Stalingrad.

Et voilà Trepper incarcéré dans une villa où l'on torture dans les coins, face à un chasseur d'espions juifs, Giering, redoutable stratège miné par un cancer, homme sans pitié sous la blondeur angélique de Daniel Olbrychski. Brasseur-Olbrychski, c'est plus et mieux qu'un affrontement d'acteurs, c'est une extraordinaire partie d'échecs rythmée par une mise en scène au suspense d'horlogerie, dont dépend l'issue de la guerre telle que Trepper, lui, la veut. Vainqueur en dernier ressort de Giering et de sa clique, évadé, rescapé alors que ses compagnons ont péri, Trepper devra subir ensuite les gélies stalinienne et l'antisémitisme de la Pologne de Gomułka. L'écho du passé à des résonances contemporaines, comme dans *La Passante du sans-souci*, que Rouffio réalisa en 1982. Contre l'oubli. Il ne s'agit pas, ici, de romanesque historique, mais de la forme révolutionnaire de l'héroïsme.

JACQUES SICLER

## HAMLET

Mise en scène Patrice CHEREAU

du 1<sup>er</sup> au 24 décembre

LA GRANDE HALLE LA VILLETTE

LOCATION OUVERTE : 48787500

## THÉÂTRE

### Magie au pied des Alpes mancelles

« Kiki l'Indien », deuxième volet de la trilogie de Joël Jouanneau mis en scène par Michel Raskine à Sartrouville

A Saint-Julien, en pays des Alpes mancelles, il y a une maison, en carton, au dessin à peine esquissé, hormis une porte bleue, très bleue. Sur le devant de cette drôle de maison, il y a une pelouse verte, mais alors très verte, vraiment verte, comme un gazon d'enfant. Sur ce gazon, il n'y a rien. Si, un fauteuil, une table, une chaise, un transistor mais jamais longtemps et pas en même temps. Rien, quoi. Au-delà, rien non plus. Si, un coin de ciel, bleu, et l'illusion d'une pente, une pente dure à gravir, peut-être une route qui mène au village à travers le coteau, peut-être même une montagne. Les Alpes mancelles culminent à 417 mètres, ce n'est pas rien.

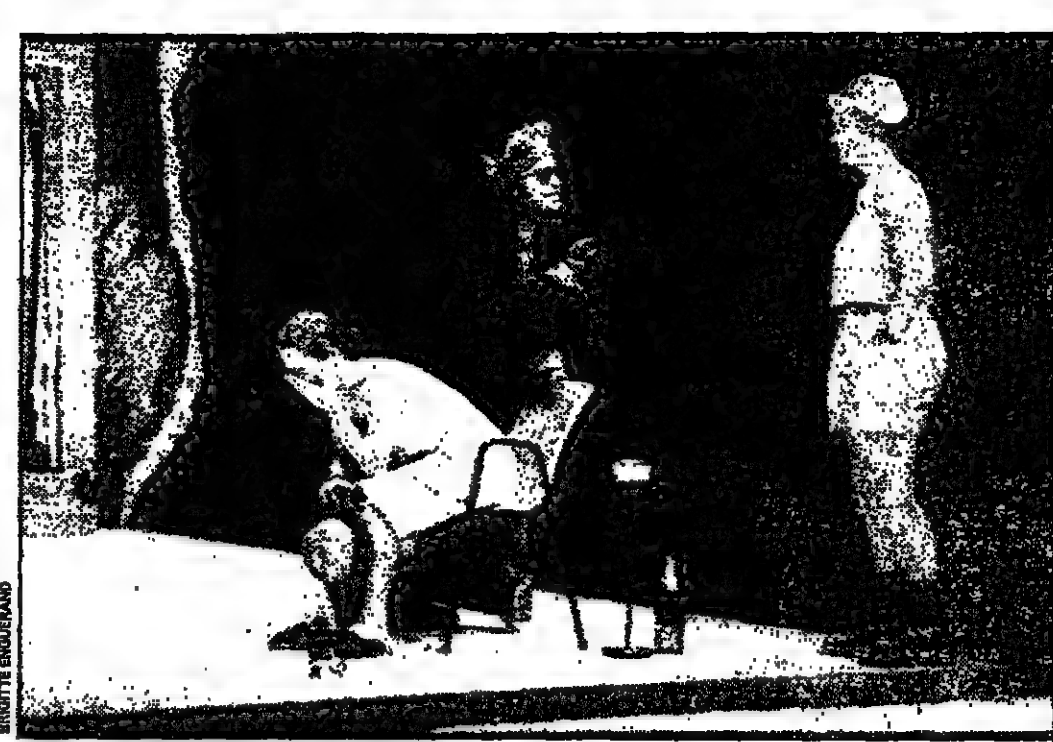
Sur le devant de la maison, il n'y a personne. Enfin, pas grand monde ou le monde entier, c'est comme on voudra, c'est ça le théâtre. Une femme, pas loin de quarante ans, rousse, mince, aux formes avantageuses, c'est Colette Girard (Marie Guittier). La maison, c'est sa maison. C'est le jour de l'épiphanie, le jour qu'a choisi Christian Ruché, Kiki, son frère (Christian Ruché), pour revenir des Cent Vallées, de l'Oural, de nulle part et de partout, le théâtre encore. Sur sa tête une couronne. Normal le jour des rois, Kiki, un roi de théâtre, âgé incertain, accablé de l'Indienne, à l'Indienne d'aujourd'hui, genre exotique, marginal, l'air d'un décafé ou d'un extralucidé, comme on voudra. En tous les cas, de la chair à pâté pour les Caster d'aujourd'hui. Il disparaîtra deux mois plus tard, en décembre, deux scènes plus tard, avant que de mois, c'est la structure dramatique qu'a choisie Joël Jouanneau.

Colette Girard a un fils, Simon, qui vient la voir pendant les vacances scolaires, à Pâques, en juin, en septembre, après ou avant la classe. En fait, c'est son père, aux Allouettes, Simon collectionne les timbres, et une mappemonde est la meilleure arme qu'il ait trouvée pour tirer des plans sur la comète. Colette a aussi une jeune sœur, plus jeune de quinze ans au moins, qui fait sa route toute seule, pas au dos : Odile (Judith Guittier). Mère de rien, elle a déjà basculé dans le monde des adultes, adolescente curieuse, mais costaud, avertie.

Kiki l'Indien, c'est leur histoire, notre histoire. Histoire de séparations, de retrouvailles, de petites joies et de grandes souffrances, de paysages lointains, de plantes disparues, d'odeurs perdues, de rêves impossibles, d'espoirs infinis. C'est la poésie folle et chaotique de Jouanneau qui nous avait déjà épatés avec son *Bourrichon*, surprenant et sacré du dernier festival d'Avignon.

Avec ce deuxième volet d'une trilogie qui s'achève bientôt par *Mamie Ouate en Papouasie*, cet auteur accomplit un progrès déterminant dans l'écriture : après les

monologues virtuels de *Bourrichon*, voici que ses personnages se parlent, dialoguent, confrontent des langages distincts qui leur sont propres.



Marie Guittier, Christian Ruché et Judith Guittier (de gauche à droite)

scène comme des interprètes : ils ne peuvent pas tricher. Le plus difficile enfin car il faut avoir en soi beaucoup d'imagination et le courage de mettre au clair, de mettre à nu ses rêves, ses angoisses intimes et, en l'occurrence, un goût du conte, de l'enfance, du merveilleux que tant d'adultes s'ingénient à étouffer, n'osent pas montrer.

#### Rêves et angoisses mis à nu

Ainsi Kiki l'Indien est un texte où s'élaborent quatre langues : la langue de la femme qui trouve dans les mots quotidiens - un quotidien obligé de coupures, de cuisine, de ménage, de mère et de rêve, bien sûr - la force de la sublimation ; la langue de l'enfant, tellement simple qu'elle touche à l'essentiel ; la langue de la jeune femme, la plus contemporaine, avec ses impropriétés, ses inexactitudes ; la langue de Kiki, enfin, la langue du poète qui se joue de l'espace et du temps.

Michel Raskine, dans sa mise en scène, a choisi le plus difficile : l'irréalité. C'est le parti le plus difficile car alors tous les repères s'estompent, et seuls les mouve-

ments, le placement de la voix, le jeu des acteurs peuvent donner corps au spectacle. Le plus difficile aussi parce que ce parti demande une totale sincérité du metteur en

scène comme des interprètes : ils ne peuvent pas tricher. Le plus difficile enfin car il faut avoir en soi beaucoup d'imagination et le courage de mettre au clair, de mettre à nu ses rêves, ses angoisses intimes et, en l'occurrence, un goût du conte, de l'enfance, du merveilleux que tant d'adultes s'ingénient à étouffer, n'osent pas montrer.

Michel Raskine, qui fut longtemps l'assistant de Roger Planchon au TNP, a osé tout cela et a gardé de son « maître » le sens du mouvement et la sûreté de la lecture du texte. Il fut aussi, comédien, l'un des piliers de la troupe de la Salamandre à Lille, avec Christian Ruché et Marie Guittier, et il a conservé de cette expérience l'esprit de troupe. Rarement a-on au théâtre aujourd'hui cette impression de cohésion, de don de soi, et donc de plaisir, sur le plateau comme dans la salle. D'autant que Jacques Gabel pour les décors et Frank Thévenon pour les lumières sont parfaitement au diapason.

OLIVIER SCHMITT

Théâtre de Sartrouville, place Jacques-Brel. Du mardi au vendredi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 39-14-23-77. Durée : 1 h 40. De 45 F à 85 F.

## LETTRES

### La mort de Margarete Buber-Neumann

Le courage de survivre aux déchirures du siècle

Margarete Buber-Neumann, que les Français avaient découverte en 1986 pour son magnifique livre sur Milena, l'amie de Kafka, est morte lundi 6 novembre à Francfort, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Elle avait connu les camps de Staline et ceux d'Hitler, cette femme à l'œil bleu et à la bouche volontaire qui forçait le respect (voir l'interview avec Nicole Zand dans le Monde du 17 janvier 1986). Et elle avait trouvé la force de dire : « Je remercie le sort de m'avoir conduite à Ravensbrück car j'y ai rencontré Milena ». Milena Jesenska, première traductrice de Kafka des 1920, amie de lui à vingt-cinq ans - et qui après cette « orgie de désespoir et de folie » avait continué de mener une existence de femme libre, journaliste (1), - était assurément une personne exceptionnelle. A Ravensbrück, elle vécut quatre ans d'une amitié intense et désespérée avec Margarete Buber-Neumann, avant de mourir, le 17 mai 1944, à quarante-huit ans, trois semaines avant le débarquement de Normandie.

Le jour du débarquement, « ce fut la liasse parmi les débris », écrit plus tard Margarete Buber-Neumann. Mais je ne pouvais partager leur joie. A quel bon continuer de vivre si Milena était morte ?

Elle a pourtant décidé de survivre et d'« exécuter le testament de Milena », qui, peu avant sa mort,

lui avait dit : « Je sais que toi au moins tu ne m'oublieras pas (...). Tu diras aux hommes qui j'étais, et tu auras pour moi la clémence du juge ». C'est chose faite dans un livre bouleversant, *Milena*, (traduit en français par Alain Brossat, Seuil 1986).

Vieille dame digne et pudique, Margarete Buber-Neumann s'effaçait, par admiration, devant Milena. Son propre destin, pourtant, n'était pas moins exceptionnel. Née à Potsdam le 21 octobre 1901 dans une famille d'origine paysanne, elle épousa très tôt Rafael Buber, le fils du philosophe Martin Buber. Proche des communistes dès 1919, elle se liait à l'intellectuel Heinz Neumann. Quand celui-ci fut arrêté à Moscou en avril 1937 (on ne le retrouva jamais sa trace), elle fut jugée comme femme de détenu et condamnée à cinq ans de camp.

En 1940 elle fut livrée aux SS comme « cadeau » de Staline à Hitler et envoyée à Ravensbrück. Quand elle disait la vie au camp, Margarete Buber-Neumann parlait peu d'elle-même. Mais l'une de ses compagnes d'alors, la française Annie Postel-Vinay, a raconté comment elle avait notamment sauvé Germaine Tillion en la cachant dans son lit à l'infirmerie. Elle, elle confiait seulement, avec le calme de ceux qui ont le courage de survivre : « Pour l'amitié, les camps de concentration, c'est l'endroit rêvé. Tout est interdit au camp, et vous pouvez à tout moment être dénoncé. Quand on a des amis, on prend des risques... » Elle a donné

la preuve, qui demeurera, que la barbarie ne peut rien face à l'élégance de l'esprit.

Jo. S.

(1) Un choix d'articles a paru sous le titre *Vivre aux Editions L'Esprit* en 1986.

Outre *Milena*, on peut lire en français le récit de Margarete Buber-Neumann, *Prisonnière de Staline et d'Hitler* en deux volumes : *Déportée en Sibirie* (paru en 1949 et réimprimé en 1986, traduit par Annie Postel-Vinay), *Déportée à Ravensbrück*, traduit par Alain Brossat, 1988 (Editions du Seuil).

## créteil

GRANDE SALLE

LES FAUSSES CONFIDENCES

MARIVAUX

MISE EN SCÈNE

GILDAS BOURDET

Théâtre de la Salamandre

PETITE SALLE

LA PASSION DU JARDINIER

J.P. SARRAZAC

MISE EN SCÈNE

DE HEYMANN

Théâtre de la Planchette

49 80 18 85

سكزا من الاصل



## CULTURE

## VENTES

## « La Célestine » contre « les Noces de Pierrette »

M. Jack Lang a décidé d'autoriser la sortie du territoire de la célèbre œuvre de Picasso  
Mais les collections nationales récupèrent un tableau majeur

Les Noces de Pierrette (1905), de Picasso, pourront sortir de France. C'est ce qu'a annoncé le ministre de la culture, M. Jack Lang, au cours d'une conférence de presse, le jeudi 9 novembre. En échange de cette autorisation, M. Fredrick Roos, le propriétaire suédois, offre au Musée français un portrait célèbre du même Picasso : la Célestine (1904), également de sa période bleue. Le coup de semonce du ministre de la culture, la semaine dernière, aura finalement porté ses fruits. Il avait laissé entendre qu'il n'autoriserait pas la sortie du tableau du territoire français.

« Nous faisons d'une pierre, deux coups », dira-t-il aux journalistes : d'une part, l'Etat s'est enrichi d'une œuvre magnifique et, d'autre part, cette vente permettra à Paris de relever la capitale mondiale du marché de l'art. Le collectionneur suédois doit être plus perplexe. Il perd, dans l'affaire, une toile — la Célestine — qui lui a coûté 100 millions de francs, soit plus de 20 % de la valeur des Noces de Pierrette. Un inconvénient qu'il a sans doute jugé préférable à une perte sur les Noces de Pierrette estimée à 30 %, voire 50 %, si le tableau avait été interdit de sortie.

Achetée il y a un an et demi pour 25 millions de francs, les Noces de Pierrette sont évaluées aujourd'hui entre 300 et 400 millions de francs. Le 30 novembre prochain à Drouot-Montaigne cette toile, de 114 cm sur 195 cm, pourrait bien battre le record mondial que Sotheby's détient depuis deux ans avec les Iris, de Van Gogh (33,9 millions de dollars).

Sotheby's, bien sûr, ne l'entend pas de cette oreille. Elle compte, d'ores et déjà, sur son *Lapin agile* (1905), où l'on voit Picasso déguisé en arlequin au côté de son

modèle, Germaine Pichot, pour enregistrer un nouveau record. L'estimation de ce dernier reste élevée : 50 millions de dollars (plus de 300 millions de francs). La firme

anglo-saxonne a déjà « fait » le prix le plus élevé pour une œuvre de l'artiste : *Yo Picasso* (1901), un autoportrait aux couleurs fauves, a été adjugé à près de 48 millions de dollars à New-York en mai dernier.

Depuis la rarefaction des toiles cubistes de Picasso sur le marché, les maisons de vente internationales n'ont cessé de promouvoir ses œuvres roses et bleues. Le Picasso du début du siècle vaut désormais plus cher que le Picasso cubiste. Ses œuvres de jeunesse, peu nombreuses et introuvables, ressortent en ventes publiques. Jamais, on l'espèce de si peu de temps, on n'avait vu autant d'arlequins.

Il y a tout juste un an à Londres, chez Christie's, vendait une gouache sur carton *Arlequin et jeune arlequin* (1905), pour plus de 227 millions de francs à une chaîne japonaise de grands magasins. A l'époque, c'était l'œuvre la plus chère du vingtième siècle. Ce mois-ci, Christie's récidive à New-York et à Londres, avec deux autres gouaches de la série des arlequins, *La Mort d'Arlequin* et *La Famille*, estimées chacune entre 15 et 20 millions de dollars, ainsi qu'une surprenante huile sur panneau, *Maïernité*, Rde 1901, à mi-chemin entre le mouvement symboliste et l'Ecole de Pont-Aven (10 millions de livres).

ALICE SEDAR

► Ventes les 14 novembre chez Christie's à New-York, 15 novembre chez Sotheby's à New-York, 27 novembre chez Christie's à Londres et 30 novembre à Drouot-Montaigne (Paris).



« La Célestine » rentre dans les collections nationales

## La politique du troc

par Emmanuel de Roux

COMMENT concilier l'inconciliable, la défense du patrimoine et la promotion d'un marché de l'art français ? En soufflant alternativement le chaud et le froid, en brandissant le bâton de l'interdiction de sortie — effondrement garanti de la cote — pour mieux récupérer la carotte — une œuvre qui viendra enrichir les collections nationales.

Peu écarté l'été, le ministère de la culture annonçait l'achat (à très bon prix) d'une étude de draperies de Léonard de Vinci par les musées qui en recevaient gratuitement une autre. Les propriétaires, la famille de Ganay, pouvaient aussi faire sortir les deux dernières pièces de Vinci en leur possession. Elles sont aujourd'hui proposées sur le marché de Londres. Même politique de troc pour Picasso. Le propriétaire des Noces de Pierrette n'avait guère le choix. L'interdiction maintenue sur les deux tableaux en sa possession, il perdait deux fois. Sans doute, la mort dans l'âme a-t-il dû céder la Célestine. Chantage, dira-t-on ? L'extravagance du marché de l'art n'autorise ni les sentiments ni les leçons de morale.

La France s'est-elle fait un bon choix ? Le portrait de l'entremetteuse espagnole, l'œil voilé d'une toile, est l'un des chefs-d'œuvre de la période bleue de Picasso ; une œuvre plus forte que les Noces de Pierrette dont l'importance n'est qu'historique (toile charnière entre les périodes rose et bleue). Le Musée Picasso, qui recevra vraisemblablement le tableau, a gagné.

Mais cette politique de troc est limitée. Que se passera-t-il après 1992 quand le grand marché européen sera ouvert ? Paris redevenue capitale du marché de l'art, selon les vœux de Jack Lang, pourra-t-il pratiquer longtemps ce subtil marchandage ?

En cas de refus d'autorisation par le conseil des ministres, le code de procédure pénale prévoit que « la déposition est reçue par écrit dans la demeure du témoin par le premier président de la cour d'appel ». En l'occurrence, il s'agit de la cour d'appel de Paris et de son premier président.

## L'affaire de la succession Canson

Le conseil des ministres n'a pas autorisé M. Jack Lang à se rendre chez le magistrat instructeur

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, que le doyen des juges d'instruction de Toulon (Var), M. Benjamin Rajbaut, souhaite auditionner, comme témoin dans le cadre de l'affaire Suzanne de Canson, n'a pas été autorisé, mercredi 8 novembre, en conseil des ministres à se rendre chez le magistrat instructeur, indiquait jeudi le ministère de la culture. De même source, on précisait que « ce refus n'a rien d'exceptionnel » et que M. Jack Lang « n'entend pas se soumettre à la justice ».

En cas de refus d'autorisation par le conseil des ministres, le code de procédure pénale prévoit que « la déposition est reçue par écrit dans la demeure du témoin par le premier président de la cour d'appel ». En l'occurrence, il s'agit de la cour d'appel de Paris et de son premier président.

son premier président, M. Myriam Ezratty, qui, si elle en fait la demande, entendra, selon cette procédure, M. Jack Lang.

M. Benjamin Rajbaut, qui instruit le dossier de la captation d'héritage de Suzanne Barou de La Lombardière de Canson, avait adressé récemment (*Le Monde* du 2 novembre) une requête au garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, pour entendre le ministre de la culture. Le magistrat instructeur souhaite en effet obtenir des éclaircissements sur les conditions de l'achat du tableau de Muriilo le *Centhomme seigneur* par la Direction des musées de France dépendant du ministère de la culture et savoir pourquoi le ministre avait adressé, le 24 juillet 1985, une lettre à M. Jotille Pansel, principale inculpée dans l'affaire, pour lui annoncer l'achat par l'Etat de ce tableau qui ne lui appartenait pas.

Le ministre de la culture avait proposé, dimanche 5 novembre, au juge d'instruction de lui répondre par écrit, mais le magistrat ayant maintenu son intention d'auditionner directement M. Jack Lang comme témoin, M. Arpaillange a soumis cette demande d'audition au conseil des ministres, comme il veut la loi.

## MUSIQUES

## Cyril Huvé réveille Liszt à Gaveau

Beethoven, Chopin et Liszt sur un piano Erard de 1850 du nouveau pour le romantisme

En jouant sur un Erard du milieu du dix-neuvième siècle la *Sonate* de Liszt, l'Opus 110 de Beethoven, la *Fantaisie* et quelques autres pages très connues de Chopin, soit les chevaux de bataille des adeptes du Steinway et du Yamaha modernes, Cyril Huvé étouffe, détonne, et c'est bien. On ne passe pas la soirée à se laisser bercer par des œuvres que l'on connaît, à tort, connaître par cœur. Et qu'on ne dise plus que le public n'aime pas être dérangé ! Il y avait du monde, et plus que cela encore, mercredi soir, aux premières et second balcons de la salle Gaveau, quartier où l'on paye son billet.

Pourquoi jouer aujourd'hui sur un piano ancien ? Parce qu'on l'a trouvé (aux Pices, dans une cave, chez de vieux amis), qu'on l'a choisi, qu'on l'aime d'instinct et qu'on le joue sur lequel on donne un récital devient un privilège inappréciable à l'époque des produits haut de gamme manufacturés.

## Un instrument à apprivoiser

Ce n'est pas pour autant, dans ces cas précis, qu'entre l'interprète et l'instrument qui l'a séduit la confiance règne. Même réglé, harmonisé, accordé, régulièrement perfusé par les meilleurs thérapeutes du clavier, des cordes, des marteaux, des feutres et de la table, cet Erard ne va pas après la mort de Chopin est un traître aux réactions disproportionnées (l'enfoncement des touches est moins important que sur un instrument moderne mais les nuances proportionnellement aussi contrastées pour un niveau de puissance inférieur) ; un original qui sait émettre sans qu'on l'ait vraiment prié, dans l'extrême grave ou l'extrême aigu, des unissons de basse son filé ou de carillon japonais. Les sons qu'on lui porte sont heureusement récompensés, sauf accident, par la rayonnante luminosité de tous ses registres, cela malgré leur manque surprenant d'homogénéité — autre difficulté quand il s'agit de phaser.

Huvé a sorti, mercredi, des entrailles de ce meuble vénérable, surtout dans la *Sonate* de Liszt, mais aussi, curieusement, dans les passages les plus dépourvus de phaser.

L'Opus 110, des « objets » sonores moins pianistiques (au sens habituel) qu'instrumentaux : accords parfaits émergeant de l'ombre comme un *tuil d'orchestre* (avant la seconde partie de la fugue, dans l'avant-dernière sonate de Beethoven) ; la ligne répétée crescendo puis décroissant dans l'adagio, effet qui ne devait pas se résumer pour Beethoven (comme d'ailleurs maints passages de cette sonate et de la suivante), à une expérience sur l'intensité mais visait à pousser l'instrument dans ses retranchements pour que celui-ci change de timbre et de personnalité : un acteur à qui l'on demanderait trop, en quelque sorte, et qui se déposséderait.

La *Sonate* de Liszt justifiait à elle seule que Huvé joue sur Erard et non sur Steinway (la place de l'œuvre en milieu de programme était en revanche discutable). D'abord parce l'interprète en surmonte désormais la haute virtuosité sans difficultés techniques apparentes. Sur tout, parce que la relative fragilité de son instrument le force à se démarquer d'une conception un peu convenue de cette *Sonate* : symphonique et monumentale. Une autre œuvre, alors, apparaît. On plonge, un autre romantisme : nerveux, démoniaque, féérique, inquiet, d'un fantasme démentiel. Et chez Liszt, cette sorte de fragilité dans l'exotisme qu'on pourrait nommer mystérieux qui compose une image plus gaie de son génie que celle du grand mégalomane que l'on connaît.

Les dates voudraient que cet Erard soit parfait pour Chopin. Pour un Chopin shakespearien s'entend, où le silence aurait ses droits d'entrée, dont on s'attacherait à débusquer l'insolence (harmonique), le goût du suspense et du non-dit, l'art de noyer la mélodie sans la perdre jamais, la grâce des longues retombées mélodiques et des transitions inattendues, la clarté. Ce n'est pas, semble-t-il, le Chopin d'Huvé peut-être marqué ici par son maître Arrau et son toucher appuyé.

Mais l'Erard allait encore se réveiller avec, en bis, la *Mort d'Arlequin* de Wagner-Liszt. Le choc, pas le kitch.

ANNE REY

## Comment boxer dans la même catégorie

La première rencontre Est-Ouest entre professionnels de la musique est celle de la puce et de l'éléphant

## BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

En choisissant Berlin-Est pour organiser la première rencontre Est-Ouest entre professionnels de la musique, Tony Hollingsworth, l'initiateur de Looking East, pensait jouer la sécurité. C'était en mai dernier, et le séminaire était prévu pour novembre. Au lendemain des manifestations du 7 octobre environ, soixante-dix Occidentaux ont annulé leur participation. Hollingsworth, qui fait profession de créateur d'événements (le plus important qu'il a à son actif est le concert pour Nelson Mandela, organisé à Wembley en 1988) et que l'Est vendait autant à l'Ouest que l'Ouest à l'Est, a dû batailler ferme pour remonter la pente.

Enfin, quatre cents délégués répartis à peu près également entre Est et Ouest ont convergé vers Berlin-Est, où ils ont été accueillis lors du banquet inaugural par un ministre adjoint de la culture qui venait de « perdre » son gouvernement deux heures auparavant.

## Une demande écorne

Sur place, l'organisation de Looking East avait été prise en charge par l'organisme ad hoc, c'est-à-dire le Comité pour la musique légère et les variétés du ministère de la culture. Le docteur Lothar Dungs, porte-parole du comité, ressemble à tout Allemand raisonnablement branché : pantalon de cuir, cheveux mi-longs et barbe de huit jours.

En 1968, il était chanteur et guitariste de Die Fans, un groupe au ton anglo-saxon pour que les autorités lui accordent l'autorisation de jouer requise pour les mises en scène amateurs. Aujourd'hui, en tant que membre du Comité pour la musique, président du groupe de travail pour les musiciens amateurs et bien sûr membre du parti, c'est lui qui a choisi les cinq groupes alternatifs de la région berlinoise, qui ont joué pour clôturer la première journée du séminaire.

Durant cette journée, les Occidentaux s'étaient demandés comment matérialiser l'énorme demande de rock (enregistré en concert ou en vidéo) qui s'exprime à l'Est, et les représentants des pays socialistes, comment éviter que l'arrivée des produits occidentaux ne dégraisse un peu plus leurs réserves en devises.

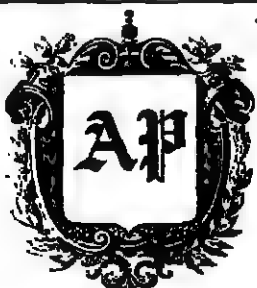
Face aux multinationales du disque, les compagnies d'Etat, la soviétique Melodia ou la polonaise de Pologne Nagrania ont des difficultés à adopter une position commune tant les situations, d'un pays à l'autre, d'un jour à l'autre, évoluent rapidement. Pour Thomas Hollingsworth, la seule solution est que l'Est vende autant à l'Ouest que l'Ouest à l'Est, ajoutant : « ce qui suppose que nous les aidions à construire une industrie ».

Car la principale source de déséquilibre entre les deux parties vient paradoxalement de la formidable cohésion du camp occidental face à la dispersion des professionnels des pays socialistes. A l'Ouest, les articulations sont huilées par des décennies de pratique, qu'il s'agisse de la législation sur les droits d'auteur et de son application, de la distribution du disque ou même des rapports entre l'industrie phonographique et la télévision.

A ce complexe musico-industriel les pays socialistes opposent une juxtaposition d'organismes d'Etat sans lien entre eux si ce n'est, jusqu'à une période récente, le contrôle idéologique. Aujourd'hui, ces agences s'engagent chacune de son côté sur la voie des réformes pendant qu'au-delà d'elles des indépendants essaient de boucher les trous.

La profession de manager d'artistes fait son apparition. En Estonie, c'est un indépendant, Youri Makarov, qui organise le Festival de Tallin et en Hongrie la première radio privée a commencé d'émettre. Pour les organisateurs de la rencontre, sa fonction première sera donc sinon de mettre à niveau, du moins de trouver un début de réciprocité entre des partenaires qui pour l'instant sont loin de boxer dans la même catégorie.

THOMAS SOTINEL



## ANTIQUAIRES A PARIS

ESPACE CHAMPERRET  
PARIS 17ème

Du 3 au 12 Novembre 1989

En semaine de 11 h à 20 h  
Samedi Dimanche de 10 h à 20 h  
Nocturne jusqu'à 22 h  
Les 3 et 9 Novembre

## MARJOLAINE

UN SALON POUR VOTRE SANTÉ ET CELLE DE LA TERRE  
SOUS L'EGIDE DE NATURE ET PROGRES

400 EXPOSANTS - CONFÉRENCES - FILMS  
ATELIERS - ANIMATIONS - COURS - STAGES



LE PLUS GRAND  
RENDEZ-VOUS ECOLOGIQUE  
EUROPEEN

## PARC FLORAL DE PARIS

BOIS DE VINCENNES

4 - 12 NOVEMBRE 1989

Tous les jours 11 h 00 - 19 h 30 - W.E. 10 h 00 - 19 h 30

Nocturnes 7 et 10 Novembre : 11 h 00 - 22 h 30

R.E.R. : VINCENNES - M° CHATEAU DE VINCENNES - BUS 112  
(Navette gratuite)  
Renseignements : SADEMA Tél. 45 65 95 95



# SANS VISA

Amritsar,  
au Pendjab,  
ville sainte  
des sikhs,  
ouvre timidement  
ses portes  
aux étrangers,  
cinq ans après  
l'attaque  
du Temple d'or.



ILL. HARTLEY

## Au cœur du pays sikh

militaires se multiplient dans le bazar et autour du grand temple, où se poursuivent encore des travaux de restauration : on s'efforce d'effacer les dernières traces de l'opération « Étoile bleue » d'il y a cinq ans contre les fondamentalistes retranchés en ces lieux, destinés à des activités d'ordinaire moins subversives. Mme Gandhi, alors premier ministre, devait payer de sa vie cette erreur d'appréciation politique.

Au cœur du Temple d'or rendu silencieux à sa sérénité d'avant ces sanglants événements, du moins à une ambiance pacifiée, les fidèles déambulent par centaines à l'ombre des arcades de marbre, protection bienvenue contre les ardeurs solaires. Sur les esplanades à ciel ouvert, autour du vaste bassin central, des dizaines de balayeurs s'activent à rafraîchir les dalles à grande coupe de seau d'eau. Du saint des saints scintillant de tous ses ornements, on accède par une longue passerelle à double sens aux garde-fous finement ouvragés, se répand par vagues la litanie rythmée par le tambour et modulée par l'orphéon.

À l'étage supérieur superbement décoré, les cellules ouvertes en arêtes préservent la tranquillité retrouvée des prêtres de haute prestance, fièrement enturbannés, la barbe soignée balayant le livre sacré qu'ils lisent sans répit, à haute voix. À la fois enveloppante et reposante, la psalmodie invite au vertige. Posé sur une table basse, un exemplaire géant de l'Adi-Granth, la bible du sikhisme, est feuilleté avec un respect éminent par l'homme assis en tailleur à même hauteur. Savamment filtrée par les découpes de la fenêtre, la lumière suffit juste à distinguer les lignes minutieusement calligraphiées. Gura Nanak, s'il revenait au Darbar Sahib — « le palais du seigneur », — comme on appelle, aussi le temple, serait sûrement touché par la ferveur de ses dévots repris par la fièvre de l'étude et de la vénération.

Il vécut au tournant du quinzième et du seizième siècle, le grand réformateur devenu le fondateur d'une religion nouvelle, de moins d'une nouvelle école spirituelle. Profondément croyant et fin poète, il s'était insurgé contre les castes et voulait réconcilier hindous et musulmans, déjà en perpétuel conflit. Fondant sa vision sur la tolérance et la réverence, adepte sincère de la bhakti — amour du divin et du prochain — il accueillait toutes les croyances pourvu qu'elles soient

adressées à un seul dieu. Pèlerin infatigable — mais les Indiens ne le sont pas tous un peu dans l'âme, à tant les croiser sur les innombrables chemins d'un pays émaillé de sanctuaires ? — il prêchait en voyageant de conserve avec Mar-dana, un fidèle ami musulman. La légende ou l'histoire, c'est selon, veut qu'il se soit ainsi rendu aussi bien au Tibet qu'à La Mecque. Ce sont les hymnes religieux qu'il a lui-même composés, pieusement recueillis par son disciple et successeur Arjun Dev, qui forment l'Adi-Granth. Un an après la création formelle du sikhisme, Gura Nanak quittait la scène des hommes.

Dès lors, ses fidèles ont toujours constitué une communauté à part dans le tissu social, voire politique, de l'Inde. Peu nombreux dans la masse du sous-continent — environ 2 % de l'ensemble de la population, — ils ont joué un rôle particulier dans l'histoire. Sans faillir, ils ont tenu tête à la puissance colonisatrice britannique, qui, consciente de ne pouvoir les soumettre, a finalement préféré se les attacher. Ils ont brillé dans le métier des armes et n'ont jamais craint de se distinguer par leur fidélité aux cinq « K » prescrits par leur croyance : khangra (peigne), keshu (cheveux et barbe jamais coupés), kara (bracelet d'acier, signe d'humilité), kachha (pantalon court au

genou) et kirpan (poignard). Tous portent le nom de Singh, du sanskrit *simha*, qui signifie « lion », accolé à leur patronyme individuel.

Hommes et femmes sont égaux chez les sikhs, où les sentiments d'entraide et de solidarité ont tissé des liens solides, contribuant à assurer la pérennité de la communauté. Du Pendjab, où ils constituent plus de la moitié de la population, ils ont fait, au fil des ans, un Etat-pilote grâce à leur habileté industrielle et à leur sens du service communautaire. Les dérapages de la violence et de l'activisme des dernières années s'expliquent en partie par des changements imposés par le monde moderne, dont ils ont pu avoir parfois l'impression que la maîtrise leur échappait.

Toute la vie de la ville continue de tourner autour de la gurdwara, le grand sanctuaire bâti en même temps que l'agglomération au seizième siècle, détruit et reconstruit au gré des hauts et des bas de l'histoire. C'est en 1802 que le fameux Ranjit Singh fit recouvrir le toit du saint des saints de plaques d'or, rehaussant ainsi autant son propre prestige que celui du temple. Aux alentours, le bazar bigarré étale ses couleurs chatoyantes, ses échoppes et ses éventaillers aux linceuls épiés. Les fabricants d'armes blanches ont pignon sur rue et les confiseurs ambulants poussent gaiement leur

voiturettes remplies à ras bord de sucreries aux teintes... de sucre d'orge.

Au demeurant, ce sont les personnages qui captivent surtout l'attention, tant ils ont l'allure martiale de soldats prêts à foncer tête haute à l'assaut, ou de vénérables patriarches entourés d'un ample cken familial et respectueux sans ostentation. Les femmes n'ont pas moins de présence et se meuvent avec cette grâce assurée que confère une liberté certaine. A proximité du Temple d'or, les jardins de Jallianwala gardent la mémoire du sanglant massacre du 13 avril 1919, quand le général anglais Dyer fit tirer sans sommations sur la foule afin de mater la révolte naissante des sikhs. Mal lui en prit, le gouvernement britannique l'enjoignant séchement de quitter l'armée après ce déshonneur : près de quatre cents morts et quelques mille deux cents blessés, sans naturellement étouffer le mécontentement.

CLAUDE B. LEVENSON  
et JEAN-CLAUDE BUIRER

Lire la suite page 21

(1) Ensemble tunique-pantalon et large éole d'usage courant chez les femmes sikhs, en particulier, et répandu ensuite dans le reste du pays : on l'appelle aussi *pendjab*.

Cinq ans après l'attaque du Temple d'or d'Amritsar, au Pendjab, la ville sainte des sikhs pense encore ses blessures et se rouvre timidement aux étrangers.

Tout à coup, c'est comme une roche assoupie soudain effarouchée : le frémissement des *shalwar-kamis* (1) féminins s'accroît, les longs voiles légers reposant sur les cheveux ou les épaules se gonflent comme d'un coup de colère, la farandole des turbans colorés des hommes prend de la vitesse, les pas de la foule, encore paisible il y a un instant, donnent brusquement l'impression d'un ressec. Même l'eau des bassins d'ablutions à l'entrée du Temple d'or se ride avec véhémence, le soleil disparaît, hommes, femmes et enfants piaillants cherchent refuge sous les porches, aux encoignures des portes cochères, dans les renfoncements des venelles tortueuses, et les marchands font prestement disparaître leurs étalages.

En un clin d'œil, le vent du désert est là, cinglant, fouettant,

arrachant, tondant échafaudages et barrières, pénétrant partout de ses minuscules particules sableuses, se faufilant dans les vêtements, sous les dents, dans les cheveux, faisant valser tout ce qui se trouve sur son passage. Même les chiens errants se sont tus, terrés, terrorisés, là où ils ont trouvé refuge. Amritsar la Sainte fait le gros dos en attendant que passe le mouvement d'humour des éléments. Quelques minutes plus tard, le voile se lève aussi soudainement qu'il était tombé, la ville retrouve son rythme et son éclat, le ciel reprend son incandescence d'avant la quinte de toux inopinée d'une nature décidément bien capricieuse.

Après plusieurs années d'interdiction aux touristes en raison de la montée du militantisme sikh et des vagues récurrentes de violence, Amritsar voit revenir les premiers étrangers avec un sourire oscillant entre la réserve et la curiosité. La ville garde un air un peu emprunté sous l'œil à demi vigilant de patrouilles de soldats écrasés de chaleur. Au crépuscule, les rondes

**EXPLORATOR**  
EXPEDITIONS

Du Yémen à la Terre de Feu, du Pamir au Botswana, de l'Éthiopie au Guatemala, du Sahara au Groenland, de la Mauritanie au Ladakh...

**PLUS DE 100 ITINÉRAIRES INÉDITS**

Brochure gratuite sur simple demande

EXPLORATOR 15, PLACE DE LA MADELEINE 75005 PARIS TEL: (1) 42.66.66.24

هكذا من الاجل



## SANS VISA

## ESCALES

## Fruits et légumes d'hier à aujourd'hui

Pour une fois, on pourra presque faire son marché à la campagne : fruits et légumes seront en situation dans un environnement à la fois champêtre et historique. Samedi 11 et dimanche 12 novembre, la Fête des fruits et légumes d'hier à aujourd'hui, au château de Beauregard, à 28 kilomètres au sud de Paris, permettra de faire connaissance avec des variétés oubliées.

Ce domaine a conservé son environnement d'origine : un jardin à la française, un pigeonnier et un potager célèbre qui accueille également des collections de narcisses, d'iris, de pivoines, de roses anciennes et de plantes aromatiques et condimentaires.

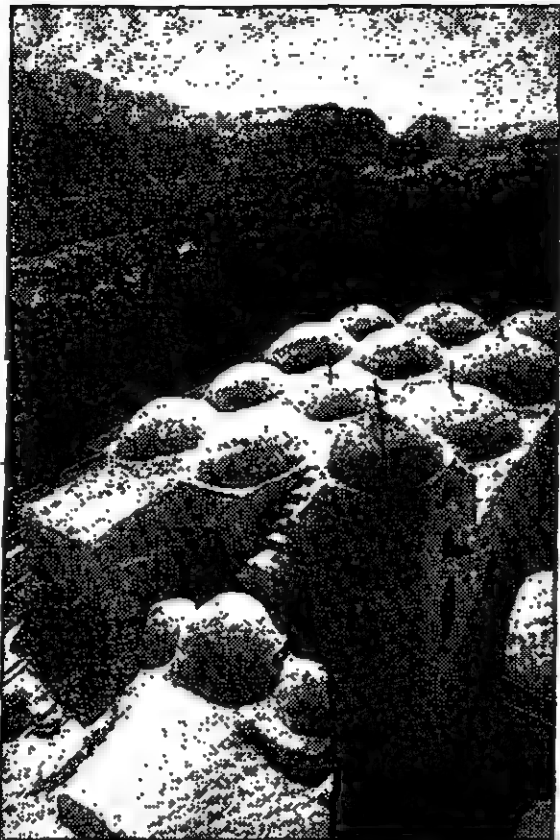
Participent à cette exposition des organismes de recherche, des vergers conservatoires, des pépiniéristes et des collectionneurs. Des expositions — fruits en cire d'Eric

Dumont, aquarelles sur bois de Dany Boucher et paysages du Val-d'Oise — des démonstrations de greffe sur table, de taille, des identifications d'espèces rares, des conseils de culture, des échanges de graines et des dégustations de tartes aux pommes et poires constituant l'animation appropriée de ces deux journées.

De Paris, on se rend au domaine de St-Jean-de-Beauregard (91940 Les Ulis) par l'autoroute A 10 ou la nationale 118 (sortie Les Ulis) puis par le département D 35 (tourner à gauche au carrefour après le centre commercial). De 10 heures à 18 heures, droit d'entrée de 30 F.

## La « troisième Egypte »

Trêve de pharaons et de minarets ! Il y a aussi l'Égypte chrétienne, l'Égypte copte puisque les descendants des Nilotiques évangélisés par saint Marc sont aujourd'hui six millions, entre Alexandrie et



Assouan, et que leur longue histoire est parsemée de monuments séduisants. L'Institut Khéops et la revue *Le Monde copte* proposent donc la découverte de cette « troisième Égypte » sur le thème « Monastères et pèlerinages ». De la mer Rouge au désert de Nîtrie, une douzaine de sites religieux, archéologiques, artistiques souvent de premier ordre, jamais visités par les non-coptes : le couvent Blanc de Sohag, la grotte de saint Antoine, inventeur du monachisme chrétien, les grands lieux de pèlerinage coptes de Haute-Égypte. Avec, pour guides, une copologue française et un architecte égyptologue égyptien. Prochain départ : 16 décembre. Durée du voyage : douze jours. Possibilité d'itinéraire à la carte. Prix par personne en chambre double : 13 660 F.

➤ Renseignements : Le Monde de l'Égypte, 20, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris. Tél. : (1) 43-26-76-37. La revue *Le Monde copte* (5, rue Champollion, 87000 Limoges)

vient de publier un numéro centré sur la femme copte qui constitue une bonne introduction à une incursion dans cette Égypte si méconnue. (100 pages illustrées, 50 F.)

## La Chartreuse avec des raquettes

Festival international du film d'Autrans — neige, glace, aventure et évasion — du 23 au 26 novembre. C'est le moment de sortir passe-montagne, moufles et raquettes. Légères et peu encombrantes, certaines imitées de leurs homologues canadiennes, les raquettes modernes sont plus efficaces en neige profonde que les skis de fond ou de randonnée. Elle sont aussi parfaites pour ceux qui ne pratiquent pas le ski et désirent découvrir la montagne hivernale.

Ils pourront, par exemple, traverser la Chartreuse (sept jours, 2 100 F) de Grenoble à Chambéry, sans

portage, avec Pedibus (Les Teppaz, Entremont-le-Vieux, 73670 Saint-Pierre-d'Entremont. Tél. : 79-65-85-58). L'itinéraire passe par Le Sappey, le col de Porte, Saint-Pierre-de-Chartreuse, Saint-Pierre-d'Entremont et le col du Granier. Un accompagnateur en montagne guide les randonneurs, auxquels on fournit des raquettes.

Pour découvrir le patrimoine du Dauphiné, l'archéologie gourmande à Vienne, le ski la nuit au collet d'Allevard ou la funiculaire la plus haute de France aux Deux-Alpes, on consultera trois brochures disponibles à la Maison Alpes Dauphiné (12, place André-Malraux, 75001 Paris. Tél. : 42-98-08-43) : Vacances actives (sept jours en demi-pension dans six hôtels du Vercors entre 2 100 F et 3 000 F), la neige autrement, pour des vacances sur ou hors piste et vos enfants seuls à la neige (sept jours en pension complète au centre de vacances, 2 105 F).

## GASTRONOMIE

**LE COMPTOIR DE L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI**  
ENTRE PONT-NEUF ET ODÉON  
CUISINE ET CADRE À LA MODE  
MENUS 92 F, 260 F. (Apéritif offert.)  
2, rue Christine-D. Tél. : 43-23-01-78

**La Villa Créole**  
CUISINE AUTHENTIQUE  
ambiance musicale agréable  
19, rue d'Antin, 2. 47-42-84-92

## Aux quatre coins de France

GRANDS VINS DE JURANÇON  
**CHATEAU DE ROUSSE**  
Direct, du producteur au consommateur.  
Qualité et millésime en et en millésime.  
1, LA RAT-LABONNETTE, 64110 JURANÇON.  
Tél. sur demande.

LES LYCÉES VITICOLES DE FRANCE  
se sont associés pour que vous puissiez  
consulter votre CAVI en une seule com-  
mande (Cordons, champagne, bouillottes,  
val-de-loire, cognac). Demandez les tarifs  
au GIE Club des Ecoles  
Lycée viticole, 17850 DAVAYE  
Tél. : 05-35-65-82

Commandez votre  
**CHAMPAGNE DES FÊTES**  
Priorité à la qualité  
Expression de la différence  
Élaboré en foudre de chêne  
Cuvée appréciée des amateurs

**CHAMPAGNE DU RÉDEMPTEUR**  
BLANC DE BLANC BRUT  
Toutes cuvées tarifs sur demande.  
CL. DUBOIS « Les Almansachs »  
VENTEUIL, 51200 ÉPERNAY  
Tél. : (03) 26-58-48-37

## VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

**Côte d'azur**  
06400 CANNES  
**HOTEL LIGURE \*\*\***  
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970-275  
FAX 93-39-19-48  
A 150 mètres du Palais des congrès,  
cristallin, insonorisé, chambres  
TV couleur. Tél. direct, minibar.

**NICE**  
**HOTEL LA MALMAISON**  
Best Western \*\*\*  
Hôtel de charme près mer,  
calme, grand confort.  
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-87-62-54 - Tél. 478-418  
Télécopie 93-16-17-99

**NICE**  
**HOTEL VICTORIA \*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. 93-84-39-50  
Petit centre-ville, calme,  
petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur,  
téléphone direct, minibar.

**Paris**  
**SORBONNE**  
**HOTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55

**Montagne**  
**06350 SAINT-VÉRAN**  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc rég. Sit. chât. Stat. village. Piste.  
fond. Plus hte comm. d'Europe 2040 m.

**LE VILLARD, tél. 92-45-82-08**  
Appt et chambres avec cuisine. Grill  
de 650 à 1 500 F/pers./semaine.

**BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62**  
Au départ des pistes de fond, demi-  
pension à partir de 1 400 F/pers./semaine.

**Grande-Bretagne**  
**LONDRES**  
**EDEN PLAZA HOTEL, 68 Queens-**  
gate, South Kensington, Londres SW 7.  
Tél. : 19-44-1-370-6111.  
Tél. : 916228. Fax : 370 6370.  
Hôtel moderne et accueillant près de  
Knightsbridge, Harrods, Hyde Park.

**Suisse**  
**LEYSIN (Alpes vaudoises)**  
1400 m. Hôtel Sylva \*\*\*  
(panoramique). Chambres très confort.  
Prix selon saison 80 à 120 F par pers. et séj.  
Familie Bonelli. Tél. : 19-41 25/34 11 36.  
Fax : 19-41 25/34 11 14.

**3920 ZERMATT-VALAIS**  
**HOTEL HOLIDAY**  
60 lits, situation tranquille et ensoleillée,  
à proximité du funiculaire Sunnegga.  
Chambres avec balcon, cuisine, bar,  
bain, w.c., radio, téléphone, TV. Hall  
d'accueil avec bar. Restaurant. Entrée  
gratuite dans une piscine couverte.  
Prix spéciaux en janvier de FS 70  
(env. FF 280) en demi-pension.  
Téléphone 1941/28/67 12 03.  
Familie R. Perren, tél. 472107.

## LA TABLE

## Scampi fritti

Pour dire le vrai, il s'agit de langoustines. On les préférera fraîches. Alors, méfiance...

Tous les ouvrages italiens de cuisine que je connais (en traduction) donnent des recettes de scampi (scampi oro, scampi fritti, scampi e zucchini) qui commencent ainsi : « Prenez des langoustines... »

Va donc pour langoustines (Nephrops norvegicus, pour les savants qui soulignent ainsi l'origine norvégienne). Seulement, des langoustines, il n'y en a jamais beaucoup en Méditerranée, et de moins en moins de nos jours ! C'est peut-être pour cela que certains auteurs tiennent à préciser que le scampo (singulier de scampi) est un crustacé de l'Adriatique qui n'est qu'une partie assez distincte de la Méditerranée.

Pascal Fayet (restaurant Sormani) estime probable que la friture de ces queues de petits crustacés ait été ramenée de Chine par Marco Polo (Venise est sur l'Adriatique !), que l'on ait utilisé là-bas, aussi, des petites cigales de mer (Scyllarides latus) moins rares, que ce nom de scampo enfin soit né de la déformation d'un mot céleste (1). Alors, lorsque l'on nous sert, à Paris, des scampi, que mangeons-nous vraiment ?

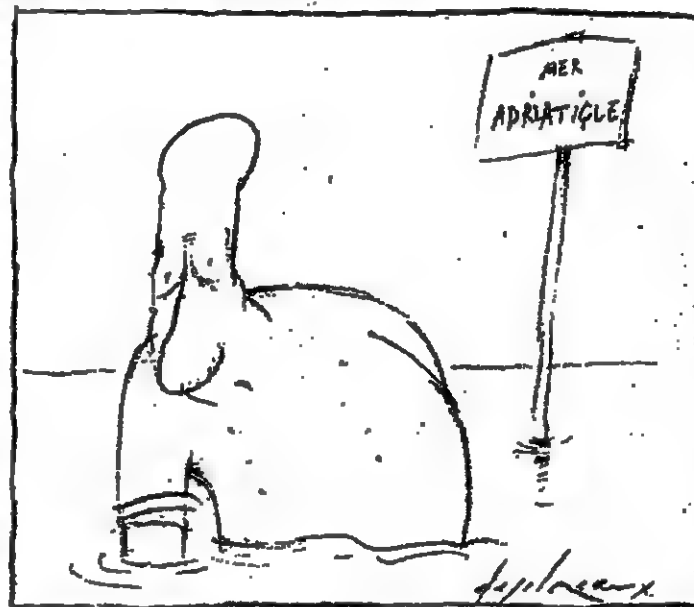
Des langoustines, quelquefois, mais bien souvent surgelées, des gambas, plus souvent, dans les maisons moins sérieuses, et tout autant surgelées. C'est, m'a soufflé Angelo Paracucci, le cuisinier de Pise, qui supervise la carte, à Paris, du Carpaccio, qu'il y a environ quinze langoustines au kilo pour une trentaine de gambas. Et M. Giordani (La Fontana) m'a confirmé que les scampi des pizzerias sont en effet des gambas et que trop de langoustines arrivent, à Rungis, surgelées (les restaurants indiens sont aussi preneurs pour remplacer en leurs recettes les énormes crevettes de l'océan indien).

Voilà ! Et si, dans un mauvais italien, l'on vous sert des gambas surgelées au lieu de fraîches langoustines... scampi, pour vous ! Mais notez plutôt ces meilleures adresses :

— Les scampi oro (dorés à l'œuf) de La main à la pâte (35, rue Saint-Honoré. Tél. : 45-08-85-73. Fermé le dimanche).

— Les scampi e zucchini fritti (aux courgettes frites) du Carpaccio (35, avenue Hoche. Tél. : 45-62-76-87).

— La friture de scampi et calamari de La fontana (26, Champs-Élysées. Tél. : 42-25-14-72).



A noter, à l'intention du consommateur français, que les langoustines françaises de l'Atlantique sont de chair blanche et les écossaises ou danoises de chair colorée.

— La friture de scampi et chipi-rous de SORMANI (4, rue du Général-Lanrezac. Tél. : 43-80-13-91. Fermé samedi et dimanche).

— Les scampi grillés ou fritti aux légumes du soleil du Florence (22, rue du Champ-de-Mars. Tél. : 45-51-52-69. Fermé dimanche et lundi).

— Les langoustines grillées au basilic de Conti (72, rue Lauriston. Tél. : 42-27-74-67. Fermé samedi et dimanche).

Et sachez qu'il y a de bonnes recettes de langoustines dans quelques restaurants français. Vous en trouverez aussi dans *Les Bons Plats de la mer*, de Jacques Le Déléclé, un très agréable livre qui vient de paraître chez Solar.

LA REYNIÈRE

(1) Il faut se méfier de l'origine et de la déformation des mots. J'avais écrit que l'escabeche venait de l'espagnol *escabechar* (le vrai mot est *desca-bechar* comme nous avons *déclarer* et *décapiter*). Plusieurs lecteurs m'assurent que le mot vient de l'arabe : *al-shibby* selon l'un, de *shibby* selon l'autre, terme lui-même emprunté au persan pour désigner un ragoût de viande au vinaigre. Peut-être, mais si les Espagnols, nombreux en Afrique du Nord, ont traduit ces mots, pour eux bizarres, en *escabeche*, n'est-ce pas parce qu'ils s'en servaient à leur manière de cuisine ? Et où trouver une recette de viande en escabeche ?

## MIETTES

● Gyronitres ! — Eh oui ! ce ne sont que des « sembles-morilles » (ils ne sont pas toujours que par dessiccation). Et ce lecteur a raison, qui voudrait que les restaurateurs indiquent sur leur carte s'il s'agit, dans leur cuisine, de vraies morilles et non de gyronitres.

● Un single malt nouveau. — Il vient d'arriver sur le marché français, le Burnnabain (douze ans d'âge).

● Sommelier d'Helvétie. — Eric Duret, du Cyné (l'excellent restaurant du Hilton Genève), vient d'être élu meilleur sommelier de Suisse.

● Lecteur furieux. De l'accueil, des prix et de la cuisine d'A Pombaline (en Algarve), qui l'ont incité à écrire tant au ministre portugais du tourisme qu'à celui de chez nous (qui n'en pourra mais, j'imagine !). Ainsi que du Donjon à Ebrecht.

● Magrets. — Les éleveurs landais ont décidément bien du mal à défendre leur magret de canard gras. Outre les faux magrets de canards de basse-cour ou d'élevage d'un peu partout en France, voici que des melins importent des magrets hongrois ou polonais, congelés ou traités au sel nitré (pour les garder roses). Tous les restaurants ou presque, pour suivre le mode (sacré) Daquin ! c'est sa faute !, ont à leur carte du magret. Combien de faux ? Et à quand une législation de vraie défense du consommateur ?

● Informetif. — Le Ranquet à Anduze, dans le Gard, est fermé jusqu'au 15 décembre pour d'importants travaux. Salons prévus et, pour avril 1990, quelques chambres dans un parc (tennis, hélicoptère, etc.). D'autre part, Eric et Catherine Genoux, qui étaient à Port-en-Bessin, viennent d'ouvrir à Nice L'Erigan (6, place Wilson). J'en reparlerai.

5<sup>e</sup> Salon des  
**ANTIQUAIRES**  
DE PARIS XVI<sup>e</sup>  
JARDINS DU RANELAGH  
Avenue Pradon - Métro Mouton  
du 3 au 13 Novembre 1989  
de 10 h à 18 h (dimanche 9 h à 14 h)  
sans aucune commission de 10 à 20 %

PARIS - NEW YORK À PARTIR DE 2395 F A/R

**DES PRIX TELLEMENT DISCRETS QU'ON LES VOIT PARTOUT.**

LOS ANGELES...A/S 1895 A/R 3590	BUENOS AIRES...A/S 3695 A/R 5095
SAN FRANCISCO...A/S 1895 A/R 3590	CARACAS...A/S 2895 A/R 4595
MIAMI...A/S 1695 A/R 3100	SANTIAGO...A/S 3795 A/R 6095
MONTREAL...A/S 1000 A/R 2890	SEYCHELLES...A/S 4950 A/R 4995
RIO DE JANEIRO...A/S 3195 A/R 4995	SYDNEY...A/S 4950 A/R 7995
MEXICO...A/S 2590 A/R 4695	ANTILLES...A/S 1490 A/R 2975

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS. DISPONIBILITÉS DE PLACES EN P-CLASSE ET CLASSE AVANTAGE. PRESTATIONS NOUVELLES ET LOGEMENTS DE VACANCES. CIRCUITS ET SÉJOURS À LA CARTE. POSSIBILITÉS DE RÉSERVATION ET DE VOTRE VOYAGE AU MEILLEUR PRIX. VOTRE CARTE BANCAIRE.

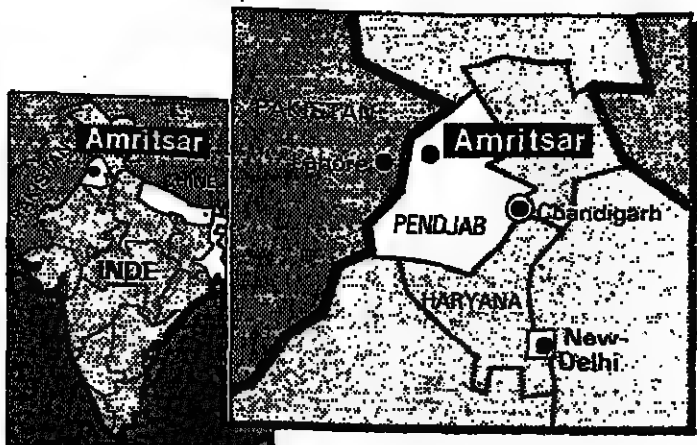
**ACCESS**  
VOYAGES

PARIS : MÉTRO ET RER CHÂTELET-LES HALLES,  
6, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS. Tél. (1) 4013 02 02.  
LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU. Tél. 7863 67 77



## SANS VISA

### VOYAGES



## Au cœur du pays sikh

Suite de la page 19

Aujourd'hui encore, les sikhs n'ont pas oublié. Souvenir moins connu, peut-être, mais qui revivra sans doute les amateurs, le fort Govindgarh a été édifié par des officiers français sur instructions précises de Ranjit Singh, au début du dix-neuvième siècle. Quelques minarets et une haute tour, Baba Atal, témoignent de l'influence musulmane, perceptible encore dans les mœurs et coutumes préervées dans les campagnes. Mais à Amritsar même, la vie moderne grignote le pittoresque d'autant, les derniers pousse-pousse à vélo ou à cheval cèdent le pas aux minibus japonais. Non loin du vieux hôtel Ritz et de la charmante Guest House, un nouvel hôtel s'est planté dans les faubourgs et dresse sa silhouette rectangulaire un peu patado au bord d'un carrefour poussiéreux et bruyant. Les chambres « de luxe » sont équipées d'un poste de télévision, et le palé du ventilateur au plafond rugit avec entrain au démarrage pour

s'essouffier à mesure qu'elle adopte un rythme de croisière.

En ville, les touristes sont encore rares depuis la levée, en juin dernier, de l'interdit qui les obligeait à laisser de côté la cité sacrée des sikhs. Les nouvelles générations d'habitants, nés après la partition, n'ont plus cette nostalgie des

anciens quand ils se remémorent les splendeurs de Lahore, à une petite soixantaine de kilomètres de là, mais échure au Pakistan lors du partage.

Depuis lors, une frontière hautement surveillée barre la route, et il ne reste plus que le souvenir qui s'estompé des jardins et palais de la ville patricienne voisine et désormais interdite. Les plus jeunes regardent vers l'est, vers la capitale Chandigarh, qui appartient pour moitié à l'Etat voisin d'Haryana : encore une pomme de discorde dans un long combat engagé pour davantage d'autonomie. Les plus radicaux se prennent à rêver d'un hypothétique Khalistan indépendant, et nourrissent d'autant une sourde vindicte à l'égard du pouvoir central, au loin à New-Delhi.

Et pendant ce temps, Amritsar prend son temps et insère dans la vie quotidiennement laborieuse de tous la dimension d'un espace sacré, où quand il s'arrête, ne serait-ce qu'un instant, le passant a tout loisir de s'abîmer dans la vision fugitive de son propre visage reflété dans le bassin du Har Mandir, le temple divin, peuplé de milliers de poissons que nul ne pêche. Amritsar, ou la « mer d'immortalité ».

CLAUDE R. LEVENSON  
et JEAN-CLAUDE BUHRER



### LIVRES

## Premier guide pour l'Afghanistan

Etat des lieux, histoire et mise à jour d'une destination encore interdite

VOICI un guide qui ne peut escorter aucun voyage et qui pourtant est des plus nécessaires. Présenter l'Afghanistan, en conter les légendes, les coutumes, l'histoire, en suivre les vallées, en explorer les montagnes et les déserts comme s'il s'agissait presque d'une contrée ordinaire constitue en soi un acte de foi.

Dix années de meurtres et de ruines, de tortures et d'infamies ont laissé le pays recouvert de ravages et les hommes les plus durs déposés de cette part d'après lumière qui les habitait avant l'invasion soviétique. Tandis que les combats se poursuivent et que d'obscurs traquenards entravent le mouvement de libération, ce livre restitue les vrais enjeux et revivifie la mémoire. D'emblée, Bernard Dupaigne et Gilles Rossignol disent l'évidence : « Quelconque » voyage en Afghanistan en conserve un souvenir ébloui.

Car cette région d'Asie centrale, depuis Hécat jusqu'au Pamir et de l'Amou Daria jusqu'à la passe de Khyber, semble faite d'un alliage si étrange d'espace et de temps que la beauté foudroyante des paysages en vient à exprimer la sédimentation des âges. Couloir de migrations, de conquêtes et d'échanges, l'Afghanistan est resté dans le sillage de ceux qui y sont passés : Alexandre et Açoka, Kanichka, Hiouen-Tsang, Gengis, Marco Polo, Tamerlan et Babour. La vie à Balkh ou à Barmân, à Tachkent ou à Kândehar suivait un rythme plus ample que celui des horloges. La nuit, on montait sur le toit des maisons de terre pour contempler les étoiles en silence et respirer à la verticale du ciel.

Le guide de Dupaigne et Rossignol propose plus qu'un parcours documenté, plus qu'un recensement méticuleux des diversités géographiques, ethniques et culturelles, il est le témoin exact et chaleureux de ce véritable art de vivre que les Afghans s'étaient donné et dont ils n'entendaient pas se voir déposés au nom d'un progrès sans joie ni ferveur. « L'homme, dans cette nature tantôt torride tantôt glaciale, n'est pas grand-chose et il le sait. Tout le caractère de l'Afghan s'est formé au contact de cette nature qu'il observe avec admiration. Dur à la tâche, travailleur, minutieux, recommençant sans cesse les travaux de l'agriculture et de l'irrigation, courageux parce que sa survie est en jeu ; mais aussi dur, impitoyable, tendu par le désir de conserver sa terre et ses troupeaux, querelleur quand il s'agit de défendre son bon droit et sa liberté. Ouvert vers les grands espaces, l'Afghan tient farouchement à sa terre et à son indépendance. »

les bouleversements imposés par les Soviétiques. Contrairement à nombre de « spécialistes » (ceux de la mission archéologique française notamment, qui se déshonorèrent en pactisant avec les occupants afin d'obtenir quelques miettes de désert à fouiller), ils restèrent fidèles à ceux qui les avaient si généreusement accueillis et ne se souciaient pas de négocier avec les bourreaux la suite de leurs carrières.

Le Guide de l'Afghanistan explore, donc, également en détail les mutations récentes et fournit le terrible état des lieux en 1989. Aux pertes humaines, il faut ajouter les déchirures du tissu social, l'anéantissement de vallées entières, la dévastation du patrimoine culturel. Entre mille autres exemples : les bombardements délibérés des mosquées et des tombeaux historiques de la région de Hécat. « Que dire devant cette destruction inutile des monuments qui n'avaient que le tort de rappeler aux Afghans leur histoire glorieuse, et au monde que la civilisation de Hécat en Afghanistan représentait un épanouissement comparable à celui de Florence à la même époque ? »

Voilà bien la fonction première de ce livre : restituer dans sa complexité et sa plénitude toute la réalité afghane.

ANDRÉ VELTER  
► Le Guide de l'Afghanistan, par Bernard Dupaigne et Gilles Rossignol, La Manufacture, 380 p., nombreuses illustrations, 150 F.

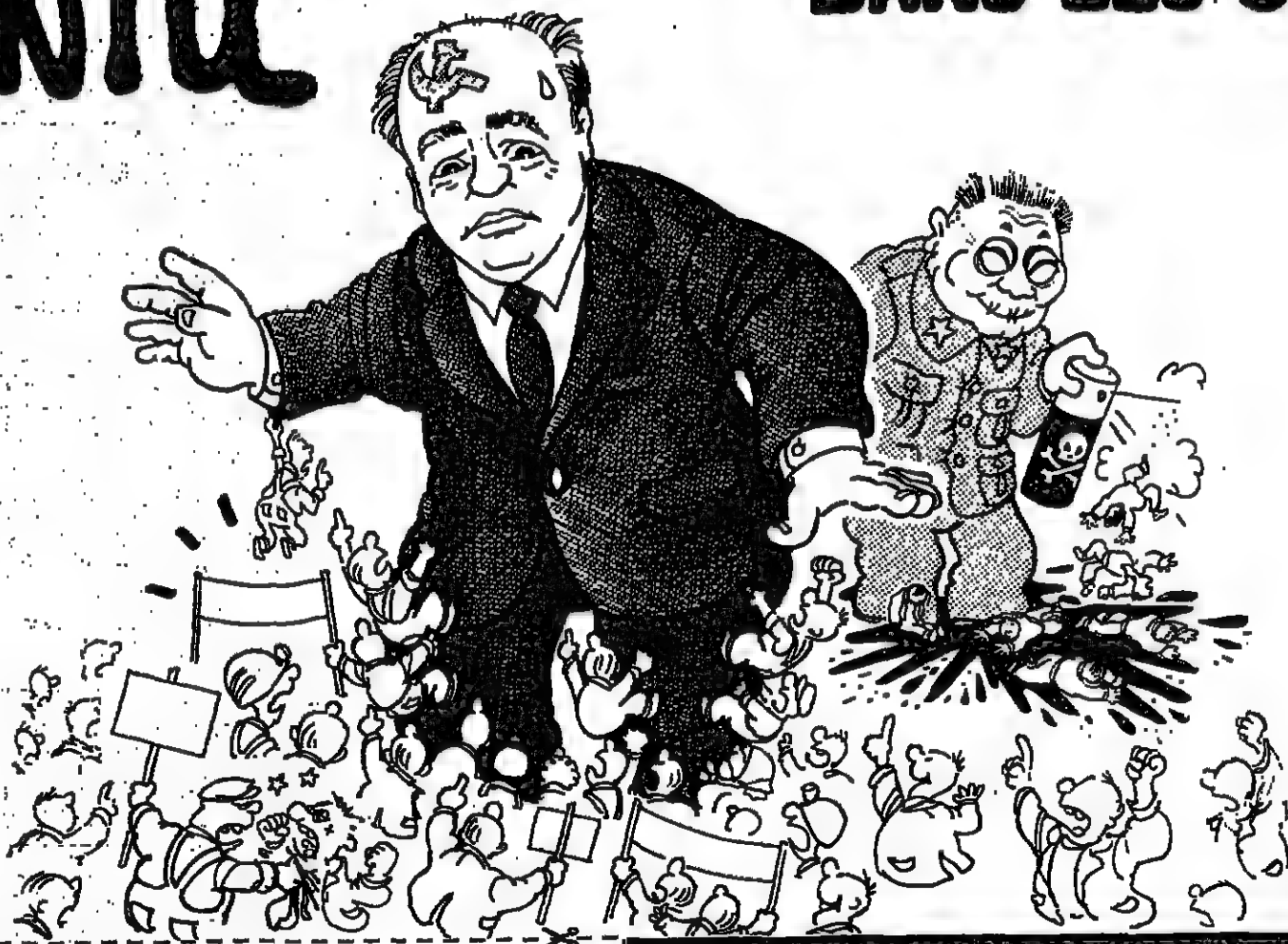
A signaler la réédition de « Champs-Flammarion » de l'excellent essai de Michael Barry consacré à la Résistance afghane (du Grand Moghol à l'invasion soviétique) : un ouvrage érudit et inspiré.

### Cohérence et grandeur

Familiers de l'Afghanistan où ils séjournèrent longtemps, Bernard Dupaigne et Gilles Rossignol étaient les mieux à même de réaliser cet ouvrage de synthèse qui ne laisse aucune question dans l'ombre, qui ne masque aucune des tares de la société traditionnelle, mais qui en souligne aussi la cohérence et la grandeur. Surtout, une fois venu le temps des destructions et des massacres, ils entreprennent des périples clandestins et diffusèrent informations et reportages sur les exactions et

# Le Monde PLANTU

## DES FOURMIS DANS LES JAMBES



BON DE COMMANDE PLANTU

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITÉ : \_\_\_\_\_  
NOMBRE D'EXEMPLAIRES : \_\_\_\_\_ X 50 F. frais de port inclus = \_\_\_\_\_ F.  
Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter. Bulletin et règlement à retourner à : Le Monde, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75437 Paris Cedex 03.

L'ALBUM 89

164 PAGES - 250 DESSINS

La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

هكذا من الاجل







# AGENDA

## CARNET DU MONDE

### Naissances

Le docteur Rodolphe STRUK et son épouse, sont heureux de faire part de la naissance de la sœur de

Barbara,

née le 25 octobre 1989, à 11 heures.  
5, rue du Carl-Volant,  
33210 Langon.

Fathia et  
Pierre BELLENGER,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Joël,

le 6 novembre 1989, à Paris-14.

Michel et Valérie GUGUES

ont la joie d'annoncer la naissance de

Martin,

le 3 novembre 1989, à Lyon.

13, allée Résidence-Récamier,  
69130 Ecully.

### Décès

Le cercle Bernard-Lazare,  
s'associe au deuil de la famille du

professeur  
Bernard BLUMENKRANZ,  
vice-président  
du cercle Bernard-Lazare.

Les obsèques auront lieu, à la  
demande, à Jérusalem, au mont des  
Olives.

Le MAPAM (Israël) y sera représenté  
par une importante délégation.  
(Le Monde du jeudi 9 novembre.)

La direction  
Et le personnel de l'Ecole normale  
supérieure de Fontenay-Saint-Cloud,  
ont le regret de faire part du décès de

M. Pierre FERRAN,  
maître de conférences à l'Ecole.

survenu brutalement le 8 novembre  
1989.

Il a fait don de son corps à la science.

### Deux disparitions

Lucien Pignon  
ancien député

Lucien Pignon, ancien député  
(PS) du Pas-de-Calais, est décédé,  
mardi 7 novembre, à Saint-Pol-  
sur-Ternoise (le Monde du 10 novembre).

[Né le 2 décembre 1914 à Saint-  
Pierre-Brouck (Nord), Lucien Pignon  
était inspecteur honoraire de l'éduca-  
tion nationale. Maire de Saint-Pol-  
sur-Ternoise depuis 1965, Lucien  
Pignon avait été élu à l'Assemblée  
nationale en 1973. Réélu en 1978 et en  
1981, il s'était retiré des bancs socia-  
listes. Il ne s'était pas représenté lors  
des élections législatives de juin 1986.

De 1973 à 1981, Lucien Pignon a  
été membre de l'Assemblée du Conseil  
de l'Europe et de l'Assemblée de  
l'Union de l'Europe occidentale  
(UEO). Il présida en 1981 la déléga-  
tion française du Conseil de l'Europe  
et de l'UEO.]

Xavier Serafino  
ancien maire de Bonifacio  
(Corse-du-sud)

Xavier Serafino, ancien maire de  
Bonifacio (Corse-du-Sud), ancien  
conseiller général de Corse, est  
décédé, mardi 7 novembre, à Mar-  
seille (le Monde du 10 novembre).

[Né le 8 novembre 1911 à Bonifa-  
cio, Xavier Serafino était chirurgien  
des hôpitaux et professeur honoraire à  
la faculté de médecine de Marseille.  
Maire de Bonifacio de 1977 à 1989, il  
avait été battu aux dernières élections  
municipales. Xavier Serafino avait été  
conseiller général de Corse de 1980 à  
1985, et élu membre de l'Assemblée de  
Corse en 1984 sur la liste de M. Fran-  
çois Cissolli, sénateur (MRG) et  
président du conseil général de Haute-  
Corse.]

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel  
du jeudi 9 novembre 1989 :

#### UN DÉCRET

Le N° 89-815 du 2 novembre  
1989 portant publication du proto-  
cole pour la répression des actes  
illicites de violence dans les aéro-  
ports servant à l'aviation civile  
internationale, complémentaire à la  
convention pour la répression  
d'actes illicites dirigés contre la  
sécurité de l'aviation civile, faite à  
Montréal le 23 septembre 1971,  
signé à Montréal le 24 février  
1988.

#### UNE CIRCULAIRE

Le N° 2 du 2 octobre 1989 portant  
modification de la circulaire du  
14 janvier 1983 relative aux aides  
financières publiques aux investis-  
sements des pêcheurs maritimes.

La comtesse Pierre du Bouzet,  
son épouse,

M. Jean-Pierre du Bouzet

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Patrick du Bouzet

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Ivan Braca

et leurs enfants,

M. Christian du Bouzet,

M. et M<sup>me</sup> Peter Meakin

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Jean-François David

et leurs enfants,

M. Jean-François du Bouzet,

M. et M<sup>me</sup> Gilles Bouhours

et leur fils,

ont la douleur d'annoncer le rappel à

Dieu, le 30 octobre 1989, à Neuilly-sur-  
Seine, dans sa quatre-vingt-troisième

année, du

comte Pierre du BOUZET,

croix de guerre 1914-1918,

médaille militaire.

La cérémonie religieuse a eu lieu le

vendredi 3 novembre, à 9 heures, en

l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-  
sur-Seine.

L'inhumation a eu lieu dans l'inti-  
mité, à Cauterets (Gers), dans le

caveau de famille.

« Seigneur, entre tes mains je

remets mon esprit. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, avenue du Parc-de-Saint-James,  
92200 Neuilly-sur-Seine.

— Bernard Flo,

Erica Flo-Soldevik,

leurs enfants et petits-enfants,

Michelle Flo,

M. et M<sup>me</sup> Claude Meunier

et leurs enfants,

Robert Flo,

Mario-Thérèse Flo-Wolff

et leurs enfants,

Edith et Cécile Bernardini,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri FILLI,

chevalier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1914-1918,

médaille militaire,

leur père, grand-père et beau-frère.

La cérémonie religieuse sera céle-  
brée le mardi 14 novembre à 8 h 30, en

l'église Saint-Cécile, 44, rue de l'Est,  
à Boulogne (Hauts-de-Seine).

Ni fleurs ni couronnes.

— Le 28 octobre, à Ceyreste

(Bouches-du-Rhône), nous quitte

brusquement

Pierre FRIBOURG

(1912-1989),

ancien résistant,

fondateur et directeur

du journal *Le Magazine*,

concluseur

de la commune d'Albagne.

Se famille.

Ses amis,

sont dans la peine.

— Le professeur Daniel Kurtz,

M. Jean-Emmanuel et Nicolas

Kurtz,

seuls enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Thérèse KURTZ,

née Rosenberg,

survenue le 5 novembre 1989, à Stras-  
bourg.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité.

4, avenue d'Alsace,  
67000 Strasbourg.

### INSTITUT

M. Jean Cau candidat

à l'Académie française

L'Académie française vient

d'enregistrer la candidature de

l'écrivain et journaliste Jean Cau

au fauteuil d'Edgar Faure, décédé

le 30 mars 1988. Le scénariste et

auteur de chansons Jean-Loup

Dabadie est également candidat

pour cette élection qui aura lieu le

7 décembre, en même temps que

celle du successeur de Thierry

Mauclair.

An cours de sa séance du jeudi

9 novembre, l'Académie a attribué

le Grand Prix de la francophonie à

l'écrivain scientifique canadien

Hubert Reeves.

### LEGION D'HONNEUR

#### Ministère de la défense

Est élevé à la dignité de grand offi-  
cier :

M. Jean Sari, colonel.

Le docteur et M<sup>me</sup> Michel Levy.

M. et M<sup>me</sup> Bertrand Levy,

seuls enfants,

Véronique et Michel Levy-Donne,

Vincent, Valérie, Thomas, Antoine,

Martin, Benjamin, Clément, Elixane

Levy, Laura Donne,

seuls petits-enfants et arrière-petits-  
enfants,

ont la grande tristesse de faire part du

décès de

M<sup>me</sup> René LEVY,

née Pascale Bhan.

survenue dans sa quatre-vingt-septième

année.

L'inhumation a été faite au cime-  
tière israélite de Metz, le 3 novembre

1989.

Nous remercions à votre souvenir la

mémoire de son épouse, le

docteur René LEVY,

décédé en 1972.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Axel Ganz,

M. Robert Fieser,

La rédaction du magazine *Géo*.

Et les collaborateurs de *Prisma*

*Prisma*,

ont la tristesse et le regret de faire part

du décès de

Jacques (Jaime) OLIVER,

survenu le 1<sup>er</sup> novembre 1989, à l'âge

de soixante et un ans.

Ses amis seront présents à l'incinéra-  
tion, qui aura lieu le mercredi

15 novembre, à 8 h 30, au crématorium

du Père-Lachaise.

[Né à Bercy, Jacques Oliver a com-  
plété un cursus de journaliste à l'école de

l'information, avant de rejoindre le *Service*

général de presse, puis l'Agence France

Presse et le *Télégramme économique*. En

1979, l'année de création de *Géo*, il entre à

Le Père Jean-Luc LUDUC,

franciscain,

est entré dans la paix de Dieu, le

9 novembre 1989, à l'âge de soixante-  
dix-huit ans, après cinquante-cinq ans de

vie religieuse et dix-huit ans de sacer-  
dote.

De la part des

Pères provinciaux des franciscains

de Lyon et de Paris,

Ses frères de la custodie du Maroc,

De ses frères, sœurs et belles-sœurs,

De ses nombreux amis,

Et de la communauté franciscaine,

7, rue Marie-Rose, Paris-14<sup>e</sup>, où aura

lieu la messe de funérailles, le lundi

13 novembre, à 10 h 30.

— Commercy. RASBANS. Paris.

Metz.

M<sup>me</sup> Paul Leichmann,

Le docteur et M<sup>me</sup> Georges-Aimery

Leichmann

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Francis Halphen

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Michel Varnas

et leurs filles,

M<sup>me</sup> Ernest Michel,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Paul LEICHTMANN,

survenu le 4 novembre 1989, à Ra-  
nana (Israël).

L'inhumation a eu lieu le 6 novem-  
bre, à Rannana.

— Metz. Paris. Rouen. Strasbourg.

Le docteur et M<sup>me</sup> Michel Levy.

M. et M<sup>me</sup> Bertrand Levy,

seuls enfants,

Véronique et Michel Levy-Donne,

Vincent, Valérie, Thomas, Antoine,

Martin, Benjamin, Clément, Elixane

Levy, Laura Donne,

seuls petits-enfants et arrière-petits-  
enfants,

ont la grande tristesse de faire part du

décès de

M<sup>me</sup> René LEVY,

née Pascale Bhan.

survenue dans sa quatre-vingt-septième

année.

L'inhumation a été faite au cime-  
tière israélite de Metz, le 3 novembre

1989.

Nous remercions à votre souvenir la

mémoire de son épouse, le

docteur René LEVY,

décédé en 1972.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Axel Ganz,

M. Robert Fieser,

La rédaction du magazine *Géo*.

Et les collaborateurs de *Prisma*

*Prisma*,

ont la tristesse et le regret de faire part

du décès de

Jacques (Jaime) OLIVER,

survenu le 1<sup>er</sup> novembre 1989, à l'âge

de soixante et un ans.

Ses amis seront présents à l'incinéra-  
tion, qui aura lieu le mercredi

15 novembre, à 8 h 30, au crématorium

du Père-Lachaise.

[Né à Bercy, Jacques Oliver a com-  
plété un cursus de journaliste à l'école de

l'information, avant de rejoindre le *Service*

général de presse, puis l'Agence France

Presse et le *Télégramme économique*. En

1979, l'année de création de *Géo*, il entre à

la rédaction de ce magazine, dont il devient

chef de service. Jacques Oliver a été par-

ticulièrement spécialisé dans les articles

sur l'Afrique et l'Amérique latine.]

— M<sup>me</</sup>



هكذا من الاعمال

24 Le Monde • Samedi 11 novembre 1989

# Le Monde

## de la Révolution française

### au sommaire du n°11

**Le Monde**

**N°11**  
MENSUEL  
NOVEMBRE  
SPÉCIAL

**de la Révolution française**

Religion et Révolution

## DIEU PERD LA RAISON

**LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME**

**LA GAZETTE DU BICENTENAIRE**

**NOVEMBRE 1989**  
30 F — Mensuel

**EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**

### L'ALMANACH DE 1789 :

● Politique : la sortie du provisoire, la question des municipalités et celle des biens du clergé. ● Société : le redécoupage de la France en 83 départements. ● Etranger : les voyageurs de la Révolution ; qui sont ces Allemands, Américains, Italiens qui se précipitent pour voir s'édifier la France nouvelle ? ● Culture : de l'auteur d'œuvres légères au journaliste, Jean-Baptiste Louvet. ● Portraits : Camille Desmoulins, l'intellectuel en politique, Panckoucke, Talma, Malouet.

### LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

● La liberté religieuse. Comment, de pilier de l'Etat absolutiste, le catholicisme est-il devenu une religion comme les autres ? La Constitution civile du clergé, par François Furet. La déchristianisation de l'an II, par Michel Vovelle. Image et réalité de ce que l'on a appelé « religion révolutionnaire », par Mona Ozouf. L'homme du thème : Rabaut Saint-Etienne, un des rares pasteurs protestants à l'Assemblée, par Marcel Gauchet. Quelle est la position actuelle de l'Eglise sur les droits de l'homme ? Un entretien entre François Furet et Jean-Marie Lustiger tente d'y répondre en centrant le débat sur la question des mœurs.

### LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

La commémoration de Valmy en images et en questions. La découverte d'une peinture politique à l'ombre du grand maître David, à Montauban. La deuxième chronique-bilan de la commémoration, et les rendez-vous d'automne du Bicentenaire à Paris et en province.

**NOVEMBRE 1989**  
**30 F — Mensuel**

**EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**



# AGENDA

VENDREDI 10 NOVEMBRE

## CINÉMA

### LA CINÉMATHEQUE

**PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-26).**  
 La Mousson (1939, v.o.), de Clarence Brown, 16 h; Paris les fardes les uns des autres (1987, v.o. a.r.), de Louis Warkis, 19 h; La Merle du port (1949), de Marcel Carné, 21 h.  
**SALLE GARNIER, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)**  
 Révoltes, Révolutions, Cinéma: Grand Soir et Petit Matin (1978), de William Klein, 14 h 30; Arsenal, la révolte de Janvier à Kew, 1918 (1929), d'Alexandre Dovzokov, 17 h 30; la Chute de la dynastie des Romanov (1927, v.o. traduction simultanée), d'Esther Choub, 20 h 30.  
**Vidéothèque de Paris (40-26-34-30)**  
 Le Paris des années 30: Marcel Proust: Portrait-souvenir Marcel Proust (1981), de Gérard Herzog, 14 h 30; Trois Portraits: Un Parisien nommé Jacques Laurent (1987), d'Oliver Masquelier, 14 h 30; Jean-Paul Sartre (1984), de Gilles Baur, 17 h 30; Jean-Paul Sartre 1978-1987 (1988), de Jean-Marie Drot, 18 h 30; Roland Barthes: la Mandarine et la Coquille (1979), de Jean-Frédéric Sarrat, 19 h 30; Jean-Paul Sartre (1983), de Nicolas Klotz, Logique de l'écrit (1983), de Christophe Lottin, 19 h 30; Henry Miller: Henry Miller, l'odyssée (1989), de Robert Snyder, 20 h 30.

### EXCLUSIVITÉS

**ABYSS (A., v.o.):** Forum Horizon, 14 (45-08-57-57); UGC Danon, 14 (42-25-10-30); UGC Normandie, 14 (45-63-18-18); v.f.: Rex, 2 (42-33-33-33); Paramount Opéra, 2 (47-42-58-31); Fauvette Bie, 13 (43-31-50-74); Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).  
**ALLICE (Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.f.):** Forum Opéra, 14 (42-33-33-33); Chococh, 14 (46-33-10-82); UGC Normandie, 14 (45-63-18-18); v.f.: Rex, 2 (42-33-33-33); Paramount Opéra, 2 (47-42-58-31); Fauvette Bie, 13 (43-31-50-74); Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).  
**ASTÉRIX ET LE COUP DU MÉNÉPHRE (Fr.):** Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31); Rex, 2 (42-33-33-33); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); Fauvette Bie, 13 (43-31-50-74); Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).  
**LA FEMME NIKITA (Fr.):** Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31); Rex, 2 (42-33-33-33); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); Fauvette Bie, 13 (43-31-50-74); Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).  
**LA FEMME NIKITA (Fr.):** Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31); Rex, 2 (42-33-33-33); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); Fauvette Bie, 13 (43-31-50-74); Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).

### PARIS EN VISITES

**SAMEDI 11 NOVEMBRE**  
 «La Grande Arche et la Défense», 11 heures, RER Défense, sortie L (P.-Y. Jussat).  
 «Une heure au Père-Lachaise», 11 heures, 14 heures et 16 heures, boulevard de Ménilmontant, porte principale (V. de Langlade).  
 «L'Opéra Garnier», 11 heures, hall d'entrée (M. Polver).  
 «Salon de la miniature de la marine et de la place Louis-XV», 14 h 30, 2 place de la Concorde (Union postale 45-57-93, Carte d'identité (D. Bouchard)).  
 «De la place Dauphine au couvent des Grands-Augustins», 14 h 30, métro Pont-Neuf (Paris pironneuse et insolite).  
 «La Défense, une ville du vingt et unième siècle», 14 h 30, RER, sortie 9 (D. Fierstein).  
 «Notre-Dame, témoin de l'évolution des temples», 15 heures, sortie métro Cité (H. Heulder).  
 «L'Opéra de Garnier», 15 heures, en haut des marches (Tourist-Info).  
 «Musée de la guerre, quartier d'artistes», 15 heures, métro Abbesses (C. Mariel).  
 «La maison de Clemenceau», 15 heures, 8, rue Franklin (Approche de l'art).  
 «La Palais-Royal et son quartier», 15 heures, grille du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et costumes).  
 «Ruelles et jardins du vieux Belleville», 15 heures, sortie métro Télégraphe (Régénération du passé).  
 «Ateliers d'artistes, jardins secrets et curiosités de Montparnasse», 15 heures, métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
 «Académie française et Institut», 15 heures, 23, quai Conti (P.-Y. Jussat).  
**MOMENTS HISTORIQUES**  
 «Promenade dans le quartier chinois», 15 heures, la médiane arrondissement, 15 heures, sortie métro Porte-de-Chaillot, côté par le boulevard Malesherbes.  
 «Le parc Montsouris en automne», 15 heures, sortie RER Cité-Universitaires.  
 «L'Observatoire de Meudon dans le château de Louvois: lunette géante et orangerie», 15 heures, entrée, place Janssen (Gira Montparnasse, 14 h 24, arrêt Meudon-Belleval).  
**DIMANCHE 12 NOVEMBRE**  
 «La peinture vénitienne, de Paolo Veneziano à Tiziano», 10 h 30, Musée de Louvre, Porte Jeune (P.-Y. Jussat).  
 «Pyramide, Louvre médiéval et appartements royaux», 10 h 30, sortie métro Palais-Royal (D. Bouchard).  
 «Peinture française, de Watteau à David», 10 h 30, David la Pyramide du Louvre (M. Polver).  
 «Exposition David au Louvre», 11 heures, métro Louvre (M.-C. Lasserre).  
 «Une heure au Père-Lachaise», 11 heures, boulevard de Ménilmontant, porte principale (V. de Langlade).  
 «Le Père-Lachaise gastronomique», 14 h 30, boulevard de Ménilmontant, porte principale (V. de Langlade).

**AUSTRALIA (Fr.-Bel.):** UGC Rotonde, 8 (45-74-84-84); UGC Normandie, 8 (45-63-18-18).  
**BAGDAD CARÉ (A., v.o.):** La Triomphe, 8 (45-62-45-78).  
**LES BAISSERS DE SECOURS (Fr.):** Saint-André-des-Arts II, 8 (43-28-30-25).  
**BAPTÊME (Fr.):** Lucerna, 8 (45-44-57-84); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).  
**BATMAN (A., v.o.):** George V, 8 (45-62-41-46); v.f.: George V, 8 (45-62-41-46); Hollywood Boulevard, 8 (47-70-10-41); UGC Gobelines, 13 (43-38-23-44); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).  
**BREVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol. v.o.):** Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31); Saint-André-des-Arts I, 8 (43-28-48-18); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); La Bastille, 11 (45-07-48-60); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).  
**BURNING SECRET (Brit. v.o.):** Chococh, 8 (45-33-10-82).  
**CALME BLANC (A., v.o.):** 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-33); 17 République, 11 (49-05-51-33); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).  
**CAMILLE CLAUDEL (Fr.):** Elysées Lincoln, 8 (43-59-38-14).  
**CHER DE FLEUR (A., v.f.):** La Nouvelle Mandoline, 8 (47-70-12-86).  
**CINÉMA PARADISO (Fr.-It. v.o.):** Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-33); George V, 8 (45-62-41-46); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58); Sept Parnassiens, 14 (43-38-23-44); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); UGC Maillet, 17 (47-48-08-08); v.f.: Pathé Française, 8 (47-70-33-88); Les Nation, 12 (43-43-01-58); UGC Gobelines, 13 (43-38-23-44); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).  
**COMÉDIE D'AMOUR (Fr.):** Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Pathé Hautes-Frédéric, 6 (46-33-78-38); UGC Rotonde, 8 (45-74-84-84); Saint-Lazare-Passquier, 8 (43-59-19-08); UGC Berric, 8 (45-62-28-40); UGC Opéra, 8 (45-74-85-40); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); UGC Gobelines, 13 (43-38-23-44); Métro, 14 (45-33-33-33); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); La Gambetta, 20 (46-38-10-86).  
**COMÉDIE D'ÉTÉ (Fr.):** Epée de Bois, 8 (43-37-57-47).  
**LE CURSIVIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (It. v.o.):** Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-33); 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Images, 15 (45-22-46-01).  
**NOÛVE BLANCHE** Film français de Jean-Claude Brisson: Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Pathé Média, 14 (45-62-41-46); Pathé Hautes-Frédéric, 6 (46-33-78-38); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).  
**LES FILMS NOUVEAUX**  
**LE DERNIER CHEMIN DE WALTER** Film allemand de Christian Wagner, v.o.: Saint-André-des-Arts I, 8 (43-28-48-18).  
**LES INDIANS** Film américain de David Ward, v.o.: Forum Opéra, 14 (42-33-42-26); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); Rex, 2 (42-33-33-33); UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Paramount Opéra, 2 (47-42-58-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); UGC Gobelines, 13 (43-38-23-44); Métro, 14 (45-33-33-33); UGC Convention, 15 (44-74-83-40).  
**LA LOI CRIMINELLE** Film américain de Martin Campbell, v.o.: Forum Opéra, 14 (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-33); 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Images, 15 (45-22-46-01).  
**NOÛVE BLANCHE** Film français de Jean-Claude Brisson: Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Pathé Média, 14 (45-62-41-46); Pathé Hautes-Frédéric, 6 (46-33-78-38); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).  
**LES FILMS NOUVEAUX**  
**LE DERNIER CHEMIN DE WALTER** Film allemand de Christian Wagner, v.o.: Saint-André-des-Arts I, 8 (43-28-48-18).  
**LES INDIANS** Film américain de David Ward, v.o.: Forum Opéra, 14 (42-33-42-26); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); Rex, 2 (42-33-33-33); UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Paramount Opéra, 2 (47-42-58-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); UGC Gobelines, 13 (43-38-23-44); Métro, 14 (45-33-33-33); UGC Convention, 15 (44-74-83-40).  
**LA LOI CRIMINELLE** Film américain de Martin Campbell, v.o.: Forum Opéra, 14 (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-33); 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Images, 15 (45-22-46-01).  
**NOÛVE BLANCHE** Film français de Jean-Claude Brisson: Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Pathé Média, 14 (45-62-41-46); Pathé Hautes-Frédéric, 6 (46-33-78-38); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).

**COMÉDIE D'ÉTÉ (Fr.):** Epée de Bois, 8 (43-37-57-47).  
**LE CURSIVIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (It. v.o.):** Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-33); 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Images, 15 (45-22-46-01).  
**NOÛVE BLANCHE** Film français de Jean-Claude Brisson: Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Pathé Média, 14 (45-62-41-46); Pathé Hautes-Frédéric, 6 (46-33-78-38); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).  
**LES FILMS NOUVEAUX**  
**LE DERNIER CHEMIN DE WALTER** Film allemand de Christian Wagner, v.o.: Saint-André-des-Arts I, 8 (43-28-48-18).  
**LES INDIANS** Film américain de David Ward, v.o.: Forum Opéra, 14 (42-33-42-26); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); Rex, 2 (42-33-33-33); UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Paramount Opéra, 2 (47-42-58-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); UGC Gobelines, 13 (43-38-23-44); Métro, 14 (45-33-33-33); UGC Convention, 15 (44-74-83-40).  
**LA LOI CRIMINELLE** Film américain de Martin Campbell, v.o.: Forum Opéra, 14 (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-33); 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Images, 15 (45-22-46-01).  
**NOÛVE BLANCHE** Film français de Jean-Claude Brisson: Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Pathé Média, 14 (45-62-41-46); Pathé Hautes-Frédéric, 6 (46-33-78-38); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).  
**LES FILMS NOUVEAUX**  
**LE DERNIER CHEMIN DE WALTER** Film allemand de Christian Wagner, v.o.: Saint-André-des-Arts I, 8 (43-28-48-18).  
**LES INDIANS** Film américain de David Ward, v.o.: Forum Opéra, 14 (42-33-42-26); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); Rex, 2 (42-33-33-33); UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Paramount Opéra, 2 (47-42-58-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); UGC Gobelines, 13 (43-38-23-44); Métro, 14 (45-33-33-33); UGC Convention, 15 (44-74-83-40).  
**LA LOI CRIMINELLE** Film américain de Martin Campbell, v.o.: Forum Opéra, 14 (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-33); 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Images, 15 (45-22-46-01).  
**NOÛVE BLANCHE** Film français de Jean-Claude Brisson: Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Pathé Média, 14 (45-62-41-46); Pathé Hautes-Frédéric, 6 (46-33-78-38); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).

**COMÉDIE D'ÉTÉ (Fr.):** Epée de Bois, 8 (43-37-57-47).  
**LE CURSIVIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (It. v.o.):** Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-33); 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Images, 15 (45-22-46-01).  
**NOÛVE BLANCHE** Film français de Jean-Claude Brisson: Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Pathé Média, 14 (45-62-41-46); Pathé Hautes-Frédéric, 6 (46-33-78-38); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).  
**LES FILMS NOUVEAUX**  
**LE DERNIER CHEMIN DE WALTER** Film allemand de Christian Wagner, v.o.: Saint-André-des-Arts I, 8 (43-28-48-18).  
**LES INDIANS** Film américain de David Ward, v.o.: Forum Opéra, 14 (42-33-42-26); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); Rex, 2 (42-33-33-33); UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Paramount Opéra, 2 (47-42-58-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); UGC Gobelines, 13 (43-38-23-44); Métro, 14 (45-33-33-33); UGC Convention, 15 (44-74-83-40).  
**LA LOI CRIMINELLE** Film américain de Martin Campbell, v.o.: Forum Opéra, 14 (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-33); 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Images, 15 (45-22-46-01).  
**NOÛVE BLANCHE** Film français de Jean-Claude Brisson: Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Pathé Média, 14 (45-62-41-46); Pathé Hautes-Frédéric, 6 (46-33-78-38); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).

**48-60):** Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); v.f.: Bretagne, 8 (42-22-57-37); Gaumont Convention, 15 (44-74-83-40).  
**DERNIÈRE SORTIE POUR BROOKLYN** (A., v.o.): Forum Horizon, 14 (45-08-57-57); UGC Danon, 14 (42-25-10-30); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); v.f.: UGC Convention, 15 (44-74-83-40).  
**LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE: LA SUITE (A., v.o.):** La Triomphe, 8 (45-62-45-78); Sept Parnassiens, 14 (43-38-23-44); UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Paramount Opéra, 2 (47-42-58-31); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).  
**DO THE RIGHT THING (A., v.o.):** Chococh, 8 (45-33-10-82); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).  
**ERIK LE VIKING (Brit. v.o.):** Forum Opéra, 14 (42-33-42-26); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08).  
**ESCLAVES DE NEW YORK (A., v.o.):** Chococh, 8 (45-33-10-82); Utopia Champollion, 5 (43-28-84-85).  
**LA FILLE DE QUINZE ANS (Fr.):** Epée de Bois, 8 (43-37-57-47); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).

**LES FILMS NOUVEAUX**  
**LE DERNIER CHEMIN DE WALTER** Film allemand de Christian Wagner, v.o.: Saint-André-des-Arts I, 8 (43-28-48-18).  
**LES INDIANS** Film américain de David Ward, v.o.: Forum Opéra, 14 (42-33-42-26); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); Rex, 2 (42-33-33-33); UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Paramount Opéra, 2 (47-42-58-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); UGC Gobelines, 13 (43-38-23-44); Métro, 14 (45-33-33-33); UGC Convention, 15 (44-74-83-40).  
**LA LOI CRIMINELLE** Film américain de Martin Campbell, v.o.: Forum Opéra, 14 (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-33); 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Images, 15 (45-22-46-01).  
**NOÛVE BLANCHE** Film français de Jean-Claude Brisson: Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Pathé Média, 14 (45-62-41-46); Pathé Hautes-Frédéric, 6 (46-33-78-38); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).  
**LES FILMS NOUVEAUX**  
**LE DERNIER CHEMIN DE WALTER** Film allemand de Christian Wagner, v.o.: Saint-André-des-Arts I, 8 (43-28-48-18).  
**LES INDIANS** Film américain de David Ward, v.o.: Forum Opéra, 14 (42-33-42-26); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); Rex, 2 (42-33-33-33); UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Paramount Opéra, 2 (47-42-58-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); UGC Gobelines, 13 (43-38-23-44); Métro, 14 (45-33-33-33); UGC Convention, 15 (44-74-83-40).  
**LA LOI CRIMINELLE** Film américain de Martin Campbell, v.o.: Forum Opéra, 14 (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-33); 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Images, 15 (45-22-46-01).  
**NOÛVE BLANCHE** Film français de Jean-Claude Brisson: Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Pathé Média, 14 (45-62-41-46); Pathé Hautes-Frédéric, 6 (46-33-78-38); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).

**COMÉDIE D'ÉTÉ (Fr.):** Epée de Bois, 8 (43-37-57-47).  
**LE CURSIVIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (It. v.o.):** Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-33); 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Images, 15 (45-22-46-01).  
**NOÛVE BLANCHE** Film français de Jean-Claude Brisson: Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Pathé Média, 14 (45-62-41-46); Pathé Hautes-Frédéric, 6 (46-33-78-38); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).  
**LES FILMS NOUVEAUX**  
**LE DERNIER CHEMIN DE WALTER** Film allemand de Christian Wagner, v.o.: Saint-André-des-Arts I, 8 (43-28-48-18).  
**LES INDIANS** Film américain de David Ward, v.o.: Forum Opéra, 14 (42-33-42-26); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); Rex, 2 (42-33-33-33); UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Paramount Opéra, 2 (47-42-58-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); UGC Gobelines, 13 (43-38-23-44); Métro, 14 (45-33-33-33); UGC Convention, 15 (44-74-83-40).  
**LA LOI CRIMINELLE** Film américain de Martin Campbell, v.o.: Forum Opéra, 14 (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-33); 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Images, 15 (45-22-46-01).  
**NOÛVE BLANCHE** Film français de Jean-Claude Brisson: Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2 (47-42-52-32); Pathé Média, 14 (45-62-41-46); Pathé Hautes-Frédéric, 6 (46-33-78-38); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).

**I WANT TO GO HOME (Fr., v.o.):** 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-33).  
**INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.):** Forum Horizon, 14 (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31); Rex, 2 (42-33-33-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); UGC Danon, 14 (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46); UGC Normandie, 8 (45-63-18-18); Max Linder Panorama, 8 (48-24-88-88); La Bastille, 11 (43-07-48-60); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); UGC Danon, 14 (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46); UGC Normandie, 8 (45-63-18-18); Max Linder Panorama, 8 (48-24-88-88); La Bastille, 11 (43-07-48-60); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); UGC Danon, 14 (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46); UGC Normandie, 8 (45-63-18-18); Max Linder Panorama, 8 (48-24-88-88); La Bastille, 11 (43-07-48-60); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); UGC Danon, 14 (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46); UGC Normandie, 8 (45-63-18-18); Max Linder Panorama, 8 (48-24-88-88); La Bastille, 11 (43-07-48-60); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); UGC Convention, 15 (44-74-83-40); UGC Danon, 14 (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46); UGC Normandie, 8 (45-63-18-18); Max Linder Panorama, 8 (48-24-88-88); La Bastille, 11 (43-07-48-60); 14 Juillet Beaugren

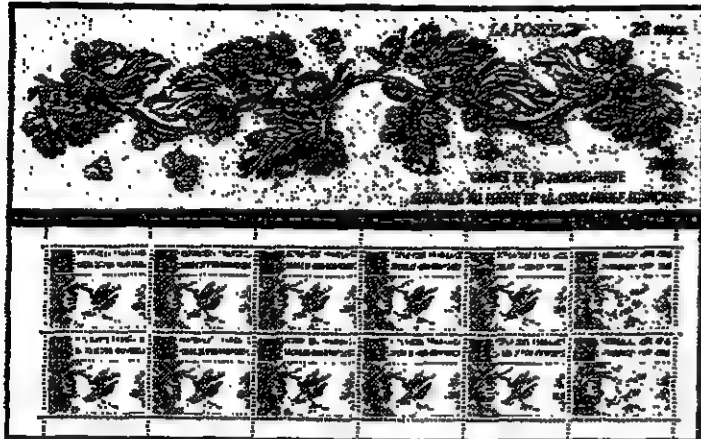


حكايا من الازل

# AGENDA

## PHILATÉLIE

### Croix-Rouge : la soierie de Lyon



La Poste mettra en vente générale le lundi 20 novembre un timbre à surtaxe en faveur de la Croix-Rouge à 2,20 F + 0,60 F, disponible à l'unité ainsi qu'en carnets de dix timbres, célébrant la soierie de Lyon.

Traditionnellement en France, les surtaxes des timbres-poste sont depuis toujours réservées à la Croix-Rouge. Les timbres spécialement dédiés à cet organisme sont apparus de façon systématique en 1950. Ce n'est qu'à partir de 1952 qu'ils sont offerts au public à l'unité ou conditionnés en carnets.



Le timbre, au format vertical 30 x 35,75 mm, dessiné par Pierrette Lambert, est imprimé en héliogravure en feuilles de trente et en carnets de dix (vendus 28 F).

● Vente anticipée à Lyon (Rhône), les samedi 18 et diman-

che 19 novembre, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Musée historique des tissus de Lyon, 34, rue de la Charité, dans le 2<sup>e</sup> arrondissement ; le 18 novembre, de 9 heures à 12 heures, au bureau de poste de Lyon RP (boîte aux lettres spéciales). Les oblitérations seront réalisées à l'encre rouge.

● Vente anticipée à Washington (Etats-Unis), les 18 et 19 novembre, au stand du service philatélique de la Poste de France présente à l'exposition internationale World Stamp Expo 89 (centre New York Avenue 11th Street, Convention Center de Washington). Oblitération sans mention « premier jour ». Ces deux oblitérations pourront être obtenues par correspondance auprès du receveur des bureaux temporaires, 61-63, rue de Douai, 75436 Paris cedex 09.

Souvenirs philatéliques : cartes-maximum, enveloppes (15 F + port), encart (30 F + port) auprès du comité de la Croix-Rouge française, 61, rue de Créqui, 69006 Lyon (Tél. : 78-93-80-70).

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 24, rue Chancin, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-08.

## En filigrane

● **Seconde partie du programme philatélique 1990.** — La seconde partie du programme philatélique pour 1990 est enfin parue (pour la première partie, voir le Monde du 25 mars). La série touristique s'enrichit du Cap-Caille à Cassia, du Pont-Canal de Brière et de l'abbaye de Flaran (Gers). A noter plusieurs timbres pour annoncer les Jeux olympiques d'Albertville en 1992. Quelques anniversaires et commémorations enfin : Maurice Genevoix (1890-1980), Jean Guéhenno (1890-1978), Max Hymann (1900-1981), le centenaire de la naissance de l'OCDE, la nécropole de Fréjus et le centenaire du 1<sup>er</sup> Mai. Quimper, célèbre pour ses falaises, remplace Toulon dans la série Croix-Rouge.

● **Nouvelle Marianne.** — Les informations philatéliques téléphonées de Jean-François Brun, philatéliste parmi les mieux informés de France (tél. : 16 (1) 42-60-59-99), annoncent que l'effigie appelée à remplacer l'actuelle « Liberté » d'usage courant a été choisie parmi les sept lauréats dont les maquettes étaient exposées à Philéfrance (le Monde du 22 juillet). Le nom du vainqueur est tenu secret, mais ce serait son premier timbre. Resterait donc en course, F. Bernal, Louis Briat, Cyril de la Penitence et Jean-Claude Mathias. Le nouveau timbre ne sera pas mis en service à l'occasion du prochain change-

ment de tarifs, le 1<sup>er</sup> janvier 1990. Il faut donc s'attendre à voir des timbres alphabétiques on en est à la lettre C — rouge et vert vendus 2,30 F et 2,10 F à l'ancien modèle, le temps d'approvisionner les bureaux de poste en timbres aux nouvelles valeurs faciales.

● **Expo-bourses.** — Le détachement Liaison philatélique de Berlin fête son trentecinquième anniversaire les 11 et 12 novembre avec une exposition à la mairie de Wedding (souvenirs philatéliques 15 F + port ; M. Peyper, SP 89 120/8 Poste aux armées).

● **« Cartophilatelia III »** se déroulera le dimanche 12 novembre dans la grande salle des congrès, place du 14-Juillet à Mulhouse (Haut-Rhin). Le prix d'entrée donne droit à une carte postale (renseignements : Albert Fillingier, tél. : 89-42-73-86).

L'Union des philatélistes des PTT-Aquitaine organise du 11 au 14 novembre une exposition dans la salle des expositions de l'ancienne poste, 13, rue du Palais-Gallien à Bordeaux, commémorant le vote de la loi instituant les municipalités par l'Assemblée nationale le 12 novembre 1789, avec bureau de poste temporaire le 12 (renseignements : UP-PTT Aquitaine, BP 43006 Bordeaux Cedex, Tél. : Michel Bablot, 58-90-52-42).

## CAMPUS

### Semaine européenne à Valenciennes

La ville et l'université de Valenciennes organisent ensemble une Semaine européenne, du 12 au 19 novembre. Il y aura des festivités culturelles en ville auxquelles participeront les associations de communes jumelées. A l'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésien, l'ambiance sera au travail. Après une remise solennelle, lundi 13 novembre, de diplômes européens en management international dans le cadre du programme Erasmus, la semaine se poursuivra, mardi, avec une série de conférences sur le management par des universitaires anglais, allemands, espagnols et néerlandais.

Le mercredi sera une Journée PME, composée d'exposés techniques par des experts européens à l'intention des dirigeants et cadres de PME de la région. Un colloque animé par des universitaires valenciennois et le Centre international de recherches historiques de Bruxelles traitera, jeudi 16 novembre, des « Influences de la révolution française sur les structures économiques des pays voisins ». La semaine s'achèvera par des visites d'entreprises pour les étudiants européens.

■ Renseignements : Service des relations internationales de l'université de Valenciennes. Tél. : 27 42 41 00.

### 89 et le droit économique

L'Association internationale de droit économique organise, avec l'université de Paris-II, un colloque sur « Les principes de 1789 et le droit économique » du 16 au 18 novembre. Les thèmes suivants seront traités : la propriété et l'organisation de la production ; la propriété, garantie des libertés ; la liberté du commerce ; de l'individu au groupement ; la liberté d'association ; droits économiques et sociaux ; de la fraternité à la solidarité.

■ Renseignements et inscriptions : Secrétariat de l'ADE, place Montes-

quieu 3, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique. Tél. : 32 10 47 39 70 ; ou professeur B. Grelon, 68, boulevard de Courcelles, 75017 Paris. Tél. : 47 66 01 05.

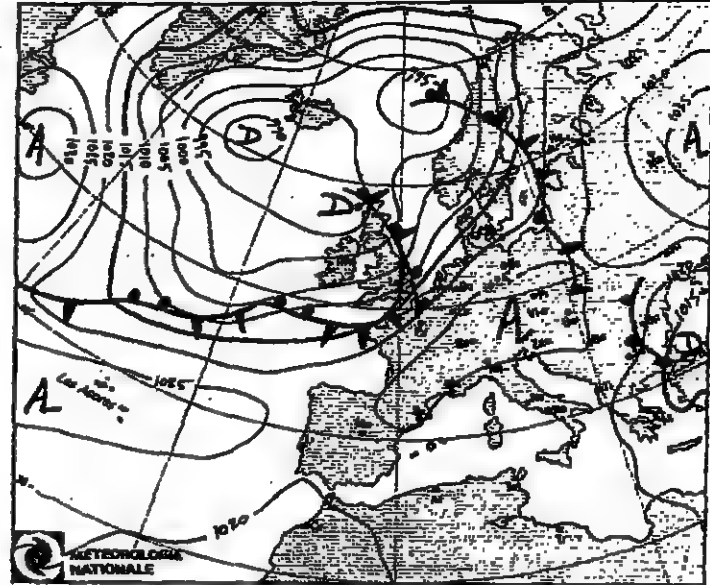
### Nazisme et génocide

« Afin de perpétuer la mémoire parmi les jeunes générations », les éditions Nathan adressent gratuitement aux 35 000 professeurs d'histoire et de géographie de France une plaquette de François Bedaride intitulée *Le Nazisme et le génocide. Histoire et enjeux*.

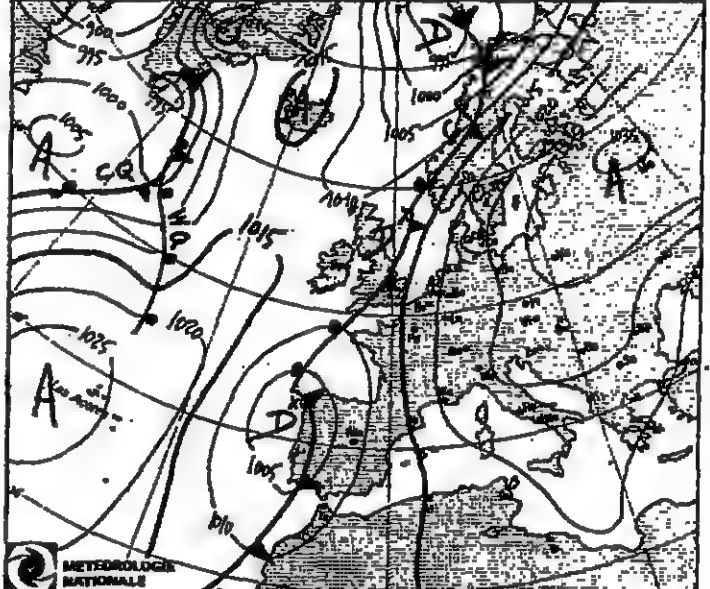
■ Document disponible sur simple demande à DPE, 69, rue Barault, 75013 Paris.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 NOVEMBRE 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 12 NOVEMBRE 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 9 novembre 1989 à 0 heure et le dimanche 12 novembre à 24 heures.

Le courant d'altitude de sud-ouest rejetera les perturbations vers les îles britanniques et la Scandinavie.

Seul le Nord-Ouest, en limite du courant perturbé gardera un ciel nuageux avec quelques précipitations éparpillées.

Samedi : nuages sur le Nord-Ouest, soleil ailleurs. — De la Bretagne à la Normandie, le ciel restera très nuageux avec quelques faibles précipitations le matin.

Du Poitou-Charente, aux pays de Loire, au Centre, à l'Île-de-France, à la Picardie et au Nord-Pas-de-Calais, les nuages seront nombreux le matin mais de belles éclaircies se développeront dans l'après-midi.

Sur toutes les autres régions, après dissipation des brumes et brouillards matinaux, le soleil se montrera généreux. Quelques nuages d'entrées maritimes envahiront le ciel du pourtour méditerranéen.

Le vent de sud-ouest sera modéré à assez fort sur les côtes atlantiques.

Les températures minimales varieront de 9 degrés à 11 degrés sur le Nord-Ouest et sur le pourtour méditerranéen, de -3 degrés à 3 degrés sur la moitié est et de 0 degré à 5 degrés ailleurs.

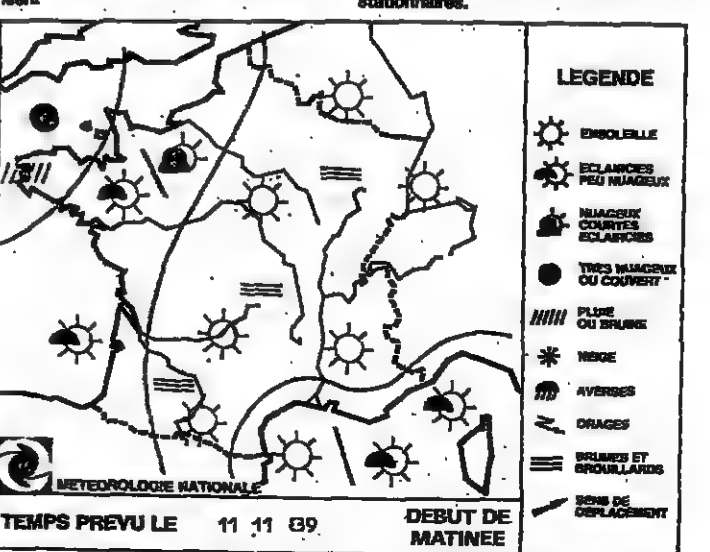
Les températures maximales s'élèveront de 11 degrés à 14 degrés sur la moitié nord et de 12 degrés à 16 degrés ailleurs, localement 18 degrés à 20 degrés sur le Sud-Ouest.

Dimanche : ensoleillé sur la plupart des régions. — Sur la Bretagne, les nombreux nuages du matin se dissipent dans la journée pour laisser la place à de belles éclaircies.

Partout ailleurs, après dissipation des brumes et brouillards matinaux, la journée sera bien ensoleillée. Sur le pourtour méditerranéen, il y aura des nuages d'entrées maritimes.

Les températures minimales seront comprises entre 0 degré et 5 degrés sur la moitié est et de 5 degrés à 10 degrés sur la moitié ouest.

Les températures maximales seront stationnaires.



TEMPS PRÉVU LE 11 11 89 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

le 9-11-1989 à 6 heures TU et le 10-11-1989 à 6 heures TU

FRANCE		ÉTRANGER		LES ANGLAIS	
ALGER	19 7 D	ALGER	22 7 B	LUXEMBOURG	27 13 D
BRUXELLES	14 3 D	AMSTERDAM	12 6 P	MADRID	18 7 N
BONNE	16 4 D	ATLANTIQUE	12 6 P	MARRAKECH	24 11 D
BOULOGNE	11 2 D	BANGKOK	33 28 C	MEXICO	— — —
CAEN	12 9 P	BARCELONE	15 10 C	MILAN	13 5 N
CHERBOURG	12 10 P	BEIJING	10 1 D	MOSCOU	4 -2 D
CLERMONT-FERRAND	11 3 B	BERLIN	10 1 D	NEW-YORK	19 13 D
COCOTTE	14 6 B	BIRMINGHAM	10 6 P	OSLO	10 7 P
CRISTIANE S.M.A.	11 6 P	LE CAIRE	25 14 D	PARIS	6 -2 C
ELLE	11 6 P	CHANGHAÏ	10 5 D	PARIS-BOULOGNE	— — —
LYONS	10 2 D	CHENNAI	27 25 N	ROME	16 10 C
LYON	11 0 D	CHENNAI	27 25 N	SINGAPOUR	30 23 C
MARSEILLE	15 3 N	CHENNAI	27 25 N	STOCKHOLM	10 5 D
MONTPELLIER	14 0 B	CHENNAI	27 25 N	STUTTGART	21 16 A
NANCY	11 2 D	CHENNAI	27 25 N	TOKYO	21 17 A
NANTES	10 1 D	CHENNAI	27 25 N	TURIN	21 12 D
NICE	19 11 D	CHENNAI	27 25 N	VALENTIA	9 5 C
PARIS-MONTAIGNE	11 8 P	CHENNAI	27 25 N	VENISE	13 6 N
PARIS-MONTAIGNE	11 8 P	CHENNAI	27 25 N	VIENNE	10 5 D
PAU	15 4 D	CHENNAI	27 25 N		
PERPIGNAN	17 6 D	CHENNAI	27 25 N		
RENNES	14 10 P	CHENNAI	27 25 N		
STRASBOURG	10 1 D	CHENNAI	27 25 N		
STRASBOURG	12 2 D	CHENNAI	27 25 N		

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
coul ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Bouvier-Méry, fondateur.

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037  
Renseignements sur les microfilms  
et bandes de lecture au (1) 42-47-80-81.

### Le Monde

TELEMATIQUE  
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

### Le Monde

PUBLICITE  
5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 244 134 F

ABONNEMENTS  
PAR MINTEL  
36-15 - Tapez LEMONDE  
code d'accès ABO

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	ÉTRANGER	SAISON	PAIS
1 an	345 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	170 F	192 F	242 F	350 F
3 mois	90 F	100 F	120 F	175 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner  
RENOUVEZ CE BULLETIN  
accompagné de votre règlement à  
l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements  
tél. : 05-64-03-01 (numéro vert)

Changement d'adresse définitive ou pro-  
visoire : nos abonnés sont invités à for-  
muler leur demande deux semaines avant  
leur départ. Joindre la dernière bande  
d'envoi à toute correspondance.  
PORT PAYÉ : PARIS RP

### BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.







حکذا من الاجل

## SPORTS

Budget : le projet pour 1990

### Moins haut, moins vite, moins fort

Le projet de budget pour 1990 du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports doit être examiné par les députés lundi 13 novembre. Avec 2,35 milliards de francs, il ne représente que 0,19 % du projet de budget total de l'Etat, soit une légère baisse par rapport aux années précédentes.

Le débat parlementaire sur le projet de loi de finances pour 1990 offre une nouvelle occasion à Nelson Pailhou, président du Comité national olympique et sportif français (CNOFS), de rappeler que le sport est toujours considéré comme un « parent pauvre » : quelques champions aux salaires exorbitants ne doivent pas cacher la forêt des treize millions de licenciés répartis dans quatre-vingt sports.

#### Le rendement du Loto

Le mouvement sportif n'attend pas tout de l'Etat, aime à souligner Nelson Pailhou. Tout en refusant que ce secteur soit en situation d'assisté, il propose un juste équilibre entre les ressources publiques et les moyens propres. « Malheureusement, l'Etat descend de plus en plus au-dessous du seuil critique, ce qui rend le mouvement sportif chaque année plus vulnérable », constate le président en évoquant le projet de budget.

Les 2,35 milliards de francs inscrits dans le projet de loi de finances 1990 pour la jeunesse et les sports, pas plus que l'an dernier, ne permettent d'inverser une tendance déjà ancienne. La progression effective des sommes affectées est de 4,20 %, alors que le budget global de la nation doit progresser de 3,34 %. Un décalage qui se traduit dans les chiffres avec une diminution de la part du budget de la jeunesse et des sports par rapport au budget général : 0,19 % au

lieu de 0,20 % les trois dernières années.

Dans ce projet, « qui s'inscrit dans la lignée de ses devanciers », M. Pailhou note quelques mesures positives, comme la revalorisation des traitements des professeurs de sport ou l'augmentation des crédits affectés à la médecine sportive (6 millions de francs supplémentaires pour permettre au laboratoire national de répondre aux nouvelles mesures concernant les contrôles anti-dopage).

En ce qui concerne les recettes inscrites au Fonds national pour le développement du sport (FNDS) pour l'année 1990, elles s'élèvent à 900 millions de francs, soit la même somme qu'en 1989. Mais ces recettes sont régulièrement surestimées. Cela conduit à des reports systématiques de financement. Ainsi, en 1989, devront être payées des opérations programmées en 1988, amputant d'autant les budgets prévisionnels.

La nouvelle formule, inaugurée cette année, le « match du jour » du Loto sportif attirera-t-elle de nouveaux parieurs, qui deviendront ainsi autant de « financiers » du mouvement sportif ? Les responsables du CNOFS en doutent. Ils ont donc alerté leurs fédérations et ont même réussi à mobiliser un député, M. Gérard Bapt (PS, Haute-Garonne) pour qu'il interroge publiquement le gouvernement. Dans sa réponse, M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, s'est engagé à faire prendre en compte par le collectif budgétaire l'insuffisance du rendement attendu pour 1989 du Loto sportif.

Une goutte d'eau dans l'immensité des espoirs déçus des sportifs français face au désengagement des gouvernements successifs. Une rallonge par-ci, une promesse par-là, pour traiter au fond la baisse tendancielle des recettes du FNDS, suffisent pour que cette année encore, suivant leur ami Nelson Pailhou, beaucoup de bénévoles parviennent à « faire bouillir la marmite comme en 1989 ».

S. B.

RUGBY : un entretien avec l'entraîneur wallaby Bob Dwyer

### « L'Australie, continent naturel pour le jeu »

dement une équipe opérationnelle avec des joueurs jeunes ?

La vie australienne, malgré quelques sondages qui suggèrent le contraire, produit des « athlètes naturels ». Les jeunes arrivent très vite à maturité physique. Le climat permet de passer beaucoup de temps dehors à pratiquer le sport. Bref, mes joueurs ont l'air très décontractés, un peu « je-m'en-foutiste », mais sur le terrain, ils sont aptes à prendre des décisions et des responsabilités dans le feu de l'action, en dépit de leur jeune âge. Il faut dire aussi que nous avons passé un accord avec eux : quoi qu'il arrive, ils ne passeront pas professionnels avant la prochaine Coupe du monde 1991.

Comment comparer le potentiel de votre groupe au seul vrai point de repère qu'est l'équipe des All Blacks ?

Nous avons des éléments qui possèdent la forme physique et la valeur athlétique pour faire face aux Néo-Zélandais mais nous n'avons pas encore une équipe complète à ce niveau et, surtout, nous ne possédons pas un « fond de roulement » de vingt-cinq ou vingt-six joueurs avec l'expérience et l'habileté équivalentes à celles des All Blacks. Mais nous y arriverons peu à peu. Je suis sûr que nous aurons fait déjà un grand pas dans ce sens au moment de notre prochaine tournée en juillet-août 1990 en Nouvelle-Zélande.

Que pensez-vous des progrès récents de l'équipe d'Angleterre ?

Ils sont devenus vraiment très forts, exceptionnels. Après la tournée anglaise, chez nous en 1988, ils n'étaient pas du tout au

point physiquement. La saison d'après, ils s'étaient nettement améliorés et, à la fin de la tournée des Lions, l'équipe des Iles Britanniques, ils étaient très forts, très physiques, très imposants.

Les avants de cette formation des « Home Unions » étaient le vrai noyau dur de l'ensemble. Cette force, ce souffle, leur a donné confiance. Ils ont toujours eu des alliés qui entraînaient des pieds mais, maintenant, ils ont déniché trois excellents trois-quarts centre, et Morris est très bon en demi. Identifier ses propres faiblesses et y remédier est le B.A. BA de la création d'une grande équipe.

#### Carrefour des générations

Les changements de poste qui sont souvent opérés dans l'équipe de France vous surprennent-ils ?

Je ne suis pas foncièrement contre. Tim Horan a été deuxième ligne, et nous l'avons retenu comme centre contre la Nouvelle-Zélande et la France. Jason Liddell a passé sa carrière premier centre, et nous l'avons permuté entre l'aile et le deuxième centre. Gavin était deuxième ligne. Il est passé flanker. Je réfléchis actuellement à des permutations de talonneurs et piliers, tactique dont les Français sont friands. Crowley est excellent, mais plus léger que la moyenne et notre talonneur est costaud. Aucun des deux ne semble pourtant rempli de joie à l'idée d'échanger leur maillot.

En revanche, je n'aimerais pas changer trop de joueurs pour un seul match même si cela ne sem-

ble pas trop effrayer les Français. Il est vrai que se trouver au carrefour entre une génération qui cède la place et des jeunes qui arrivent n'est jamais facile. Je suis soulagé que nous ayons pu effectuer ces changements très vite.

Au plan technique, comment appréciez-vous les remises au jeu à la française effectuées par le demi de mêlée ?

C'est une idée qui a du bon. Dans ce cas, vous avez votre sweeper, un joueur de contact, agressif, déjà en position. La difficulté, c'est que souvent le demi de mêlée ne possède pas le geste juste pour lancer le ballon aussi bien que le talonneur. Autre inconvénient important de cette formule : si vous avez besoin d'une sortie de ballon rapide, il est rare qu'un talonneur sache pivoter et lancer vite. Il n'empêche. C'est une idée que je ne rejette pas. Mais j'ai trop de préoccupations plus importantes pour l'étudier à fond.

Propos recueillis par MARC BALLADE

FOOTBALL : présélection pour France-Chypre. — Excepté le Parisien Yvon Le Roux, blessé au genou et remplacé par l'Auxerrois Basile Boli, Michel Platini a présélectionné, pour affronter Chypre le 18 novembre, à Toulouse, en match éliminatoire (groupe 5) pour la Coupe du monde de football 1990 la formation de seize joueurs à laquelle il fait confiance depuis le début de la saison : gardiens de but, J. Bais, B. Matini ; défenseurs, M. Amoros, B. Boli, B. Casani, F. Sauzé, F. Silvestre ; milieux de terrain, L. Blanc, D. Descamps, J.-P. Durand, J.-M. Ferreri, B. Pardo ; attaquants, E. Cantona, S. Paillet, J.-P. Papin, C. Perez.

### ENQUÊTE :

## LES VRAIS REVENUS DES ENSEIGNANTS

Il n'y a pas que le salaire qui compte. En plus de leur traitement mensuel, bien des profs tirent des revenus annexes, parfois très importants, des heures supplémentaires, des « colles », des cours particuliers, ainsi que d'autres interventions, notamment dans la formation continue. En tête du palmarès des « heureux », les enseignants de gestion.

#### LES INGÉNIEURS D'UNIVERSITÉ

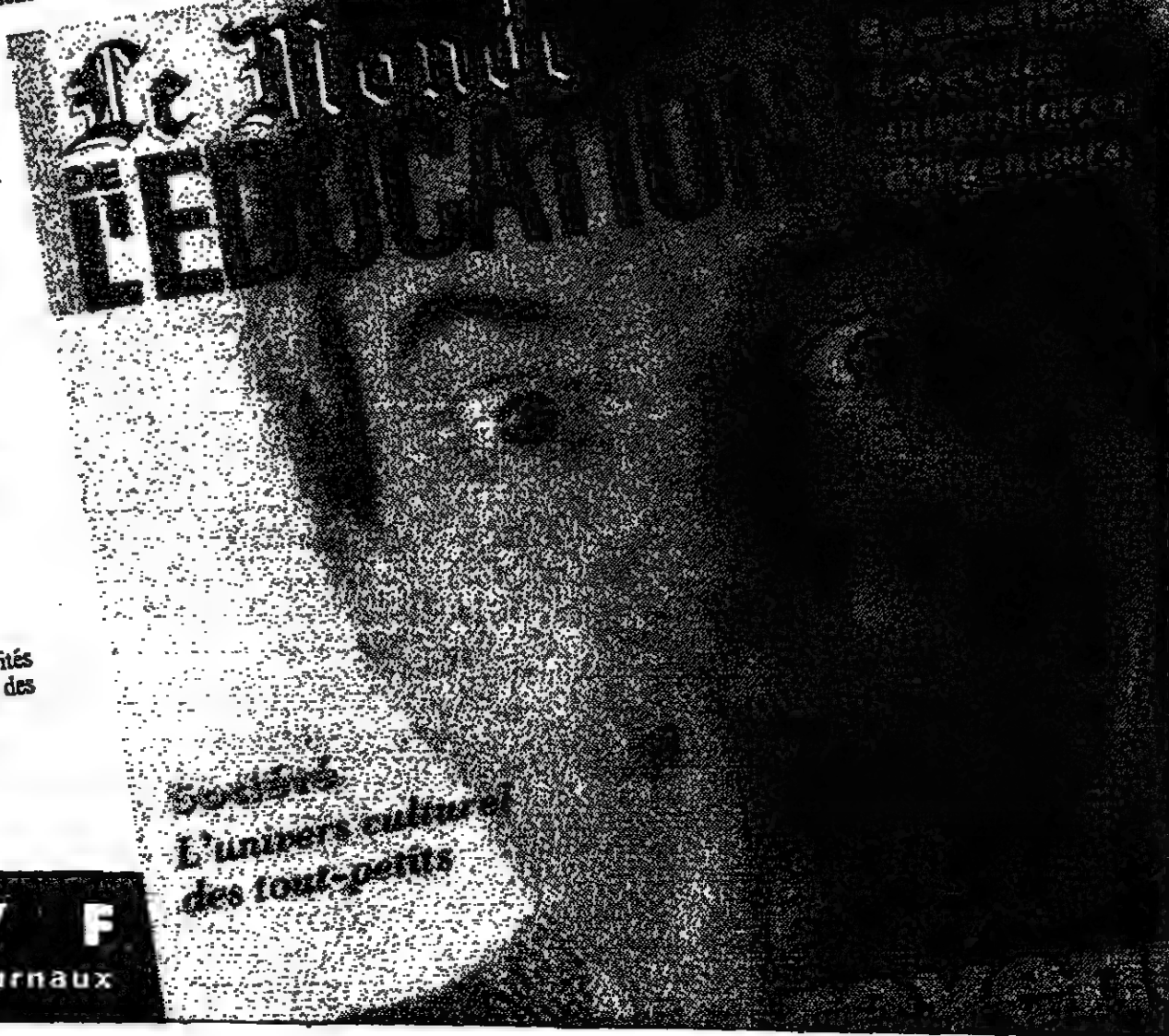
Les universités forment de plus en plus d'ingénieurs. Les atouts de ces filières pour les jeunes diplômés : une formation de haut niveau et une bonne cote auprès des entreprises. Le Monde de l'éducation indique la démarche à suivre et les adresses utiles pour s'inscrire.

#### L'INITIATION AUX LANGUES ÉTRANGÈRES DÈS LE PRIMAIRE

L'initiation aux langues étrangères dans les écoles primaires, lancée par Lionel Jospin, a trouvé un actif soutien de la part des municipalités. Une expérience à découvrir dans le Monde de l'éducation.

#### L'UNIVERS CULTUREL DES TOUT-PETITS

Quand ils ne regardent pas la télé, les 3-6 ans débordent d'activités culturelles (lecture, musique, jeux, cinéma...) pas toujours du goût des parents et des enseignants.





31 L'impact des hausses de taxes aux importations  
35 Les réactions pour acheter un appartement

36 La France, première nation touristique d'Europe  
37 Un entretien avec M. Hubert Bouchet (UCI-FO)

38 Marchés financiers  
39 Bourse de Paris

## BILLET

Le revenu  
trois fois imposé

Le gouvernement Rocard restera-t-il dans les manuels d'histoire économique du pays comme celui qui a profondément réformé l'impôt sur le revenu ? On pourrait le croire à entendre les divers projets annoncés ici et là depuis quelque temps. Il y a peu, le Parti socialiste demandait que la taxe d'habitation (impôt local) soit assise sur les revenus des contribuables. Le ministre des finances, Jean de Rousset, l'idée avait déjà été avancée en 1982, à propos de la mise à l'étude, dimanche 5 novembre, M. Rocard annonçait, de son côté, qu'il était favorable à l'instauration d'une cotisation sociale généralisée sur l'ensemble des revenus. A faire la somme de tous ces projets, on s'aperçoit que dans quelques années les Français se retrouveront avec un triple impôt sur le revenu : progressif par rapport à l'Etat, proportionnel par rapport à la Sécurité sociale, progressif encore par rapport aux collectivités locales et, plus précisément, au département. Tout cela est-il bien sérieux ? Les hommes politiques comme les hommes de pouvoir devraient comprendre, que si le pays a besoin de moderniser ses entreprises et ses services publics, il a aussi un urgent besoin de voir se stabiliser les règles du jeu. Il y a de l'irresponsabilité à ignorer cela. On n'improvise pas tous les quatre matins à la sauvegarde des réformes qui touchent les individus sur des points aussi sensibles que la fiscalité. MM. Rocard et Evénou veulent trouver une solution au déficit de l'assurance-retraite. On les comprend. Mais le vrai problème, qu'on n'ose pas souligner, est de demander aux retraités, qui seront bientôt des privilégiés quant à leurs revenus, de participer à l'effort de réajustement. Quant aux collectivités locales, peut-être faudrait-il d'abord recenser, comme la loi le veut, les propriétés bâties et les terrains, seule base d'une juste appréciation des richesses foncières ? Finalement, si une réforme d'impôts, douce, tranquille, utile, n'est l'instauration d'un impôt sur le revenu prélevé à la source. Mais cela l'étranger l'a déjà fait...

A. V.

## INSOLITE

## Le sucre clandestin

La société Unidex Major, chaîne de distribution basée à Bourges qui a fêté récemment ses vingt-cinq ans d'existence, vient d'être condamnée lourdement pour vente illicite de sucre.

Le 25 août 1987, deux véhicules de la Sanco, deux camionnettes, quatre tonnes de sucre acheté au supermarché Major de Sennecey. Or la loi prévoit qu'au-delà de vingt-cinq tonnes le transporteur doit être en possession d'un titre de mouvement délivré par les services des impôts. Les deux véhicules acceptent immédiatement la transaction proposée par l'administration fiscale. En revanche, la société Unidex-Major et son PDG, François Morin, sont poursuivis pour infraction à la législation sur les impôts.

Le mercredi 8 novembre, le tribunal correctionnel de Bourges a condamné M. François Morin et sa société, coupables de trois infractions : défaut de tenue du carnet de sucre au magasin Major de Sennecey, ainsi qu'au siège à Saint-Germain-du-Puy et défaut de titre de mouvement. Le tribunal ayant motivé sa décision en jugeant les faits comme « d'autant plus graves que les infractions se situent dans une région de vignobles en aire d'appellation contrôlée », a condamné la société à 10 000 F d'amende et à 12 564 530 F de pénalité, deux tiers à la charge de la société, le reste à la charge de son PDG.

Afin de résister aux groupes internationaux

## Rémy-Martin et Cointreau fusionnent

Un nouveau « grand » français du secteur des vins et spiritueux haut de gamme est né. Le rapprochement annoncé, le 10 novembre, des groupes Rémy-Martin et Cointreau crée un groupe d'un peu plus de 6 milliards de francs de chiffres d'affaires. Cette initiative, qui constitue une véritable surprise et un des épisodes du conflit familial qui déchire les familles Hériard-Dubreuil et Cointreau (voir autre part), réunit des marques célèbres en France et surtout à l'étranger (92 % des ventes).

Le groupe Rémy-Martin (un peu plus de 4 milliards de francs de chiffre d'affaires), c'est d'abord le cognac du même nom, n° 3 mondial après Hennessy et Martell, spécialisé dans les qualités vieilles et haut de gamme et qui, avec 1,5 milliard de francs annuels, représente près de 40 % des activités totales. Suit le champagne (n° 4 français des grandes maisons de négoce avec 800 millions de chiffre d'affaires) avec les acquisitions successives : Krug, Charles Heidsieck et, tout récemment, Piper Heidsieck. Viennent, enfin, le secteur distribution de vins (Sud-Grande Cave et les deux maisons bordelaises De Lutz et De Rivoyre-Diprovina) et de spiritueux haut de gamme, en port, whisky et liqueurs.

De son côté, le groupe Cointreau (1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires) produit la liqueur du même nom, le rhum Saint-James, l'apéritif Flocq, la liqueur Isara, l'armagnac Clés des Ducs. Il s'est

engagé, récemment, dans l'alimentaire haut de gamme avec l'acquisition des foies gras Bizac (n° 1 français), la confiserie-chocolaterie (Boissier), le saumon fumé (La Couronne) et l'approvisionnement des restaurateurs et boutiques gastronomiques (Les Ducs de Gascogne).

Ce mariage entre deux groupes spécialisés dans les spiritueux, s'il constitue une surprise, n'est pas fortuit. Des liens commerciaux existaient déjà entre eux (Rémy-Martin distribue Cointreau dans le monde) récemment renforcés par un accord de partenariat aux Etats-Unis et en Extrême-Orient. Dans le corbeille de mariage, Rémy-Martin apporte un excellent réseau mondial de distribution dans vingt-six pays, Cointreau fournissant son secteur alimentaire et des accords commerciaux avec le groupe anglais IDV-Grand Metropolitan.

Sur le plan juridique, la famille Hériard-Dubreuil, actionnaire principal (51 %) de Rémy-Martin via la holding Pavis, sera « légèrement » majoritaire dans le nouvel ensemble qui regroupera d'un côté Rémy-Martin et de l'autre le groupe Cointreau, coté à 80 % par la famille Cointreau, les 20 % restants étant détenus par l'un de ses membres dissidents, M. Max Cointreau. Un tel accord traduit la volonté des deux partenaires de conserver à leur groupe un caractère familial face aux géants mondiaux qui sont devenus le canadien Seagram, les britanniques Grand Met et Guinness, désormais allié au français LVMH. Un énorme pari...

FRANÇOIS RENARD

## La solitude des minoritaires

Aucun commentaire sur la fusion de Rémy-Martin et de Cointreau n'était fait vendredi 10 novembre dans la médiocratie par les actionnaires minoritaires représentés par M. Max Cointreau disposant de 49 % des parts de Rémy-Martin et 20 % de celles de Cointreau. Il semble cependant que cet accord négocié entre son beau-frère M. André Hériard-Dubreuil, actionnaire majoritaire de Rémy-Martin avec 51 % des parts, son frère M. Robert Cointreau et son cousin Pierre Cointreau, principaux porteurs des parts de la firme de liqueurs, se soit effectué sans qu'il ait été averti. Cet épisode illustre une nouvelle fois les différends qui opposent ces trois groupes d'actionnaires depuis de nombreuses années.

Les restructurations dans l'assurance européenne

## L'UAP rachète 34% de Victoire-Colonia

La Compagnie financière de Suez a cédé la minorité de blocage des assurances Victoire à l'UAP. Cette affaire à peine bouclée, Victoire a pris le contrôle majoritaire de Nieuw Rotterdam, la cinquième compagnie d'assurance des Pays-Bas.

Suez ne chôme décidément pas. Après de longues négociations avec l'Union des assurances de Paris (UAP), la Compagnie financière de la rue d'Assolant à Paris a cédé la minorité de blocage dans l'ensemble Victoire-Colonia au groupe public. A la suite d'une OPA lancée au mois d'août sur la Compagnie industrielle, holding de Victoire, Suez avait fini par en prendre le contrôle. Cette conquête était d'autant plus importante que, peu auparavant, Victoire avait racheté la majorité des actions de Colonia, la seconde compagnie d'assurance de la République fédérale d'Allemagne. Ne souhaitant conserver que la majorité simple dans sa nouvelle branche assurance, Suez avait alors entrepris de reclasser 49 % des titres. C'est aujourd'hui à l'UAP qu'échoit la part royale, c'est-à-dire 34 % des actions. Cette minorité de contrôle établie par une entrée double de l'UAP au niveau du holding de tête que dans Victoire directement.

Mais surtout, cette minorité de blocage est clairement assise de droit de regard de l'UAP sur les décisions stratégiques du groupe Victoire. Cette concession importante de Suez sera naturellement payée au prix fort par l'UAP. Soit une somme comprise entre treize et quatorze milliards de francs. Autrement dit, Suez, qui avait payé 14 800 F lors de son OPA chaque action de la Compagnie industrielle, aura donc réussi à la reclasser au même prix. La Compagnie financière de Suez continue cependant ses négociations avec d'autres assureurs étrangers pour la cession des 15 % restants. Parmi eux, on peut citer le japonais Dai Ich,

les AG belges, Winthertur et même une compagnie d'assurance scandinave.

L'UAP réussit ainsi une belle opération dans le cadre des contraintes qui sont imposées à un groupe public d'assurances. On sait en effet qu'en vertu de la règle du « ni... ni... » (ni nationalisation, ni privatisation) imposée par le président de la République, une société nationalisée ne peut pas acquérir la totalité du capital d'une entreprise privée, elle serait sinon accusée de nationalisation rampante. En fait, M. Peyrelevade pose des jalons d'une stratégie à long terme pour l'UAP. La règle du « ni... ni... » ne sera pas éternelle.

Devant

le fait accompli

En consolidant aussi solidement sa position dans Victoire, M. Jean Peyrelevade, président de l'UAP, n'a sans doute pas voulu que lui arrive une mésaventure comme celle qui vient de frapper M. Heilbronner, PDG du GAN. Cette compagnie d'assurance publique vient en effet de se faire souffler le contrôle de Nieuw Rotterdam, la cinquième compagnie d'assurance néerlandaise (2,2 milliards de prime en dommages, vie et courtage en 1988) par Victoire. Profitant, semble-t-il, d'un conflit qui opposait depuis longtemps les actionnaires de cette société (GAN, Philips, Nedlloyd, Crédit lyonnais, Bank Nederland...), Victoire a fait une offre qui a mis tout le monde d'accord. Cette prise de contrôle majoritaire se serait semblé-t-il effectuée à l'insu du GAN. M. Heilbronner se serait retrouvé mis devant le fait accompli. Et comme Nieuw Rotterdam n'est pas cotée en Bourse, aucune surenchère n'était possible. Chacune des parties observe aujourd'hui un silence prudent et se refuse au moindre commentaire.

CLAIRE BLANDIN  
et YVES MAMOU

Une ligne de 3 kilomètres

Matra construira  
le métro des J.O.  
de Barcelone

La société municipale des transports de Barcelone a confié, le 9 novembre, la construction de la ligne de métro qui desservira la colline de Montjuïc où se dérouleront les Jeux olympiques de 1992 à un consortium comprenant le constructeur français Matra Transport, la société d'ingénierie Sofretu, filiale de la RATP, et l'entreprise espagnole de travaux publics Dragados. Les autres concurrents en lice étaient le canadien UTDC et le japonais Mitsubishi.

Il s'agit, dans un premier temps, d'un contrat d'études de 300 millions de pesetas (15 millions de francs), qui devrait déboucher sur un contrat de réalisation de 1,6 milliard de francs auquel Madrid apportera sa contribution.

Le système retenu par Barcelone comportera une ligne de 3 kilomètres et de quatre stations qui seront mises en service en 1992. Le matériel roulant sera le véhicule automatique léger (VAL) développé par Matra Transport, d'une capacité de trente mille voyageurs à l'heure et qui fonctionne sans conducteur à Lille depuis 1983.

En raison des délais de fabrication, Matra n'aurait pas été en mesure de livrer ces rames pour les Jeux olympiques si la ville de Toulouse, qui a également commandé depuis 1987 le VAL, n'avait accepté de prêter les siennes à Barcelone pour que la ligne fonctionne dès le mois de juin 1992.

Ce nouveau succès confirme la percée internationale du métro automatique développé par Matra Transport, qui a déjà vendu aux villes françaises de Lille, Toulouse, Bordeaux et Rennes, à Jacksonville (Floride), à l'aéroport d'O'Hare de Chicago, à Taipei (Taïwan), et qui est bien placé pour remporter, face à un concurrent soviétique, le marché d'une nouvelle ligne de métro à Budapest (Hongrie) d'un montant de 3,2 milliards de francs.

La perte du métro de Strasbourg, que la nouvelle municipalité a abandonné au mois de juillet au profit du tramway, semble bel et bien effacée par ces commandes répétées.

AL F.

Malgré la hausse des taux d'intérêt dans les pays de la CEE

## La conjoncture automobile reste très favorable

Une croissance renouvelée et toujours exceptionnellement forte. Sans désemparer, les Français, depuis trois ans, achètent plus d'automobiles et des automobiles de plus en plus chères. En octobre, les ventes ont même gagné 20,8 %, avec 227 000 immatriculations, ce qui porte la croissance du marché sur les dix premiers mois de l'année à 8,7 %, après + 5,3 % sur toute l'année 1988, et 10 % en 1987.

La vigueur des achats est telle que les constructeurs français n'arrivent pas à fournir la demande, la grève chez Peugeot n'ayant rien arrangé. Les importations détiennent désormais 37,7 % des ventes sur dix mois, contre 36,8 % l'an dernier. Le chiffre ne cesse de croître.

Les constructeurs s'attendent, depuis un an, deux ans pour certains, à un retournement qui n'arrive pas. Chaque mois apporte son démenti statistique. Pourtant, l'examen de la conjoncture mondiale éclaire des évolutions différenciées qui procèdent de la situation de chacun des écosystèmes corrigés, mais pas tant que cela, par quelques caractéristiques propres aux marchés automobiles.

Aux Etats-Unis, le retournement a eu lieu. Une gigantesque guerre des rabais a été déclarée en août et septembre. Coût : 2,5 milliards de dollars mais sans effet durable. L'année se terminera avec une chute de 4 % à

5 % des ventes. Les bénéfices au troisième trimestre des industriels anticipent cette évolution : General Motors a vu ses profits tomber de 40 %, Ford de 44 % et Chrysler les a divisés par cinq. Ce dernier, le numéro trois américain, a annoncé 4 000 suppressions d'emplois et aux Etats-Unis l'heure est à nouveau à la fermeture d'usines.

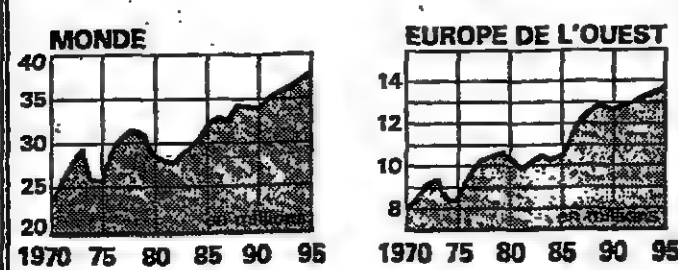
Rien de tel au Japon où, au contraire, la baisse des taxes a provoqué une ruée chez les concessionnaires. Sur sept mois, les ventes ont gagné 13 %. Les importations grimpent en flèche, au bénéfice d'important et quasi exclusif de Mercedes et de BMW. Les Allemands devraient, en 1989, équilibrer leur balance commerciale avec les Japonais dans l'automobile. Les fabricants nippons, qui multiplient les usines à l'étranger en construisent aussi chez eux pour servir leur marché intérieur.

En Europe, on assiste à un retournement en Grande-Bretagne et à un tassement en RFA et en Espagne. Chez M. Thatcher, l'année 1989 signera un nouveau gain (de 4 % à 5 %) mais pour tous les experts, les taux de crédits bancaires à 15 % détournent désormais les clients. C'est le début de la chute. Chez M. Felipe Gonzalez, même constat sur l'année, mais les ventes plafonnent depuis trois mois. Chez M. Helmut Kohl, septembre a été catastrophique (-17 %), du fait d'un

changement fiscal, mais octobre favorable (+10 %). Au-delà du Yo-yo mensuel, le marché outre-Rhin est en palier depuis 1987 (+0,5 % attendu cette année). L'Italie est, en revanche, à l'unisson de la France : +9,9 % en octobre et +8,8 % sur dix mois. La vive concurrence que Ford fait à Fiat, au travers de sa nouvelle Fiesta, explique une partie des achats.

Sur l'avenir, les experts restent optimistes. « Malgré les quelques signaux inquiétants, comme la hausse des taux d'intérêt en Europe, note-t-on chez Renault, on n'observe pas à l'horizon de rupture brutale de la croissance passée. Le marché européen demeure légèrement croissant, ou atteint un palier ». Même constat chez Peugeot, où l'on compte sur un « maintien global à haut niveau ». D'autant que différentes mesures devraient, le cas échéant, redonner un coup d'accélérateur. En RFA, les déductions fiscales pour les moteurs peu polluants, en France une nouvelle baisse de la TVA et les contrôles techniques obligatoires qui enverront les trop vieilles voitures à la casse. En clair, l'Europe n'est pas l'Amérique. Additionnant les hauts et soustrayant les bas des différents pays, les ventes au total, restent excellentes.

ERIC LE BOUCHER

Prévision des ventes  
de voitures neuves

Source : DRI World Automobile Forecast Report, May 1989

صكزا من الاصل



هكذا من الاصل

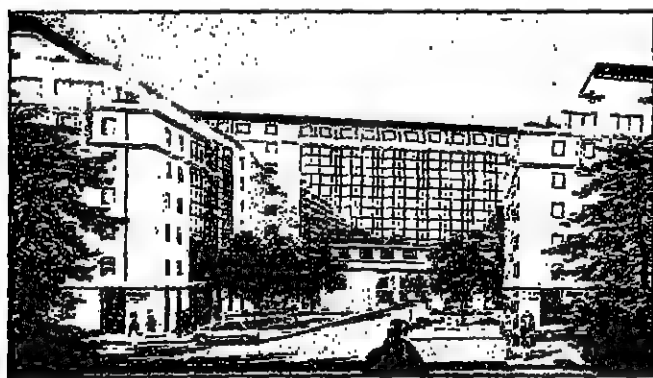
30 Le Monde • Samedi 11 novembre 1989 •

# Dans la ville de Clichy-la-Garenne

# Onze

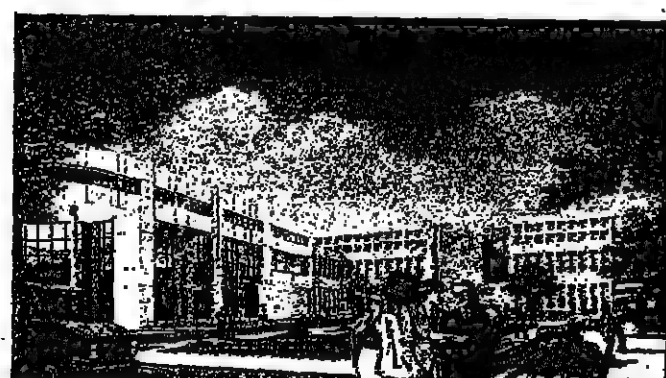
# hectares

qui confirment l'expansion de la commune.



Illustrations à caractère d'architecture

## ESPACE CLICHY



L.M. 17/10

La commune de Clichy-la-Garenne a entrepris sur son territoire des travaux d'urbanisme sans précédent, dont Espace Clichy est l'une des expressions majeures.

C'est ainsi qu'a été engagée, en collaboration avec Gestec et Sotrafim (Groupe SAEP), la restructuration de tout un quartier : 11 hectares paysagers comportant locaux d'activités, bureaux, logements, commerces, écoles, crèche, halte-garderie, complexe sportif... autour d'un espace vert de plus d'un hectare.



Cet événement positionne la ville de Clichy-la-Garenne parmi les communes les plus dynamiques d'un département leader : les Hauts-de-Seine.



117-119, avenue Victor Hugo - 92100 BOULOGNE  
Télécopie : 46 03 27 48

Société  
Nom  
Fonction  
Adresse

Tél.

Merci

☐ de m'envoyer une documentation sur Espace Clichy

☐ de me proposer un rendez-vous sur le bureau d'information sur place

Je suis intéressé(e) par

☐ des bureaux ☐ des locaux d'activités ☐ des commerces  
☐ en accession ☐ en location



# ÉCONOMIE

## SOCIAL

Le débat sur l'emploi précaire

### Le projet de loi de M. Soisson se précise

Dans le dossier du travail temporaire, les divers éléments se mettent en place, alors que M. Jean-Pierre Soisson se prépare à déposer, pour la fin du mois de novembre, un projet de loi sur la précarité.

Le 9 novembre, M. Jean-Louis Girard, président de la commission sociale du CNPF, a laissé entendre qu'il était favorable à une négociation avec les partenaires sociaux sans pour autant accepter que l'on revienne sur les souplesses d'utilisation de l'intérim ou du contrat à durée déterminée. M. Jean Kasper, secrétaire général de la CFDT, s'est également déclaré favorable à cette démarche.

Parallèlement, le ministre du travail a engagé, depuis le 6 novembre, une série de consultations qui doivent s'achever le 14 novembre. Il rédigera ensuite un premier projet de loi qui devra être soumis au conseil d'État par le patronat, les organisations syndicales et le groupe socialiste à l'Assemblée nationale, auteur d'une proposition de loi sur le sujet. Dans un dernier temps, M. Jean-Pierre Soisson soumettra son texte à ses interlocuteurs au cours d'une nouvelle série d'entrevues. Dans l'état actuel du dossier, il ne désespère pas de trouver une position de compromis entre les différents points de vue exprimés.

Cette procédure, dit-on rue de Grenelle, n'interdit pas que les partenaires sociaux s'engagent dans une négociation qui pourrait déboucher rapidement sur un protocole qui serait ensuite concrétisé par la signature d'un accord ou d'une loi.

De ses premières discussions, le ministre du travail retient la proposition de la CGC qui imagine la création d'un fonds de formation pour les contrats à durée déterminée, à l'exemple de ce qui existe pour les salariés de l'intérim, même si la mesure est techniquement difficile à mettre en œuvre.

De même, il se déclare intéressé par la suggestion de la CFDT qui souhaite englober la faiblesse des traitements dans l'ensemble des formes de travail précaire, pour mieux en surveiller l'évolution. Là aussi, des obstacles techniques et juridiques devront être surmontés, mais l'on admet que la sous-traitance s'est beaucoup développée dans le BTP, ce qui explique que le lock-out du chantier naval de Saint-Nazaire, privant de travail huit cents sous-traitants pour quatre mille cinq cents salariés, donne la mesure du phénomène.

Parmi les autres points envisagés, il pourrait y avoir le choix

d'une surcotisation à l'UNEDIC puisque le CNPF, au nom de la régulation par les coûts, n'y serait pas opposé, pas plus que les syndicats. En outre, les cotisations d'accidents du travail pourraient être réformées, les taux pratiqués pour les entreprises de travail intérimaire étant bien souvent inférieurs à ceux des entreprises utilisatrices. Celles du BTP, notamment, n'ont pas à supporter avec les intérimaires d'autres obligations sociales, telles que les indemnités d'interprétation ou la caisse des congés payés. Enfin, et alors que les députés socialistes réclament une interdiction d'embaucher des salariés temporaires dans l'année qui suit des licenciements économiques, on fait observer, au ministère du travail, que de telles dispositions existent depuis la loi sur les licenciements qui pourraient être aménagées.

Puisque le salarié licencié bénéficie d'une priorité de réembauche, dans le texte voté par le Parlement au printemps dernier, on pourrait considérer que le recrutement d'un contrat à durée déterminée ou d'un intérimaire fait obstacle à ce droit nouveau.

A. L.

## INDUSTRIE

### Paris et Bruxelles cherchent un compromis sur les 12 milliards de francs de Renault

A l'occasion de la visite de travail rendue jeudi 9 novembre par le gouvernement français à la Commission européenne, M. Michel Rocard a annoncé que Bruxelles et Paris cherchaient à régler le différend du dossier Renault et des 12 milliards de francs versés par l'Etat français pour décaisser l'entreprise.

« La Commission doit comprendre, a dit M. Rocard, qu'il y a des limites à tout, notamment au prix que l'on peut payer dans la recherche d'un compromis ».

Raisant valoir que le marché de l'automobile s'est profondément modifié depuis 1987, le premier ministre a estimé que

cette évolution devrait être prise en compte.

Dans les milieux communautaires, on prête l'intention à la Commission de demander à la Régie, à l'issue de sa réunion du 15 novembre, le remboursement au Trésor français d'une partie des 12 milliards de francs ou la fermeture de capacités. M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie et du Commerce, a déclaré avoir accepté en contrepartie de changer le statut de la Régie et de décaisser les capacités de production de Renault. La conjoncture favorable aidant, la Régie n'a pas respecté tous les termes du plan de restructuration validé par Bruxelles.

« D'ailleurs, Benoit crée une filiale dans les services... Le groupe allemand Daimler-Benz AG a annoncé, jeudi 9 novembre, la création d'une nouvelle filiale spécialisée dans les prestations de services, qui viendra prendre place à côté de ses filiales Mercedes-Benz (automobiles, camions), AEG (électronique) et DASA (aéronautique). La nouvelle filiale regroupera, dans un premier temps, les activités de services informatiques, de financement, d'assurance, de négoce et de services marketing. Dans sa configuration actuelle, cette société réalisera des ventes comprises entre 3 et 4 milliards de DM et emploiera 3 000 salariés » (AFP).

Travaux publics : la Fédération patronale au secours des entreprises condamnées. — Après la décision du conseil de la concurrence, condamnant plusieurs entreprises routières pour ententes illi-

M. Bérégovoy cherche à hâter la reprise du travail

### Les grévistes des finances toucheront près de la moitié de leur traitement

En annonçant jeudi 9 novembre ses décisions quant au titre des jours de grève, le ministre de l'économie a ouvert ce qui devrait être le dernier acte du long conflit des agents des finances.

Par l'intermédiaire des directeurs de chaque administration du ministère (impôts, trésor, douanes, concurrence et consommation...), M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, s'est engagé à ne pas prendre en compte les samedis et les dimanches dans le calcul des jours non-travaillés. Le total sera, en outre, réduit de 25 %. Concrètement, pour un fonctionnaire ayant suivi la grève durant la totalité des jours non-travaillés, la retenue sera égale à seize jours de traitement (4 000 à 4 500 francs en moyenne).

La semaine correspondant à la totalité des jours de grève sera prélevée et étalée à raison de deux jours par mois pour la catégorie D (personnels de service), trois jours pour la catégorie C (exécution, niveau BEPC), quatre jours pour la catégorie B (cadres moyens, niveau

bac) et cinq jours pour la catégorie A (cadres, niveau licence). Ce schéma qui n'est pas négociable ont précisé les directeurs, s'appliquera jusqu'à vendredi 10 novembre. Au-delà, aucun abatement ne sera accordé.

Le ministre propose aux agents la possibilité d'effectuer des heures supplémentaires le samedi, rémunérées sur la base de quatre vingt-dix francs de l'heure pour la caté-

## Baroud d'hommes

Dans l'esprit du ministre de l'économie, ces dispositions devraient hâter le mouvement de

reprise du travail qui, depuis le 23 octobre, se confirme de jour en jour. Sur un total de 180 000 agents des finances, le ministère ne recensait plus que 12 348 grévistes (dont 12 000 pour la seule direction générale des impôts) mercredi. Toujours aussi précis, il en dénombrerait jeudi 11 157 dont 10 794 au sein de l'administration des impôts où le travail avait totalement repris dans soixante-six des soixante quinze directions.

De leur côté, les syndicats ont dénoncé une « mesure unilatérale inacceptable ». « Le ministre nous avait parlé d'une négociation sur ce sujet. On ne peut éprouver qu'un sentiment général du syndicat FO du Trésor, jeudi soir, les syndicats envisagent d'organiser comme le propose la CGT, une manifestation devant l'Assemblée nationale le 15 novembre, à l'occasion du vote des services financiers. Une espèce de baroud d'hommes pour des syndicats qui se disent néanmoins décidés à reprendre l'initiative « dès que l'occasion se présentera ».

J.-M. N.

### La vignette 1990 aura du retard

Malgré la reprise progressive de travail dans les services du ministère des finances, la vignette automobile 1990 ne pourra, comme prévu, être mise en vente à partir du vendredi 10 novembre. La direction générale des impôts doit la semaine prochaine fixer une nouvelle date.

Dans plusieurs endroits — Rennes et Toulouse, selon les syndicats — les vignettes sont

toujours bloquées dans les entrepôts régionaux du Trésor. Afin d'éviter toute perturbation, la direction générale des impôts préfère attendre que la situation redevienne totalement normale dans ses services pour mettre en vente la vignette 1990. De couleur bleu ciel, celle-ci devrait rapporter 10 milliards de francs.

## A Saint-Nazaire

### La direction des Chantiers de l'Atlantique propose des négociations sur l'intéressement

Le conflit qui affecte depuis maintenant sept semaines les Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire est une nouvelle fois dans l'impasse. La réunion tripartite entre les syndicats, la direction et l'inspection du travail organisée mercredi 8 novembre dans la soirée à Nantes s'est achevée sur un échec.

## SAINT-NAZAIRE

de notre correspondant

Rien ne semble pouvoir rapprocher le point de vue de la direction du chantier, qui refuse toute discussion sur les salaires, de celui de l'intersyndicale, qui a fait de l'augmentation mensuelle de 1 500 francs — comme chez Peugeot, comme aux finances — sa principale revendication.

L'intersyndicale CGT-CFDT-FO a réitéré la décision de lock-out total, qui est entrée dans les faits mercredi, en invitant jeudi matin 9 novembre le millier de salariés rassemblés sur le terre-plein de Penhoët à pénétrer dans le chantier. Les cadenas fermant l'entrée principale à saut, les salariés se sont alors engouffrés dans l'ouverture et ont fait le tour de l'atelier, non sans arrêter quelques instants au pied du quai Nord-Est.

Cette occupation symbolique s'est achevée après que l'intersyndicale ait fait poser son propre cadenas sur la grille principale. Et puis le cadenas a été remplacé par

un autre, réinstallé par la direction.

Cadenassée, la négociation l'est aussi. « Les choses n'ont pas évolué de façon sensible. On est dans l'impasse », reconnaissait jeudi soir M. Guy Salles, le directeur du chantier nazairien, qui déplore que les syndicats se refusent à discuter sur ce qu'il considère comme l'une des portes de sortie du conflit : l'intéressement. « Beaucoup d'entreprises ont mis des formules en place, y compris dans le groupe GEC-Alsthom, qui permet de décaler des « plus » allant jusqu'à 3 % de la masse salariale. Ce n'est pas de la fausse monnaie ».

## Manque à gagner

« Depuis 1985, la productivité a augmenté de 20 %, alors que le pouvoir d'achat a baissé. Qu'on commence d'abord par élever le niveau des salaires », répond M. Dronval (CGT). L'opinion de M. Bruno Lomonte (CFDT) n'est pas éloignée : « Il faut d'abord une politique salariale dans laquelle les salariés se retrouvent. Après, on pourra parler d'intéressement ».

L'inflexibilité de la direction, qui se réfugie derrière la politique salariale définie au sein du conglomérat diversifié franco-britannique GEC-Alsthom, est mal acceptée, y compris, semble-t-il, par l'escadronnier. Elle a trouvé un pourfendeur en la personne de M. Etienne Garnier, conseiller général (RPR) et

leader de l'opposition municipale nazairienne, qui a récemment signalé : « Le comportement inadéquat de la direction, aggravant les difficultés qu'elle connaît aujourd'hui ».

M. Joël Bataux, maire socialiste de Saint-Nazaire, pense, lui aussi, que le gouvernement a son mot à dire. Ce conflit soulève deux questions liées : celle de la pérennité de la construction navale en France et celle de la politique sociale des chantiers. M. Bataux, qui se bat pour laver sa ville de la mauvaise image qui lui colle à la peau, estime que les Nazairiens « ont beaucoup de mérite à travailler dans ces conditions, avec, au-dessus de la tête, le risque qu'on ferme la boutique dans trois ou quatre ans. Ce n'est pas de nature à entretenir un bon climat social ».

Le maire de Saint-Nazaire avait été choqué par les récentes déclarations alarmistes de M. Roger Fauroux devant la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale. Répondant jeudi à M. Madeleine Dénégard, député (PS) de Loire-Atlantique, le ministre de l'Industrie s'est voulu rassurant pour l'avenir du chantier nazairien. Il s'est dit aussi favorable à la désignation d'un médiateur.

Les bulletins de salaire sont arrivés dans les boîtes aux lettres d'environ trente-sept heures de travail, correspondant aux débrayages du mois d'octobre, soit un manque à gagner tournant autour de 1 300 F pour un salaire moyen supérieur à 6 000 F.

## CEE

### M. Rocard confirme la détermination de la France de réaliser l'union monétaire européenne

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

M. Michel Rocard ne s'est pas montré particulièrement optimiste à l'issue de sa rencontre, jeudi 9 novembre, avec la Commission européenne. Le premier ministre a ainsi déclaré, à propos de la convocation de la conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire (UEM), « qu'il n'avait pas de certitude absolue sur la fixation d'une date impérative, mais que l'accord interviendrait plutôt sur une plage de dates ». « Ce serait déjà beaucoup », a-t-il conclu sur ce qui constitue l'objectif principal de la présidence française au prochain conseil européen (8 et 9 décembre à Strasbourg).

L'idée actuellement en cours est d'ouvrir les négociations sur l'UEM pendant le deuxième semestre 1990. M. Rocard s'est voulu toutefois déterminé quant à la volonté de la France d'aller de

l'avant malgré les obstacles, notamment britanniques : « Nous sommes décidés à achever l'unité monétaire européenne de la CEE quels que soient les partenaires ».

Pour le premier ministre, la libération des mouvements de capitaux exige un renforcement de la coopération entre les gouvernements qui, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1990, n'auront à leur disposition pas d'autre « amortisseur » que le SME (système monétaire européen) pour faire face aux chocs monétaires.

En ce qui concerne les relations de la CEE avec les pays de l'Est, M. Rocard s'est montré très réservé : « Il est difficile pour la Communauté d'aller plus loin pour l'instant ». Insistant sur la nécessité pour les Douze de ne pas « se précipiter », le premier ministre a rappelé que « la CEE était avant tout une entité économique et qu'il fallait suivre les procédures prévues par le traité de Rome ».

M.S.

(Publié)

RÉPUBLIQUE DU SOUDAN

### APPEL D'OFFRES DE « SUDAN RAILWAYS CORPORATION » (SRC) Contrat n° 5894

1) La Société des chemins de fer soudanais « Sudan Railways Corporation » (SRC) a obtenu un crédit du Fonds soudanais de développement et entend consacrer le produit de ce crédit aux paiements agréés dans le cadre du présent contrat au titre des biens pour lesquels l'appel d'offres a été lancé, et se propose d'acquiescer des TRAVAIERS EN SOUS.

2) Les dossiers d'appel d'offres en langue anglaise peuvent être obtenus aux adresses indiquées ci-après, sur demande écrite et contre acquittement de frais non remboursables de 800 livres soudanaises (800 LS).

a) Controller of Stores SRC  
PO Box 65, Khartoum (Soudan)  
Téléc 40002 HADID - Téléphone 2020-3320

b) Stores Representatives - Khartoum  
General Manager's Office  
PO Box 1812, Khartoum  
Téléc 22476 HADID - Téléphone 74009

3) La date de clôture de la réception des soumissions à Khartoum est fixée au 4 décembre 1989 à 12 heures locales.

4) Le dépouillement des soumissions se fera publiquement, dans le bureau du « General Manager » de la SRC à Khartoum, aux dates et heures mentionnées ci-dessus.

## EXECUTIVE MBA

SAINT-XAVIER COLLEGE / UNIVERSITY  
CHICAGO

### 3<sup>e</sup> CYCLE

■ Programme américain Master of Business Administration

• Cours du Soir • Cours de week-end  
■ Pour cadres d'entreprise - diplômés du 2<sup>e</sup> cycle de l'enseignement supérieur ingénieurs - pharmaciens - médecins Diplôme étranger équivalent

■ Cours en américain

■ Début du programme : janvier 1990

■ Financement des études - Prêt bancaire étudiant ou prise en charge par la formation continue.

INFORMATION-ADMISSION

(1)42.66.66.82



ITEM/SAINT-XAVIER College University

71, rue du Fg-St-Honoré - 75008 PARIS

صكنا من الاجل



## ÉCONOMIE

## Tentation néolibérale en Amérique latine

Suite de la première page

L'origine de la crise est souvent attribuée à une cause unique : la dette extérieure. Celle-ci se monte à 415 milliards de dollars pour la région — un chiffre équivalent à 40 % du total dû par l'ensemble du tiers-monde, pour une population qui n'en représente que 10 % environ. De fait, le point de départ de la dramatique récession de ces huit dernières années est bien un cataclysme financier : l'annonce, faite le 13 août 1982 par le Mexique, qu'il ne pouvait plus honorer ses échéances dans les conditions du moment. Dès lors, les banquiers occidentaux, qui avaient assez aveuglément prêté à la région dans les années 70, ont soudain pris une conscience suraiguë du « risque latino-américain » et ont aussitôt coupé leurs lignes de crédit.

Depuis lors, pour honorer leur dette, tous les États ont dû consacrer des pourcentages impressionnants de ces devises qu'ils engrangeaient — malgré la diminution généralisée des cours des matières premières — bénéficiant d'exportations brutalement augmentées. Le sous-continent s'est ainsi dramatiquement décapité : officiellement, les transferts nets de l'Amérique latine en direction du monde développé s'élèvent à 145 milliards de dollars pour les années 1983-1988 ; mais ce chiffre ne prend pas en compte la fuite des capitaux — d'un montant peut-être deux à trois fois supérieur — due à la défiance désormais généralisée des nantis envers l'avenir de leurs pays. Cet effort gigantesque n'a pourtant pas conduit, loin de là, à une réduction du montant global de la dette — un paradoxe qui explique les hausses des taux d'intérêt internationaux au début puis vers la fin des années 80.

Si le « jargon de la dette », pour reprendre une expression devenue cliché, ne saurait ainsi être sous-estimé, il existe d'autres causes, plus structurelles et rarement soulignées, au marasme pro-

longé de l'Amérique latine. Il en est une dont le repérage est cependant déterminant car il conditionne les politiques de « sortie de crise » : l'épuisement — du modèle de développement auquel les pays du sous-continent s'étaient tous peu ou prou conformés après leur précédente grave « descente aux enfers » de 1929. « L'industrialisation par substitution des importations » — c'est de cela qu'il s'agit — avait consisté en la création, derrière de hautes barrières douanières, d'autant de petits marchés très autarciques qu'il y a d'États. De ce modèle encore dit « autarcique », la naguère très influente Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) avait fait la voie royale pour ses « paroissiens ». Or le système s'est grippé.

## Une profonde révision conceptuelle

On a assisté à une diminution progressive de la compétitivité du secteur privé, conséquence de l'excès de protection accordé à des producteurs convertis en autant de petits monopoles nationaux. Et l'on a aussi observé l'invasion des champs macro — et micro — économiques par un État inefficace, lui aussi, dans son avatar industriel, et en outre excessivement budgétifère dans son rôle social. Seule l'injection massive et inconsidérée de pétrodollars dans les années 70 a retardé la prise de conscience de cette faillite. La crise des années 80 n'en aura été que plus aiguë et durable.

La gravité de la situation est précisée par ce qui a conduit à de déshonorantes révisions. Des économistes clairement situés à gauche, des politiciens socialistes, populistes, sociaux-démocrates ou même démocrates-chrétiens, des intellectuels progressistes et parfois des syndicalistes, se sont pris, ces

dernières années, à remettre en question les dogmes « développementistes » (traduction littérale de l'espagnol *desarrollistas*) de la CEPAL.

Cette révision a coïncidé, par ailleurs, avec la remise en question par M. Mikhail Gorbatchev du « soviétisme ». Bien que — à l'exception ambiguë du Caballero Fidel Castro — peu de leaders d'opinion en Amérique latine soient « maoïstes » (comme on dit encore là-bas), la perestroïka y a eu un réel impact conceptuel : la mort dans l'âme souvent, bien des *desarrollistas* ont commencé à accepter l'idée qu'il ne saurait aujourd'hui y avoir d'alternative efficace à l'économie de marché — avec ses corollaires : ouverture internationale et revalorisation du secteur privé. Non que ces hommes aient remis ce sens social qui les avaient rendus méfiants envers le capitalisme — bien avant que celui-ci soit illustré dans la région par le général Pinochet.

Délivrés peut-être d'anciens tabous par une certaine libération intellectuelle qui a été le corollaire de la vague de démocratisation des années 80, ils ont été conduits à valoriser la production comme impératif catégorique. Empruntant en cela un chemin parcouru avant eux par la plupart des socialistes européens, ils sont donc devenus de vrais sociaux-démocrates — à l'allemande si l'on veut, c'est-à-dire soucieux que la distribution des richesses ne précède pas leur création, ou plutôt à l'espagnole puisque leur idole politique est M. Felipe Gonzalez.

On peut ainsi mieux s'expliquer un phénomène somme toute simplifiant : les rapides progrès de cette vague néolibérale lancée à travers tout le sous-continent par des chefs d'État issus de partis pourtant réputés progressistes, voire révolutionnaires : le Bolivien Paz Estenssoro en 1985, les Mexicains Miguel de La Madrid en 1986 puis Carlos Salinas depuis la fin de 1988, et, tout récemment, le Vénézuélien Carlos Andres Perez et l'Argentin Carlos Menem (1). Les rares nécessités économiques ont certes beaucoup poussé à ce renouveau — telle l'obligation de rembourser la dette, une fois admis que la rupture sur ce point avec le monde financier international est

quasiment intenable, comme le président péruvien Alan Garcia en a fait la cuisante expérience ; mais la maturation d'un corps de concepts économiques nouveaux a d'évidence joué un rôle tout aussi capital dans cette évolution.

Ainsi l'Amérique latine a-t-elle en quelques années quasiment révisé sa doctrine économique d'implication. Cette situation, soit dit en passant, permet de mieux augurer de futures tentatives d'intégration régionale, alors que, jusqu'à, les nombreuses expériences de mar-

populistes avant de lancer, le plus discrètement possible, des réformes restaurant l'économie de marché. Le cas le plus récent, qui a clairement attiré l'attention sur ce phénomène, est celui de M. Carlos Menem en Argentine. Ce peu de « *désir de libéralisme* » des citoyens n'est certes pas du meilleur aloi pour le succès de politiques fondées sur le marché.

Les gouvernants, eux, devraient évidemment se montrer convaincus de l'excellence des réformes qu'ils proposent. La plupart, cependant,

dont le partenaire le plus évident est Washington. Aussi assiste-t-on, de façon en quelque sorte substitutive, à un regain de l'intérêt des « *Latinos* » pour des échanges accrus avec la jeune puissance japonaise et avec une vieille Europe régeonnée par la perspective du grand marché de 1992.

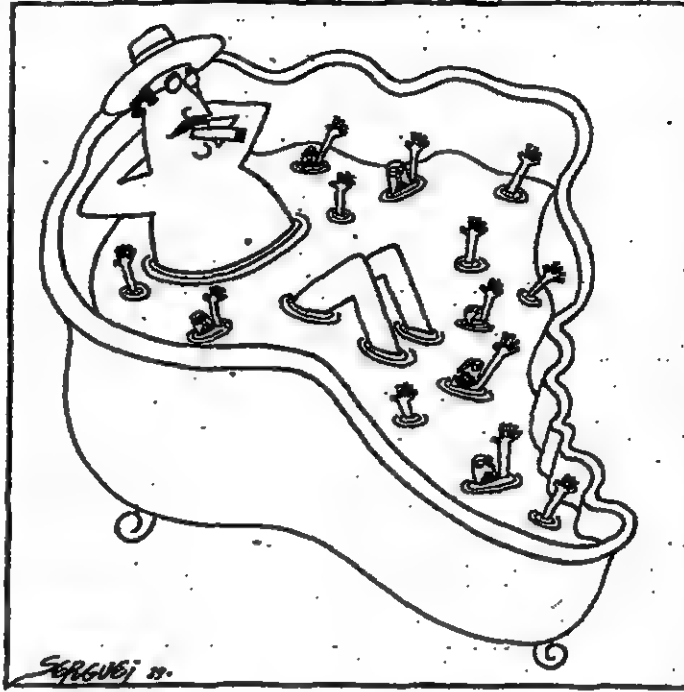
Le plus probable est que quelques pays seulement réussissent leur relance : les candidats au succès les plus souvent cités sont le Chili et la Colombie — à vrai dire économiquement déjà « bien partis ». Et quelques récents frémissements d'indica au Mexique ont rempli d'espoirs les jeunes technocrates qui entourent M. Salinas. Pour la plupart des autres pays, maints observateurs se cachent mal de craindre une progressive paupérisation, à l'afrique.

En toute hypothèse, une relance ne serait qu'un mirage et sans doute très provisoire succès, même s'agissant d'économies paralysées depuis un lustre et demi, si elle ne s'accompagnait d'efforts acharnés en vue d'une drastique réduction des inégalités. Car l'Amérique latine est bien le continent par excellence de l'injustice sociale. On y observe des juxtapositions de positions et de contrastes qu'elles en sont caricaturales — comme le sait quiconque a visité Rio-de-Janeiro avec ses favelas accolées aux quartiers résidentiels. Cette situation, évidemment intenable à terme, ne peut, en toute rigueur, être imputée à un système, le capitalisme, qui n'a jamais réellement fonctionné dans cette région. Mais il est certain également que le libéralisme ne saurait assurer à lui seul l'indispensable réduction des inégalités. Il y faudrait aussi une conscience sociale aigüe de la part des élites. C'est ce qui, pour de complexes raisons historiques, a toujours le plus manqué dans le sous-continent.

Une certitude : le temps presse. Un pays, le Pérou, résume assez bien cette urgence : la très active guérilla du Sentier lumineux n'y proclame-t-elle pas sa proximité « idéologique » avec les Khmers rouges, de sinistre mémoire.

Tout peut advenir en Amérique latine.

JEAN-PIERRE CLERC



chés communs ou zones de libre-échange ont toutes échoué. Il ne reste plus guère hors du « club » que Cuba et le Nicaragua, qui ont choisi (mais de circonstance plus que des nuances entre eux) le système socialiste, ainsi que le Pérou — même si le président Garcia a dû, ces derniers mois, en rabattre de ses velléités socialistes en raison de la tragédie que vit son pays.

La carte de la région comporte en outre une énorme inconnue : le Brésil, qui semble aujourd'hui paralysé face au choix d'un nouveau modèle de développement. Son économie, qui fut longtemps la « locomotive » de la région, avec notamment le très dynamique pôle industriel de São Paulo, est entrée dans une phase gravement involutive. Cette indécision a des conséquences qui se dessinent largement : n'est-il pas le « géant de l'Amérique latine » ? Les élections générales du 15 novembre (qui y opposent, pour l'essentiel, un libéral, un socialiste et un populiste) devraient en bonne logique aider à débloquer cette situation (2).

## Réduire les inégalités

Il reste évidemment une question-clé : la reconversion d'économies très fermées aux problématiques du marché est-elle assurée du succès ? Une notable partie de l'opinion publique ne le croit pas, comme le démontrent les émeutes qui éclatent ici et là (ainsi à Caracas en février-mars) dès que sont annoncées de profondes restructurations.

Il est vrai que, pour un bénéfice seulement escompté, celles-ci s'accompagnent inévitablement de mesures d'austérité aux effets immédiats — et ce alors que les populations se sont, depuis huit ans, déjà beaucoup serré la ceinture au fil de « plans de stabilisation » successifs, « orthodoxes » ou non, mais tous également infructueux. Cette inappétence du Latino-Américain de le voir pour tout ce qui ressemble au capitalisme est si connue des politiciens que ceux-ci ont pris le parti de se faire élire sur des programmes

(1) La « révolution néolibérale » a également été propagée par les leaders socialistes de quelques-uns des petits pays anglophones des Guyanes et des Caraïbes : ainsi MM. Desmond Hoyte en Guyane et Michael Manley en Jamaïque.

(2) Dans les autres pays latino-américains non mentionnés dans cet article, la situation peut être ainsi schématisée : 1. En Amérique centrale, Guatemala, Salvador, Honduras : petits pays globalement pauvres ou très pauvres, gouvernés par des équipes de droite, voire d'extrême droite, acquiesces au libéralisme économique. Celles-ci ont pu, par ailleurs, socialiser l'équité, gouverner par des sociaux-démocrates plutôt sensibles à la problématique du marché. 2. Dans la Caraïbe, République dominicaine : petit pays à revenu ni riche, gouverné par une droite plutôt populiste, peu attirée par le néolibéralisme ambiant. 3. En Amérique du Sud, Équateur : pays moyen, plutôt pauvre, à gouvernement social-démocrate intéressé par l'évolution adhésive en cours ailleurs ; Paraguay : moyen pays, peu peuplé, assez riche, gouverné à droite, traditionnellement ouvert sur le marché extérieur, encore que pour des raisons ambiguës (importance de la cocaïne).

expliquent volontiers qu'ils n'évoquent que contraintes et forçages de la financiers occidentaux. Si quelques uns, peut-on supputer, espèrent renouveler le « miracle » des « quatre dragons d'Asie », ils ne s'en ouvrent guère sur la place publique. Il est vrai que le sentiment d'hostilité envers les « Yankees » et autres « gringos » que nourrissent nombre de leurs compatriotes rend délicat un prosélytisme ardent envers une politique

**Ne commandez pas votre PEUGEOT 205, 309, 405, 605 sans nous avoir rendu visite !**



800 voitures en stock permanent en livraison immédiate\*

toujours plus avec la griffe

**NEUBAUER**  
PEUGEOT

Plus vite, moins cher!

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SOPHIA-BAIL

## SOFICOMI

Les Conseils d'Administration des 7 et 8 novembre 1989 ont mandaté leurs Présidents respectifs, Bernard FRAIGNEAU et Guy LE BRETON, pour entamer le processus devant conduire les Assemblées Générales des deux sociétés à se prononcer sur leur fusion.

Ce regroupement se réaliserait par absorption de SOFICOMI par SOPHIA-BAIL.

La parité d'échange des titres ne pourra être arrêtée qu'après les expertises en cours et le rapport des commissaires aux apports et aux comptes.

Le nouvel ensemble ainsi constitué se situera au premier rang des SICOMI cotées à Paris, avec un total de fonds propres supérieur à 1,3 milliard de francs et des engagements actuels de l'ordre de 6,6 milliards de francs, dont 5 milliards en crédit-bail immobilier et 1,6 milliard au titre des investissements patrimoniaux.

**SOPHIA-BAIL**  
18, rue de la Ville-Évêque  
75008 Paris  
Tél. 47.42.52.53

**SOFICOMI**  
8, rue Danielle-Casanova  
75002 Paris  
Tél. 42.60.32.38

**LONGINES**  
LE TEMPS POUR GAGNER

Collection Lindbergh

## RÉGIE DES TABACS

CONSTRUCTION D'UNE USINE DE FABRICATION DE CIGARETTES

AVIS DE PRÉSÉLECTION

LOT : GROS ŒUVRE et V.R.D.

En vue de la construction d'une nouvelle usine de fabrication de cigarettes à Ain Harrouda, Casablanca, les entreprises désirant participer à la présélection peuvent retirer gratuitement les dossiers correspondants à partir du 23 octobre 1989, auprès du siège social de la Régie des Tabacs (direction des achats et des approvisionnements), sis à Casablanca au 87, rue Ahmed El Fighaoui.

L'évaluation des entreprises sera fondée sur l'expérience, la capacité financière, les moyens humains et matériels.

Les dossiers de candidature présentés dans les formes prescrites par le dossier de présélection doivent être adressés sous pli fermé à : monsieur le directeur général de la Régie des tabacs, au plus tard le 8 novembre 1989.



# Le Monde en librairie

## LA FRANCE DES LIBERTÉS

par Philippe Boucher et Elisabeth Sazore.

Cet ouvrage décrit les six familles de libertés, présente leur application dans la vie de tous les jours à partir d'exemples concrets et propose des exercices autour de ces exemples. Le savoir-faire pédagogique d'un grand éditeur scolaire et la richesse documentaire d'un grand quotidien.

Éditions NATHAN/LE MONDE  
160 pages, 125 F.

## L'ARBRE DU MAGE

Tenue de Chloé Scailion, dessin de Dorothée Dumais

Une histoire surprenante imaginée par une petite fille de douze ans, lauréate du concours « Plume en herbe » 1988.

Éditions NATHAN/LE MONDE  
28 pages, 45 F.

## Le Monde

### La guerre d'Algérie

Essai de Pierre-Émile Lévy et Jean-Pierre Lévêque

## LA GUERRE D'ALGÉRIE

De Pierre-Émile Lévy et Jean-Pierre Lévêque. L'histoire de la guerre d'Algérie, de ses origines aux conséquences contemporaines, construite à partir d'articles de la presse écrite, de la presse audiovisuelle, de la presse écrite, de la presse audiovisuelle, de la presse écrite, de la presse audiovisuelle.

## LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS

À l'heure des bouleversements de l'audiovisuel, et des luttes des créateurs en Europe, un livre indispensable pour comprendre la logique et les ressorts de l'univers médiatique.

Éditions LA DÉCOUVERTE/LE MONDE  
283 pages, 95 F.

## LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS

## Larousse / Le Monde

### Journal de l'année

Édition 1989

## LE JOURNAL DE L'ANNÉE

Trois cent soixante-cinq jours de faits, d'événements, d'histoire, restitués sous la plume des meilleurs spécialistes. Édition 1989.

Éditions LAROUSSE/LE MONDE  
384 pages, 195 F.

## L'ANNÉE DES LETTRES 1989

## L'ANNÉE DES LETTRES

Réalisé par l'équipe du « Monde des livres » sous la direction de Pierre Lepape, avec une préface de François Bonté, ce livre dresse le bilan de la production éditoriale de l'automne 1987 au printemps 1989.

Éditions LA DÉCOUVERTE/LE MONDE  
235 pages, 95 F.

## L'ANNÉE 1988 DANS LE MONDE

par Edouard Mazard

Cet ouvrage rassemble les chronologies mensuelles parues dans « le Monde », enrichies d'un index détaillé. Préface d'André Fontaine.

Éditions GALLIMARD/LE MONDE, collection « FOLIO ACTUEL »  
237 pages, 21,50 F.

هكذا من الأجل







# AFFAIRES

## Quelques précautions à prendre pour acheter un appartement

C'est décidé. Vous allez acheter un appartement. En moyenne, vous avez entre trente et quarante ans, vous aimeriez avoir un premier ou un deuxième enfant, mais l'appartement en location que vous occupez est trop petit. En louer un plus grand dans le même quartier, vous coûterait aussi cher que des mensualités de remboursement, même très élevées.

Citadin, vous l'êtes à la fois par vocation et par habitude, et la maison que vous habitez, les murs d'une maison individuelle, vous tentent aussi. Vous allez donc acheter ou acheter un appartement dans un immeuble collectif, que vous vivrez à Paris, dans la région parisienne ou à Lyon, Bordeaux, Marseille ou Strasbourg. Bien sûr, le marché du logement n'est pas partout aussi « tendu » qu'à Paris, les prix du mètre carré ne sont pas les mêmes dans une ville à l'autre, mais les problèmes préconstruits sont du même ordre. Il faut donc un certain nombre d'erreurs et de fautes de précautions de bon sens. Nous n'avons d'autre ambition ici que de rappeler quelques-uns, sans prétendre à l'exhaustivité.

« *Al-Je vraiment les moyens de me lancer dans cette aventure ?* »  
 « Cette question clé, celle que trop souvent on se pose, est posée avec suffisamment de sérieux et de sincérité pour se traduire quelques années après par des catastrophes, financières et familiales. Reconnaître ses disponibilités est indispensable : plus l'apport personnel est important, moins il faut emprunter, et plus léger sera le remboursement des emprunts. Ne pas habiller le mal le plus logement si l'usage de l'argent est très éphémère, si le plan d'épargne logement, sa prime et son prêt. Mais tout le monde sait tout cela. Pour se renseigner sur les prêts existants, aidés ou non, rien ne vaut une petite visite à TADIL (Assoc-

ment plus grand du lieu de travail, ou d'avoir... une salle de bain plus petite, voire minuscule. Chacun selon son mode de vie, ses habitudes, car tout cela ne peut être que très subjectif.

La réponse fut : « Je ne veux de chercher. Petites annonces, vitrines, les agences immobilières, bouche-à-oreille, tout est bon. Et il faut varier, inlassablement, en prenant son temps car il est insensé de consacrer moins de temps à l'achat d'un appartement qu'à me mettre vingt-cinq ans à vendre le mien. C'est une profession et un venant à cogiter. Je pratiquais d'une tendance à vous presser car « il y a un autre rendez-vous », tout en vous assurant qu'il n'est à votre disposition pour vous offrir un petit conseil ou proposer « sous de coups de cœur » qui vous feraient vous embeller inconsiderment, guite à le regretter votre vie durant. Et se méfier un peu plus de celui qui vous fait visiter, car il est trop facile de se précipiter, ses intérêts ne coïncident pas forcément avec les vôtres.

### Sur le terrain

On tentera de vous convaincre que « vous fîtes une bonne affaire, qui risqua de vous échapper car une autre personne, très intéressée, vient visiter tout à l'heure... ». Ce n'est vrai qu'une fois sur dix. Mais on vous rassure en disant que les vraies bonnes affaires sont rares, surtout quand le prix du maître carot s'envole. Très souvent aussi, le propriétaire vendeur surévalue son bien, ce qui est humain. Et il ne faut pas compter sur lui pour vous offrir une affaire (petite ou grosse) du logis proposé. Très souvent aussi, le professionnel qui vous fait visiter a intérêt à ce que vous achetiez : il est payé au pourcentage. Il est vrai qu'il calme souvent les prétentions excessives du propriétaire, mais ce n'est pas ce que vous qu'il traite, c'est pour celui-ci.

Enfin, ne croyez pas aveuglément qu'on ne trouve rien au-dessous de 15 000 fr. du mètre carré à Paris. Il est vrai qu'il y a beaucoup de cotés plus chers dans le Goussier et le 8<sup>e</sup> arrondissement qu'à Goussier, mais dans le 11<sup>e</sup>. Mais il y a encore du « pas cher » dans des beaux quartiers (souvent avec travaux, mais cela ouvre droit à des prêts aidés), et du « hors de prix »... ailleurs (neuf, ou encore... « réhabilités »). En tout état de cause, il faut marchander, négocier, argumenter. Le jeu en vaut la chandelle.

Le moment est venu d'aller sur le terrain. Un « crapatage » d'approche dans le ou les quartiers choisis est préférable, on s'entraîne à décoller ce qu'on ne remarque pas à première vue : les restaurants, les boîtes de nuit, les garages couverts en permanence (*l'ascenseur*, le précieux...), les cinémas, les théâtres, la place des feux rouges sur les grandes artères, l'existence d'amis, dont l'activité est rarement silencieuse. Des feux de chambre sont allumés à 8 heures, tous les jours, sans la moindre impossibilité, des portières qui claquent, le *bourboulou* de conversations animées qui vous empêchent de fermer l'œil. Cela conduit à ne pas mépriser les appartements sur cour, moins prestigieux, mais parfois

plus calme : ce n'est pas un hasard si, autrefois, dans les appartements bourgeois du dix-neuvième siècle, les pièces de réception donnaient sur la rue et les chambres sur la cour...

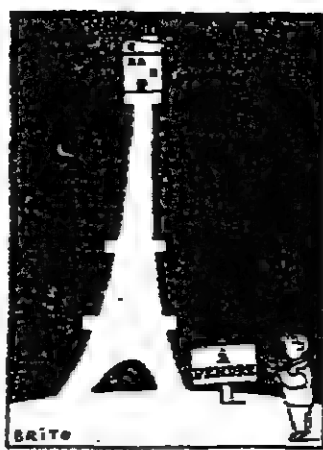
Le repérage étant fait, collectionneurs et amateurs prennent des notes. A la réflexion, les meilleurs jours pour visiter un appartement sont le mardi, le jeudi et le vendredi, aux heures ouvrables. Pas commode mais efficace : les ateliers travaillent, les gosses sont à l'école (et le bruit d'une cour de récréation, sous vos fenêtres, toutes les heures, est une gêne, mais on s'habitue) ; il n'y a d'avoir en poche, outre les dimensions des meubles que vous conserez, un mètre-enrouleur, un calepin et un crayon, et de relever plan, surface et disposition des lieux, les coordonnées géographiques de l'adresse (l'adresse normande de la tante Adèle, à laquelle on tient tant, risquerait de ne tenir que... couchée !). Cette précaution vous évitera d'acheter une « chambre à dormir debout », où un grand lit de 140 x 240 centimètres est placé sur carreaux paumés libre n° 1 la dimension requise, par exemple. Et cela existe, plus souvent qu'on ne croit, dans les vieux immeubles des vieux quartiers. De plus, la surface indiquée par le vendeur n'est que ce qu'il veut vous faire croire. Il peut changer considérablement le prix du mètre carré.

Ne pas oublier non plus de regarder par les fenêtres pour déceler les facteurs de trouble éventuels, comme la grande cheminée d'évacuation des fumées d'un restaurant, d'une usine, d'un chauffage d'une pompe qui fonctionne autant que de besoin, nuit et jour, comme la cour de l'école ou la remise du restaurant d'une autre rue, avec ponnelles permanentes et odeurs inévitables... Si la cage d'escalier est mal ventilée, les odeurs s'accumulent, envenimant les meubles par les fenêtres et qu'elles sont assez larges pour que le grand canapé d'appoint ou le piano puisse passer. Ouvrez sans complexe tous les placards : même si l'ensemble est repêché de neuf, il est rare que les meubles ne soient pas humides et l'humidité y laisse des traces tout à fait visibles.

## L'état de l'imminence

Précident qu'ils vous y êtes, demandez-les jeter un coup d'œil sur les caves, même si votre futur appartement n'en comprend pas : les colporteurs des caves sont « parties communes », et leur bon état révèle en partie celui de l'immeuble. Des flaques d'eau sur les gouttières, des dégâts d'eau sur les murs, ou des vannes d'eau et des remises en état ultérieures indubitables. N'hésitez pas non plus à frapper chez les voisins : pour peu qu'ils soient locataires, ils vous diront les agréments et les inconvénients de l'immeuble et de ses habitants. Allez voir le concierge ou le gardien, il connaît la fréquentation de l'immeuble et vous signalera les « unetel », qui mènent une vie de bétons de chaise et font un boucan de tous les diables, tout en étant propriétaires et impossibles à déloger.

Après moult visites, vous avez trouvé votre futur logis. Le moment est venu de poser quelques questions clés au vendeur ou à



Façon immobilier. Il doit vous donner le nom et l'adresse du syndic de copropriété, et le nombre de « millions » attachés à l'appartement convoité. Avec 25 millions, vous paierez 2,5 % des travaux décidés en assemblée générale, soit 350 millions dans le cas d'un immeuble si charmant, vous en réglez... 35 % ! Au syndic, par téléphone ou lors d'un rendez-vous, vous demanderez le montant trimestriel des charges (avec chauffage central collectif, ascenseur, etc.) et la part de chaque propriétaire et doit entrer dans vos calculs), si de gros travaux ont été votés par la dernière assemblée générale (c'est le vendeur qui doit les payer), si d'autres travaux sont envisagés (comme la réfection de la toiture, la pose d'un ascenseur, la rénovation de la partie extérieure ou le ravalement de la grande cour intérieure (qui n'est pas obligatoire, contrairement à celui de la façade, mais nécessaire), car vous devrez les payer lorsqu'ils seront décidés. Vous lui demanderez encore si la copropriété a des prêts en cours, et arrive à vous expliquer un différend avec une copropriété voisine sur de gros travaux.

Vous lui demanderez également le nom et l'adresse de l'architecte, à qui vous téléphonerez : nul mieux que lui ne connaît l'état réel de l'immeuble et les travaux à envisager à plus ou moins long terme.

Enfin, pour les casiers publics, les communes ont des obligations vis-à-vis de la Mairie de Paris ne fait pas de problème : le sous-sol de la capitale est tellement riche en endroits trafiqués d'anciennes carrières, et parfois des glissements de terrains sont à craindre. Mieux vaut se renseigner avant que l'apprendre après. On pourra aussi vous informer des projets de la ville dans ce quartier. Pour certains quartiers parisiens, l'est aussi, cela va sans dire, pour bien des villes de province.

Pour faire tout cela, nous disposons de beaucoup de temps. Rares sont ceux qui peuvent se consacrer autant qu'il le faudrait à cette possible. Connaitre aussi bien que possible l'immense dans l'indispensable, si l'on veut éviter les manières surprises, toujours nos-

**Bon courage !**

**JOSÉE DOYÈRE**

**JOSÉE DOYÈRE**

ciation *départementale d'information* sur le logement), que vous ferez suivre, dans la foulée, d'un visite à votre banque... et à ses voisines. Simple mission d'information. Vous négociez plus tard, quand votre projet sera plus précis. Il faudra, en effet, ne pas hésiter à le demander de changer de banque, si les conditions qu'on vous fait ne sont pas particulièrement avantageuses. Vous êtes pour votre banque un client, ne l'oubliez pas, et recevoir chaque mois votre salaire l'intéresse tout autant que de vous prêter de l'argent.

## La hiérarchie des préférences

Avant de vous lancer dans la lecture des petites annonces et de vous précipiter dans la boutique de l'agent immobilier le plus proche, une autre démarche est utile : réfléchir, en discutant avec vos proches et vos amis, aux caractéristiques que vous souhaitez. Il ne s'agit pas de fabriquer du rêve, mais de décider ce qui est le plus important : la proximité de l'école, du collège ou du lycée pour les enfants ; une rue commerciale commode ? Une station de métro, de RER, de bus sur une ligne directe entre domicile et boulot ? Dans l'appartement, un grand salon, une cuisine ouverte, une salle de bains ? Des placards profonds et nombreux ? Une vaste salle de séjour ou des chambres spacieuses ? Da sollent toute la journée ou une heure dégoûtée du jour, vous ne serez pas trop d'importer dans le bureau.

De toute façon, il faudra en rabattre, car on ne peut presque jamais tout avoir. Il est donc important de connaître, avant de partir en chasse, sur quoi on ne transigera en aucun cas, quitte à accenter par exemple un éloigne-

## Adresses utiles

L'Association nationale d'information sur le logement (ANIL) regroupant 65 associations départementales. La liste des associations régionales est fournie par sudphone au (16) 1-42-02-65-95. Au numéro le plus proche de votre domicile, un conseiller vous renseignera. Pour la région parisienne, l'AILAP (Association pour l'information sur le logement en agglomération parisienne) a des antennes dans toutes les mairies parisiennes, sauf dans le 1<sup>er</sup> et dans le 15<sup>e</sup> arrondissements. On peut obtenir la liste des mairies au 45-49-14-14, mais on peut aussi appeler le 45-49-25-28; où un conseiller vous renseignera directement. En banlieue, voir Val d'Oise dispose d'ADIL, et on peut appeler, à Cergy-Pontoise, le 30-32-14-22, ainsi que la Seine-et-Marne, qu'on appelle au 60-25-11-81.

Dans ces centres d'information, on donne des renseignements juridiques, fiscaux, financiers, on aide à monter un plan de financement et on vous pro-

pose des simulations de plans  
de remboursement.

Quant à l'état du sous-sol, aux risques de préemption par la ville, aux projets d'aménagements prévus, il faut se renseigner auprès de la mairie, où toujours un service est au courant de ce genre de chose. Et le certificat d'urbanisme, indispensable pour que la vente puisse avoir lieu, ne vous fournira pas de renseignements sur les projets en préparation.

- A Paris, c'est au 17, boulevard Morland qu'il faut s'adresser (Tél. : 42-76-40-40). Un service des carrières connaît tout ce qu'on peut connaître sur le sous-sol parisien, et la Direction de la construction est parfaitement apte à vous renseigner. En ce qui concerne les intentions de la Ville en matière de présorption, l'immense dans lequel votre futur appartement est situé peut être inclus dans le périmètre d'un grand projet de la ville et avoir déjà fait l'objet d'une enquête d'utilité publique. Il ne vous suffira donc pas d'une zone plus limitée déclarée d'utilité publique.

lité publique (ou en voie de l'être), d'une zone d'aménagement concerté ou encore d'une « zone de présomption renforcée ». Les zones de ce dernier type sont petites, et leur localisation décidée par le Conseil de Paris.

La Ville préempte systématiquement tout ce qui s'y vend. On peut bien sûr téléphoner (au 42-76-31-86, un spécialiste donne des renseignements sur tout ce qui concerne l'urbanisme) mais il vaut mieux

Sur la totalité des transactions, les incidents de ce type sont rares, mais quand ils surviennent, ils sont particulièrement difficiles à vivre.

---

# CIC PARIS.

JAMAIS UNE BANQUE  
N'AVAIT AUTANT PAYÉ  
DE SA PERSONNE.

Pour faire tout cela, aussi scrupuleusement que possible, il faut disposer de beaucoup de temps. Rares sont ceux qui peuvent se consacrer autant qu'il le faudrait à cette recherche. Connaître aussi bien que possible l'immense dans lequel on va vivre est pourtant indispensable, si l'on veut éviter les mauvaises surprises, toujours possibles.

**Bon courage !**  
**JOSÉE DOYÈRE**

— C'est la moindre des choses.

هكذا من الاحل



حکومت الاحول

# AFFAIRES

Selon M. Olivier Stirn, ministre du tourisme

## La France redevient la première nation touristique d'Europe

Les ministres embouchent parfois un peu vite les trompettes pour faire savoir que leur secteur est en excellente santé. Pourtant le cocorico que commence à lancer M. Olivier Stirn, ministre du tourisme, semble fondé : grâce à une année 1989 qui s'annonce exceptionnelle, la France est redevenue la première nation touristique d'Europe.

Pour apprécier le redressement du tourisme français, il est possible d'utiliser trois des paramètres dont les chiffres des neuf premiers mois de 1989 permettent d'extrapoler l'évolution sur l'année tout entière : le nombre des touristes étrangers, le montant des recettes en provenance de ceux-ci et le solde de la balance des paiements touristiques.

Si l'on prend le premier de ces paramètres, la France devrait accueillir en douze mois entre 42 et 43 millions de visiteurs étrangers contre 38,2 millions en 1988 (+10 %). Ce score la confirme largement en tête des quatre pays les plus visités du monde devant les Etats-Unis, qui pourraient atteindre le chiffre de 37 millions de touristes. L'Espagne, qui plafonnait aux alentours de 31 millions, et l'Italie, légèrement en recul avec 25 millions.

En ce qui concerne les recettes d'origine touristique, la France réaliserait un montant compris entre 98 et 103 milliards de francs contre 82 milliards en 1988 (+20 % environ). Elle restera derrière les Etats-Unis qui dépasseront les 120 milliards de francs, mais couvrirait sa déficience de l'Espagne sur le poteau, reprenant la première place européenne dans ce domaine également. Enfin, le solde de la balance des paiements touristiques s'annonce prometteur. Jamais la France n'aura atteint le bénéfice net prévu, compris entre 35 et 37,5 milliards de francs, puisque le précédent record de 1985 s'élevait à 30,4 milliards (+17 % environ). Le classement mondial dans cette catégorie serait alors le suivant, en milliards de dollars : 1<sup>er</sup>, l'Espagne avec 14 milliards ; 2<sup>e</sup>, la France avec 5,6 milliards ; 3<sup>e</sup>, l'Italie avec 5,1 milliards ; 4<sup>e</sup>, les Etats-Unis qui réaliseraient la promesse de faire, pour la première fois de leur histoire, un bénéfice qui atteindrait 3 milliards de dollars.

On notera quelques évolutions significatives dans les flux de visiteurs qui ont choisi de se rendre en France en 1989. Les Allemands de l'Ouest qui sont, avec plus de 9 millions de séjours, ses meilleurs clients ont confirmé leur goût pour des vacances à la française : si l'on

en croit les chiffres de la Deutsche Bank, ils ont dépensé au cours du premier semestre 1989 29,3 % de plus dans l'Hexagone qu'au cours de la période correspondante de 1988. En outre, les Européens du Sud, qui voyageaient peu hors de leurs frontières, ont pris le chemin de Paris : c'est vrai des Espagnols mais surtout des Italiens, saisis par une véritable frénésie de voyage (3 % de dépenses supplémentaires à l'étranger depuis le début de l'année).

Enfin, les Japonais continuent à arriver en masse : ils étaient 520 000 à choisir la France pour destination en 1987 (+18,1 % par rapport à l'année précédente), 615 000 en 1988 (+18,2 %) et ils seront 770 000 (+25 %) cette année. Ils dépensent sur place, grâce au yen fort, de 10 000 F à 20 000 F par personne et par voyage.

### Vivre le Bicentenaire !

Les causes de ce succès sont multiples. Hormis la météo exceptionnelle et la croissance économique mondiale qui ont profité à tous les pays européens, ont joué en faveur de la France les festivités du Bicentenaire de la Révolution française qui ont attiré, dans leur sillage, des cohortes de touristes étrangers et tout particulièrement du mois de juin jusqu'au mois de septembre.

M. Olivier Stirn, ministre du tourisme, préfère mettre l'accent sur un certain nombre de facteurs dont plusieurs dépendaient de lui et d'autres pas. « J'estime que le triplement de notre budget de publicité a joué un rôle majeur, déclare-t-il. Celui-ci vivait avec 25 millions de francs en moyenne chaque année. Nous l'avons porté à 75 millions de francs en 1989 : il atteindra 90 millions en 1990. Alors que nous faisons aux Etats-Unis moins de publicité pour notre tourisme que les Bahamas pour le leur, c'est nous qui avons, de tous les pays au monde, dépensé le plus cette année pour convaincre les Américains de nous rendre visite. La compétitivité retrouvée de notre industrie touristique a joué. Nos prix sont inférieurs de 15 % à ceux des Italiens et les prix espagnols rattrapent peu à peu les nôtres. La baisse de la TVA sur l'hôtellerie de deux ou trois étoiles, 7 % à 5,5 %, y a été aussi pour quelque chose. Je note l'effort considérable des régions, des départements et des communes qui misent de mieux en mieux sur leurs richesses naturelles et sur leur patrimoine. »

« Les investisseurs et les professionnels du bâtiment et des travaux publics, comme Dumez, Bouygues ou Spie-Batignolles, ont compris l'intérêt des infrastruc-

tures touristiques et hôtelières, qui se multiplient. Je crois que l'évolution du tourisme européen vers de courts séjours sur d'autres critères que le soleil et le balnéaire et le développement du tourisme d'affaire ont aussi joué. Les grands centres de France, y compris le Nord et le Pas-de-Calais. Nos deux compagnies internationales ne viennent-elles pas d'inaugurer des vols directs entre New-York et les grandes métropoles régionales françaises ? »

M. Stirn se félicite que, depuis 1988, l'évolution ait été inversée. « Si nous avions poursuivi sur la pente descendante des années 1986 et 1987, même la RFA et la Grande-Bretagne nous auraient rattrapés. » Il veut voir un symbole dans le fait que le solde positif de la balance française des paiements touristiques, qui dépassait déjà ceux de l'agriculture et de l'automobile, soit en train de l'emporter avec plus de 35 milliards de francs sur le solde du secteur militaire, qui devrait tomber à 32 milliards de francs. Il est très fier que la tour Eiffel et le Mont-Saint-Michel fassent mieux que le Mirage et l'Exocet.

ALAIN FAUJAS

Sa holding devrait être cotée en Bourse le 21 novembre

## Bernard Tapie veut faire parler ses chiffres

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Annouçant, le mercredi 8 novembre à Marseille, que sa société de portefeuille Bernard Tapie Finance serait introduite sur le second marché de la Bourse de Paris (le Monde du 10 novembre), Bernard Tapie a retrouvé pour « vendre » son groupe sa verve légendaire.

« Je suis trop ambitieux et trop jeune, a-t-il notamment déclaré, pour faire une introduction boursière, qui me rapporte, finalement, en argent très peu et en plaisir encore moins, si je n'étais pas sûr d'enrichir ceux qui vont faire cet acte de foi. Je n'aurais jamais pris le risque de faire perdre leur fric aux Français. »

L'industriel a ajouté que les nouvelles opérations à réaliser par son groupe devront désormais s'inscrire dans le cadre de BT Finance. « Je m'interdis, à titre personnel, a-t-il promis, de faire une affaire ailleurs et autrement », éliminant ainsi des opérations « de trapéziste » tentées par lui seul dans le passé.

Il a d'autre part expliqué que cette introduction, déjà annoncée à plusieurs reprises, avait dû être différée « pour des raisons d'opportu-

nité » et qu'il n'y aurait pas d'augmentation de capital de BT Finance dans l'immédiat, sauf en faveur du personnel du groupe à hauteur de 10%. Selon les éléments qu'il a rendu publics, le résultat net consolidé de l'ensemble de ses sociétés était, au 30 juin 1989, de 169,5 millions de francs.

M. Tapie a déclaré qu'il consacrerait désormais un tiers de son activité à l'achat et à la vente d'entreprises, un tiers au développement économique de la région marseillaise et un tiers à des actions de formation (les écoles de vente Bernard Tapie qui vont fêter leur millième élève depuis leur création en 1986).

### Pub...

Au sujet de la reprise des chantiers navals de La Ciotat, il a estimé à « neuf sur dix » ses chances de réaliser l'opération en collaboration avec les groupes Savi et Dumez. « Lexmar, a-t-il lancé, c'est bidois complet. Ils n'ont jamais eu l'intention de fabriquer des bateaux à La Ciotat. Leur objectif c'est l'immobilier, point à la ligne. Je pense que la détermination du gouvernement est telle qu'en tout état de cause il ne peut être question que Lexmar s'installe pour faire des bateaux. C'est hors de question... »

GUY PORTE

L'emprise japonaise sur l'immobilier américain

## Manhattan se met au saké

fortes sur le petit écran, la charge émotionnelle était assurée. Et il suffisait d'écouter quelques commentaires acerbés le lendemain matin sur « ces Japonais qui viennent nous envahir après avoir perdu la guerre... » pour comprendre que le mariage économique de raison célébré tant bien que mal entre Tokyo et Washington sur des bases bancaires (des excédents nippons venant combler à point nommé des déficits américains) laisse l'homme de la rue pour le moins perplexé.

Même si on lui fait valoir que les Etats-Unis, partis très tôt en quête de marchés extérieurs, peuvent difficilement renoncer en retour à une politique « portes ouvertes », l'ouvrier de Chrysler, son voisin de Hewlett-Packard et, aujourd'hui, l'un des 65 000 employés de la Rockefeller Plaza, comprennent difficilement comment, respectivement, « son » automobile, « ses » composants électroniques, et à présent les « trophées building » de Manhattan ont pu, baignés, sans résistance, la bannière étoilée pour hisser l'emblème du Soleil-Levant.

La réaction peut paraître surprenante. Depuis de nombreuses années, poussés à large par l'endaka, la formidable hausse du yen, les investisseurs japonais ont posé le pied sur le sol américain. Dans l'industrie manufacturière d'abord, dont ils détiennent 10 % aujourd'hui, dans la finance ensuite où, par exemple, le géant de l'assurance, Nippon Life, a pris une participation dans Shearson Lehman Hutton, l'une des grandes banques d'investissement, initié par Yasuda Mutual Life et par Sumitomo Bank, venues s'asseoir très poliment à la table de Paine Webber et de Goldman Sachs, deux autres grands « brokers » new-yorkais.

A ce moment-là, déjà, nombreux étaient ceux qui criaient haut sur l'envahisseur. Mais comment songer à le bouter hors de Wall Street alors qu'il se porte acquiesçant, à lui seul, d'une bonne moitié des bons émis par le Trésor américain pour financer sa dette ? Sans avoir eu le temps de songer à une éventuelle réponse à cette question très concrète, Sony annonçait il y a un mois le rachat de Columbia Pictures, ses studios et ses milliers de feuilletons télévisés ! Quelques mois à peine après avoir avalé les disques de CBS...

L'industrie, la banque et la finance (« A quand la Citicorp ? », a-on entendu), la communication, quelques toiles-symboles, comme les *Tournevents* de Van Gogh emportés haut la main par la compagnie d'assurances Yasuda. Sans oublier la pierre, un sujet sensible au cœur des Américains dont près de 60 % sont propriétaires de leur habitation et qui ont toujours considéré le toit quasiment comme un droit à la naissance. De plus, dans le cas du Rockefeller Center, il ne s'agit pas d'une opération immobilière de

plus venant s'ajouter à une liste déjà longue qui englobe aussi bien l'Etat de New-York que la Californie ou le Texas. Non, cette fois, il s'agit d'un des joyaux de Manhattan, un magnifique gratte-ciel dont le nom est synonyme dans le monde entier d'une incontestable réussite architecturale de l'époque, doublée de la reconnaissance due par le capital à l'un des plus grands financiers que la « Grande Pomme » ait connus. Même si John D. Rockefeller Junior, issu de la famille des Rockefeller, a plutôt des racines aveyronnaises...

Consciente des réactions hostiles que le rachat de 51 % de Rockefeller Group Inc. par le premier groupe immobilier japonais allait susciter dans le public — et au Congrès, de plus en plus protectionniste — la famille a tenu à préciser que cette transaction record (elle porte sur près de 850 millions de dollars, soit environ 5,3 milliards de francs) n'était pas motivée par un brusque besoin d'argent de la part de l'un des héritiers. La réputation de la dynastie est sauve... Mais les premiers propos de Jotaro Takagi, directeur général de Mitsubishi Estate, selon lesquels « il n'est pas d'adresse commerciale, dans le monde, qui ait autant de « cachet » que le Rockefeller Center », ont dû laisser un goût amer à certains. Notamment à ces cadres de l'une des nombreuses filiales du groupe qui, informés des projets de la société-mère, avaient monté un dossier de rachat de l'entreprise par ses salariés. Lequel a été prestement rejeté par l'état-major du groupe où l'on retrouve, au côté des représentants de la famille Rockefeller, d'autres actionnaires sans rapport avec la dynastie.

### Attirance pour le soleil californien

Pour symbolique qu'elle soit, cette cession surprise du fleuron de l'immobilier new-yorkais ne doit pas occulter deux faits. D'abord que l'essentiel des investissements immobiliers réalisés par les Japonais sur le sol américain concerne plutôt la Californie que Manhattan. Et ce depuis plusieurs années. Ensuite, que l'investissement nippon, cette fois-ci toutes catégories confondues, et non pas seulement dans la pierre, est encore loin derrière les placements britanniques.

Avec 34 % du total des investissements réalisés par les Japonais en 1988 (soit au montant de 5,6 milliards de dollars), les côtes ensablées de la Californie attirent encore en priorité les firmes nipponnes en mal de placement. Comparativement, New-York ne représentait, à la même date, que 17 % du « marché » (2,8 milliards), et la troisième place revenait à... Hawaï (1,80 milliard) ! Selon Kenneth Leventhal, un cabinet spécialisé dans ce genre d'études, la part de Hawaï devrait regagner au profit d'autres régions géographiques

telles que l'Illinois (Chicago) ou le Texas où, en dépit d'une conjoncture immobilière très déprimée, la récente acquisition par le promoteur immobilier Takichiro Mori d'un ensemble de quatre gratte-ciel au cœur de Houston, pour un montant de 300 millions de dollars, confirme la volonté de ces investisseurs de jouer les opportunistes — y compris à contre-courant des tendances du marché — et le long terme.

Une prudence qui ne décourage pas les candidats nippons à la pierre. Fin 1988, toujours, le total des biens immobiliers acquis par des intérêts japonais approchait les 43 milliards de dollars. Contre 26 milliards un an plus tôt. Pour les spécialistes du marché, il est clair que, après quelques acquisitions qui ont servi de poisson-pilote aux grandes compagnies d'assurances et organismes financiers nippons, d'autres investisseurs, à présent familiers des réglementations américaines sur l'immobilier se sont également mis sur les rangs.

Cette nouvelle approche des divers secteurs de l'activité économique américaine explique aussi le boom des investissements directs (toutes catégories) du pays du Soleil-Levant aux Etats-Unis. Sur un total de 329 milliards de dollars en décembre dernier pour l'ensemble des investissements directs effectués par des étrangers, la part des Japonais représentait 53 milliards. Un chiffre qui permettrait à Tokyo de dépasser — pour la première fois — les Pays-Bas (49 milliards). Tout en restant loin derrière les Britanniques (107 milliards).

A titre de comparaison, l'année précédente, sur un total de 272 milliards, derrière les Britanniques, toujours en tête (80 milliards) et les Pays-Bas (49 milliards), Tokyo n'affichait que 35 milliards de dollars d'investissement. A présent, de mois en mois, la progression est significative. Est-ce pour autant un danger ? se demandent certains commentateurs, qui voient là des relents de racisme anti-japonais (en attendant de devenir anti-américain), comme les Etats-Unis ont manifesté, dans le passé, un sentiment anti-arabe au vu des pétrodollars déversés à New-York et à Londres après le premier choc pétrolier de 1973.

Certains ont une réponse toute trouvée. « Les Japonais se jettent sur New-York... », déclare David Hale, l'un des responsables économiques de Kemper, une importante firme financière, à l'hebdomadaire *New York*. « Qu'à cela ne tienne. Vendons tout Manhattan aux Japonais ! Au vu des ratios boursiers pratiqués à Tokyo, l'île vaut au moins 2 000 milliards de dollars. Cela nous permettra de rembourser la dette publique que nous avons accumulée depuis huit ans. Et de financer les quatre prochaines années de déficit de l'administration Bush... »

SERGE MARTI

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS TRILION

Le choix d'un placement à revenus réguliers

Résultats de l'exercice 88/89 : F 422,01\* (dividende net F 415,29 et crédit d'impôt F 6,72). Ce dividende a déjà fait l'objet de 3 versements trimestriels :  
- le 16 décembre 1988, F 100, assorti d'un crédit d'impôt de F 1,50  
- le 16 mars 1989, F 101, crédit d'impôt de F 2,00  
- le 16 juin 1989, F 103, sans crédit d'impôt.

Le solde (F 111,29 et crédit d'impôt de F 3,22) est mis en paiement depuis le 26 septembre.

\*Pour les personnes morales, ce revenu est ramené globalement à F 420,54 (dividende net F 415,29 et crédit d'impôt F 5,25) en application de l'instruction du 31 août 1989 du service de Législation Fiscale.

La valeur liquidative de TRILION a progressé de 7,1 % (acomptes nets réinvestis) sur l'exercice des le 30 juin 1989. Au 31 octobre 1989 et depuis sa création (12.06.87), la performance de TRILION, coupons nets réinvestis, est de + 20 %.

TRILION : un revenu trimestriel pour un placement à moyen / long terme privilégiant la sécurité de votre capital.

Renseignez-vous dans votre agence du CREDIT LYONNAIS.

REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.

CREDIT LYONNAIS  
LE POUVOIR DE DIRE OUI



# AFFAIRES

## CONVICTION

### « Il faut traduire en revendications concrètes les problèmes que vivent les cadres »

estime Hubert Bouchet, secrétaire général de l'Union des cadres et ingénieurs FO

L'Union des cadres et ingénieurs (UCI) FO, qui revendique entre 80 000 et 100 000 adhérents, va tenir son congrès les 16 et 17 novembre à Créteil. Jugée parfois un peu moderniste au sein de FO, l'UCI avait proposé, il y a quatre ans, que les entreprises de plus de dix salariés présentent annuellement au comité d'entreprise un bilan technique (inventaire du parc des machines utilisées et état de leur vieillissement éventuel). Sur cette innovation et sur d'autres sujets, M. Hubert Bouchet, secrétaire général de l'UCI-FO répond à nos questions.

« Peut-on vraiment, sans compromettre sa carrière, être aujourd'hui cadre et syndicaliste ? »

« Tout serait-il facile pour ceux qui sont cadres et non syndiqués ? Je ne le crois pas. Pour autant, je ne considère pas que le fait pour un cadre d'être syndiqué facilite sa carrière. Les exemples sont nombreux de carrières perturbées, entravées, voire brisées par un engagement syndical. Mais s'arrêter à cela, comme le font trop de cadres, procède d'un sentiment de frilosité qu'il faut combattre. »

« Se syndiquer est normal pour une question de dignité, dans un monde où l'équité n'est pas assurée naturellement. Le fait d'être proche de son patron et d'exécuter une délégation précise de responsabilité ne gomme pas les différences d'intérêts fondamentaux, par

exemple quant à la répartition des résultats de l'entreprise. »

« Que cherchez-vous à l'intérieur de FO : faire entendre la petite musique d'une catégorie de plus en plus nombreuse ou mettre l'encadrement au diapason de l'ensemble des salariés ? »

« Les problèmes ne se posent pas comme cela. L'encadrement va connaître une croissance sans précédent historique dans nos sociétés. En France, cette composante du monde du travail industriel va voir son effectif multiplié par deux en l'espace de vingt ans. En 1980, nous étions 15 % de cadres dans la population salariée. Nous serons près de 30 % au début du millénaire. Dans dix ans, un salarié sur trois fera partie de l'encadrement. Du fait de la précarité excessive de tous les changements, dans les technologies et les modes de gestion du personnel, l'accès à l'encadrement se fera par le diplôme plus que par le rang ou la promotion interne. »

« Il faut tenir compte de cette évolution. Vouloir mettre les cadres au diapason de l'ensemble des salariés, trahit un retard conceptuel. Il revient à l'UCI d'appeler l'attention sur l'effet d'une loi de la sociologie qui veut que, du fait de son accroissement plus que proportionnel, l'influence de la population de l'encadrement dépassera très largement le seul effet arithmétique de la croissance de ses effectifs. A FO, comme vous le savez, il y a de la place pour tout le monde, pour les cadres aussi. »

« L'UCI ne parle pas beaucoup de pouvoir d'achat ou de revenus. Vous n'êtes pas un syndicat de la feuille de paie ? »

« Ce n'est pas parce que nous ne rappelons pas à tout bout de champ que nous sommes indifférents à la question de la feuille de paie. Au contraire, nous sommes un syndicat de la feuille de paie, et nous n'en concevons aucune honte. Revendiquer l'accroissement du pouvoir d'achat, c'est défendre les intérêts des salariés. Pour autant, cette défense ne se résume pas au seul pouvoir d'achat, et il serait hypocrite de considérer que la question du salaire se pose pareillement pour le salarié payé au plus bas et pour le cadre. »

« Pour un cadre, cette défense passe notamment par une reconnaissance qui, à côté du salaire, bien souvent tenu secret, fait entrer en jeu les conditions de travail, la dynamique de la carrière, la considération générale, bref autant d'éléments visibles de ce que nous appelons la dignité. »

« N'est-il pas difficile de défendre le syndicalisme de proposition et d'innovation, ce qui vous donne une image moderne, dans une confédération qui apparaît souvent conservatrice et immobile ? »

« Vous y allez un peu fort en oubliant le rôle décisif de FO dans les grands progrès des quarante dernières années, qu'il s'agisse de l'assurance-chômage, de la formation, du régime de retraite des cadres, AGIRC ou plus généralement de la politique contractuelle. Aux finances, nos camarades réclamaient ainsi des moyens de travail modernes ! »

« Il faut toujours se méfier des modes et y regarder à deux fois avant de mettre des étiquettes. Les cadres sont à une place particulière dans le monde du travail. A titre professionnel, ils sont impliqués

différemment que leurs collègues de l'exécution. Cela rejette sur leur pratique syndicale. C'est la raison pour laquelle nous présentons des revendications particulières qu'il vous plaît de classer dans le syndicalisme de proposition et d'innovation. Pour nous, il n'y a pas de hiatus. Les revendications que nous avançons sur l'innovation, la recherche, la technologie, la formation, visent à permettre la meilleure information des cadres syndiqués pour qu'ils exercent leur rôle de contre-poids. C'est dans le prolongement de toute l'action passée de notre organisation, pas plus conservatrice qu'immobilité ou archaïque, mais tout simplement lucide. »

#### La question du bilan technique

« Votre projet de bilan technique entre-t-il dans les faits ? »

« Comme toutes les bonnes idées, celle-ci est incontournable. Son évocation déclenche souvent un réflexe à la commissaire Bourrel : « Bon sang, mais c'est bien sûr », sous-entendu, comment n'y a-t-il pas pensé plus tôt ? Passé les questions seules par la crainte de voir nos camarades mordire le trait, en s'avançant, à titre syndical, sans retenue dans la gestion de la technologie, l'idée fait son chemin. »

« Au niveau des entreprises, notamment des grandes, des procédures existent. Moyennant un perfectionnement, celles-ci satisfaisaient aux exigences du bilan technique. C'est dans les petites que le bât blesse, car la gestion des technologies n'y est pas assez ressentie comme essentielle. Or il y a de l'avenir de l'emploi. Nous attachons donc de l'importance à ce qu'il soit question du bilan technique dans des négociations futures entre le CNPF et les organisations syndicales représentatives de cadres et ingénieurs. »

« En France, le commissariat du Plan, le Conseil économique et social et le ministre de l'Industrie ont pris parti en faveur des dispositifs comme le bilan technique. Enfin, la Commission européenne y accorde un intérêt tout particulier. »

« Allez-vous présenter de nouvelles propositions à l'occasion de votre prochain congrès ? »

« Oui, bien sûr. Nous allons mettre l'accent sur la formation continue de façon à lui faire accomplir un progrès décisif par des revendications concrètes. Il s'agit, notamment, de ménager « du berceau au cercueil » des occasions de formation qui bannissent l'échec comme l'obsolescence des savoirs par une meilleure formation initiale et une réelle formation permanente. Ainsi, l'intégration de la formation au quotidien (dans la conception même du poste de travail qualifiant) et la remise à jour périodique (cent heures chaque année et une requalification d'une durée d'un semestre tous les sept ans) s'imposent. Il faut aussi mettre en œuvre des systèmes de vérification des acquis dignes de ce nom et conçus dans le respect des grands principes d'équivalence. »

« Au-delà, la manière dont nous abordons la formation présente la méthode qu'il nous faut appliquer pour traduire en revendications concrètes les problèmes que vivent les cadres aujourd'hui. C'est un travail essentiel qui conditionne leur syndicalisation. Il est immense et tout juste engagé. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT

## PORTRAIT

Léon Bressler, président de Lanvin.

### Un banquier saisi par la haute couture

En réalité Léon Bressler jouait le cheval de Troie pour lui-même. Lorsqu'en janvier dernier la Midland Bank prit 34 % de la maison Jeanne Lanvin, beaucoup pensaient qu'elle agissait pour un investisseur masqué.

En quittant la présidence de la filiale de la banque britannique, en septembre, Léon Bressler agit à visage découvert : il est maintenant président de la maison de couture créée en 1890 par Jeanne Lanvin, et la Midland détient 40 % du capital.

En neuf mois, il est, semble-t-il, parvenu à résoudre les problèmes qui avaient fait reculer les autres candidats à cette acquisition : Louis Vuitton, Clarins et Prouvost entre autres. « Nous sommes parvenus à trouver un cadre global qui sauvegarde les intérêts sociaux des actionnaires », explique Léon Bressler. Par exemple, Yves Lanvin continue d'occuper l'hôtel particulier dont le montant de la vente (260 millions de francs) a permis de renflouer l'entreprise.

« Ma démarche a d'abord été financière. Le coup de foudre n'est venu qu'après. Au fur et à mesure que j'ai découvert l'histoire de cette maison et que j'ai rencontré ses collaborateurs », explique Léon Bressler. Mais il est à peu près certain que cet homme de quarante-deux ans ne demandait qu'à être séduit. Ancien élève de Sciences Po et de la faculté de droit, il a fait carrière dans la banque avec une attirance permanente pour les artistes et la culture. Un double intérêt qu'il synthétise en disant : « J'ai toujours été passionné par l'économie de la culture. »

Et il rappelle qu'il est administrateur de la FNAC et d'Habitat France. Une manière pour lui de jouer le « marginal de la finance » et de ne pas respecter les canons de l'establishment : il refuse de figurer dans le

Who's who et rappelle volontiers ses nostalgies sobarite-huitardes.

Pour autant, son passage dans la banque ne fut pas un supplice : « J'aime la finance, avoue-t-il. Dans ce secteur aussi la création existe. » En 1978, il installe la filiale française de la Midland Bank, et en 1979, il reprend la Banque de construction et de travaux publics, alors en sérieuses difficultés.



Voilà maintenant ce banquier atypique immergé dans le monde de la haute couture. En l'espace de quelques mois, et comme pour se faire pardonner de ne pas appartenir au sérail, il s'est imprégné de l'histoire des Lanvin et ne tarit pas d'éloges sur le patrimoine de cette maison. « C'est un des deux ou trois noms mythiques de la couture française. Il évoque à la fois Mistinguett, Yvonne Printemps et les costumes de théâtre pour les pièces de Giraudoux. Quant à Arpège, on en a dit que c'était un monument du parfum. »

Il reste qu'une aussi belle renommée ne suffit pas à faire

un bon chiffre d'affaires et ne garantit pas des bénéfices. Léon Bressler sait bien que chez Lanvin il doit tout reconstruire. En 1988, le chiffre d'affaires était de 250 millions de francs et les pertes frôlaient les 100 millions de francs. Dans le chiffre d'affaires, les parfums représentent environ 100 millions de francs et la couture 150 millions de francs. Côté licences, les ventes réalisées sous la griffe sont estimées à 2 milliards de francs.

#### Pas de pollution de l'image

Certes l'opération immobilière a permis de remettre les comptes à zéro. Mais l'image, elle aussi, besoin d'être restaurée. Dans le domaine de la couture et du prêt-à-porter, la couture pour hommes a gardé toute sa notoriété : la liste des clients est une sorte d'abrége du Bottin mondain. Pour relancer la haute couture, Léon Bressler a décidé de faire appel à Claude Montana. Pour le prêt-à-porter, il négocie la constitution d'une joint-venture avec la société Dejac pour la production et la distribution. « Mais la création restera du domaine du studio Lanvin. Pour la distribution, Léon Bressler prévoit de limiter les points de vente à une trentaine dans le monde avec une préférence pour les boutiques exploitées en propre. »

Une situation financière assainie, un créateur talentueux et le prestige de la griffe Lanvin, Léon Bressler pense qu'il détient les ingrédients du développement. Il reste à trouver le liant : « Comme notre culture est très forte, on peut se permettre un peu de modernisme, estime-t-il. D'autant que nous avons une chance extraordinaire : jusqu'ici il n'y a pas eu de pollution de notre image. »

FRANÇOISE CHÉROT

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ A FIN SEPTEMBRE 1989

Malgré un certain ralentissement au troisième trimestre, la conjoncture reste bonne. La poursuite de l'élargissement du groupe contribue également à la croissance du chiffre d'affaires, qui ressort à fin septembre à près de 9 milliards de francs, en augmentation de 27 %.

La prise en compte, dès le 30 septembre 1989, des sociétés acquises au quatrième trimestre 1988 et consolidées sur l'ensemble de l'année ramène ce taux à 20 %.

Enfin, si l'on exclut la croissance externe de 1989, l'augmentation est de l'ordre de 8 %.

Pour l'ensemble de l'année 1989, la prévision à 12,5 milliards de francs peut être conservée, hors FINANCIÈRE y MINERVA et sans la Turquie.

CIMENTES FRANÇAIS sur MINITEL : 3616 CLIFF

### SOVABAIL

Le conseil d'administration de SOVABAIL, Sicom du groupe SOVAC, s'est réuni le 8 novembre 1989 pour prendre connaissance de l'activité de la situation au 30 septembre 1989.

La valeur comptable nette du patrimoine immobilier (385 MF) représentant près d'une fois et demie les fonds propres, aucune acquisition nouvelle n'a été effectuée. La société a pu commercialiser en totalité les immeubles livrés au cours de l'exercice, notamment à Levallois-Perret ; les produits à attendre de ces locations effectuées dans de bonnes conditions de rentabilité amélioreront sensiblement les résultats des exercices à venir.

La production de crédit-bail, qui s'élève à 55 MF sur les neuf premiers mois, se rapporte uniquement à des opérations effectuées au profit d'entreprises de moyenne importance, les engagements et négociations en cours permettant d'envisager une production de l'ordre de 90 MF pour la totalité de l'exercice.

Hors plus-values, le résultat brut comptable d'exploitation au 30 septembre 1989, rapporté aux neuf douzièmes du même résultat de l'exercice précédent, est en progression de 4,6 %, passant de 46,6 MF à 48,7 MF. En revanche, le résultat net comptable après imputation du prorata de plus-values de cessions résultant essentiellement du rachat anticipé de contrats sociaux est en régression de 29 %, les plus-values de cession au 30 septembre étant ramenées de 23,2 MF à 2,3 MF.

Le résultat final restera influencé par cet élément extérieur exceptionnel, mais sera partiellement amélioré par la mise en location, à compter du 1<sup>er</sup> juillet, des nouveaux immeubles locatifs, ainsi que par les plus-values de cession attendues sur la fin de l'exercice.

Pour l'avenir, la relance de l'activité par l'acquisition des marges habituellement pratiquées sur le marché devrait permettre de développer plus largement la production de contrats de crédit-bail immobilier.



Société Centrale des Assurances Générales de France  
87, rue de Richelieu - 75002 Paris Cedex 02  
Société Anonyme créée par la loi du 04 Janvier 1973  
Capital Social : 407 millions de Francs RCS Paris B 303 255 120

### Chiffre d'affaires mondial du 1<sup>er</sup> Janvier 1989 au 30 Septembre 1989

(Primes émises en millions de Francs)

	1988	1989	variation en %
AGF Vie	8 742	10 005	+ 14,4
AGF IART	9 565	10 234	+ 7,0
AGF Vie + AGF Iart	18 307	20 239	+ 10,6



PARTENAIRE ASSUREUR OFFICIEL DES JOUEURS OLYMPIQUES D'HIVER



SOPHIA-BAIL le financement sage

● Chiffre d'affaires locatif : 306 millions (+ 19 %) au 30.09.1989.  
● Résultat de la période (bénéfice courant) : 90 millions (+ 9,4 %) augmentant favorablement d'une progression du prochain dividende (34,25 F au titre de 1988).

● Production d'affaires nouvelles depuis le début de l'année : 559,2 millions répartis entre 505,3 millions pour le crédit-bail immobilier et 53,9 millions pour le patrimoine locatif.

● Diversification :  
- Crédit-bail non Sicom (Société apparentée) : production de 135 millions.  
- Collectivités locales (filiale) : production de 44,5 millions auxquels s'ajoutent 18,4 millions de financements dans le domaine des économies d'énergie.  
- Etranger (filiale) : projet avancé d'une implantation en Espagne.

● Croissance externe : perspectives de fusion avec Soficom devant porter les fonds propres de Sophia-Bail à 1,3 milliard et les actifs gérés à plus de 8,5 milliards sur la base des engagements actuellement réalisés.

18, rue de la Ville l'Evêque, Paris 8<sup>e</sup>  
Tél. : 47.42.52.53

## PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI<sup>e</sup>  
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE  
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS  
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue bimestriel

Envoi sur simple demande

55.000.000.000



[illegible]

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



marche

36-15

MAY

INDEX

RECORDS

marche

36-15

MAY

INDEX

RECORDS

marche

36-15

MAY

INDEX

RECORDS

marche

36-15

MAY

INDEX

RECORDS

marche

36-15

MAY

INDEX

RECORDS

marche

36-15

MAY

INDEX

RECORDS

marche

36-15

MAY

INDEX

RECORDS

marche

36-15

MAY

INDEX

RECORDS

marche

36-15

MAY

INDEX

RECORDS

marche

36-15

MAY

INDEX

RECORDS

marche

36-15

MAY

INDEX

RECORDS

marche

36-15

MAY

INDEX

RECORDS

marche

36-15

MAY

INDEX

RECORDS

marche

36-15

MAY

INDEX

RECORDS

PAR

marche

36-15

MAY

PAR

marche

36-15

MAY

PAR

marche

36-15

MAY

PAR

marche

36-15

MAY

PAR

marche

36-15

MAY



هكذا من الاجل

40 • Samedi 11 novembre 1989 •

# Le Monde

La libre circulation entre la RDA et la RFA

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

M. ROLAND DUMAS :  
des avancées  
à grands pas

Voici le texte de la déclaration de M. Dumas, ministre des affaires étrangères, publiée jeudi soir 9 novembre par le Quai d'Orsay : « La mesure que vient d'annoncer les autorités de Berlin-Est d'autoriser les ressortissants de la RDA à se rendre librement en Allemagne de l'Ouest s'ajoute aux mesures déjà prises. »

« Il s'agit là de décisions heureuses qui vont dans le même sens. »

« Nous constatons qu'il s'agit là d'avancées à grands pas vers la démocratisation. Il faut s'en réjouir pour le peuple allemand et en féliciter les autorités, qui en ont compris la nécessité. »

« J'avais dit avant-hier, à la tribune de l'Assemblée nationale, que l'Histoire se chargerait de faire disparaître les murs. Ce jour approche. Espérons que rien ne viendra contrarier ce mouvement. »

## M. Bush applaudit, mais avec retenue

WASHINGTON  
de notre correspondant

« Abattez ce mur, monsieur Gorbatchev ! » C'était en 1987, et c'était Ronald Reagan, qui, adossé à la porte de Brandebourg, lançait d'une voix ferme une admonestation qui, à l'époque, avait paru un peu vaine : les télévisions américaines n'ont pas manqué, jeudi, de diffuser cette séquence d'un autre âge - il y a deux ans...

Du coup, l'ex-président lui-même, cheveux blanchis, est apparu en direct sur la chaîne ABC, comme si l'on s'était soudain souvenu qu'il convenait de l'inviter pour ce jour de fête.

Mais à la Maison Blanche, l'heure semblait moins à la célébration qu'à la réflexion : on a tenu à saluer l'événement, à montrer qu'on mesurait pleinement son

importance, sans se départir pour autant de la prudence qui est devenue la marque de l'administration actuelle. M. Bush lui-même a tenu à être « présent », à réagir publiquement à la grande nouvelle venue de Berlin, qu'il a laissé apparaître une perplexité qu'il partage sans nul doute avec beaucoup d'autres dirigeants du monde occidental.

Judi après midi, quelques journalistes ont donc été introduits dans le bureau oval de la Maison Blanche, où ils ont trouvé un président assis avec devant lui une carte des deux Allemagnes, et un tas de dépêches. M. Bush a naturellement fait part de sa satisfaction face à « ce développement spectaculaire », mais il s'est gardé de toute emphase, de tout enthousiasme - éprouvant même le besoin de justifier cette retenue (« Je ne suis pas un émotif »). Il a certes souligné que lui-même avait appelé de ses vœux une Europe « entière et libre », et que l'ouverture des frontières de la RDA constituait bien « un pas dans cette direction ».

Plus grave  
que joyeux

Mais il n'est guère allé au-delà - sinon pour ajouter que bien des Allemands de l'Est, maintenant qu'ils sont libres de partir, pourraient préférer rester dans leur propre pays, « pour participer aux réformes ». Une réflexion en forme de souhait, qui rejoint le conseil déjà donné aux Polonais par le même président Bush, lorsqu'il s'était adressé à la foule de Gdansk en juillet dernier.

M. Bush, en un mot, a paru, et sans doute à dessein, plus grave que joyeux, face à une accélération de l'histoire qui, paradoxalement, pourrait justifier l'attitude prudente, légèrement en retrait, de son administration. Si l'Europe de l'Est se décompose et se recompose à une telle vitesse, si les événements ne cessent de déborder les prévisions et les analyses les plus audacieuses, n'est-il pas préférable de laisser les choses aller leur cours, sans pousser à la roue ?

Le secrétaire d'Etat James Baker, qui, lui aussi, a tenu à affirmer sa présence à cours de cette journée, a naturellement fait écho, avec son calme et sa pondération habituels, aux propos de M. Bush. A l'instar du président, qui avait

dit récemment ne pas craindre une réunification de l'Allemagne, le secrétaire d'Etat a déclaré qu'une telle perspective ne l'inquiétait pas, à condition que cela se fasse « dans la liberté et la paix ».

Les Américains s'apprêtent-ils à aller au-delà de ces généralités, tant à propos de l'Allemagne que de l'Europe de l'Est, lors de la rencontre entre M. Bush et M. Gorbatchev, au début du mois prochain ? M. Baker a en tout cas tenu à souligner les limites fixées par Washington à ce « non-sommet », comme lui-même et M. Bush s'obstinent à appeler la rencontre des 2 et 3 décembre. « Le non-sommet n'est pas destiné à discuter de l'avenir de l'Europe de l'Est. Nous ne nous aventurerons jamais dans une telle entreprise. »

Le président Bush, qui a déjà commencé à préparer ce sommet - en rencontrant une série d'experts, - aura en tout cas une autre occasion de réfléchir à l'avenir de l'Europe de l'Est, et au rôle que peuvent ou que veulent y jouer les Etats-Unis. Il rencontrera au début de la semaine prochaine M. Lech Walesa, qui passera trois jours à Washington et qui cherchera sans aucun doute à tirer M. Bush de ses sages considérations pour l'inciter à une action beaucoup plus énergique dans un domaine où les Etats-Unis peuvent, sans grand risque, jouer un rôle peut-être décisif : l'aide économique.

JAN KRAUZE

(Lire nos autres informations pages 3, 4 et 5.)

M. Jean-Marc Ayrault  
invité  
du « Grand Jury  
RTL-le Monde »

M. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes, député socialiste de Loire-Atlantique, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 12 novembre, de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Ayrault, qui a été élu maire de Nantes en mars 1989 et qui appartient au courant Progressif au sein du Parti socialiste, dont il est député depuis 1984, répondra aux questions d'André Fauveau et de Patrick Jarnaux du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Ponsard de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 10 novembre

Effritement

Après deux séances de hausse, la Bourse a repris le chemin de la baisse, suivant l'exemple de celle de New-York. L'indice CAC-40 se dépréciait de 0,37 %. Les reculs les plus importants étaient emmenés par La Redoute (-6,6 %), CCMC (-5,5 %) et Sogérop (-4,5 %). En hausse on notait CSEE (+4,3 %), Luchaire (+3,9 %) et Primagaz (+3,8 %).

GLOBE  
CUBA  
LA FIN DE CASTRO  
ENQUETE

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes, également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Rochel). Rémy réédite les plus beaux meubles - Louis XIII - « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIII<sup>e</sup> siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Rémy  
Remy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

GLOBE  
JE ME SOUVIENS...  
LES ANNÉES 80  
UN BILAN PAR  
24 ECRIVAINS  
(EN ASSOCIATION AVEC LA S.E.P.T.)

ouvert  
demain  
11  
CAPELOU  
LITERIES  
CONVERTIBLES  
ELEMENTS-BOIS

Etonnante collection  
de lits de repos...

Rémy

## Masses en mouvement

VOYEZ comme ça se précipite ! Je vous disais hier que la fin du mur de Berlin, c'était pas pour demain, et il m'est dégringolé sur le tibia pendant la nuit ! Je vous disais aussi que je sacrifiais depuis des années mon heure de déjeuner à mon heure de gym, une heure de souffrances, de tortures abominables dans l'idée que plus ça fait mal plus ça fait de bien. J'avais tout faux, là encore. Pour pas mourir, pas la peine de se tuer. Suffit d'être en bonne santé !

C'est des savants qui ont trouvé ça. Elle a fait sensation aux Etats-Unis, leur découverte. La presse en est pleine. On multiplie les conseils : Si vous voulez garder la forme, obéissez aux flics, les jours de mer ! Circulez ! Bougez-vous un peu. Oh ! pas des masses, rassurez-vous. Tenez, un exemple : vous êtes là affalé, vautré devant la télé à regarder vingt-deux heures croisées jusqu'aux yeux courir comme des moutons à la poursuite d'un ballon. S'il y en a un qui marque un but et si vous avez de la sympathie pour lui - autrement vous ferez pas, - redressez-vous dans un mouve-

ment d'enthousiasme et d'encouragement en criant : Youpi !

Pendant les spots de pub, traînez-vous à la cuisine, ouvrez la porte du frigo, penchez-vous et attrapez une bouteille de bière ou de Coca. Ça fera travailler vos adducteurs, vos abdominaux et vos biceps. Faites l'amour, pas la sieste. Comme des bêtes, pas comme des plantes. Et si vraiment vous voulez couper au cancer et aux troubles cardio-vasculaires, poussez votre graisse le plus souvent possible jusqu'à l'épicerie ou jusqu'au tabac du coin. Sous quel prétexte ? Je sais pas, moi... Achetez un paquet de beurre ou de cigarettes !

Non, sérieux, ils ont fait tout un tas d'études vachement approfondies dans un institut à Dallas. Ils ont suivi trois mille mecs pendant quinze ans. Et ils ont constaté que ceux qui se tapaient 10 kilomètres à pied tous les matins claquaient à peine moins vite que ceux qui faisaient trois fois le tour du bloc pour promener leur chien. En tirant sur la laisse, attention, s'agit pas de se laisser aller !

## En mer du Nord

### Collision entre un ferry et un cargo : trois morts et de nombreux blessés

Hambourg (AFP). - La collision entre un car-ferry danois et un cargo des Bahamas, survenue mercredi soir 8 novembre en mer du Nord, au large de l'embouchure de l'Elbe, a fait trois morts et de nombreux blessés à bord du ferry, dont

deux sont grièvement atteints, a indiqué, jeudi, la police maritime de Hambourg. Le car-ferry, parti mercredi de Hambourg, faisait route vers le port britannique de Harwich, avec trois cents passagers à son bord.

## TAPIS PERSANS

FAITS MAIN points noués soldés à

50% et à 30%

MAISON DE L'IRAN

65, Champs-Élysées (8<sup>e</sup>)

ARABER 397 x 262 31.000 F - 15.500 F  
KERNAN 261 x 151 23.000 F - 14.500 F  
HANEKAN 175 x 107 5.000 F - 2.500 F  
SEVUKE 160 x 145 11.000 F - 5.500 F  
IRANIAN laine et soie  
158 x 107 31.000 F - 21.700 F

20

CIC PARIS

JAMAIS UNE BANQUE

N'AVAIT AUTANT PAYÉ

DE SA PERSONNE.

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

#### Débats

Economie : « La finance sous le regard de l'éthique », par Hugues Poul ; géopolitique : « Faire revivre l'Europe centrale », par Gianni Da Michelis ..... 2

#### Les élections en Jordanie

Les islamistes emportent trente et un sièges sur quatre-vingts au Parlement ..... 6

#### Les changements en Chine

M. Deng Xiaoping affirme qu'il continuera à « jouer son rôle comme il se doit » ..... 8

#### La relance de la décentralisation

Le Parti socialiste est décidé à obtenir du gouvernement un « deuxième souffle » pour la décentralisation. Il a déjà mis au point un projet de réforme des élections cantonales qui pourrait ne pas convenir à M. François Mitterrand ..... 9

#### Journal d'un amateur

« Idéologie », par Philippe Boucher ..... 10

#### Retrouvailles à l'UDF

Les responsables des six composantes de l'UDF - parmi eux M. Pierre Méhaignerie et François Léotard - se sont retrouvés, jeudi 9 novembre, autour de M. Valéry Giscard d'Estaing pour un déjeuner qui devrait relancer une confédération qui ne fonctionnait plus depuis six mois ..... 11

#### Corse : l'enjeu du sol

Les nationalistes ont touché juste en détruisant le complexe immobilier de la plage de Saint-Cyprien. Au centre du débat, la propriété du sol et la place du tourisme dans l'économie corse ..... 12

### SECTION B

#### La croisade américaine contre l'Europe audiovisuelle

M. Jack Valenti, patron de l'association des producteurs d'Hollywood, accuse, dans un entretien au Monde, les gouvernements européens de filtrer ce que les téléspéculateurs veulent voir. Une thèse que contredit une récente étude sur l'audience des chaînes dans la Communauté ..... 13

#### La Cinq : jugement le 4 décembre

MM. Robert Hersant, Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi se sont affrontés, par avocats interposés, devant le tribunal de commerce de Paris ..... 14

#### Justice : un point de vue de M. Toubon

Un point de vue de M. Jacques Toubon, député RPR de Paris et ancien président de la commission des lois, sur les propositions de la commission Delmas-Marty et l'avenir de la justice ..... 15

#### Essence : entente illicite

La cour d'appel de Paris a condamné des compagnies pétrolières, des pompistes et des détaillants pour « entente illicite sur les prix » en Corse, en 1985 et en 1986 ..... 16

### La bioéthique et la loi

Après les déclarations de M. Hubert Curien, ministre de la recherche, sur l'opportunité de légiférer dans le domaine de la bioéthique, M. Claude Evin, ministre de la santé, se dit, lui, favorable à une loi ..... 16

#### Grève à Paris-I

Les étudiants soutiennent la grève du personnel administratif déclinée au centre Tolbiac de l'université Paris-I ..... 16

#### Cinéma : « l'Orchestre rouge »

Jacques Rouffio porte à l'écran, avec Claude Brasseur dans le rôle de Leopold Trepper, un épisode majeur de la lutte antinazie ..... 17

#### Rock à Berlin-Est

La veille du jour où le célèbre mur s'écroulait, une rencontre Est-Ouest avait lieu à Berlin. Le rock en était le prétexte ..... 18

#### Rugby

Un entretien avec l'entraîneur des Wallabies, Bob Dwyer, avant le second test-match France-Australie, à Lille, le 11 novembre ..... 28

### CAMPUS

#### Au cœur du pays sikh

Amritsar, au Pendjab, ville sainte des sikhs, ouvre timidement ses portes aux étrangers cinq ans après l'attaque du Temple d'or ..... 19

#### Escapes • La table • Livres • Jeux

..... 20 à 22

### SECTION C

#### Restructurations dans l'assurance

L'UAP achète pour près de 14 milliards de francs une minorité de bicoche dans le groupe Victoire ..... 29

#### Un succès pour le VAL

Metra construira le métro des Jeux Olympiques de Barcelone ..... 29

#### Automobiles : euphorie

En octobre, les achats de voitures ont progressé de 20 % par rapport à octobre 1988. Comme à l'étranger, le marché français reste très dynamique ..... 29

#### Fin de conflit aux finances

Pour accélérer la reprise du travail, le ministre de l'économie propose de payer une partie des jours de grève ..... 31

### Services

Abonnements ..... 28  
Annonces classées ..... 33 et 34  
Campus ..... 25  
Cartes ..... 23  
Jeux ..... 22  
Loto ..... 23  
Marchés financiers ..... 38 et 39  
Météorologie ..... 26  
Philatélie ..... 26  
Radio-Télévision ..... 27  
Spectacles ..... 25

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 10 novembre 1989  
a été tiré à 578 704 exemplaires